OTTO
SKORZENY

MES MISSIONS SECRÈTES

MÉMOIRES DU PLUS AUDACIEUX DES COMMANDOS D'HITLER

nouveau monde
éditions

MES MISSIONS SECRÈTES

Suivi éditorial : Iris Granet-Cornée
Maquette : Annie Aslanian

© Ernest Flammarion, 1950

© Nouveau Monde éditions, 2016
170 bis, rue du Faubourg-Saint-Antoine – 75012 Paris
ISBN : 978-2-36942-439-0
Dépôt légal : octobre 2016
Imprimé en Union européenne par Meilleures Impressions

Otto Skorzeny

MES MISSIONS SECRÈTES

MÉMOIRES DU PLUS AUDACIEUX DES COMMANDOS D'HITLER

Traduit de l'allemand par Max Roth

nouveau monde
éditions

Préface

« WANTED : ESPION, ASSASSIN, SABOTEUR
Nom : Otto Skorzeny
Grade : SS Obersturmbannführer
Âge : 37 ans
Taille : 1 m 96
Poids : 100 kg
Teint : mat
Cheveux : sombres et ondulés
Oreilles : grandes, près de la tête (*sic*)
Menton : saillant
Moustache : à la Hitler mais peut-être rasée
Balafre : coup de sabre de la pommette gauche au coin de la bouche
Cet homme extrêmement intelligent est très dangereux. Il peut circuler aussi bien sous l'uniforme anglais ou américain qu'en tenue civile. Il porte une chevalière au troisième doigt de la main gauche. Tout renseignement le concernant doit être immédiatement transmis au bureau du G-2 le plus proche. »

Cette affichette, bâtie sur le modèle des avis de recherche du FBI, fut placardée sur ordre de Eisenhower dans les zones de combat du front de l'Ouest dans les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale. Elle signale le caractère hors norme d'Otto Skorzeny, l'homme des missions spéciales d'Hitler. Bien avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, une mystique s'est en effet développée autour de son personnage. À l'origine de cette réputation, une opération particulièrement audacieuse pour libérer le dictateur italien Mussolini, capturé par les partisans royalistes et détenu dans les Abruzzes en 1943. La réussite de ce coup de main, un des chapitres majeurs du présent ouvrage, vaudra à son auteur la reconnaissance et la confiance éternelles du Führer. À tel point qu'après la tentative d'assassinat ratée de Stauffenberg en 1944, Hitler demande à Skorzeny de prendre le commandement provisoire de l'armée en son nom, le temps de distinguer les officiers félons de ceux qui lui sont restés fidèles.

La fascination qu'exerce Skorzeny ne se limite pas aux cercles nazis. Elle frappe aussi les Américains, partagés entre l'indignation et l'admiration face aux coups de main du commando Skorzeny, infiltrés dans les rangs

alliés pendant la bataille des Ardennes pour, selon la rumeur, assassiner Eisenhower. Lors de son procès devant un tribunal militaire américain, Skorzeny démentira fermement cette intention et sera finalement acquitté. Les perspectives ne seront pas aussi bonnes devant un tribunal allemand et Skorzeny préférera prendre la fuite, avec l'aide probable des services américains.

La fascination touche encore le seul biographe à ce jour de Skorzeny, Glenn B. Infield, un ancien pilote de l'armée américaine, dont l'ouvrage *Skorzeny, chef des commandos d'Hitler*[1] peine parfois à distinguer les faits avérés des nombreux fantasmes ayant cours à son sujet, reproduits sans distance ni recoupement dans les dossiers des services secrets américains. Si on sait à peu près ce que fit Skorzeny pendant le second conflit mondial – et c'est l'objet du présent livre –, on tombe souvent dans la pure spéculation sur son rôle après la guerre. Installé en Espagne, Skorzeny écrit ses Mémoires, mais aussi brasse de nombreuses affaires, devient trafiquant d'armes (notamment en direction de l'Égypte), assiste des anciens nazis dans leur fuite vers l'Amérique du Sud (sans pour autant jouer le rôle central que lui attribue Infield en se basant sur les dénonciations du chasseur de nazis Wiesenthal[2]), lève des fonds auprès d'anciens industriels nazis, devient très proche du couple Peron en Argentine. De là à dire qu'il serait le grand gestionnaire d'un énorme trésor de guerre nazi transporté en Argentine par sous-marin lors de l'effondrement du Reich… La théorie est séduisante et romanesque mais ledit trésor n'a jamais refait surface depuis l'après-guerre. Et Skorzeny, toujours à court d'argent, aurait été héroïque de ne pas en profiter pour lui-même.

En revanche, on peut ajouter à sa biographie un épisode récemment dévoilé en France par la revue *Sang-froid* : comme le montre l'enquête très détaillée de Dan Raviv et Yossi Melman, « L'homme le plus dangereux d'Europe[3] », le nazi non repenti Skorzeny accepta dans les années 1960 de travailler pour… le Mossad ! À vrai dire, on ne lui laissa guère le choix, puisqu'en cas de refus il aurait été exécuté. Il n'en reste pas moins qu'il consentit sans état d'âme à éliminer pour les Israéliens plusieurs scientifiques allemands qui avaient accepté de contribuer au programme de missiles égyptiens, menace existentielle pour Israël.

« Un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme » : la citation fameuse de Churchill à propos de la Russie trouverait aussi bien à s'appliquer au cas Otto Skorzeny. Il n'est pas sûr qu'on dispose jamais d'une biographie fiable et complète du personnage, tant il s'est employé à brouiller les pistes, même pour ses amis à qui il ne disait jamais tout. Quelle confiance accorder à ses Mémoires ? Dans la version présentée ici nous avons choisi de laisser de côté les considérations générales sur le cours de la guerre et le nazisme pour nous concentrer sur les opérations militaires elles-mêmes vécues par Skorzeny et racontées conformément à son caractère : sens du récit haletant, position toujours avantageuse du narrateur, temps morts et détails peu flatteurs oubliés… Les faits vérifiables sont globalement exacts ; pour autant ce récit n'est ni plus ni moins utile que de nombreux autres volumes de Mémoires de guerre. S'il ne saurait tenir lieu d'histoire officielle, il constitue une source précieuse non seulement pour l'histoire mais aussi pour la compréhension d'un personnage comme seule la Seconde Guerre mondiale a pu en révéler.

Yvonnick Denoël

1. Pygmalion, 1984.
2. Les recherches les plus récentes incitent à prendre avec beaucoup de prudence les affirmations de Wiesenthal, voir en particulier : Guy Walters, *La traque du Mal*, Flammarion, 2010.
3. *Sang-froid* n° 2, juin 2016.

I

Naissance des commandos

Voilà plus d'un an que je ronge mon frein. Affaibli par les coliques et la dysenterie rapportées de la première campagne de Russie, j'ai dû m'incliner devant le verdict des médecins qui m'avaient déclaré inapte, tout au moins pour l'instant, au service dans une unité combattante. Nommé au grade d'ingénieur militaire, je suis donc en train de moisir dans un dépôt, aux environs de Berlin. Comme j'avais appris, en automne 1942, que les divisions SS allaient être transformées en divisions blindées, j'avais demandé l'autorisation de suivre des cours d'officiers de chars. J'obtins, en effet, d'être muté à la 3e division blindée SS. Bientôt, cependant, une nouvelle crise de dysenterie me prouva que mon état de santé m'interdisait encore toute fatigue excessive. Après quelques semaines passées à l'hôpital, je fus renvoyé à mon dépôt berlinois. Heureusement pas pour longtemps. Au début du mois d'avril 1943, je suis convoqué au quartier général des Waffen SS. Là, un haut fonctionnaire m'apprend qu'on cherche un officier ayant une bonne formation technique pour former une « unité spéciale ». Afin de me donner une idée plus précise des tâches que le haut commandement entend confier à cette unité, mon interlocuteur esquisse brièvement un tableau schématique des différents services groupés sous la dénomination collective d'« Ausland Abwehr » (services secrets de l'armée). Ainsi, je pénètre pour la première fois dans un domaine ultrasecret, réservé à quelques rares initiés, et dont je n'ai entendu parler jusqu'alors qu'en termes extrêmement vagues. Pour définir exactement le rôle que je jouerai désormais, je vais expliquer sommairement la structure de cet organisme.

L'Abwehrdépend directement du haut commandement de l'armée. Elle se compose de trois services : la première section est chargée de l'espionnage militaire proprement dit. La deuxième section ne fonctionne activement qu'en temps de guerre. Sa mission consiste en la préparation et l'exécution

d’actes de sabotage sur les arrières de l’adversaire, ainsi qu’en la démoralisation des troupes ennemies par une propagande appropriée. La troisième section organise le contre-espionnage, c’est-à-dire la lutte contre les espions et les saboteurs ennemis.

(Sachant à quel point les termes « espionnage » et « sabotage » paraissent sinistres et ignominieux à bien des profanes, je tiens à préciser ici que des services semblables, quoique camouflés sous des noms différents, existent dans tous les pays. À l’heure actuelle, toutes les grandes puissances sont obligées d’entretenir un « Intelligence Service » ou, comme disent plus modestement les Français, un « Deuxième Bureau ».)

Au début de la guerre, le haut commandement avait mis à la disposition des chefs des services secretsle bataillon de choc Brandebourg. Peu à peu, cet unique bataillon s’était agrandi jusqu’à devenir, en janvier 1943, la division de choc Brandebourg. Cette unité était chargée de l’exécution de certaines missions spéciales, élaborées par les services de la « Défense ». Le secret était si bien gardé que le public ignorait l’existence même de cette division.

Or, depuis environ un an, l’Office central des Waffen SS s’efforçait de mettre sur pied une seconde unité de ce genre, le cours d’entraînement spécial Oranienbourg. Les chefs de ce service cherchaient justement un officier possédant des connaissances étendues dans tous les domaines militaires aussi bien que techniques afin de lui confier la tâche d’accroître cette unité et d’accélérer son entraînement.

C’est ce poste que m’offre mon interlocuteur. Je me rends aussitôt compte de la portée d’une telle nomination. En acceptant cette proposition inattendue, je quitterais délibérément la vie militaire normale pour occuper une place à part qui n’est pas accessible à tout le monde. Je me souviens d’une pensée de Nietzsche : « Il faut vivre dangereusement ! » Peut-être vais-je avoir ainsi la possibilité de servir mon pays d’une façon particulièrement efficace, et cela à un moment où l’Allemagne traverse une épreuve dure et pénible. C’est cette dernière considération qui, finalement, me décide. J’accepte donc, en me réservant toutefois la faculté de démissionner, au cas où mes capacités se révéleraient insuffisantes pour un poste aussi délicat.

Le 20 avril 1943, je reçois ma nouvelle affectation, avec le grade de capitaine de réserve. Afin de me conformer aux usages, je me présente le jour même au chef des Renseignements politiques, le commandant de troupes d'assaut Schellenberg. Celui-ci, un homme assez jeune, très élégant, se montre fort aimable. À vrai dire, je ne comprends pas grand-chose à ses explications. Après tout, je viens seulement de franchir le seuil d'un domaine qui, jusqu'alors, m'est resté totalement inconnu. J'apprends cependant que l'unité dont je dois prendre le commandement prépare un raid, et que le premier commando est même sur le point de partir. Voici de quoi il s'agit :

Les districts pétrolifères du sud de l'Iran avaient été occupés, presque dès le début de la guerre, par des troupes britanniques, tandis que le nord du pays se trouvait placé sous la « protection » de plusieurs divisions russes. D'autre part, les Alliés utilisaient au maximum les voies ferrées iraniennes pour faire parvenir à la Russie des quantités toujours croissantes de matériel de guerre. C'étaient surtout les États-Unis qui, depuis leur entrée en guerre, le 11 décembre 1941, contribuaient par leurs livraisons massives au raidissement de la résistance soviétique. Ces faits me sont, grosso modo, déjà connus, mais c'est seulement aujourd'hui, en apprenant les quantités ainsi transportées, que je me rends compte de l'ampleur extraordinaire de l'aide apportée par les Alliés à la Russie. À présent, il s'agit de couper ou, tout au moins, de menacer ces lignes de communication, en les attaquant au centre même du pays. Schellenberg espère atteindre ce but en soulevant les tribus de montagnards qui, de toute façon, supportent très mal l'autorité du gouvernement iranien. De petits groupes de soldats allemands doivent fournir des armes aux Kachkaïs et à d'autres tribus, et, surtout, leur servir d'instructeurs. Une fois en place, ils pourront recevoir par radio des ordres indiquant, au fur et à mesure des nécessités et des possibilités, les points sur lesquels ils devront porter leurs attaques.

Depuis plusieurs mois déjà, quelque vingt hommes du « cours spécial » – nom provisoire de ma future unité – étudient sous la direction d'un Iranien la langue du pays. On a d'ailleurs adjoint à chaque groupe un Iranien qui accompagnera les soldats lorsqu'ils s'envoleront pour la grande aventure. L'équipement est prêt, de sorte qu'on n'attend, en somme, que le signal

d'un officier allemand qui se trouve – clandestinement, bien entendu – à Téhéran.

Afin de camoufler cette entreprise, les services secrets l'ont baptisée opération François. L'endroit choisi pour l'atterrissage des parachutistes est le rivage d'un grand lac salé au sud-est de Téhéran. Déjà, un premier groupe, composé de deux officiers, de trois sous-officiers et d'un Iranien, se tient prêt au départ. Après d'interminables palabres avec la Luftwaffe, la 200e escadrille de chasse accepte de mettre à notre disposition un Junker 290, seul appareil à posséder un rayon d'action suffisant. Il faut alors calculer à un kilo près le poids de l'équipement que l'appareil peut emporter, car il est évidemment impossible de comprimer la quantité de carburant qu'exige le vol aller et retour. Seul celui qui a participé aux préparatifs d'une expédition semblable peut savoir combien de fois il faut réviser, modifier, reprendre en détail la liste de l'équipement, avec quel soin il faut peser chaque objet : armes, vivres, vêtements, munitions, explosifs et jusqu'aux cadeaux pour les chefs de tribus. En ce qui concerne ces derniers, je me souviendrai toujours de nos efforts frénétiques pour dénicher des fusils de chasse aux incrustations en argent, et des pistolets aux crosses enrichies d'ornements en or.

Comme point de départ, on avait choisi un aérodrome de Crimée. Malheureusement, la piste d'envol est si courte qu'il faut alléger l'appareil, ce qui, bien entendu, n'est possible qu'aux dépens de l'équipement. Puis nous attendons un temps favorable, avec des nuits sans lune, pour le vol au-dessus des territoires russes. Lorsque le moment du départ est enfin venu, nous constatons que l'appareil est encore trop lourdement chargé car, entre-temps, une pluie torrentielle a détrempé et ramolli la piste. Une fois de plus, nous sommes obligés de sacrifier une partie de l'équipement, mais nous décidons d'envoyer, un peu plus tard, un avion de ravitaillement qui parachutera tout ce que le premier appareil n'a pu emporter. Enfin, tout est prêt, et, cette fois, le décollage réussit. Au bout de quatorze heures d'angoisse, nous recevons un premier message indiquant que nos hommes ont atteint, sains et saufs, le sol iranien.

Nous sommes alors au début de l'été 1943. La situation sur les différents théâtres de guerre n'est pas précisément brillante. Je peux m'en rendre

compte, d'ailleurs, même sans lire les communiqués, car à chaque étape de mon travail d'organisation, je me heurte à une résistance opiniâtre. Pas un seul des services auxquels je m'adresse ne se montre empressé de mettre à ma disposition les hommes ou les quantités de matériel dont j'ai besoin. Tout m'est mesuré au compte-gouttes.

Au début, le groupe parachuté en Iran obtient quelques résultats, à vrai dire assez modestes. Après avoir réussi à rejoindre les tribus révoltées, il a pu remplir sa première mission, tout au moins dans les limites de ses possibilités qui sont plutôt réduites, car nous ne sommes pas en mesure de lui faire parvenir les renforts et les approvisionnements qu'il réclame. Nous n'avons toujours pas en nombre suffisant les fameux Junker 290, l'unique appareil allemand qui puisse accomplir un tel voyage sans escale.

Entre-temps, le cours spécial Oranienbourg a formé un second groupe, composé de six soldats et d'un officier. Au dernier moment, leur départ est retardé par une avarie survenue alors que l'avion est en train de décoller. Avarie providentielle, comme nous allons l'apprendre le lendemain. Un de nos officiers de Téhéran vient, en effet, d'arriver en Turquie, après une fuite épique. De Constantinople, il nous avertit, juste à temps, de la découverte de notre centre de Téhéran, et de l'arrestation de tous nos agents. Lui seul a réussi à s'échapper.

Dans ces conditions, nous aurions commis une folie en faisant partir le second groupe qui se serait trouvé complètement isolé, sans aucune liaison ni avec Téhéran ni avec le premier commando. Nous devons donc renoncer à poursuivre l'opération François. D'ailleurs, quelques mois plus tard, les tribus révoltées abandonnent la lutte, laissant toutefois à nos soldats le choix de rester auprès d'elles ou de s'enfuir. Mais pour ces hommes qui ne connaissent qu'imparfaitement la langue du pays, la fuite jusqu'à la frontière de l'État neutre le plus proche – la Turquie – eût été une entreprise sans espoir. Bientôt, les chefs de tribus sont forcés de livrer les Allemands aux troupes britanniques. Se voyant sur le point d'être fait prisonnier, l'un des officiers préfère mettre fin à ses jours. L'autre, ainsi que les trois sous-officiers, est interné dans un camp du Proche-Orient. Ces quatre hommes ne rentreront en Allemagne qu'en 1948.

***

En définitive, l'opération François s'est donc soldée par un échec. Mais je dois dire qu'à cette époque-là, d'autres tâches me paraissent bien plus intéressantes. Un jour, la section technique de l'Office VI me soumet des plans concernant le développement industriel de l'URSS. Comme on ne trouve alors aucun renseignement sur ce sujet ni dans la presse ni même dans les ouvrages de géographie ou d'économie politique, cette collection de statistiques, cartes, relevés, etc., m'impressionne tout particulièrement. Les techniciens avaient déjà élaboré, sous le nom d'opération Ulm, un projet de sabotage prévoyant l'attaque de certaines de ces installations et leur destruction totale ou partielle. Je comprends aussitôt qu'il y a là une possibilité d'affaiblir considérablement le potentiel industriel de l'ennemi, et que ce but peut être atteint en y consacrant un seul détachement de commando. Pour l'instant, cependant, nous n'en sommes pas encore là. L'organisation de ma future unité est loin d'être achevée et, surtout, je sens qu'il me reste encore beaucoup à apprendre.

II

Je m’instruis

Avant d’accepter définitivement le commandement de la nouvelle section des Renseignements politiques, je m’attelle à un travail assez particulier : c’est-à-dire que je m’impose l’étude de tous les rapports disponibles sur l’activité des commandos britanniques. Déjà en Russie, j’avais vu qu’on peut dégager des leçons profitables d’une observation intelligente des méthodes qu’emploie l’ennemi. Pourquoi la même chose ne serait-elle pas possible dans mon nouveau domaine ? J’avoue que j’ai été littéralement stupéfait en apprenant les exploits des « commando troops » anglais, placés sous les ordres de lord Mountbatten. Les rapports sur leurs coups d’audace m’ouvrent, en effet, des perspectives tout à fait nouvelles. De toute évidence, le fameux Intelligence Service qui a toujours su s’entourer du plus grand mystère a dû, depuis le début de la guerre, considérablement intensifier son action.

D’autre part, je lis également les rapports sur les opérations de notre division Brandebourg. Il m’apparaît aussitôt que cette unité dispose de moyens infiniment moins puissants que nos adversaires – ce qui ne l’a d’ailleurs pas empêchée d’obtenir souvent des résultats remarquables.

À en juger d’après ce que j’ai pu apprendre en bûchant ainsi comme un forcené – en moins de deux semaines, j’ai lu, relu et annoté une montagne de dossiers –, la direction des commandos m’offrira une possibilité magnifique, inespérée, de contribuer puissamment à la victoire de l’Allemagne. Pas plus que nous, nos adversaires ne sont en mesure de protéger partout les immenses étendues de leurs arrières. À nous de découvrir, parmi les centres vitaux de l’ennemi, ceux qu’une troupe peu nombreuse mais résolue peut attaquer avec une chance raisonnable de succès. Alors, à condition de préparer soigneusement chaque expédition et aussi de disposer des moyens matériels nécessaires, nous devons pouvoir obtenir des résultats importants. D’autre part, cette tâche me paraît d’autant

plus passionnante que, jusqu'à présent, l'effort militaire allemand ne s'est encore guère orienté dans cette direction.

Je décide donc d'accepter définitivement le commandement des unités de commando existantes ou à former. Jusqu'alors, le cours spécial que je vais diriger a été commandé par un capitaine hollandais, membre des Waffen SS. Les chefs de section de l'unique compagnie sont des soldats connaissant parfaitement leur métier, grâce à l'expérience acquise en plusieurs années de combats – des hommes sur lesquels je peux compter. Je dispose donc d'un personnel de base suffisant. Par contre, en ce qui concerne les cours d'entraînement, je manque de collaborateurs qualifiés. La chance vient à mon secours. Lors d'une visite aux bureaux du service des Renseignements politiques, je rencontre un camarade d'études, le chef de section SS Karl Radl, qui accepte aussitôt de m'aider à former la nouvelle unité. Il peut même me présenter deux jeunes officiers qui viennent d'être détachés à l'Office VI, et dont j'obtiens facilement l'affectation à mon unité.

Puis je me mets énergiquement au travail. On m'a donné l'ordre de développer le cours spécial jusqu'à l'importance d'un bataillon. De plus, la direction centrale des Waffen SS me charge d'organiser une nouvelle unité de choc, le bataillon Friedenthal. Grâce à mes excellentes relations avec plusieurs divisions de l'armée, je peux rapidement réunir un nombre suffisant d'officiers, de sous-officiers et de soldats pour former une seconde compagnie. D'autre part, nous avons déjà trouvé un endroit idéal pour l'installation de la nouvelle unité. À Friedenthal, près d'Oranienbourg, un vieux petit château de l'époque de Frédéric le Grand sommeille au cœur d'un immense parc qui, peu à peu, retourne à l'état sauvage. Les vastes prairies aux alentours de la propriété conviennent, elles aussi, parfaitement à nos besoins. J'entreprends aussitôt l'aménagement des terrains d'exercice et la construction des baraquements, hangars, etc., qui nous sont nécessaires. L'établissement des plans est un travail très agréable ; en revanche, les innombrables démarches qu'il faut faire pour arracher aux divers bureaux et services les moyens d'exécuter lesdits plans le sont infiniment moins. À force de me battre contre la sacro-sainte Administration et ses grands prêtres, les ronds-de-cuir, j'acquiers bientôt une certaine expérience de cette lutte sournoise, je finis même par me

retrouver dans l'enchevêtrement des ressorts et des compétences. La vérité m'oblige cependant à avouer que Karl Radl, devenu entre-temps mon officier d'ordonnance, me bat de loin, et se révèle un « as » dans cet art difficile.

Le fait est qu'en établissant le programme d'entraînement, j'ai vu très grand. Je tiens à donner à ma nouvelle unité une instruction aussi complète que possible, afin de pouvoir l'utiliser n'importe où, et pour n'importe quelle mission. Par conséquent, chaque homme recevra d'abord la formation habituelle du soldat d'infanterie et du génie, puis il devra se familiariser, tout au moins d'une façon rudimentaire, avec le maniement des lance-grenades, canons de campagne, chars d'assaut. Bien entendu, tous devront apprendre à conduire, non seulement une motocyclette et une automobile, mais même un canot à moteur et une locomotive. Je réserve une place importante aux sports, notamment à la natation. En outre, nous allons organiser un cours rapide pour former des parachutistes.

En même temps, des classes spécialisées prépareront des hommes choisis pour des missions déterminées ; le programme de ces classes comprendra l'étude de certaines langues étrangères et de la tactique générale de l'attaque contre les installations industrielles de nos ennemis. À cette heure, je considère comme notre tâche essentielle la lutte contre l'Union soviétique d'une part, et contre les positions anglo-américaines du Proche-Orient d'autre part. Je ne tiens sans doute pas suffisamment compte du fait que nous sommes déjà en 1943, c'est-à-dire dans la quatrième année de la guerre. Peut-être ai-je repoussé instinctivement cette pensée pour me concentrer uniquement sur l'immédiat, afin d'atteindre au moins les résultats qu'il est encore possible d'atteindre. Je me répète continuellement que l'expression « trop tard » ne doit pas figurer dans un vocabulaire de soldat. Il n'est jamais trop tard pour entreprendre une opération importante. Plus le temps nous est mesuré, plus nous devons hâter nos préparatifs… voilà tout.

III

Nos amis anglais

Bien avant ma nomination, les Renseignements politiques avaient déjà commencé à organiser, en Hollande, un cours d'espionnage. Cette école d'un genre particulier était installée dans une petite propriété qui avait appartenu à un noble néerlandais. On y formait surtout des opérateurs radio et des spécialistes de sabotage. Un jour, délaissant mon travail à Friedenthal, je m'y rends. Dès ma première inspection, je constate qu'on y travaille sur une échelle bien plus large que cela ne m'est possible en Allemagne. Le cours est dirigé par un commandant des services secrets. Une situation embarrassante pour moi, étant donné que cet homme, tout en ne faisant pas partie de l'armée régulière, a un grade bien plus élevé que le mien. Heureusement, il m'offre aussitôt de se placer sous mes ordres.

Presque tout ce que j'apprends au cours de ce voyage sur l'activité de nos services de contre-espionnage est nouveau pour moi. D'autre part, je peux me rendre compte pour la première fois de l'intensité avec laquelle les Alliés, surtout les Anglais, travaillent dans ce domaine. Nuit après nuit, des avions rapides font des incursions au-dessus des territoires occupés par nos armées, afin de parachuter des agents chargés de missions d'espionnage et de sabotage, ou encore pour faire parvenir, à des agents déjà à pied d'œuvre, des appareils radio, des explosifs, des armes et de l'équipement.

Nos services estiment qu'à peu près 50 % des agents ennemis sont faits prisonniers quelques jours ou même quelques heures après leur atterrissage. De plus, 75 % du matériel parachuté tombe régulièrement entre nos mains. Je demande et obtiens la livraison de ce matériel, de sorte qu'à partir de ce moment-là, c'est l'ennemi qui, très aimablement, se charge de résoudre nos difficultés d'équipement. Une méthode peu coûteuse que je recommande chaleureusement à tous les futurs chefs de commandos.

Je prends également connaissance de quantité de rapports relatant les interrogatoires d'agents anglais arrêtés. L'étude de leurs réponses me

permet de mesurer l'énorme retard que nous avons à rattraper. Je m'intéresse surtout aux méthodes de formation et d'instruction qu'emploient nos adversaires d'outre-Manche. Sur ma demande, on intensifie les interrogatoires dans ce sens, et bientôt je suis en possession de renseignements très précis.

Ainsi, nous savons à présent que la plupart des écoles du service secret britannique se trouvent dans une certaine région d'Écosse – une sorte de zone interdite, soigneusement gardée – où elles sont ingénieusement dissimulées dans des maisons isolées. De nombreux agents capturés nous ont fourni, de bonne grâce, des dessins détaillés, représentant les lieux et les chemins d'approche. D'autre part, nous connaissons le programme des cours britanniques, de sorte que nous savons dans quel sens nous devons orienter nos efforts.

Toujours en Hollande, je fais pour la première fois connaissance avec quelques échantillons du type « agent double ». Certains de nos prisonniers – des hommes pour lesquels leur activité d'agent secret n'est qu'un gagne-pain – se laissaient facilement persuader de « retourner leur veste » et de travailler, toujours en qualité d'agent secret, contre leurs anciens maîtres et patrons. Ce fait – plus fréquent qu'on ne le croirait – me démontre la nécessité de confier des missions vraiment dangereuses uniquement à des soldats volontaires. De toute évidence, l'enthousiasme pur et la conviction de risquer sa vie pour une bonne cause, pour le salut de la patrie, figurent parmi les éléments essentiels du succès qui, en l'absence de ces deux mobiles, devient très hypothétique. D'un mercenaire qui chiffre le prix de sa peau, on ne peut guère exiger qu'il fasse preuve d'une fidélité inébranlable ; les rares exceptions que j'ai pu constater confirment plutôt qu'elles n'infirment cette règle.

Lors du même voyage, j'apprends également que la branche hollandaise de nos services secrets entretient avec nos « collègues » anglais d'excellentes relations par TSF, un véritable « jeu radiophonique ». Nos services avaient pu s'emparer d'une douzaine d'appareils parachutés et, surtout, des codes permettant le chiffrage et le déchiffrage des messages. Avec l'aide des agents auxquels ces appareils et ces codes étaient destinés, nous maintenons un dialogue régulier avec l'Angleterre. Déjà, les

renseignements ainsi obtenus nous ont livré tout un réseau de résistance, comprenant plusieurs centaines de Hollandais. Comme cette organisation ne déploie, pour l'instant, aucune activité, nous retardons encore les arrestations prévues, dans l'espoir d'obtenir, en continuant notre supercherie, des résultats toujours plus substantiels.

***

Parmi quantité d'autres renseignements, les dépositions des agents capturés nous apprennent aussi que, dans les écoles anglaises, on se sert pour les exercices de tir d'un revolver silencieux. En Allemagne, nous ne fabriquons pas encore une telle arme, et jusqu'à présent, nous n'avons pas eu la chance d'en trouver une seule dans les nombreux « colis » parachutés dont nous nous sommes emparés. Il me vient alors une idée audacieuse : si nous nous servions de notre jeu radiophonique pour commander tout simplement un de ces revolvers ? Aussitôt, notre bureau hollandais se déclare prêt à passer cette commande.

Quinze jours plus tard, lorsque je reviens à La Haye, on me remet en effet cette arme, un revolver de calibre 7.65, à un seul coup, d'une fabrication quelque peu primitive, ce qui, probablement, le rend plus robuste et moins sujet aux caprices des mécanismes plus compliqués. Dès réception de notre message envoyé au nom d'un agent capturé qui signe du pseudonyme « Treasure », les Anglais ont expédié le revolver – par avion, bien entendu – et nos services ont réussi à s'emparer de la cargaison dont il faisait partie. Je fais immédiatement un premier essai, en tirant, par la fenêtre ouverte du bureau où je me trouve, sur un troupeau de canards qui se promène sur le canal. Je peux ainsi constater qu'on n'entend en effet presque rien : dans la rue, les passants n'ont même pas tourné la tête.

Les envois de matériel que les Anglais parachutent régulièrement en Belgique, en France et aux Pays-Bas contiennent également des pistolets-mitrailleurs Sten. Dès que je vois cette arme, je suis vivement impressionné par la simplicité de sa construction qui permet, de toute évidence, une fabrication rapide et à bon marché. D'après ce que nous avons pu apprendre, les Anglais possèdent aussi un « silencieux » pour ce pistolet, mais ils le tiennent encore secret. Circonstance qui, bien entendu, ne m'incite que davantage à essayer de me procurer ce dispositif mystérieux.

Mais comment faire ? Cette fois, notre joli petit système de la commande par radio ne réussit pas du tout. Ou bien les Britanniques ont flairé quelque chose de louche, ou bien ils ont décidé de garder ce silencieux encore en réserve.

Par hasard, j'apprends, juste à ce moment-là, qu'un capitaine hollandais, chargé d'une autre mission, est sur le point de partir pour l'Angleterre. Il a l'intention de gagner d'abord la Suède avec son petit cotre et, de là, un port écossais afin d'y prendre livraison du courrier destiné à certains agents anglais travaillant en Hollande. Sur ma demande, on le charge, en plus, de faire son possible pour obtenir, des bureaux militaires, un silencieux pour le pistolet-mitrailleur Sten.

Grâce à ce stratagème, j'ai, vers la fin du mois de juin 1943, la joie de recevoir le premier de ces appareils qui fût tombé entre des mains allemandes. Je me passionne aussitôt pour les possibilités qu'offre l'utilisation de cette arme. Une patrouille équipée de pistolets-mitrailleurs silencieux pourra éviter bien des pertes, échapper à bien des dangers, du fait qu'en cas de rencontre imprévue avec un détachement ennemi, elle ne risquera pas d'attirer, par le vacarme de la fusillade, l'attention d'autres groupes ennemis qui pourraient accourir à la rescousse. Je suis persuadé que chaque soldat ayant fait partie d'un corps franc ou même d'une simple patrouille de reconnaissance serait enchanté d'une telle arme.

Mais la direction des Études d'armement à Berlin n'est pas du tout de mon avis. De retour à Friendenthal, je présente, un soir, ce dispositif silencieux à quelques officiers supérieurs, en donnant à cette démonstration un caractère particulièrement frappant. Pendant que nous nous promenons dans le parc – il fait déjà nuit – un soldat qui nous suit à quelques pas tire en l'air, vidant un chargeur entier, et ces messieurs sont stupéfaits lorsque je leur montre les douilles vides qui jonchent le sol. Ils soulèvent cependant plusieurs objections. La force de pénétration leur paraît insuffisante, et ils prétendent que le « silencieux » diminue légèrement la précision du tir.

Je leur propose alors de copier le pistolet-mitrailleur Sten – arme très simple et, en même temps, d'une solidité à toute épreuve – et d'en équiper l'armée allemande. Le fait est qu'on peut littéralement flanquer cette arme dans la boue, la piétiner et s'en servir ensuite, alors que la mitraillette

allemande ne supporterait jamais pareil traitement. De plus, la fabrication de la Sten n'aurait demandé qu'une fraction du temps et des matières premières nécessaires à la fabrication de l'arme allemande. Là encore, nos chers bureaucrates trouvent des arguments pour justifier le rejet de ma proposition. Cette fois, ils mobilisent Adolf Hitler en personne : le Führer aurait dit, un jour, qu'il ne faut donner aux soldats allemands que les meilleures armes dont nous disposons. En effet, la précision de la Sten est légèrement inférieure à celle de la mitraillette allemande. Ces messieurs oublient seulement que la mitraillette et le pistolet-mitrailleur sont et resteront toujours des armes pour le combat rapproché, et qu'aucun soldat ne songera à s'en servir pour atteindre une cible éloignée.

IV

Rencontre avec Canaris

Un jour, je reçois la visite d'un lieutenant de la division de choc Brandebourg, Adrian von Fölkersam. Ce descendant d'une vieille famille balte est un soldat magnifique qui a été décoré, déjà en 1941, de la croix de chevalier en récompense d'un coup de main particulièrement audacieux sur le front de l'Est. Mon visiteur me fait part, tout d'abord, du mécontentement général qui règne parmi les vieux Brandebourgeois. Depuis longtemps, m'explique-t-il, la division n'a plus été chargée d'aucune mission spéciale ; par contre, elle sert fréquemment de bouche-trou et doit alors livrer des combats que n'importe quelle autre division soutiendrait tout aussi bien. Les pertes subies lors de ces engagements sont toujours très élevées et, surtout, pratiquement irremplaçables, du fait que la division se compose presque uniquement d'hommes possédant une connaissance exceptionnelle des langues étrangères, et qui sont volontaires pour toutes entreprises de commando. Après ce préambule, il en vient au but de sa visite : lui-même ainsi que dix autres officiers de son bataillon, ayant entendu parler par hasard de la nouvelle unité que je dois former, seraient heureux d'y être affectés. Me serait-il possible de les aider dans leurs démarches ? Comme von Fölkersam me fait, dès le premier instant de notre entretien, une impression très favorable, je lui promets volontiers d'user de tout mon pouvoir.

C'est cette promesse qui m'amène à avoir mon premier – et unique – entretien avec le fameux amiral Canaris, chef de l'Ausland Abwehr. Je viens alors d'apprendre que le docteur Kaltenbrunner, à cette époque-là chef des Services de sécurité[4], et mon supérieur direct, le chef des Renseignements politiques Schellenberg, ont l'intention de rechercher avec Canaris les moyens susceptibles de permettre une coordination plus efficace des efforts de l'Ausland Abwehr et du service secret des SS. Je leur demande l'autorisation d'assister à cette conférence, et sollicite leur appui

dans ma tentative d'arracher à l'amiral la mutation à ma future unité des onze officiers de la division Brandebourg.

On nous introduit dans un bureau parcimonieusement éclairé où nous prenons place dans de profonds fauteuils. Fait curieux, malgré mon excellente mémoire des physionomies, il m'est aujourd'hui impossible de décrire l'aspect de l'amiral Canaris. Je me souviens seulement d'un homme de taille moyenne, massif, au crâne dénudé, vêtu d'un uniforme d'officier de marine. De son visage, je me rappelle uniquement les yeux incolores dont le regard indéchiffrable va sans cesse de l'un à l'autre de ses interlocuteurs, à moins qu'il ne fixe pendant plusieurs minutes un point imaginaire au mur.

Par contre, je ne risque guère d'oublier Canaris en tant qu'antagoniste, pour ne pas dire adversaire. Voilà un homme qui, de toute évidence, excelle dans l'art de rester impénétrable. On pourrait le comparer à une méduse ; on a beau enfoncer le doigt dans la masse gélatineuse, dès qu'on le retire, la boule visqueuse reprend sa forme antérieure, ronde et lisse, comme si rien ne s'était passé. Avec une habileté remarquable, Canaris sait nous empêcher, par des artifices dialectiques, de développer jusqu'au bout les idées dont la conclusion lui déplaît. Or, lorsqu'il le faut, je sais, moi aussi, être coriace. De ce fait, la discussion s'éternise. Pendant trois heures, nous nous ingénions à obtenir son consentement au changement d'affectation des onze officiers. Continuellement, Canaris trouve, je dirais mieux, invente de nouvelles raisons pour nous opposer un refus. Dès que nous avons réussi, malgré ses interruptions et ses digressions, à réfuter sa dernière objection, il en soulève une autre. Enfin, apparemment à bout d'arguments, il accepte le transfert dans ma future unité des onze officiers de la division Brandebourg. Je pousse un soupir de soulagement et me redresse, tout en m'efforçant de ne pas trop manifester mon triomphe. Me voilà vainqueur, après une lutte singulièrement serrée. Mais au moment où son chef d'état-major s'apprête à recevoir des ordres dans ce sens, Canaris découvre, à notre étonnement, de nouvelles difficultés, et, finalement, remet sa décision à une date « ultérieure », c'est-à-dire indéterminée. Devant cette nouvelle preuve de son mauvais vouloir, je préfère me retirer ; j'en ai vraiment assez. Ce ne sera d'ailleurs qu'au bout de plusieurs mois, en novembre 1943, que

j’arriverai, par des moyens détournés, à obtenir satisfaction sur ce point.

4. L’équivalent des Renseignements généraux et de la direction de la Surveillance du territoire en France (NdT), c’est-à-dire de notre actuelle DGSI.

V

Un plan grandiose et son enterrement

À la même époque, je me mets également en rapport avec l'Organisation Kurfürst – c'est le nom de camouflage des services de renseignements de la Luftwaffe. Très vite, je peux me rendre compte qu'on y travaille de façon exemplaire et efficace. Notre première prise de contact donne naissance à une collaboration de plus en plus étroite et fructueuse. Le bureau central de cette organisation possède une quantité vraiment stupéfiante de renseignements sur pratiquement tous les pays qui peuvent nous intéresser, notamment des photographies aériennes qui couvrent l'immense région comprise entre la Volga à l'est, le lac Aral au sud-est, la Mésopotamie et le canal de Suez au sud. Malheureusement, la plupart de ces photographies datent des années 1940-1941, c'est-à-dire de l'époque où la Luftwaffe avait encore la maîtrise absolue du ciel.

Dans ces archives, je découvre également une documentation abondante sur le potentiel industriel de nos ennemis. En prenant possession de mes nouvelles fonctions, j'avais déjà trouvé un ensemble d'indications concernant l'industrie de guerre soviétique, réunies en vue de l'opération Ulm. Mais c'est seulement après avoir eu accès aux fichiers de la Luftwaffe que je commence à réaliser combien nous manquent encore, et quelle tâche gigantesque mes supérieurs m'ont confiée.

Nous savions que les Russes avaient transféré ou même reconstruit les plus importantes parmi leurs entreprises industrielles dans une région située à l'est de l'Oural – région plus étendue que la « Grande Allemagne » d'alors. Comme la Luftwaffe n'avait pu exécuter qu'un très petit nombre de vols de reconnaissance au-dessus de ces territoires, nous sommes forcés de chercher d'autres sources d'informations. Nous rassemblons et confrontons systématiquement les milliers de dépositions de prisonniers russes, puis nous complétons le résultat ainsi obtenu par les renseignements recueillis auprès de certaines firmes – surtout allemandes et françaises – qui,

autrefois, ont exécuté des travaux dans ces régions. De cette façon, nous sommes bientôt en mesure de dresser un tableau passablement détaillé de la structure de cette énorme concentration industrielle. Et je vois alors quelle somme de travail préparatoire nous aurons encore à fournir avant de pouvoir songer à établir un plan d'attaque qui offre une chance raisonnable de succès.

De toute évidence, il est impossible de détruire, soit par des attaques aériennes, soit par des actes de sabotage, l'ensemble des installations groupées dans ces districts étendus. Il nous faut donc en découvrir les centres nerveux. Or, chaque industrie, surtout lorsqu'elle a été créée en quelques années d'après un plan officiel et strictement appliqué, a nécessairement ses points faibles. Dans ce cas particulier, ces talons d'Achille sont les centrales électriques dont la construction avait été prévue, dans le plan d'ensemble, en même temps que celle des usines, et que les ingénieurs russes avaient ensuite fait littéralement sortir du sol. Comme partout ailleurs, on s'était contenté de satisfaire tout juste les besoins immédiats en énergie, de sorte que, par suite du développement rapide de la région, il n'existait aucune centrale susceptible de jouer le rôle d'une source d'énergie de réserve. Une diminution notable de la production d'électricité doit donc logiquement provoquer une diminution proportionnelle de la production industrielle. D'autre part, le réseau des communications reliant les divers centres peut devenir également un « point faible », si des destructions fréquentes parviennent à en entraver le fonctionnement.

Nous orientons donc nos préparatifs dans ce sens. Assistés des spécialistes de la Luftwaffe qui, elle aussi, manifeste le plus vif intérêt pour nos projets, nous concentrons nos efforts sur ces deux objectifs et, bientôt, nous constatons que notre travail avance rapidement. Malheureusement, nos préparatifs sont brusquement interrompus – et pour plusieurs mois – par un ordre certainement bien intentionné, mais insuffisamment réfléchi qui nous parvient des « sphères supérieures ». Voici ce qui s'était passé : un fonctionnaire du ministère des Armements avait adressé à Himmler un mémorandum sur les gigantesques hauts fourneaux de Magnitogorsk, dans l'Oural. Impulsif comme toujours, Himmler avait aussitôt ordonné : « Que l'unité spéciale Friedenthal prépare immédiatement une opération de

sabotage contre les hauts fourneaux de Magnitogorsk, en vue de leur destruction totale. Le commandant de l'unité spéciale m'adressera chaque mois un rapport sur les progrès des préparatifs et m'indiquera, dès que possible, la date probable du départ du commando. » Tel est l'ordre que je trouve, un beau matin, sous forme de bélinogramme, sur mon bureau.

Après avoir longuement conféré avec toutes sortes d'experts, nous arrivons à deux constatations : primo, il se trouve que, justement sur Magnitogorsk et les installations industrielles de cette région, nous ne possédons pour ainsi dire aucune documentation. Nous devons donc tout d'abord essayer de nous procurer les renseignements nécessaires, ce qui exigera certainement des mois et des mois de travail. Secundo, nous avons beau nous creuser la cervelle, nous ne voyons absolument pas comment les pauvres « saboteurs » pourraient amener les grandes quantités d'explosifs dont ils vont avoir besoin à proximité des hauts fourneaux qui, sans aucun doute, sont constamment gardés.

L'exécution immédiate de cet ordre paraît donc impossible. Mais comment faut-il s'y prendre pour porter cette impossibilité à la connaissance des « sphères supérieures » ? Quand, dans ma naïveté, je veux tout simplement envoyer auxdites sphères un exposé objectif et détaillé des difficultés insurmontables auxquelles nous nous heurtons, on me rit au nez. J'ai encore tout à apprendre, m'explique-t-on, de la diplomatie dont il faut faire preuve dans les relations avec les grands chefs. Schellenberg me fait même un véritable cours sur la marche à suivre : d'après lui, il convient de manifester tout d'abord un enthousiasme débordant pour n'importe quel projet – même le plus insensé – et annoncer continuellement que les préparatifs avancent de manière satisfaisante. Plus tard seulement, on peut commencer à dévoiler la vérité, et encore au compte-gouttes. Pour passer maître dans cette stratégie singulière, il faut apprendre à enterrer adroitement tous les plans de ce genre, de sorte qu'à la fin, même leur auteur n'y pense plus. Alors, les gros bonnets vous considéreront comme un subordonné idéal, digne de leur confiance et de leur affection protectrice.

En effet, nous allons mettre exactement un an et demi pour « enterrer » définitivement cette idée grandiose, mais absolument irréalisable.

VI

Au GQG du Führer

Le 26 juillet 1943, je déjeune à l'hôtel Eden, situé au centre de Berlin, avec un vieil ami de ma ville natale, professeur à l'université de Vienne. Après un excellent repas, nous prenons le café – ou plutôt le breuvage indéfinissable qui est censé remplacer le vrai café – dans le hall, tout en bavardant de Vienne, de nos souvenirs et amis communs. Cette brève échappée dans la vie civile – je ne porte même pas l'uniforme – aurait dû me donner une sensation d'apaisement, de détente ; pourtant, à mesure que le temps passe, une inquiétude bizarre, inexplicable, s'empare de moi. J'ai beau me répéter que les téléphonistes de l'hôtel savent où me trouver, je n'arrive pas à me libérer de cette oppression.

À la fin, n'y tenant plus, j'appelle mon bureau. Ma secrétaire est littéralement dans tous ses états. Depuis deux heures, paraît-il, on me cherche partout.

– On vous demande au quartier général du Führer, chef ! crie-t-elle dans l'appareil. À 17 heures, un avion vous attend à l'aérodrome de Tempelhof.

Je comprends alors toute cette agitation car, jusqu'à présent, on ne m'a encore jamais appelé au quartier général. Dissimulant de mon mieux l'émotion qui m'a saisi, je réponds seulement :

– Dites à Radl qu'il aille immédiatement chez moi, qu'il mette un uniforme et mes articles de toilette dans une valise et qu'il me l'apporte à l'aérodrome. Je m'y rends directement. Vous n'avez aucune idée de ce dont il s'agit ?

– Non, chef. Nous ne savons rien.

En hâte, je prends congé de mon ami – qui se montre vivement impressionné en apprenant qu'on me mande au quartier général – et saute dans un taxi. Pendant le trajet, je m'efforce de deviner la raison de cette convocation imprévue. S'agirait-il de l'opération François (le sabotage des voies ferrées iraniennes) ? Cela paraît improbable. Ou de l'opération Ulm

(l'attaque des installations industrielles de l'Oural) ? C'est possible, quoique je discerne mal en quoi ma présence au GQG du Führer puisse faire avancer les préparatifs de cette entreprise. Attendons, me dis-je, on verra bien ! À l'aérodrome, Radl, mon officier d'ordonnance, m'attend déjà avec une valise et une serviette. Je me change rapidement ; tout en bavardant, Radl mentionne que la radio vient d'annoncer un changement de régime en Italie, mais ni lui ni moi ne songeons à faire un rapprochement entre cet événement et l'ordre qui m'appelle au GQG.

Comme nous nous dirigeons vers la piste d'envol, je vois que les hélices d'un Junker 52 commencent à tourner. Quel luxe, ne puis-je m'empêcher de penser, cet énorme appareil pour moi tout seul ! Au moment de disparaître dans la cabine, je me souviens que j'ai oublié le plus important.

– Il faut que je puisse vous joindre à tout moment, dis-je à Radl. Dès que je saurai de quoi il s'agit, je vous téléphonerai. Que nos deux compagnies se tiennent en état d'alerte ! C'est plus sûr.

L'avion décolle, vire, prend de la hauteur. De nouveau, je me livre à toutes sortes d'hypothèses. Que me veut-on au GQG du Führer ? Qui vais-je voir ? Plus je réfléchis, moins je comprends. Finalement, je renonce à percer ce mystère et me mets à examiner l'intérieur de l'appareil dont je suis l'unique passager. Juste devant mon fauteuil, je découvre un petit placard à liqueurs. Culotté comme toujours, je me penche par la porte entrouverte pour demander au pilote si les passagers ont le droit de se servir. Deux verres de cognac suffisent pour calmer mes nerfs, et je peux ainsi contempler à loisir la région que nous survolons.

Bientôt, nous franchissons l'Oder, et l'échiquier verdoyant de la Neumark[5] étale à perte de vue ses forêts et ses prairies. Je suis curieux de voir où nous allons nous poser car, jusqu'à présent, je n'en sais pas plus sur l'endroit où est établi le GQG du Führer que le commun des mortels, c'est-à-dire qu'il se trouve quelque part en Prusse-Orientale, et qu'il est désigné sous le nom de « Brèche aux Loups ». Heureusement, mon officier d'ordonnance qui pense toujours à tout a eu l'idée de mettre dans ma serviette une carte d'Allemagne, de sorte que je puis suivre notre route. Une heure et demie après le départ de Berlin, nous survolons, à peut-être 1 000 mètres, la ville de Schneidemühl, puis le pilote que j'ai rejoint dans

son poste me montre du doigt le grand lac de Deutsch-Eylau, et le croisement des lignes Varsovie-Dantzig et Insterbourg-Posen. Les voies ferrées se détachent contre le sol avec la netteté d'un dessin géométrique, et je ne puis m'empêcher de penser quelle cible magnifique un tel croisement offre à l'aviation ennemie. L'instant d'après, cette idée me rend furieux contre moi-même ; je vis une heure merveilleuse, un appareil puissant m'emporte dans un ciel admirablement limpide, au-dessus d'un beau pays, et je n'arrive pas à oublier cette maudite guerre ne serait-ce que l'espace d'une minute.

Dans notre dos, le soleil se rapproche de plus en plus de l'horizon. Peu à peu, l'avion descend jusqu'à une hauteur de 300 mètres. Le paysage commence à changer et se transforme en une plaine rigoureusement plate, sillonnée d'innombrables rivières et parsemée de lacs. Un coup d'œil sur la carte m'apprend qu'après avoir parcouru environ 500 km, nous arrivons au-dessus de la Mazurie. C'est dans cette région, à Tannenberg, qu'au début de la Première Guerre mondiale, le vieux Hindenburg a infligé aux Russes une défaite décisive. Avec joie et aussi avec fierté, je songe qu'aujourd'hui, notre front se trouve loin dans l'est, vers Smolensk, à des centaines de kilomètres de la frontière allemande.

Déjà, l'avion descend en larges spirales. Dans la lumière blafarde du crépuscule, je distingue, près d'un lac, un grand aérodrome. Le Junker descend encore, touche le sol, roule sur la piste cimentée et enfin s'arrête. Devant la baraque qui abrite les bureaux, une grande torpédo Mercédès m'attend.

– Le capitaine Skorzeny ? s'enquiert un sergent. J'ai ordre de vous emmener immédiatement au quartier général, mon capitaine.

Par une belle route taillée à travers la forêt, nous atteignons bientôt la première ceinture de sécurité, constituée par une barrière gardée. Le sergent m'a apporté un laissez-passer que je dois présenter, en même temps que mon livret militaire, à l'officier commandant le petit détachement. Il inscrit mon nom sur un registre, je signe, puis la barrière s'ouvre, et nous repartons. À présent, la route se rétrécit légèrement. Après avoir traversé un bois de bouleaux et franchi une voie ferrée, nous arrivons à une deuxième barrière. De nouveau, je dois descendre ; l'officier de garde contrôle mes

papiers, inscrit mon nom, ensuite, il me prie d'attendre et téléphone. Ayant raccroché, il me demande qui m'a convoqué. Je suis évidemment très gêné d'avouer que je n'en ai pas la moindre idée.

– Vous êtes mandé par l'état-major du Führer, à la Maison de Thé, me déclare-t-il alors, visiblement impressionné par la réponse que lui a donnée, à l'autre bout du fil, son interlocuteur.

Quant à moi, je ne sais toujours que penser. Même cette précision ne m'apprend pas grand-chose. Que diable peut-on bien me vouloir à l'état-major du Führer ? Pensif et passablement intrigué, je remonte en voiture.

Au bout de quelques mètres, nous franchissons une sorte de portail, unique accès d'un vaste terrain entouré d'une haute clôture de barbelés. On se croirait dans un vieux parc aménagé avec beaucoup de goût et parsemé de bosquets de bouleaux qui bordent des sentiers capricieusement entrelacés. Bientôt, je peux distinguer quelques bâtiments et baraques, apparemment disposés au hasard. Sur les toits plats poussent des touffes d'herbe et même de petits arbres. Au-dessus de certaines parties des bâtiments, et aussi des chemins d'approche, sont tendus des filets de camouflage dans lesquels on a placé, par endroits, des cimes d'arbres, afin de donner le change aux pilotes ennemis qui chercheraient à attaquer le quartier général. Vu d'en haut, l'ensemble doit ressembler à une région boisée et inhabitée.

La nuit est presque tombée quand nous nous arrêtons enfin devant la Maison de Thé. C'est une simple construction en bois, ne comportant qu'un rez-de-chaussée, et composée de deux ailes que relie une sorte de passage couvert. J'apprendrai, un peu plus tard, que l'aile gauche abrite la salle de restaurant où le maréchal Keitel, chef d'état-major de l'armée, prend ses repas en compagnie de ses généraux et de quelques personnalités de son entourage immédiat. La Maison de Thé proprement dite se trouve dans l'aile droite. Je pénètre dans un vestibule spacieux, meublé de fauteuils confortables et de quelques tables, au sol couvert d'un tapis de laine bouclée. Un capitaine des Waffen SS me reçoit et me présente à cinq autres officiers – un lieutenant-colonel et un commandant de l'armée de terre, deux lieutenants-colonels de la Luftwaffe, et un commandant des Waffen SS. Visiblement, on n'a attendu que mon arrivée, car dès la fin des

présentations, le capitaine sort pour revenir une minute plus tard :

– Messieurs, annonce-t-il, je vais vous conduire auprès du Führer. Chacun d'entre vous lui exposera brièvement sa carrière militaire. Ensuite, le Führer vous posera peut-être quelques questions. Si vous voulez me suivre…

Tout d'abord, je crois avoir mal compris. Puis, une frayeur irraisonnée me coupe presque les jambes. Dans quelques instants, je vais, pour la première fois de ma vie, me trouver devant Adolf Hitler, Führer de la Grande Allemagne et chef suprême des forces allemandes ! Décidément, pour une surprise, c'en est une ! Dans mon émotion, je vais très probablement commettre quelque gaffe impardonnable, ou me conduire comme un imbécile ! Pourvu que tout aille bien, me dis-je, en suivant les autres officiers. Nous parcourons peut-être une centaine de pas sans que j'arrive seulement à me rendre compte de la direction que nous prenons.

Nous pénétrons dans une autre bâtisse, également en bois, et nous retrouvons dans un grand vestibule, semblable à celui de la Maison de Thé. J'ai tout juste le temps de remarquer l'éclairage indirect et, au mur qui me fait face, un petit tableau, dans un cadre modeste : « La Violette » de Dürer. Puis notre guide ouvre une porte et nous fait passer dans une pièce de vastes dimensions, mesurant environ six mètres sur neuf. À ma droite, le mur extérieur est percé de plusieurs fenêtres, aux rideaux très simples. Au milieu se dresse une table massive, couverte de cartes. Devant la cheminée monumentale qui orne le mur de gauche, une petite table ronde entourée de quatre ou cinq fauteuils. Au fond, un espace libre, où nous nous groupons. Étant le moins ancien en grade, je me place au bout de la rangée, tout à fait à gauche. Sur un bureau placé en biais entre deux fenêtres, j'aperçois de nombreux crayons alignés dans un ordre impeccable. C'est donc ici que s'élaborent les grandes décisions de notre époque, suis-je en train de penser, quand une porte s'ouvre devant nous.

D'une seule secousse, nous nous immobilisons, la tête tournée vers la porte. Et alors, je vis un instant inoubliable : l'apparition de l'homme qui, plus que tout autre chef d'État, est intervenu d'une façon décisive dans le destin de l'Allemagne – mon maître que je suis fidèlement depuis des années, en qui j'ai une confiance absolue. Quelle sensation étrange pour un soldat de se trouver brusquement devant son commandant en chef ! (Je

suppose qu'à l'heure où j'écris ces lignes, des impressions ultérieures se confondent avec celles, moins précises et moins cohérentes, que mon cerveau a pu enregistrer à ce moment-là.)

S'avançant à pas mesurés, Adolf Hitler nous salue en levant le bras, la main inclinée en avant dans l'attitude caractéristique que nous connaissons tous par les photos parues dans la presse. Vêtu très simplement, il porte la veste d'officier de la Wehrmacht, sans insigne de grade, sur une chemise blanche et une cravate noire. Je distingue, sur le côté gauche de l'uniforme, la croix de fer de première classe de la Grande Guerre, et la décoration noire des blessés.

Comme le capitaine SS lui présente d'abord l'officier placé à l'autre bout de notre rangée, je ne puis voir le Führer aussi bien que je l'aurais désiré. Je dois me retenir pour ne pas faire un pas en avant, tant je voudrais ne perdre aucun de ses gestes. Tout d'abord, je l'entends seulement, pendant qu'il pose de sa voix grave quelques questions brèves. Le timbre particulier de cette voix m'est déjà bien connu par la radio, pourtant je suis surpris de découvrir l'intonation douce et quelque peu traînante qui donne son charme à l'accent autrichien. Quel étrange caprice de la nature humaine, ne puis-je m'empêcher de songer : cet homme qui prêche, et qui voudrait personnifier aux yeux de tous le vieil idéal prussien est incapable de cacher son origine, bien que, depuis des années, il n'habite plus sa province natale. Mais a-t-il gardé en même temps quelque chose de la gentillesse conciliante de l'Autrichien ? Est-il resté sensible aux arguments du cœur ? Puis, je me ressaisis : Seigneur, que de questions superflues, de réflexions vraiment oiseuses dans un pareil moment !

Déjà, les autres officiers ont résumé leur carrière en quelques phrases concises. À présent, Adolf Hitler se tient devant moi. Comme il me tend la main, je me concentre sur une seule idée : surtout, pas de courbette exagérée. Malgré mon émotion, je réussis à faire une inclination à peu près correcte au point de vue militaire, c'est-à-dire brève et sèche. Puis j'indique rapidement mon lieu de naissance, mes études, les étapes de ma vie d'officier de réserve et mon affectation actuelle. Pendant que je parle, le Führer me regarde droit dans les yeux, avec une intensité soutenue.

Puis, Adolf Hitler recule d'un pas et, brusquement, pose la première

question :

– Qui d'entre vous connaît l'Italie ?

Je suis le seul à répondre affirmativement :

– J'ai visité l'Italie à deux reprises, avant la guerre, mon Führer. Je suis allé à motocyclette jusqu'à Naples.

Aussitôt vient la seconde question qui s'adresse à nous tous :

– Que pensez-vous de l'Italie ?

Visiblement surpris, les autres officiers hésitent avant de répondre, d'un air embarrassé :

– L'Italie… partenaire de l'Axe… notre alliée… signataire du pacte anti-Komintern…

Puis c'est mon tour.

– Je suis autrichien, mon Führer, dis-je simplement.

Je juge, en effet, cette réponse suffisante pour préciser mon point de vue, car tout bon Autrichien ressent profondément la perte du Tyrol du Sud, la plus belle région que nous ayons jamais possédée[6].

Hitler me scrute longuement, pensivement (tout au moins en ai-je l'impression).

– Les autres peuvent se retirer, dit-il enfin. Quant à vous, capitaine Skorzeny, restez, j'ai à vous parler.

Nous voilà donc seuls. Le Führer est toujours planté devant moi. Sa taille ne dépasse guère la moyenne, ses épaules se voûtent imperceptiblement. À mesure qu'il me parle, il s'anime. Ses gestes sont brefs et contenus, et cependant, ils ont un énorme pouvoir de persuasion.

– J'ai pour vous une mission de la plus haute importance. Mussolini, mon ami, notre fidèle compagnon de lutte, a été trahi hier par son roi et arrêté par ses propres compatriotes. Or, je ne peux pas, je ne veux pas abandonner, au moment du péril, le plus grand de tous les Italiens. Pour moi, le Duce représente la personnification du dernier César romain. L'Italie, ou plutôt son nouveau gouvernement, passera sans aucun doute dans le camp ennemi. Mais je ne renierai pas ma parole ; il faut que Mussolini soit sauvé rapidement car, si nous n'intervenons pas, ils le livreront aux Alliés. Je vous charge donc de cette mission dont l'issue heureuse sera d'une portée incalculable pour le déroulement des opérations militaires à venir. Si,

comme je vous le demande, vous ne reculez devant aucun effort, aucun risque, pour atteindre votre but, alors, vous réussirez !

Il s'interrompt, comme pour maîtriser l'émotion qui vibre dans sa voix.

– Encore un point essentiel, poursuit-il. Il faut que vous gardiez le secret le plus absolu. En dehors de vous-même, cinq personnes seulement doivent être dans la confidence. Vous serez affecté à l'armée de l'Air et placé sous les ordres du général Student que j'ai déjà mis au courant. Vous le verrez d'ailleurs tout à l'heure, il vous donnera certains détails. Vous devrez également conduire vous-même les investigations nécessaires. Quant au commandement militaire de nos troupes en Italie, et à l'ambassade d'Allemagne à Rome, il faut qu'ils restent dans l'ignorance. Comme ils ont une conception tout à fait fausse de la situation, ils agiraient seulement dans le mauvais sens. Donc, je vous le répète, vous me répondez du secret le plus absolu. J'espère que vous serez bientôt en mesure de m'annoncer de bonnes nouvelles, et je vous souhaite bonne chance !

Plus le Führer parle, plus je sens s'affirmer son emprise sur moi. Ses paroles me paraissent tellement persuasives que, sur le moment, je ne doute même pas du succès de l'entreprise. En même temps, elles vibrent d'un accent si chaud, si émouvant, surtout lorsqu'il évoque sa fidélité inébranlable à son ami italien, que je suis littéralement bouleversé.

– J'ai parfaitement compris, mon Führer, et je ferai de mon mieux, puis-je enfin répondre.

Une vigoureuse poignée de main termine notre entretien. Pendant ces quelques minutes – qui m'ont d'ailleurs paru très longues – le regard du Führer n'a pas cessé un instant de se vriller dans le mien. Même lorsque, ayant fait demi-tour, je me dirige vers la porte, j'ai l'impression qu'il m'observe encore. Au moment de franchir le seuil, je salue encore une fois, ce qui me permet de constater que je ne me suis pas trompé : il m'a suivi des yeux jusqu'au dernier moment.

Dehors, l'aide de camp m'attend. Pendant qu'il me guide vers la Maison de Thé, je pense toujours au grand événement que je viens de vivre. J'essaie de me rappeler la couleur des yeux du Führer. Gris ? Marron ? Entre les deux ? Fait curieux, je suis incapable de m'en souvenir avec précision. Par contre, je crois encore sentir sur moi son regard, d'une intensité presque

insoutenable, comme celui d'un hypnotiseur. J'ai remarqué aussi que son expression ne change guère ; j'ai l'impression que cet homme peut, s'il le désire, se dominer et se contrôler parfaitement. D'ailleurs, l'énergie énorme qui est concentrée en lui rayonne littéralement, on s'en aperçoit dès le premier instant.

Dans le vestibule de la Maison de Thé, j'allume une cigarette et aspire voluptueusement les premières bouffées. C'est seulement lorsqu'une ordonnance s'enquiert de mes « désirs » que je me rends compte de ma faim dévorante. Je commande du café et « n'importe quoi ». Une ou deux minutes plus tard, on me sert déjà un repas substantiel. Mais à peine ai-je eu le temps d'enlever mon ceinturon et de porter la tasse à la bouche que l'ordonnance revient.

– Le général Student vous attend dans la pièce voisine, mon capitaine.

Déjà, la porte s'ouvre, je pénètre dans un petit bureau et me présente au général, un homme légèrement ventru, à la mine joviale. Une profonde cicatrice au front rappelle la grave blessure reçue en 1940, alors qu'il se battait, à la tête de sa division aéroportée, devant Rotterdam. Je lui annonce que le Führer vient de m'indiquer les grandes lignes de ma mission. Avant qu'il ait pu me répondre, on frappe à la porte, et – une surprise de plus, mais pas encore la dernière de cette journée qui en compte déjà tant – Himmler, le grand maître des SS, entre dans la pièce. Il semble connaître le général, car les deux hommes se saluent amicalement, pendant que j'attends d'être présenté. Une brève poignée de main, puis le Reichsführer SS nous invite à prendre place.

Ce qui frappe le plus dans le visage de Himmler, c'est son pince-nez démodé. Ses traits singulièrement immobiles ne trahissent aucune des pensées qui se forment dans le cerveau de ce puissant dignitaire. Il nous sourit aimablement et prend d'emblée la parole pour brosser un tableau de la situation politique en Italie. Pas plus que Hitler, il ne croit que le gouvernement Badoglio restera dans le camp de l'Axe. Poursuivant l'analyse des événements qui ont amené la chute de Mussolini, Himmler énumère quantité de noms dont je ne connais d'ailleurs aucun – des officiers, des hommes politiques, des membres de la noblesse. Comme il qualifie celui-ci de traître, cet autre de tiède, celui-là d'homme sûr, je sors

une feuille de papier et mon stylo afin de prendre quelques notes. Aussitôt, Himmler m'apostrophe furieusement :

– Vous êtes complètement fou, ma parole. Ça, par exemple ! Ces choses-là doivent rester secrètes, alors retenez-les, que diable !

Bien entendu, je rengaine vivement mon stylo. Ça commence bien, me dis-je. J'aurai de la chance si, dans le tourbillon de cette journée, j'arrive à retenir cinq ou six noms sur les cent et quelques qu'il vient de citer. Tant pis – ça ira peut-être quand même.

– La défection de l'Italie est certaine, déclare Himmler. La seule question est de savoir quand elle se produira. Il se peut que ce soit demain. Il y a, au Portugal, des émissaires italiens qui sont déjà en pourparlers avec les Alliés.

De nouveau, il cite des noms, des localités. Puis, changeant de sujet, il discute avec le général Student certaines questions qui ne me regardent pas. Me rappelant que mes camarades à Berlin doivent attendre avec impatience mon coup de fil, je sollicite l'autorisation de me retirer pour téléphoner. Pendant que j'attends, dans le couloir, que la communication soit établie, j'allume une cigarette. Presque au même moment, Himmler sort du bureau et se met aussitôt à crier :

– Toujours ces satanées cigarettes ! Vous ne pouvez donc pas rester quelques heures sans fumer ! Je le vois d'ici, vous n'êtes pas du tout l'homme qu'il faut pour cette mission.

Il me jette un dernier regard furibond et s'en va.

Voilà qui promet. Cela fait la deuxième engueulade de la soirée. Décidément, M. Himmler ne m'aime pas beaucoup. M'aurait-on déjà retiré la mission dont Hitler vient de m'investir ? Écrasant ma cigarette d'un coup de talon, je me demande, quelque peu ahuri, ce que je dois faire. Heureusement, l'aide de camp du Führer vient à mon secours. Il a dû tout entendre.

– Tout cela n'est pas grave, dit-il. Le Reichsführer attrape tout le monde, et une minute après, il n'y pense plus. Il est sans doute énervé, et quand il est dans cet état-là, on ne sait jamais sur quel pied danser avec lui. Allez donc tranquillement rejoindre le général Student et convenez avec lui des premières mesures que vous allez prendre.

Je suis ce conseil et rentre dans le bureau. En quelques minutes, tout est

réglé : je m'envolerai, le lendemain matin, avec le général, pour Rome. Officiellement, je serai son aide de camp. En même temps, cinquante hommes de mon unité de choc partiront d'un aérodrome de Berlin pour le Sud de la France et, de là, se rendront à Rome avec la première division aéroportée qui doit justement prendre position sur le front italien.

– Pour le reste, nous verrons une fois là-bas, conclut le général. J'espère que notre collaboration aura d'heureux résultats.À demain matin.

Dehors, le téléphone sonne. Le lieutenant Radl est à l'appareil.

– Qu'est-ce qui se passe ? crie-t-il, très agité. Nous attendons impatiemment votre appel…

– On nous charge d'une mission importante. Départ demain matin. Je ne puis vous donner des détails plus précis par téléphone. D'ailleurs, je dois encore réfléchir, je vous rappellerai plus tard. Pour l'instant, voici les premiers ordres : cette nuit, pas de sommeil, pour personne. Que tous les véhicules soient prêts, car il faudra prendre livraison de l'équipement. J'emmène cinquante hommes, seulement les meilleurs, notamment tous ceux qui parlent plus ou moins italien. Je vais établir une liste, vous en ferez autant de votre côté, nous déciderons ensuite. Vous aurez à préparer l'équipement colonial pour tout le monde, ainsi que des rations pour parachutistes. Il faut que tout soit terminé à 5 heures du matin. Dès que j'aurai fixé d'autres détails, je vous rappellerai.

À la Maison de Thé, je demande à un officier de me donner un bureau et de m'envoyer une secrétaire qui transmettra télégraphiquement mes ordres à mon unité. J'obtiens immédiatement satisfaction. Tout en buvant du café noir – je suis quand même trop ému pour manger – je me force à réfléchir calmement. Quel équipement, quelles armes, quelle quantité d'explosifs seront nécessaires pour mes cinquante hommes ? Procédant systématiquement, j'établis une longue liste. Il faut que mon petit corps franc dispose d'une puissance de feu aussi considérable que possible, tout en transportant un poids minimum. Peut-être serons-nous forcés de sauter en parachute, je prévois donc deux mitrailleuses par groupe de neuf hommes ; à part les mitrailleurs, tous les autres seront armés de mitraillettes. Bien entendu, des grenades, pas celles à manche, mais les petites, les « œufs » comme on les appelle communément, qu'on peut

fourrer dans les poches. De plus, nous allons emporter du plastic – une trentaine de kilos suffiront sans doute –, nous prendrons le plastic anglais que nous venons de recevoir de Hollande, et qui est supérieur au produit allemand. Puis toutes sortes de détonateurs, dont des modèles à retardement. Des casques coloniaux, mais aussi des sous-vêtements, du ravitaillement pour six jours ainsi que des rations pour trois jours de route. Je fais aussitôt transmettre cette première liste à Berlin. Ensuite, je sélectionne, parmi mes hommes, ceux qui doivent à tout prix faire partie de notre expédition. Bientôt, j'ai mon groupe au complet. Je demande la communication avec Berlin. Radl me répond.

– Nous sommes tous en nage, proteste-t-il. Comment voulez-vous que nous y arrivions avant demain matin ? Votre liste est tellement longue…

Je lui coupe la parole.

– Et ce n'est pas encore tout. Je vous envoie une liste complémentaire. Moi aussi, je suis en nage. Je viens de parler avec le Führer lui-même, et le Reichsführer SS – je sens nettement que ça lui coupe la chique, et j'ajoute : – C'est le Führer qui m'a chargé de cette mission. Bon, maintenant, comparons nos listes des hommes à emmener.

Je constate qu'à une ou deux exceptions près, nous avons choisi les mêmes noms.

– C'est une véritable révolution ici, me dit Radl. Tous veulent être du voyage. Personne n'accepte de rester en arrière.

– Affichez immédiatement les noms des partants, cela calmera tout le monde. Et ne perdez pas de temps. Terminé.

Je raccroche et me demande ce que j'ai bien pu oublier. Ah oui ! j'aurai aussi besoin d'appareils de radio, et, surtout, d'une parfaite liaison radiophonique. C'est-à-dire qu'il faudra convenir d'un correspondant à Berlin, d'un code valable pour un mois, et de plusieurs heures d'appel, aussi nombreuses que possible, de jour et même de nuit. J'expédie donc un deuxième télégramme. Nos messages sont transmis comme « affaires d'État strictement confidentielles ». Nous devons faire preuve de la plus grande prudence. Si les Italiens ou leurs services secrets ont vent de notre projet, tous nos efforts seront vains.

Mais je n'ai pas encore fini. Sans cesse, d'autres détails me viennent à

l'esprit ; il nous faudra des balles traçantes pour les mitrailleuses, au cas où il y aurait un engagement de nuit ; des lance-fusées ; des médicaments pour maladies coloniales, et aussi un ou deux infirmiers. Peut-être aurons-nous besoin également de vêtements civils pour les officiers. Ainsi, la liste s'allonge continuellement, et je rappelle sans cesse mon bureau à Berlin où règne une activité fiévreuse. À 3 heures du matin seulement, je puis songer à prendre un peu de repos. Une ordonnance me conduit dans les sous-sols qui sont, en réalité, des abris contre d'éventuelles attaques aériennes. Des deux côtés d'un couloir central s'alignent des sortes de niches, installées comme des cabines de paquebot. Quoique le lit soit confortable, je n'arrive pas à m'endormir. Il fait très lourd dans cette cave, et le bruit des ventilateurs est énervant au possible. Mais j'ai au moins le temps de réfléchir calmement. Pour la première fois, je me rends compte des difficultés que j'aurai à surmonter. Tout d'abord, il va falloir découvrir le séjour actuel du Duce. En admettant que nous arrivions à résoudre ce premier problème, qu'allons-nous faire ensuite ? Il est certain que Mussolini a été transporté dans un endroit très sûr, sévèrement gardé. Serons-nous forcés de donner l'assaut à une forteresse, ou à une prison ? Déjà, mon imagination surexcitée me fait entrevoir des scènes extravagantes ; j'ai beau me tourner et retourner dans mon lit, essayer de chasser ces pensées, elles reviennent toujours à la charge. Le fait est que je ne vois guère comment je pourrais réussir. M'aurait-on confié une mission qui me mènera droit au ciel (ou en enfer) ? Quoi qu'il en soit, c'est le moment de montrer de quoi je suis capable, de ne reculer devant aucun risque et, le cas échéant, de quitter avec élégance et dignité cette belle existence.

Tout à coup, je me souviens que je suis père de famille. Me voilà donc sur le point de me lancer dans la grande aventure sans avoir songé à faire mon testament. Je rallume et rédige mes « dernières volontés ». Puis, comprenant que je ne trouverai décidément pas le sommeil – d'ailleurs, il est presque 6 heures – je sors, encore en pyjama, de ma cabine et me fais indiquer la salle des douches par une ordonnance – ces pauvres types ne dorment donc jamais ! Une bonne douche écossaise – tantôt bouillante, tantôt glacée – emporte tous mes soucis. À 7 heures moins le quart, je

m'attable à la Maison de Thé. À présent, j'ai un appétit féroce, l'ordonnance doit faire sans cesse la navette entre les cuisines et la salle pour apporter tout ce que je commande. Dehors, les prairies humides fument déjà sous les premiers rayons du soleil.

Enfin rassasié, je prends ma serviette qui constitue tout mon bagage et saute dans la voiture commandée la veille pour me rendre à l'aérodrome où je dois rencontrer le général Student. Un télégramme qui vient d'arriver me confirme le départ de mes cinquante hommes. L'aérodrome d'où nous allons partir n'est pas celui où j'ai atterri la veille. Il se trouve presque au sommet d'une haute colline – une cible facile pour des aviateurs ennemis. Fait curieux, il n'a encore jamais été attaqué. Le général Student arrive quelques minutes plus tard. Un Henkel 111 est déjà prêt à nous emporter – un peu plus vite, sans doute, que le brave vieux Junker dans lequel je suis venu. Le général me présente à son pilote attitré, le capitaine Gerlach. Puis on me fait entrer de force dans une combinaison d'aviateur nettement trop petite pour moi, et on me colle un calot de la Luftwaffe sur le crâne. Le temps est radieux, je me réjouis à l'idée du magnifique voyage que nous allons faire.

Nous nous hissons dans le ventre de l'appareil. Le mitrailleur arrière, le pilote et le radio sont déjà à leur poste. Nous décollons, montons rapidement et mettons le cap droit au sud. Comme le bruit des moteurs est assourdissant, toute conversation prolongée est impossible. Le général s'assoupit, et j'en profite pour m'installer sur le siège du deuxième pilote d'où je peux jouir d'une vue merveilleuse.

Nous survolons d'abord l'ancienne Pologne. Au bout d'une demi-heure, un nuage épais se montre à l'horizon, sur notre gauche ; bientôt, je distingue quelques tours : Varsovie. Un peu plus tard, nous passons au-dessus des régions industrielles de la Haute-Silésie, aux innombrables cheminées d'usines qui crachent vers le ciel une fumée noire.

Ensuite, nous traversons l'espace aérien de l'ancienne Tchécoslovaquie, devenue protectorat du Reich. Déjà, ce n'est plus la monotonie de la plaine polonaise. Le terrain est accidenté, des crêtes boisées enchâssent des vallées qu'arrosent de claires rivières. Je comprends que nous allons passer directement au-dessus de Vienne. Bientôt, la vieille cité impériale surgit,

glisse lentement sous nos ailes. Puis ce sont les viaducs des Alpes du Semmering, la Styrie verdoyante, Graz et son château. Vers midi, nous survolons la Croatie et, un peu plus tard, j'aperçois au loin le reflet brillant de la mer. Voici Pola, aujourd'hui port de guerre italien, alors que – j'y songe avec une certaine mélancolie – jusqu'au traité de Saint-Germain, tout ce rivage appartenait à la monarchie austro-hongroise. L'Adriatique est d'un bleu invraisemblable, magnifique. Nous avons atteint la péninsule italienne ; sur la gauche, Ancône défile rapidement sous nos ailes, puis nous grimpons pour survoler les Apennins. À peine les avons-nous franchis que nous redescendons jusqu'à environ 300 mètres, car la région au nord de Rome est déjà sous la domination de la chasse alliée.

Et voici enfin la Ville Éternelle, avec ses sept collines, le Colisée, la place Saint-Pierre. Lentement, l'avion descend et atterrit sur un aérodrome à la lisière est de la ville. Il est 1 h 30 – nous avons parcouru environ 1 500 km en cinq heures et demie.

Nom d'un chien, quelle chaleur ! Une vraie fournaise. En descendant de l'avion, je veux instinctivement enlever ma combinaison fourrée. Au dernier moment, je me souviens que je ne suis pas encore en uniforme de la Luftwaffe. Un officier des Waffen SS comme aide de camp d'un général de troupes aéroportées, voilà qui intriguerait certainement tout le monde. Il me faudra donc continuer à transpirer. Pendant les deux ou trois heures qui suivent, je souffre le martyre. Même le trajet en voiture découverte ne me rafraîchit guère.

Nous arrivons à Frascati, petite ville charmante, typiquement italienne, où le maréchal Kesselring a installé le GQG des forces allemandes en Italie.

Le 12 mai 1943, la lutte en Afrique s'était terminée par la victoire totale des Alliés. Le corps expéditionnaire italo-allemand qui, au début, avait remporté tant de succès éclatants, n'existait plus. Sa défaite provenait essentiellement de ce que les forces maritimes et aériennes dont disposait l'Axe n'avaient pu lui faire parvenir le ravitaillement et les renforts dont il aurait eu besoin. Le 10 juillet, les Alliés avaient réussi à prendre pied, pour la première fois, sur le sol européen. Leurs troupes avaient débarqué en Sicile, où les unités allemandes et italiennes disputaient aux Anglo-Américains chaque pouce de terrain. Depuis plusieurs jours, on se battait

pour la possession du village de Cafalu, sur la côte nord de la Sicile.

Telle est, grosso modo, la situation le jour de notre arrivée à Rome. Le même soir, le général Student m'emmène, en qualité d'aide de camp, chez le maréchal Kesselring qui nous a invités à dîner. Entre-temps, j'ai réussi à me procurer une tenue d'officier parachutiste, de sorte que je peux enfin enlever la combinaison fourrée, vraiment trop ridicule par cette chaleur. Après le repas, comme nous prenons le café, un officier de l'entourage du maréchal raconte qu'il a demandé à un général italien s'il connaissait l'endroit où le Duce a été interné. Bien entendu, je dresse l'oreille. Le général aurait, paraît-il, affirmé sur son honneur que ni lui ni aucun des chefs de l'armée italienne n'en avaient la moindre idée. Impulsif comme toujours, je ne puis m'empêcher de remarquer :

– Reste à savoir si l'on peut se fier à cette déclaration.

Or, le maréchal Kesselring, qui se tient derrière nous, ne semble pas apprécier particulièrement ce commentaire.

– Pour ma part, je m'y fie entièrement, fait-il d'un ton courroucé. Je n'ai aucune raison de mettre en doute la parole d'honneur d'un général italien. Vous feriez bien, capitaine Skorzeny, d'observer désormais une attitude analogue !

Je crois bien avoir rougi. En tout cas, je prends la ferme résolution d'être à l'avenir plus réservé dans mes jugements. Jusqu'à la fin de la soirée, je n'ouvre plus guère la bouche.

---

5. Région qui s'étend à l'est du Brandebourg proprement dit, et dont le nom signifie « marches nouvelles » (NdT).

6. Très majoritairement germanophone, le Tyrol du Sud est rattaché à l'Italie après la Première Guerre mondiale en application du traité de Saint-Germain-en-Laye de 1919.

VII

À la recherche du Duce

Dès le lendemain arrivent, par plusieurs escadrilles d'avions de transport, les premiers contingents des parachutistes du général Student. Le troisième jour, mes hommes débarquent à leur tour. Ils vont loger dans des baraques près de l'aérodrome de Pratica di Mare. Je les passe en revue et leur annonce que, probablement, nous aurons bientôt à exécuter un raid important. Je leur demande donc de se maintenir en parfaite condition physique, afin que je sois sûr de pouvoir compter, à n'importe quel moment, sur leur allant et leur combativité.

Puis je rentre à Frascati, emmenant Radl, mon officier d'ordonnance. C'est seulement lorsque nous sommes installés dans ma chambre que je le mets au courant de notre mission. Il se montre tout aussi surpris et ému que je l'ai été en recevant l'ordre du Führer. D'emblée, nous sommes d'accord sur un point : il sera extrêmement difficile de découvrir l'endroit où le Duce est retenu prisonnier. Quant à notre action, c'est-à-dire sa libération proprement dite, nous n'y songeons même pas pour le moment, tant l'heure H nous paraît encore lointaine.

Heureusement, j'ai pu retenir, parmi les innombrables noms cités par Himmler, les deux plus importants : Kappler et Dollmann. Kappler est notre attaché de police ; il dispose donc d'une organisation toute prête qui doit pouvoir nous rendre des services considérables. Dollmann, qui vit à Rome depuis de longues années, entretient, paraît-il, d'excellentes relations avec des personnalités influentes. Suivant le conseil du Reichsführer SS, nous – le général Student et moi – prenons contact avec ces deux hommes, leur révélons le but de notre mission et leur demandons de nous aider dans nos recherches.

Tout d'abord, nous apprenons que les rumeurs les plus diverses – et les plus fantaisistes – circulent dans la capitale italienne. Les uns parlent du suicide de Mussolini, les autres d'une grave maladie, d'autres encore

prétendent savoir que le Duce se trouve dans une maison de repos. Nous réussissons cependant à établir que, l'après-midi du 25 juillet, le Duce s'est rendu auprès du roi. Depuis ce moment-là, personne ne l'a revu. Par conséquent, il a dû être arrêté au palais même.

La première indication précise nous parvient tout à fait par hasard. Parmi les fonctionnaires italiens que notre attaché de police est amené à fréquenter, se trouve un officier des carabiniers qui est peut-être encore, au fond de son cœur, partisan du régime fasciste. Or, à l'occasion d'un entretien, cet homme laisse échapper un renseignement précieux : il paraît que le Duce a été transporté, dans une ambulance, du palais royal à la caserne des carabiniers de Rome. Nos recherches confirment cette information, nous arrivons même à savoir dans quelle partie du bâtiment, et à quel étage, le prisonnier a été interné. Malheureusement, plus de dix jours ont passé depuis l'arrestation, et il est probable qu'entre-temps Mussolini ait été emmené ailleurs.

Pendant près de trois semaines, nous nous efforçons vainement de découvrir l'endroit où Badoglio a enfermé l'ancien chef du gouvernement fasciste. Rien, pas une piste, pas même un indice – jusqu'au jour où le hasard vient à notre aide.

Dans un restaurant de Rome, nous faisons la connaissance d'un marchand de fruits qui a l'habitude de rendre visite, de temps en temps, à des clients de Terracino, petite ville sur les bords du golfe de Gaeta. Son meilleur client dans cette localité a une domestique qui est plus ou moins fiancée avec un carabinier. Ce dernier, en garnison dans l'île de Ponza où se trouve un pénitencier, écrit fréquemment à sa belle. Et dans une de ses lettres, il mentionne l'arrivée dans l'île d'un prisonnier de marque, un « personnage très important ». Cette première indication sera confirmée, mais bien plus tard, par la confidence imprudente d'un jeune officier de marine qui, au cours d'un bavardage à bâtons rompus, nous fait comprendre que son croiseur a transporté le Duce du pénitencier de Ponza à La Spezia, port de guerre sur la côte ligurienne.

Bien entendu, ces renseignements sont transmis au GQG du Führer par l'intermédiaire du général Student. Dès que nous avons communiqué le « tuyau » de La Spezia, je reçois l'ordre de préparer immédiatement la

libération du Duce : il faut l'enlever du croiseur. Pendant vingt-quatre heures, nous nous creusons fiévreusement la cervelle. Au GQG, ils s'imaginent sans doute que rien n'est plus facile que de subtiliser un homme d'un croiseur sous les yeux d'un équipage sur le pied de guerre. Heureusement, nous apprenons le lendemain que le Duce a, une fois de plus, changé de prison.

À Berlin – qu'on me permette cette petite digression pour la curiosité du fait – on a même mobilisé, entre-temps, des voyants et des astrologues. C'est, paraît-il, Himmler en personne qui a eu l'idée de faire appel à ces « savants ». En tout cas, je n'ai jamais entendu parler d'un résultat positif de leurs recherches.

Un peu plus tard, des informations concordantes, ainsi que des rumeurs tenaces, orientent nos investigations vers la Sardaigne. Les indications qui parlent d'un minuscule îlot – *l'isola di pocco* – ou encore de l'hôpital d'une petite ville perdue dans la montagne se révèlent bientôt fausses. En revanche, l'hypothèse d'un internement du Duce dans la forteresse maritime de Santa Maddalena, à la pointe nord-est de la Sardaigne, semble se confirmer de plus en plus. Un beau jour, l'officier de liaison de notre marine auprès de l'amirauté italienne, le capitaine de frégate Hunäus – vieux loup de mer sorti tout droit d'un roman de Joseph Conrad ; il souffre même de la goutte, comme tout marsouin qui se respecte – nous informe de sa propre initiative qu'un prisonnier de marque est détenu dans la vieille cité fortifiée. Ce renseignement me paraît tellement important que je décide de m'envoler immédiatement pour la Sardaigne afin d'essayer de glaner moi-même quelques précisions. J'emmène le capitaine de corvette et mon lieutenant Warger qui parle couramment italien. Dès notre arrivée à Santa Maddalena, j'entreprends avec un de nos dragueurs de mines une longue randonnée à travers le port et le long de la côte. À l'abri d'une voile, je peux prendre quelques photos des installations portuaires et même, quoique de loin, de la maison qui nous intéresse particulièrement, la villa « Weber », située aux abords de la petite ville. Ensuite, je cherche à apprendre de façon précise qui est ce « prisonnier de marque ». Pour y parvenir, je fais intervenir le lieutenant Warger.

Mon plan est entièrement fondé sur le fait que tous les Italiens ont la

passion des paris. Warger, déguisé en matelot allemand, doit donc, le soir venu, faire la tournée des petits bistrots et tendre l'oreille. Dès qu'il sera question du Duce, il se mêlera à la conversation et prétendra savoir, de source sûre, que Mussolini vient d'être emporté par une grave maladie. Très probablement, cette affirmation suscitera des protestations, ce qui fournira à Warger l'occasion de proposer un pari. Afin de donner à son attitude une apparence plus naturelle, il devra simuler une légère ivresse.

Ce dernier point soulève d'ailleurs une difficulté imprévue. Warger ne boit jamais une goutte d'alcool. C'est seulement en insistant longuement sur son devoir de soldat que je peux le persuader de faire une entorse à ses principes.

Mon plan, aussi simpliste qu'il soit, réussit parfaitement. Un marchand ambulant qui apporte chaque jour des fruits à la villa Weber accepte le pari. Pour bien montrer à Warger qu'il sait de quoi il parle, il le conduit dans une maison toute proche de la villa et lui fait voir, par une lucarne, la terrasse sur laquelle se promène le Duce.

Dès le lendemain, Warger revient à ce poste d'observation. Au bout de plusieurs jours, il connaît approximativement le nombre des soldats qui gardent le prisonnier, ainsi que les heures de relève, les emplacements de mitrailleuses, etc. À présent, le moment est venu d'élaborer notre plan d'action. Comment allons-nous faire sortir Mussolini de la villa et, ensuite, de la ville ? Notre tâche est singulièrement compliquée du fait que Santa Maddalena est une forteresse maritime. Il nous faut donc des renseignements très précis sur la topographie de la région, les batteries de DCA, les casernements et ainsi de suite. Comme les cartes dont nous disposons sont insuffisantes, je décide de survoler la ville afin de prendre quelques photos aériennes. Rentré à Rome, j'obtiens un Henkel 111 et, le 18 août 1943, je m'envole de l'aérodrome de Pratica di Mare. Tout d'abord, le pilote met le cap droit au nord. À cette époque-là, l'activité de l'aviation alliée au-dessus de la mer Tyrrhénienne est déjà intense, de sorte que, pour des raisons de sécurité, tous les appareils se rendant en Sardaigne doivent faire le détour par l'île d'Elbe et la Corse. Nous atterrissons à l'heure prévue à Pausania, un des principaux aérodromes de Sardaigne, où nous devons prendre du carburant avant de repartir. Je fais en vitesse un saut de

50 km jusqu'à Palau, où j'ai rendez-vous avec Warger et le capitaine Hunäus qui m'informent qu'à Santa Maddalena, il n'y a rien de nouveau, à part le renforcement continuel des mesures de précaution et de surveillance.

Rassuré, je reviens à Pausania. J'avais projeté de me rendre, après notre vol de reconnaissance, en Corse pour prendre contact avec la brigade de Waffen SS qui s'y trouve en garnison. Le plan qui commence à se dessiner dans mon esprit nécessitera certainement l'utilisation de détachements importants, et je tiens à régler dès maintenant les détails préliminaires de l'opération. Vers 15 heures, nous décollons. J'ai ordonné au pilote de monter rapidement jusqu'à 5 000 mètres ; comme le survol de la région de Santa Maddalena est interdit, je suis obligé de grimper assez haut pour pouvoir prendre tranquillement mes photos. Allongé dans la tourelle avant, à côté du canon, ayant à portée de la main la caméra et une carte maritime, je suis en train d'admirer les teintes somptueuses de la mer quand, par le micro, me parvient la voix du mitrailleur arrière :

– Attention, derrière ! Deux chasseurs anglais !

L'avion dérape, je pose le doigt sur le bouton de commande du canon, prêt à faire feu. Un peu plus bas, le pilote rattrape l'appareil ; je me dis justement que tout s'est bien terminé quand, brusquement, je m'aperçois que le nez de notre avion pointe en angle aigu vers le bas. Me retournant, je vois le visage crispé du pilote qui s'efforce vainement de redresser. Un coup d'œil par la vitre me montre que le moteur gauche est arrêté. L'appareil pique à une vitesse vertigineuse. Il ne faut plus penser à sauter. J'entends encore par le micro :

– Cramponnez-vous…

Instinctivement, j'agrippe les deux poignées du canon et, l'instant après, l'avion heurte la surface de la mer. Sans doute ma tête a-t-elle porté contre la paroi, car je perds connaissance. Au bout de quelques secondes, je sens vaguement que, devant moi, quelque chose se brise en mille morceaux. Puis, une main me saisit par le revers de ma veste et me tire vers le haut. Tout autour de moi, de l'eau, rien que de l'eau. L'appareil est immergé, dans le poste de pilotage, dont l'avant est enfoncé, il y a environ trente centimètres d'eau, et de nouvelles vagues entrent sans cesse par la brèche béante.

Nous appelons le poste arrière. Aucune réponse. Nos deux camarades sont-ils morts ? À présent, il s'agit de sortir aussi vite que possible de l'avion qui peut couler d'un instant à l'autre. Unissant nos efforts, nous arrivons à ouvrir le hublot de secours, dans la coupole du poste de pilotage. Aussitôt, l'eau s'y engouffre. C'est le moment ! Rapidement, nous poussons le second pilote par l'ouverture. Puis je respire profondément et me hisse à mon tour. Je sens que je m'élève et, d'un coup de pied vigoureux, je me projette jusqu'à la surface. Quelques secondes plus tard, le premier pilote apparaît également.

Alors se passe une chose bizarre. L'avion tout entier, délesté de notre poids, émerge de l'eau. Aussitôt les deux pilotes s'élancent vers le poste arrière, libèrent la sortie. Avec stupéfaction, ils voient, accroupis dans un coin, les deux soldats que nous avons cru morts. Ils sont indemnes, mais quelque peu hébétés. À quatre pattes, ils rampent jusqu'à l'extrémité d'une aile. Malheureusement, ni l'un ni l'autre ne sait nager, quoiqu'ils soient tous les deux originaires de la région maritime de Hambourg. Le premier pilote a encore le temps de sortir le canot pneumatique. D'un coup de poing, il fait sauter le bouchon de la bouteille d'oxygène ; aussitôt, le canot se gonfle, les soldats peuvent y monter.

Juste à ce moment, je me souviens, avec un serrement de cœur, de ma serviette et de la caméra, restées dans le poste de pilotage. Je plonge, pénètre par la brèche dans le poste et réussis à récupérer serviette et caméra que je lance dans le canot en remontant à la surface. Quelques secondes plus tard, l'avion se cabre et disparaît sous l'eau. Agrippé au canot, flanqué des deux pilotes, je regarde autour de moi. À quelque deux ou trois cents mètres, des rochers émergent des flots. Nous nous y dirigeons à la nage, poussant le canot devant nous. Le récif est abrupt et glissant, mais nous parvenons facilement à l'escalader. Le second pilote a trouvé dans le canot un pistolet lance-fusée et veut s'en servir. Je lui ordonne d'attendre le passage d'un bateau.

Au bout d'une heure, nous voyons apparaître un vapeur. Je fais partir une fusée rouge et, à notre grande joie, le bâtiment met aussitôt le cap sur notre récif. Une baleinière vient nous chercher. Notre sauveur est un croiseur auxiliaire italien, spécialement équipé pour la défense antiaérienne. Une

chance que le capitaine ne puisse pas deviner la raison de notre présence dans ces parages, me dis-je, tout en lui serrant la main. Comme je suis complètement nu – avant de plonger dans l'avion immergé, je me suis débarrassé de mes vêtements – le brave homme me prête un short blanc et une paire de sabots. Le short est nettement trop étroit pour moi ; je le mets quand même, autrement, je devrais, en débarquant, me procurer au moins une feuille de vigne. Ce n'est qu'au moment où je veux m'étendre sur un transat que je ressens une douleur suspecte dans le thorax. Quelques jours plus tard, un médecin constatera que j'ai trois côtes brisées.

Vers la fin de l'après-midi, nous sommes de retour à Pausania. Je me rends aussitôt à Palau afin de demander au capitaine Hunäus un bateau pour me rendre en Corse, où je suis attendu par le commandant de la brigade de Waffen SS. Car je tiens à mettre au point au moins cette partie de mon plan.

Il est presque minuit lorsque ma vedette se glisse entre les rochers qui encadrent l'entrée tortueuse du port de Bonifacio. Au siège de l'administration militaire italienne, je n'arrive pas à obtenir la communication téléphonique avec la brigade SS. Le lendemain matin seulement, on veut bien mettre une voiture à ma disposition. Par suite d'un malentendu, je passe toute la journée à courir après le commandant SS qui, de son côté, cherche vainement à me joindre. Finalement, nous nous rencontrons quand même, dans le nord de l'île, à Bastia, au quartier général d'un détachement de la marine allemande.

Entre-temps, Radl, resté à Rome, est en proie au plus terrible désespoir. Ne me voyant pas rentrer comme convenu le soir du 18 août, il a demandé au quartier général de la division de parachutistes si l'on avait reçu des nouvelles de mon avion. On lui a répondu laconiquement : « Appareil porté disparu, équipage sert sans doute de nourriture aux poissons. » Pendant deux jours, le pauvre me croit mort, car je ne reviens à Rome que tard dans la soirée du 20 août. Je le rencontre alors que je me rends de l'aérodrome au cantonnement de mes hommes. Bien entendu, il est fou de joie. Dès notre retour à l'hôtel, nous nous mettons au travail pour élaborer notre plan d'action. Cette fois, nous sommes enfin certains d'avoir découvert l'endroit où le Duce est interné. Le général Student, que nous mettons le lendemain matin au courant de la situation, partage entièrement notre opinion.

Alors, brusquement, comme la foudre tombant d'un ciel bleu, nous parvient un ordre du GQG du Führer :

« Le GQG vient de recevoir, des services de l'Ausland Abwehr (amiral Canaris), un rapport d'après lequel Mussolini se trouve dans un îlot près de l'île d'Elbe. Le capitaine Skorzeny préparera immédiatement une attaque par troupes parachutées et nous indiquera la date la plus rapprochée à laquelle cette opération pourra avoir lieu. Le GQG du Führer fixera alors le jour de l'action. »

– Qu'est-ce qui a bien pu se passer ? nous demandons-nous, Radl et moi.

On dirait que les agents de l'amiral disposent de moyens d'information particulièrement efficaces. D'ailleurs, nous avions vu, quelques jours plus tôt, une circulaire marquée « secret » que l'Abwehr avait envoyée à tous les commandants d'unité en Italie. Dans cette circulaire, nous avions lu, noir sur blanc : « Il est absolument certain que le gouvernement Badoglio poursuivra la lutte à nos côtés, quelles que soient les circonstances. Le nouveau gouvernement italien participera même à l'effort commun d'une façon plus intense que l'ancien État fasciste. »

Comme nous sommes d'un avis diamétralement opposé, le général Student s'efforce d'obtenir une audience du Führer lui-même. Après quelques palabres, nous recevons enfin l'ordre d'aller en Prusse-Orientale. Nous nous envolons aussitôt, atterrissons vers la fin de l'après-midi et apprenons, à notre descente d'avion, que Hitler nous attend.

On nous introduit dans la même pièce où j'ai été présenté au Führer quelques semaines plus tôt. Cette fois, tous les fauteuils autour de la table devant la cheminée sont occupés, et j'ai ainsi l'occasion de faire la connaissance de presque tous les dirigeants du Reich. À la gauche du Führer est assis von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères, à sa droite le maréchal Keitel, ensuite le général Jodl. On m'indique le fauteuil suivant. À la gauche de Ribbentrop, je vois Himmler, puis le général Student, et le grand-amiral Dönitz ; entre ce dernier et moi, s'intercale la masse puissante du maréchal du Reich Hermann Göring.

Le général Student me présente en quelques phrases concises, puis il me donne la parole. Tout d'abord, j'ai un trac terrible, les regards de ces huit hommes m'intimident tant que j'oublie de consulter les notes préparées

pendant le trajet. Peu à peu, cependant, je reprends mon assurance. Aussi clairement que possible, j'expose en détail les étapes de mes investigations. Les nombreuses raisons que nous avons de croire le Duce interné à Santa Maddalena impressionnent visiblement mes auditeurs. Le récit du pari du lieutenant Warger et du succès de cette ruse amène un sourire sur quelques visages, notamment chez Dönitz et Göring.

Quand j'ai terminé, un regard furtif sur ma montre m'apprend que j'ai parlé pendant plus d'une demi-heure. D'un geste spontané, le Führer me serre la main :

– Vous m'avez convaincu, capitaine Skorzeny. Vous avez certainement raison, je retire donc mon ordre d'une attaque par parachutistes sur l'îlot. Avez-vous déjà préparé un plan qui permettrait l'enlèvement du Duce de cette forteresse maritime ? Si oui, veuillez nous l'exposer.

À l'aide d'une carte esquissée au crayon, je développe alors le projet que nous avons conçu quelques jours plus tôt. J'explique qu'en plus d'une flottille de vedettes rapides, il me faudra plusieurs dragueurs de mines, de même que, pour assister mes cinquante hommes, j'aurai besoin du concours d'une compagnie de volontaires qui devrait venir de la brigade de SS stationnée en Corse. D'autre part, afin de couvrir notre retraite, je veux pouvoir compter sur nos batteries de DCA de Corse et du nord de la Sardaigne. Mon projet d'une attaque surprise à l'aube semble trouver l'approbation générale. À plusieurs reprises, Hitler, Göring et Jodl m'interrompent pour me poser des questions. Lorsque j'ai fini, le Führer prend la parole :

– J'approuve votre projet, et je crois qu'à condition d'être exécuté avec énormément d'allant et sans aucune hésitation, il est réalisable. Grand-amiral Dönitz, veuillez donner à la marine les ordres nécessaires. Les unités demandées seront placées, pendant toute la durée de l'opération, sous le commandement du capitaine Skorzeny. Le général Jodl s'occupera du reste. Encore une chose, capitaine Skorzeny : il faut à tout prix libérer mon ami Mussolini aussi vite que possible, afin d'empêcher qu'il ne soit livré aux Alliés. Vous n'avez donc pas de temps à perdre. Or, quand vous serez prêt et que je vous donnerai l'ordre d'entreprendre cette action, l'Italie sera peut-être encore notre alliée, tout au moins officiellement. Si, à ce moment-

là, votre raid devait échouer, je pourrais me trouver dans l'obligation de vous désavouer devant l'opinion mondiale. Je déclarerais alors qu'à force de parler de votre plan et d'insister sur la nécessité de libérer le Duce, vous avez réussi à faire perdre la tête aux commandants de certaines unités stationnées là-bas, et qu'en tout cas, vous avez agi de votre propre initiative. Pour nous aider dans nos efforts pour remporter la victoire, pour le salut de l'Allemagne, il faut que vous soyez prêt à accepter, le cas échéant, cette grave accusation sans même songer à vous défendre.

Je n'ai guère le temps de réfléchir. De toute façon, du moment que le salut de notre patrie est en jeu, je sais que je me résignerai à supporter en silence l'opprobre résultant d'un tel désaveu. Très ému, je puis seulement m'incliner, sans trouver de réponse.

Satisfait, Hitler me congédie en me serrant amicalement la main.

– Vous réussirez, Skorzeny, dit-il, d'un ton tellement assuré que sa conviction passe en moi comme un courant électrique.

Plus d'une fois, j'avais entendu parler de la force de persuasion quasi hypnotique du Führer. À présent, j'en ai fait l'expérience. Aucun doute n'est plus possible – je réussirai.

Le lendemain matin, nous repartons pour Rome. Dès notre arrivée, j'apprends à mon fidèle Radl qu'en cas d'échec je devrai porter tout seul la responsabilité de notre entreprise. En bon Autrichien, Radl ne s'émeut pas pour si peu.

– Eh bien, fait-il calmement, si cela doit arriver, je demanderai qu'on m'enferme avec vous. Peut-être nous mettront-ils chez les fous. Ce sera une belle occasion d'essayer le confort des cellules capitonnées.

C'est un simple hasard qui nous épargnera, quelques jours plus tard, cette ultime conséquence. En effet, nous avons bien failli exécuter notre grand raid sur une prison sans prisonnier.

VIII

De nouveau à zéro

Le capitaine de frégate Schulz, commodore de l'escadre de vedettes rapides qu'on a mise à ma disposition, est littéralement emballé. Depuis longtemps, il rêve d'une opération de ce genre. Minutieusement, nous élaborons les phases de notre raid, prenant bien soin de n'omettre aucun détail, de prévoir toutes les éventualités. Finalement, notre plan est au point.

La veille du jour J, l'escadre des vedettes rapides fera une visite officielle à Santa Maddalena ; elle pénétrera dans le port de guerre et s'amarrera à un môle situé en contrebas de la ville. Le même jour, les dragueurs de mines, sous le commandement du lieutenant Radl, embarqueront, en Corse, les troupes de commando, puis ils traverseront le détroit et jetteront l'ancre devant la digue de Palau, en face de Santa Maddalena. Bien entendu, les soldats resteront invisibles. Aux premières heures du jour J, les deux flottilles manœuvreront comme pour quitter leurs ports respectifs. Brusquement, les dragueurs de mines débarqueront les hommes dont une partie assurera la couverture de leurs camarades contre toute surprise venant de la ville. Les vedettes rapides se tiendront prêtes à intervenir afin de nous assurer la protection de leur tir.

Ensuite, je me rendrai avec le gros de nos troupes, en formation serrée, à la villa. Dans mon esprit, cette arrivée inopinée d'une unité en ordre de marche devrait accroître encore l'effet de surprise. Autant que possible, nous éviterons, pendant la traversée de la ville, tout incident et jusqu'au moindre coup de feu. Ensuite, nous forcerons l'entrée de la villa – je déciderai sur place des détails de l'attaque, suivant la situation que je trouverai. Afin d'éviter que les carabiniers gardant le Duce ne soient alertés dès notre débarquement, je désigne quelques sections pour couper toutes les lignes téléphoniques.

Aussitôt que nous aurons neutralisé les quelque 150 hommes qui défendent la maison, je partirai avec le Duce à bord d'une vedette rapide.

Entre-temps, un détachement de SS se sera emparé des canons qui commandent la sortie du port. Quant à la DCA italienne, placée sur les collines tout autour de la ville, elle sera tenue en échec par nos batteries établies à la pointe nord de la Sardaigne.

Avec un peu de chance, tout cela marchera comme sur des roulettes. Un seul point m'inquiète vraiment : en contrebas de la villa Weber, près des quais, se trouvent plusieurs baraques militaires où sont logés 200 cadets de la marine italienne qui y suivent des cours. Il me faut une couverture solide afin de nous garantir contre toute attaque de flanc. D'autre part, deux hydravions de la marine italienne et un hydravion-hôpital sont amarrés près du rivage. Je désigne donc deux sections d'assaut qui les rendront inutilisables, afin d'empêcher une poursuite immédiate de la vedette transportant le Duce.

La veille du jour J, les vedettes rapides sortent, dès l'aube, du port d'Anzio et atteignent, après une traversée mouvementée, Santa Maddalena. Aussitôt, Radl me quitte pour se rendre, à bord d'un mouilleur de mines, en Corse, où il va surveiller l'embarquement des troupes ; celles-ci doivent, d'après notre plan, arriver à Santa Maddalena à la tombée de la nuit. En attendant, j'étudie, une fois de plus, la carte de la villa Weber et des terrains avoisinants. Le petit Warger a bien travaillé ; tout y est inscrit avec une précision parfaite, les distances, les emplacements des portes, des postes de garde, etc. Cependant, je ne puis me défendre d'une sensation d'incertitude, comme cela m'arrive d'ailleurs chaque fois qu'une tâche importante a été exécutée par un autre, en dehors de mon contrôle. Je décide donc de me livrer à une dernière vérification. Warger m'accompagne. À peine sommes-nous arrivés près de la villa que je découvre un câble téléphonique que Warger n'a pas porté sur sa carte. Je pique une violente colère car, à mon avis, ce sont justement des détails de ce genre qui peuvent faire échouer une opération comme celle que nous projetons. La vérité m'oblige à dire qu'à part ce point précis, la carte est minutieusement exacte. Deux sections de carabiniers se promènent sur la route. Une autre section, armée de mitrailleuses, garde le portail. Malheureusement, un haut mur défend le jardin contre les regards indiscrets. Comme nous avons pris la précaution de nous habiller en simples marins et de porter, à deux, un grand panier rempli

de linge sale, personne ne fait attention à nous. Notre but est une maison voisine, située un peu plus haut que la villa, ce qui doit nous permettre d'en examiner les abords. Pendant que Warger donne son linge à laver, je prends prétexte de l'absence de certaine installation hygiénique pour monter un peu plus haut et me dissimuler derrière un rocher d'où la vue plonge dans l'intérieur de la propriété Weber. Tout paraît calme et, après m'être gravé dans la mémoire les chemins du jardin et certains points de repère, je retourne, rassuré, à la maison de la blanchisseuse. C'est ici qu'intervient le hasard providentiel auquel j'ai déjà fait allusion. Pendant mon absence, un des carabiniers qui gardent le Duce est monté pour une petite visite. Je me mets à bavarder avec lui, par le truchement de Warger, interprète de première force. Prudemment, j'oriente la conversation vers la chute de Mussolini. Tout d'abord, le soldat ne se montre guère intéressé, il s'anime seulement quand je prétends savoir que le Duce vient de mourir. Avec le tempérament fougueux du méridional, il m'affirme qu'il s'agit d'un bobard. Bien entendu, je l'excite encore davantage en déclarant que je suis sûr du fait, puisque, quelques jours plus tôt, un médecin de mes amis m'a donné de nombreux détails sur les derniers instants du chef fasciste.

Alors, le brave carabinier ne peut plus se contenir.

– *No, no, signore*, impossible ! éclate-t-il. J'ai vu le Duce encore ce matin. J'ai fait partie de l'escorte qui l'a conduit à bord de l'avion blanc dans lequel il est parti.

Patatras ! Voilà une belle surprise ! L'homme parle d'un ton assuré, son récit paraît véridique. D'ailleurs, je m'en souviens à présent, l'hydravion-hôpital qui, hier encore, se balançait près du rivage, avait disparu ce matin. Je m'en étais bien aperçu, mais, sur le moment, je n'y avais attaché aucune importance. D'autre part, je m'étais déjà étonné, en observant la villa, de voir plusieurs carabiniers se prélasser sur la grande terrasse. Voilà donc l'explication de leur attitude peu militaire : dans cette prison, il n'y avait plus de prisonnier !

Une chance que nous ayons fait cette découverte à temps. Nous aurions eu bonne mine si nous avions déclenché la vaste opération maritime et terrestre que nous avions mise en scène.

À présent, il faut avant tout décommander immédiatement les

mouvements préparatoires de nos troupes. Je téléphone à Radl et l'attrape de justesse quelques instants avant son départ de Corse. Quant aux hommes, ils sont déjà à bord des bateaux.

« Machine arrière, toute ! » – tel est à présent notre mot d'ordre.

Par mesure de précaution, nous maintenons nos préparatifs encore pendant quelques jours, afin d'être prêts à agir au cas où le Duce serait ramené à Santa Maddalena. Fait curieux, les Italiens conservent également leur dispositif de garde dans et autour de la villa. À mon avis, le service secret italien agit ainsi pour effacer les traces et nous induire en erreur. Manifestement, leur prisonnier a pour eux une telle importance qu'ils ne reculent pas devant l'immense travail que nécessitent ces changements continuels de lieu d'internement. Pour l'instant, ils ont parfaitement atteint leur but – une fois de plus, nous avons perdu la piste.

Actuellement, nous sommes revenus à notre point de départ, c'est-à-dire à zéro. Tout est à recommencer. Pendant plusieurs journées, nous « nageons ». Les rumeurs ne manquent pas, mais, dès que nous procédons à des investigations tant soit peu sérieuses, elles s'évanouissent en fumée.

IX

Nous touchons au but

Une fois de plus, le hasard, grand patron des audacieux, vient à notre aide. C'est lors d'une tournée d'inspection dans la région du lac de Bracciano que je découvre enfin le premier indice tangible. Quelques-uns de nos officiers ont observé l'amerrissage de l'hydravion-hôpital blanc ! Peu à peu, d'autres informations viennent appuyer la thèse d'un internement du Duce dans la péninsule même. Plusieurs fois encore, nous nous lançons sur des pistes qui, finalement, se révèlent fausses, comme celle du lac Trasimène. Un beau jour, cependant, la nouvelle d'un accident d'auto qui a failli coûter la vie à deux officiers supérieurs italiens nous donne l'idée de chercher dans le massif des Abruzzes. Là encore, une vague rumeur oriente d'abord nos recherches dans une mauvaise direction, vers la région est du massif.

Peu à peu, nous commençons à croire que certaines de ces pistes ont été tracées à dessein. Le service secret italien n'est sûrement pas un adversaire négligeable. De plus, d'autres services allemands, comme l'état-major du maréchal Kesselring, ou les agents de l'Ausland Abwehr, ont tout intérêt à être les premiers à découvrir la prison de l'ancien dictateur fasciste. Au mois d'août, le chef des services secrets allemands, l'amiral Canaris, rencontre à Venise son collègue italien, le général Amè. Entretien sans résultat. La volonté italienne de garder à tout prix le secret serait-elle, en définitive, plus forte que le désir formel du Führer de tirer au clair cette disparition mystérieuse ? Au fait, Canaris tient-il vraiment à agir avec toute son énergie dans le sens des ordres du commandement suprême allemand ? Parfois, je me le demande…

De son côté, le maréchal Kesselring avait saisi l'occasion qu'offrait le soixantième anniversaire de Mussolini – le 29 juillet 1943 – pour tenter un nouveau sondage auprès du vieux maréchal Badoglio. Comme présent d'anniversaire, Hitler avait envoyé en Italie une édition de luxe, le tirage limité à un seul exemplaire des œuvres complètes de Nietzsche. Les

volumes étaient enfermés dans une cassette de bois merveilleusement sculptée. Kesselring avait déclaré à Badoglio que le Führer l'avait chargé de remettre personnellement ce cadeau au Duce. Malheureusement, ce stratagème échoua, car Badoglio refusa, sous un prétexte spécieux.

Entre-temps, la situation à Rome était devenue de plus en plus malsaine. Successivement, plusieurs divisions italiennes avaient été retirées du front et, fait curieux, installées dans les environs de la ville – officiellement afin de parer à la menace d'un débarquement ennemi. À vrai dire, nous n'en croyions rien. Si, jamais, les choses devaient se gâter entre les Italiens et nous, l'unique division allemande – les parachutistes du général Student – et les quelques unités de commandement et de liaison du GQG de Kesselring allaient se trouver en face d'une concentration d'une supériorité écrasante, formée de sept divisions. Nous ne parvenions plus à nous y retrouver dans les formations italiennes qui arrivaient sans cesse.

Cependant, mon petit service de renseignement personnel m'a enfin apporté la certitude presque totale que Mussolini se trouve dans un hôtel situé au pied du pic du Gran Sasso – bien entendu sous bonne garde. Pendant plusieurs jours, nous essayons vainement de nous procurer des cartes précises de cette région. Comme la construction de l'hôtel n'a été terminée que peu de temps avant le début de la guerre, le bâtiment ne figure encore sur aucune carte. Nous dénichons seulement deux informations très vagues : le récit d'un Allemand résidant en Italie qui a passé en 1938 ses vacances d'hiver dans cet hôtel, et le prospectus d'une agence de voyage qui vante les beautés de ce paradis de skieurs, au cœur même des Abruzzes.

Ces éléments sont vraiment trop maigres pour permettre la préparation d'un raid aussi important. Nous nous voyons obligés d'obtenir, aussi vite que possible, des photos aériennes. Le général Student met à ma disposition un avion équipé d'une caméra automatique, et, le matin du 8 septembre, je m'envole de Pratica di Mare, près de Rome, en compagnie de Radl et de l'officier de renseignement de l'état-major de la division ; dans notre plan, ce dernier jouera en effet un rôle important.

Étant donné la nécessité de cacher à tout prix aux Italiens le but de notre vol, nous avons convenu de traverser le massif des Abruzzes à environ 5 000 mètres d'altitude. Même le pilote n'est pas de la confidence ; on lui a

dit que nous allions prendre des photos de ports adriatiques.

Lorsque nous sommes à une trentaine de kilomètres du Gran Sasso, nous songeons à faire quelques photos d'essai avec la grande caméra encastrée dans le ventre de l'avion. Nous constatons alors que les glissières des bandes de pellicule sont bloquées par le gel. L'appareil est donc inutilisable. Heureusement, nous avons emporté une caméra portative ; il faudra nous en servir, tant bien que mal. Déjà, nous souffrons du froid, car nous n'avons sur le dos que l'uniforme léger du corps expéditionnaire d'Afrique. Comme il n'est pas possible d'ouvrir entièrement, pendant le vol, la grande coupole vitrée du poste arrière, nous sommes obligés d'enfoncer un des segments en verre sécurit afin de créer ainsi un champ libre pour la caméra. Expédient peu commode, qui forcera le photographe à sortir la tête, les épaules et les bras par cette ouverture.

Je m'y risque le premier. Jamais je n'aurais cru que l'air fût si froid, le vent si coupant. Péniblement, je fais passer mon buste par l'ouverture, pendant que Radl me retient par les jambes. Quelques instants plus tard, nous survolons le Campo Imperatore, un plateau sauvage, tourmenté, situé à 2 000 mètres d'altitude. Les parois abruptes du Gran Sasso se dressent d'un seul jet jusqu'à 2 900 mètres. Des rochers gris et bruns, d'immenses falaises nues, quelques névés, enfin nous passons au-dessus de notre objectif, l'hôtel : une construction massive, même vue de cette distance. Je prends la première photo, puis, tenant dans la main gauche la caméra qui est assez lourde, je tourne la manivelle qui fait avancer le rouleau de pellicule. Alors seulement, je me rends compte à quel point mes doigts se sont engourdis durant ces quelques instants. Juste derrière l'hôtel, j'aperçois une petite prairie vaguement triangulaire. Aussitôt, je me dis : voilà mon terrain d'atterrissage ! Encore un troisième cliché, puis, d'une secousse quelque peu nerveuse du pied, je fais comprendre à Radl qu'il est vraiment temps de me tirer dans l'avion.

Il me faut plusieurs minutes pour me réchauffer. Comme Radl, toujours pince-sans-rire, remarque : « Il fait donc si froid que ça au soleil ? », je décide, à part moi, de procurer à mon cher camarade le même plaisir lors du retour.

Rampant sur le ventre jusqu'au poste de pilotage, je distingue déjà, dans

le lointain, une bande bleue : l'Adriatique. J'ordonne de descendre jusqu'à environ 2 500 mètres et de mettre le cap au nord dès que nous aurons atteint la côte. Puis, afin de donner le change au pilote, j'étudie longuement nos cartes et demande à Radl de se préparer à photographier les installations portuaires d'Ancône.

Par un temps splendide, nous atteignons rapidement les belles plages de Rimini et de Riccione. Un peu plus loin, je fais faire demi-tour et commande au pilote de remonter jusqu'à 5 500 mètres pour survoler exactement le sommet du Gran Sasso.

Cette fois, c'est au tour de Radl. Nous revenons dans le poste arrière où, entre-temps, la température a déjà considérablement baissé, jusqu'à peut-être deux ou trois degrés au-dessous de zéro. À présent, nous maudissons nos uniformes coloniaux que nous aimons tant quand nous nous promenons au soleil, dans les rues de Rome. Je donne à Radl la caméra portative et lui en explique longuement le maniement – très longuement même, car Radl, quelque peu artiste, ne comprend goutte aux détails techniques. Puis il se hisse par l'ouverture, les bras allongés, pendant que, agenouillé, je lui serre les jambes pour le tenir.

Comme nous sommes déjà en vue du sommet, je lui pince les mollets afin qu'il se tienne prêt. En même temps, je lui crie – vainement sans doute, car le vacarme des moteurs est assourdissant – : « Dépêchez-vous, faites autant de photos que possible ! » Je sens, aux mouvements convulsifs de ses jambes, qu'il gesticule frénétiquement. Peut-être ne passons-nous pas exactement au-dessus de l'hôtel, et il doit se pencher pour prendre ses clichés de biais. Cela pourra nous être très utile, car ces images permettent parfois mieux que des vues prises à la verticale de se rendre compte de l'inclinaison du terrain. Bientôt, Radl me fait signe de le tirer à l'intérieur. Sa figure est littéralement bleue de froid.

– Le premier qui me parle encore du beau soleil d'Italie, je l'étrangle, grommelle-t-il en claquant des dents.

Revenus au poste de pilotage, nous enfilons des vestes de sauvetage et nous couvrons même de grandes feuilles de papier huilé qui traînent dans un coin. Ensuite, je donne au pilote des instructions détaillées : descendre jusqu'à environ 1 500 mètres et rentrer, mais en prenant une direction qui

nous déportera vers le nord, de manière à atteindre la Méditerranée un peu au-dessus de Rome. Ensuite, cap sur l'aérodrome, en rase-mottes.

Un quart d'heure plus tard, nous pouvons nous rendre compte que cette précaution nous a probablement sauvé la vie. Nous venons d'atteindre la côte, le soleil inonde le poste entièrement vitré ; assis à côté du pilote, je contemple distraitement le paysage. Comme je regarde, tout à fait par hasard, vers la gauche, en direction des monts Sabins, je n'en crois pas mes yeux : venant du sud, des formations serrées d'avions – sans aucun doute des appareils ennemis – approchent de Frascati. Saisissant mes lunettes, je les vois larguer leurs bombes qui se déversent sur la ville, exactement au-dessus de notre quartier général. Puis la première vague s'éloigne, et deux autres apparaissent pour se délester de leurs charges mortelles. À ce moment-là seulement, nous comprenons que mon ordre de faire un petit détour par le nord nous a évité de nous retrouver au beau milieu des escadrilles alliées, où notre appareil de reconnaissance aurait été pratiquement sans défense. C'est uniquement parce que nous volons en rase-mottes que les chasseurs escortant les bombardiers ne nous ont pas repérés.

Quelques minutes plus tard, nous atterrissons, sains et saufs. En arrivant à Frascati, nous tombons en plein chaos. La maison qui abrite l'état-major du général Student est intacte, par contre, la nôtre n'est plus qu'une ruine. Comme nous voulons y pénétrer, un officier nous avertit qu'après avoir traversé la maison deux bombes à retardement se sont enfoncées dans la terre battue de la cave, et qu'elles peuvent exploser d'un moment à l'autre. Mais nous avons laissé, dans notre chambre, des papiers importants contenant justement le résultat de nos enquêtes. Tant pis, nous escaladons un amoncellement de gravats, enjambons la balustrade de notre loggia et arrivons, malgré le désordre qui règne dans la chambre, à mettre la main sur nos dossiers. Quelques instants plus tard, nous sommes de nouveau dans la rue.

Les pertes parmi la population civile ont dû être très élevées. En revanche, presque tous les services allemands ont échappé à la destruction. Déjà, nos troupes réparent les lignes téléphoniques fortement endommagées. Quant à moi, je n'ai guère le temps de m'attarder ; je dois, en effet, me rendre

d'urgence à Rome pour un entretien avec plusieurs officiers italiens qui, d'après ce que j'ai appris, projettent de libérer le Duce. Je tiens évidemment à connaître leurs plans, afin d'éviter que leur action et la nôtre ne se gênent mutuellement.

Au bout de quelques minutes de conversation, je constate que ces jeunes gens font, certes, preuve d'un enthousiasme louable et d'une résolution très ferme, mais que leurs préparatifs sont loin d'être aussi poussés que les nôtres. Lorsque je prends congé des « conspirateurs », la nuit est presque tombée, et je dois encore traverser tout Rome pour rejoindre Radl qui m'attend dans les bureaux d'un service allemand. Ma voiture avance lentement, car il règne, dans les rues, une animation inaccoutumée. Les gens s'attroupent autour des haut-parleurs et, comme je débouche dans la Via Veneto, je dois rouler au pas. Des acclamations bruyantes saluent une information diffusée par les haut-parleurs, j'entends quelques cris : « *Viva il Re !* », des femmes s'embrassent, des groupes discutent passionnément. De plus en plus intrigué, je finis par m'arrêter et interroge un passant qui m'apprend une nouvelle catastrophique : l'Italie a déposé les armes.

Je sais évidemment que dans la péninsule la situation de nos troupes va devenir extrêmement critique. À vrai dire, nous nous attendions tous à cette capitulation, mais personne ne l'avait crue aussi proche. En tout cas, cet événement va retarder l'accomplissement de ma mission – la retarder, ou même la rendre irréalisable.

Quelques jours plus tard, j'apprends que le général Eisenhower avait pris les devants en annonçant ce même jour, mais dès 18 h 30, à la radio d'Alger, la capitulation italienne, mettant ainsi le gouvernement Badoglio devant le fait accompli, tout au moins en ce qui concernait le moment exact de la cessation des hostilités. D'ailleurs, les Alliés avaient fixé le débarquement à Salerne pour la nuit du 8 au 9 septembre, et ils ne pouvaient plus changer cette date. Cette opération devait faciliter la tâche du nouvel « allié », en retenant le gros des troupes allemandes autour de Salerne. D'après les rapports de nos services de renseignement, nous supposions même que l'état-major allié envisageait un débarquement aérien dans la région de Rome – entreprise qui aurait placé nos faibles forces dans une situation pour le moins déplaisante. De même, le bombardement massif

de Frascati avait été décidé lors des entretiens entre les délégués de Badoglio et le haut commandement allié, dans le but de désorganiser le GQG des troupes allemandes en Italie. Cette dernière partie du plan a échoué. Nous sommes en liaison avec toutes nos unités qui se tiennent, bien entendu, en état d'alerte.

La nuit du 8 au 9 septembre se passe dans le calme, à part quelques escarmouches entre troupes italiennes et allemandes au sud de Rome. Durant la journée du 9 septembre, en revanche, des engagements sérieux se produisent aux alentours de Frascati où sont concentrés les services allemands. Vers le soir, cependant, nous sommes parvenus à tenir solidement toute la région des monts Sabins. Peu à peu, les unités allemandes s'approchent de Rome qui est occupée et entourée par plusieurs divisions italiennes.

Entre-temps, tout en reconnaissant la nécessité de retarder de quelques jours ma tentative de libérer le Duce, je cherche toujours à établir, avec le maximum de certitude, sa présence dans l'hôtel du Gran Sasso. Les premières indications m'avaient été fournies, involontairement d'ailleurs, par deux Italiens, mais j'entendais obtenir une confirmation, autant que possible, par un Allemand. De toute évidence, il ne fallait pas songer à envoyer carrément un émissaire à l'hôtel, qui n'était relié au monde extérieur que par un téléphérique partant de la vallée. Je m'étais déjà torturé l'esprit pour trouver un moyen d'approche qui pût paraître tout à fait innocent, et, la veille de la capitulation italienne, j'avais enfin réussi à mettre la main sur l'homme qu'il me fallait. Je connaissais à Rome un médecin-major allemand, garçon très ambitieux et qui rêvait depuis longtemps d'une belle décoration. J'avais décidé d'exploiter ce désir de gloire, et, le soir du 7 septembre, je lui avais expliqué comment il allait pouvoir gagner la faveur de ses supérieurs.

Jusqu'à présent, les soldats allemands atteints de malaria – il y en avait beaucoup – étaient envoyés en convalescence dans le Tyrol. Je propose donc à mon major de se rendre, « de sa propre initiative », à l'hôtel de montagne du Gran Sasso – que je prétends fort bien connaître – afin de déterminer si cet établissement, situé à quelque 2 000 mètres d'altitude, est susceptible d'être transformé en maison de repos. J'insiste sur la nécessité

de discuter sur place avec le directeur, de noter le nombre de lits disponibles, d'inspecter les installations sanitaires, et ainsi de suite… et, aussi, d'engager sur-le-champ les pourparlers. Ma suggestion n'était pas tombée dans l'oreille d'un sourd : le matin du 8 septembre, mon brave major était parti en voiture et j'avoue que j'ai maintenant des inquiétudes. Va-t-il pouvoir revenir, le reverrai-je sain et sauf ?

Le lendemain, mon « espion malgré lui » est de retour, très malheureux à l'idée que, du fait de la capitulation italienne, son beau projet va probablement tomber à l'eau. Avec force détails, il me raconte comment, après avoir atteint L'Aquila, il est arrivé dans la vallée qui donne accès à la station du téléphérique. Mais tous ses efforts pour continuer ont été vains. La route du téléphérique est défendue par une barrière et, de surcroît, gardée par plusieurs postes de carabiniers. Après de longs palabres avec ces derniers, il a quand même obtenu l'autorisation de téléphoner à l'hôtel. Seulement, ce n'est pas le directeur qui lui répond ; à l'autre bout du fil, un officier l'informe que le Campo Imperatore a été déclaré terrain d'entraînement militaire, et que, par conséquent, toute autre utilisation du plateau et des bâtiments est interdite. D'après ce que le major a pu observer, il doit s'agir de manœuvres assez importantes ; dans la vallée, il a aperçu une voiture-radio, et le téléphérique ne chôme guère. Dans le dernier village, les habitants lui ont raconté des histoires invraisemblables : il paraît que l'hôtel vient seulement d'être réquisitionné, qu'on a renvoyé illico tout le personnel civil et préparé les bâtiments de manière à y loger environ 200 soldats. À plusieurs reprises, des officiers supérieurs seraient venus dans la vallée ; certaines personnes – des gens « bien informés » – supposent même que Mussolini est interné là-haut. Mais ce n'est sans doute qu'une rumeur à laquelle il ne faut pas ajouter foi, remarque le major.

Je me garde bien de le détromper.

X

Derniers préparatifs

Le lendemain, c'est-à-dire le 10 septembre 1943, nos troupes tiennent à nouveau, solidement, Rome et ses environs. Je peux donc enfin passer à l'exécution de mon projet ou, plus exactement, aux ultimes préparatifs, notamment à l'élaboration d'un plan détaillé.

Tout d'abord, j'examine avec Radl les diverses possibilités entre lesquelles nous devons choisir (en admettant que le raid en lui-même soit possible). Une chose est certaine : nous n'avons plus un moment à perdre. Chaque jour, peut-être même chaque heure de retard augmente le danger d'un nouveau changement du lieu d'internement du Duce, sans parler d'une éventualité que nous redoutons par-dessus tout : le transfert du prisonnier aux Alliés qui l'ont sans aucun doute réclamé. Nous apprendrons d'ailleurs, un peu plus tard, que le général Eisenhower avait incorporé cette exigence dans les conditions d'armistice.

Une opération terrestre nous paraît irrémédiablement vouée à l'échec. Une attaque par les pentes abruptes menant au plateau entraînerait des pertes énormes et, de toute façon, les carabiniers seraient alertés assez tôt pour avoir amplement le temps ou bien de cacher le Duce, ou bien de l'emmener ailleurs. Pour les empêcher de s'échapper avec leur prisonnier, il nous faudrait entourer le massif tout entier d'un cordon de troupes, ce qui nécessiterait au moins une division. Par conséquent, l'action terrestre doit être considérée comme irréalisable.

Notre meilleur atout doit être la surprise totale, car, en dehors de toute considération stratégique, nous craignons que les carabiniers n'aient reçu l'ordre de tuer leur prisonnier plutôt que de le laisser échapper – supposition qui, par la suite, se révélera juste. Seule notre intervention foudroyante a préservé le Duce d'une mort certaine.

Nous ne voyons donc que deux moyens : un raid de parachutistes, ou un atterrissage de planeurs-transporteurs près de l'hôtel. Après avoir pesé

longuement le pour et le contre de ces deux solutions, nous optons pour la seconde. Dans l'atmosphère raréfiée de cette altitude, il nous faudrait, pour éviter une descente trop rapide, des parachutes spéciaux dont nous ne disposons pas. De plus, je prévois, en raison du terrain très accidenté, une arrivée trop dispersée des hommes, de sorte qu'une action rapide, menée par une formation serrée, serait impossible. Il ne reste donc que l'atterrissage de plusieurs planeurs. Mais y a-t-il, aux alentours de l'hôtel, un terrain permettant un tel atterrissage ?

Quand, l'après-midi du 8 septembre, j'avais voulu faire développer nos photographies aériennes, le grand laboratoire de Frascati était déjà rasé par les bombes. Un de mes officiers avait bien réussi à faire faire quelques copies dans un laboratoire de secours, malheureusement, on n'avait pu nous donner les images grand format pour stéréoscope qui nous auraient permis d'avoir une vue nette et en relief du terrain. Je dois me contenter de photos ordinaires, mesurant environ 14 × 14 cm, sur lesquelles je reconnais cependant parfaitement la prairie triangulaire qui avait déjà retenu mon attention lors de notre survol de l'hôtel. C'est autour de cette prairie, choisie comme terrain d'atterrissage, que je vais construire mon plan.

Il faut également songer à couvrir nos arrières, et à assurer notre retraite après l'accomplissement de la mission proprement dite. Dans notre projet, ces deux objectifs doivent être atteints par l'emploi d'un bataillon de parachutistes qui devra se glisser au cours de la nuit dans la vallée afin de s'emparer, à l'heure H, de la station du téléphérique.

Ayant ainsi mis au point les grandes lignes de l'opération, je me rends auprès du général Student. Je sais bien que, depuis trois jours, il n'a guère eu l'occasion de prendre quelques minutes de repos – pas plus que moi, d'ailleurs – mais il faut maintenant arriver à une décision. Je lui expose donc mon plan et parviens à le persuader. À vrai dire, le général est loin d'être enthousiaste, il ne me cache pas ses appréhensions, mais il comprend aussi qu'à moins de renoncer purement et simplement à notre mission, nous devons tenter l'unique chance qui nous reste. Toutefois, avant de donner son assentiment, il tient à consulter son chef d'état-major et un autre officier d'état-major de son corps.

Or, ces deux experts en aéronautique prennent très nettement position

contre notre projet. D'après eux, un atterrissage à cette altitude et sur un terrain qui n'a pas été mis en état n'a encore jamais été réalisé, pour la bonne raison qu'il est « techniquement impossible ». À leur avis, l'atterrissage, tel que je le prévois, entraînerait la perte d'au moins 80 % des effectifs transportés. Le reste du détachement serait alors numériquement trop faible pour avoir une chance raisonnable d'accomplir sa mission.

Contre ces arguments, je fais valoir que je me rends parfaitement compte des dangers que nous allons courir, mais que, de toute façon, il faut bien accepter certains risques lorsqu'on essaie pour la première fois un procédé nouveau. J'estime qu'un atterrissage prudent sur le ventre, le long de la pente très douce de la prairie triangulaire, doit permettre de réduire la vitesse de chute des planeurs – vitesse évidemment assez considérable dans cette atmosphère déjà raréfiée – et, par conséquent, éviter des pertes élevées. Bien entendu, je me déclare prêt, au cas où ces messieurs pourraient suggérer un meilleur moyen, à suivre leurs conseils.

Après avoir longuement réfléchi, le général Student se range définitivement à mon avis et donne aussitôt ses ordres :

– Faites venir immédiatement du Midi de la France les douze planeurs de transport dont vous aurez besoin. Le jour J est fixé au 12 septembre, l'heure H à 7 heures du matin. C'est-à-dire que le 12 septembre, à 7 heures précises, les planeurs doivent atterrir sur le haut plateau, et qu'au même moment, dans la vallée, le bataillon s'emparera de la station du téléphérique. Je donnerai personnellement mes indications aux pilotes et leur recommanderai la plus grande prudence lors de l'atterrissage. J'estime, capitaine Skorzeny, que vous avez raison : le raid doit être exécuté comme vous l'avez dit, et pas autrement.

Ayant ainsi arraché la décision, je règle avec Radl les derniers détails de l'opération. Il s'agit de calculer très exactement les distances, de déterminer l'équipement des hommes et, surtout, de prévoir, sur un grand croquis, les points d'atterrissage de chacun des douze appareils. Un planeur de transport peut emporter, en plus du pilote, neuf hommes, c'est-à-dire un « groupe ». Nous assignons à chaque groupe une tâche précise ; quant à moi, je ferai le voyage dans le troisième planeur, afin de pouvoir profiter, pour l'attaque immédiate de l'hôtel, de la couverture fournie par les deux premières

sections.

Ayant tout mis au point, nous pesons encore une fois nos chances. Nous savons fort bien qu'elles sont plutôt minces. Tout d'abord, personne ne peut nous garantir que Mussolini se trouve encore dans l'hôtel de montagne, et qu'il y restera jusqu'au jour J. Ensuite, il n'est nullement certain que nous arrivions à maîtriser le détachement italien assez vite pour prévenir l'exécution du Duce. Finalement, il y a encore la mise en garde des officiers qui nous ont prédit l'échec irrémédiable de notre raid.

Que leur pessimisme soit exagéré ou non, nous devons prévoir des pertes lors de l'atterrissage. Et ce n'est pas tout : même sans tenir compte de ces pertes, nous ne serons que 108 hommes, et encore les groupes ne seront-ils pas tous disponibles à la fois. Nous nous heurterons à au moins 250 Italiens qui connaissent parfaitement le terrain et sont retranchés dans l'hôtel comme dans une forteresse. En ce qui concerne l'armement, nous devons être à peu près à égalité avec l'ennemi. Probablement, nos fusils automatiques nous assureront même une légère supériorité qui compensera, dans une certaine mesure, la supériorité numérique de l'adversaire, toujours à condition que nos pertes initiales ne soient pas trop élevées.

Radl coupe court à ce bilan peu réjouissant :

– Je vous en prie, mon capitaine, ne prenez pas une table de logarithmes pour calculer le pourcentage exact de nos chances de succès. Nous savons déjà à quel point elles sont infimes, mais nous savons également que nous allons entreprendre cette opération, coûte que coûte.

Un point me préoccupe encore : n'y a-t-il aucun moyen d'accroître l'élément de surprise qui doit être notre atout principal ? Depuis plus d'une heure, nous nous creusons vainement la cervelle quand, tout à coup, Radl a une idée de génie : nous allons emmener un officier supérieur italien, dont la seule présence suffira sans doute pour semer un certain désarroi dans l'esprit des carabiniers – un flottement qui les empêchera de riposter immédiatement ou d'abattre le Duce. Ce sera alors à nous d'agir avant qu'ils n'aient le temps de se ressaisir.

Le général Student approuve aussitôt cette proposition astucieuse, et nous cherchons le meilleur moyen de la réaliser. Il va falloir que le général Student reçoive, la veille du jour J, l'officier en question, et qu'il le

persuade – nous ne savons trop comment – de participer à l'opération. Ensuite, afin d'éliminer toute possibilité d'une indiscrétion ou même de trahison, l'officier devra rester avec nous jusqu'au lendemain matin.

Un haut fonctionnaire de notre ambassade, qui connaît parfaitement les milieux militaires de Rome, m'indique, comme susceptible de nous rendre ce service, un officier supérieur, ancien membre de l'état-major du gouvernement de Rome. Cet homme avait observé, au cours des combats pour la possession de la ville, une attitude plutôt neutre. Sur ma demande, le général Student le convoque pour le soir du 11 septembre, à son quartier général de Frascati, afin de discuter avec lui « certains problèmes ».

***

À présent, nous sommes donc parés aussi de ce côté-là. Mais voilà que surgit un nouveau sujet d'inquiétude : les nouvelles reçues au cours de la journée du 11 septembre sur le voyage des planeurs de transport ne sont rien moins que rassurantes. L'activité de plus en plus intense de l'aviation alliée a forcé notre escadrille de faire à plusieurs reprises de longs détours ; en outre, le temps exécrable gêne considérablement leur vol. Jusqu'au dernier moment, nous espérons que les planeurs arriveront quand même à temps, mais en vain.

Il nous faut donc décaler toutes les phases de notre opération. Le jour J reste fixé pour le dimanche 12 septembre – en aucun cas, nous ne pouvons nous permettre de perdre une journée entière – mais l'heure H est reculée à 14 heures. Avec maintes excuses, nous expliquons à l'officier italien qui se présente au rendez-vous avec une ponctualité toute militaire que le général Student a eu un empêchement imprévu, et lui demandons de venir le lendemain matin à 8 heures à l'aérodrome de Pratica di Mare. Le plus grave, c'est que ce retard diminue encore nos chances de succès. D'une part, les violents courants ascendants auxquels il faut s'attendre aux heures les plus chaudes rendront l'atterrissage encore plus dangereux, d'autre part, le détachement chargé d'occuper la station du téléphérique aura une tâche bien plus difficile, du fait qu'il sera forcé d'attaquer en plein jour. Tant pis… nous essaierons quand même de réussir.

Au début de l'après-midi du 11 septembre, je m'étais rendu dans l'oliveraie d'un couvent, près de Frascati, où l'unité placée sous mon

commandement avait dressé les tentes. J'avais déjà décidé de n'emmener que des volontaires, mais je tenais à les prévenir très franchement qu'ils allaient au-devant de grands dangers. Je fis donc siffler le rassemblement et prononçai une brève harangue :

– Votre longue inactivité touche à sa fin. Demain, nous accomplirons une opération de la plus haute importance, dont j'ai été chargé par Adolf Hitler lui-même. Nous devons nous attendre à de lourdes pertes qui, malheureusement, seront inévitables. Je dirigerai en personne notre commando, et je puis vous assurer que je ferai tout mon possible ; si vous en faites autant, si nous luttons côte à côte, avec toute notre énergie, notre mission réussira. Que les volontaires sortent des rangs !

À ma grande joie, tous, sans exception, font un pas en avant. Mes officiers ont beaucoup de mal à persuader quelques-uns de rester en arrière, puisque je ne peux emmener que dix-huit de mes hommes. Quatre-vingt-dix autres devront être choisis, sur l'ordre du général Student, parmi les soldats de la 2e compagnie du bataillon des élèves-parachutistes. Ensuite, je me présente au chef de ce bataillon afin de discuter avec lui les différentes phases de l'opération. D'après les ordres du général Student, c'est cet officier qui dirigera le détachement chargé d'occuper la station inférieure du téléphérique. Le soir même, le bataillon des élèves-parachutistes se met en route vers la vallée. À présent, les dés sont jetés.

Aux premières heures de la nuit, une information diffusée par la radio alliée nous cause encore une belle frayeur. Le speaker annonce, en effet, que le Duce vient d'arriver en Afrique du Nord à bord d'un navire de guerre italien qui s'est échappé du port de La Spezia. Le premier choc digéré – est-ce que, cette fois encore, nous allons arriver trop tard ? –, je prends une carte maritime et me livre à un petit calcul. Comme je sais à quel moment précis une partie de la flotte italienne a quitté La Spezia, il m'est facile de voir que même le bâtiment le plus rapide n'a pu atteindre la côte africaine à l'heure où la nouvelle a été proclamée. Par conséquent, cette communication n'est qu'un vulgaire « canard », destiné à induire en erreur le commandement allemand. Nous ne changerons donc rien à nos dispositions. Mais, à partir de ce jour, j'accueille avec une réserve prudente les informations provenant d'une source alliée.

XI

À l'assaut

Le lendemain – c'est-à-dire dimanche, le 12 septembre 1943 – nous partons à 5 heures du matin à l'aérodrome, où nous apprenons que les planeurs arriveront probablement vers 10 heures. Je profite de ce délai pour vérifier l'équipement de mes hommes. Chacun d'eux a reçu des « rations de parachutistes » pour cinq jours. Comme j'ai fait apporter quelques caisses de fruits frais, une animation presque joyeuse règne bientôt à l'ombre des baraques. On sent, certes, la tension qui s'empare inévitablement même des plus braves avant le saut dans l'inconnu, mais nous nous ingénions à dissiper toute appréhension ou nervosité dès qu'elle se manifeste.

Cependant, à 8 h 30, l'officier italien n'a pas encore fait son apparition. J'expédie donc le lieutenant Radl à Rome, en lui ordonnant de nous amener l'Italien coûte que coûte, et aussi vite que possible. – « Arrangez-vous comme vous voudrez, du moment qu'il arrive vivant, c'est tout ce qu'il nous faut. » En effet, Radl réussit, après toutes sortes de difficultés, à dénicher notre homme et à l'embarquer dans sa voiture. Dès son arrivée à l'aérodrome, le général Student l'entreprend, et j'assiste à l'entretien. Nous révélons à l'Italien que le Führer lui demande de nous aider à éviter dans la mesure du possible toute effusion de sang, en participant à la libération du Duce. Visiblement flatté d'apprendre que Hitler lui-même sollicite sa coopération, l'officier peut difficilement refuser. Il nous promet de faire de son mieux, ce qui nous donne, je l'espère, un atout inestimable.

Vers 11 heures, les premiers planeurs atterrissent enfin. En vitesse, on fait le plein d'essence des avions qui doivent nous servir de remorqueurs, puis chaque appareil avec son planeur à la traîne prend position sur la piste d'envol, suivant l'ordre prévu pour notre atterrissage.

Entre-temps, le général Student a rassemblé les pilotes des planeurs pour leur rappeler l'interdiction d'un atterrissage en piqué. Seul est permis l'atterrissage en plané. Ensuite, je dessine au tableau noir la carte du terrain

avec les emplacements destinés à chaque appareil. Finalement, je vérifie encore, avec l'officier de renseignement qui a participé à notre vol de reconnaissance, les détails essentiels : minutage du trajet, altitude, direction, etc. Comme, à part Radl et moi-même, il est seul à connaître l'aspect aérien du haut plateau, il prendra place dans le premier avion-remorqueur et conduira ainsi notre escadrille. D'après nos prévisions, nous allons parcourir une centaine de kilomètres en exactement une heure. Par conséquent, nous décollerons à 13 heures précises.

Tout à coup, à 12 h 30, alerte ! Des bombardiers ennemis sont en vue et, déjà, nous entendons les premières explosions aux abords de l'aérodrome.

Pendant que nous nous éparpillons à la recherche d'un abri, je vois déjà toute l'opération par terre. Quelle poisse – un pépin pareil, juste au dernier moment. Quelques minutes avant 13 heures, les sirènes donnent le signal de fin d'alerte. Je me précipite sur la grande piste : le ciment a bien encaissé plusieurs bombes, mais nos appareils sont indemnes. Nous pouvons partir. Je donne l'ordre d'embarquer. Quant à l'officier italien, je le prends avec moi dans le troisième planeur et le place juste entre mes jambes, sur l'étroite poutre que nous chevauchons, l'un derrière l'autre, serrés comme des harengs. À peine arrivons-nous à loger nos armes. L'Italien semble déjà regretter sa promesse, il ne m'a suivi dans l'appareil qu'à contrecœur. Tant pis, je ne peux plus songer à le ménager – à présent, je n'ai vraiment pas de temps à perdre !

Les yeux fixés sur ma montre-bracelet, je lève le bras : 13 heures. Les moteurs démarrent, nous roulons sur la piste, puis je sens que nous décollons. Lentement, en décrivant de larges courbes, nous nous élevons, notre caravane se forme et met le cap au nord-est. Le temps paraît idéal pour notre entreprise : d'immenses cumulus blancs flottent à environ 3 000 mètres d'altitude. Aucun vent ne disperse ces masses de nuages, nous allons donc atteindre notre destination sans avoir été repérés, et pourrons plonger brusquement sur notre objectif.

Une chaleur étouffante règne dans ce planeur de transport. Entassés comme nous sommes, avec notre équipement et nos armes, il est pratiquement impossible de bouger. Le général italien blêmit à vue d'œil, bientôt son teint ressemble au gris verdâtre de son uniforme. J'ai nettement

l'impression que les voyages aériens ne lui réussissent pas, tout au moins n'y trouve-t-il aucun plaisir.

Le pilote m'informe, dans la mesure du possible, de notre position que je vérifie aussitôt à l'aide de ma carte. Nous venons de survoler Tivoli. De la carlingue, on ne voit pour ainsi dire rien du paysage. Les étroites fenêtres latérales sont recouvertes de cellophane, d'une transparence presque nulle ; quant aux fentes, qui ne manquent vraiment pas, elles sont trop petites pour me permettre de reconnaître quoi que ce soit. Décidément, ce planeur de transport est un engin plutôt rudimentaire. Quelques tubes en acier qui en forment la carcasse, une enveloppe de toile, et voilà tout l'avion.

Nous nous enfonçons dans un gros cumulus pour atteindre l'altitude de 3 500 mètres. Quand nous émergeons de nouveau en plein soleil, le pilote de notre remorqueur annonce, par le téléphone de bord :

– Avions 1 et 2 disparus. Qui prend le commandement ?

C'est un coup dur. Qu'ont bien pu devenir les deux appareils ? À ce moment-là, j'ignore encore que, derrière nous, il n'y a plus neuf avions, mais seulement sept. Lors du décollage, deux planeurs de transport, ayant touché le bord d'un entonnoir creusé par le bombardement, ont capoté. Je fais passer au pilote de notre remorqueur : « Prendrai moi-même le commandement jusqu'à l'objectif. » Puis, à grands coups de canif, je découpe, à gauche, à droite et entre mes pieds plusieurs trous dans la toile afin de pouvoir distinguer au moins les grandes lignes du paysage. Après tout, la construction primitive de ces planeurs a ses avantages. Grâce à certains détails saillants – un pont, un croisement de routes –, j'arrive à m'orienter. Je respire – ce n'est toujours pas ce contretemps qui fera échouer notre opération. Évidemment, je ne disposerai pas, à l'atterrissage, de la couverture que les hommes des planeurs disparus devaient m'assurer – mais je n'y songe guère.

Quelques minutes avant l'heure H, nous survolons la vallée de L'Aquila. Sur la route, j'aperçois distinctement l'avant-garde du bataillon de parachutistes dont les camions montent rapidement vers la station du téléphérique. Ils ont donc réussi à surmonter tous les obstacles et pourront attaquer exactement au moment convenu. Un bon présage – nous aussi, nous réussirons !

Déjà surgit, au-dessous de nous, notre objectif, l'hôtel de montagne du Gran Sasso. Sur mon ordre, les hommes fixent leurs jugulaires, puis je commande :

– Larguez la remorque !

L'instant après, un silence soudain nous enveloppe ; on n'entend plus que le bruissement du vent autour de nos ailes. Le pilote amorce un large virage et cherche, aussi anxieusement que moi-même, l'endroit prévu pour notre atterrissage sur la prairie faiblement inclinée. Nom d'un chien, nous voilà frais ! Je distingue bien, au premier coup d'œil, la prairie triangulaire, seulement elle n'est pas « faiblement inclinée » du tout, elle descend en pente abrupte, même très abrupte, presque comme la piste de départ d'un tremplin de ski !

Nous sommes déjà beaucoup plus près du plateau que lors de notre vol de reconnaissance ; en outre, notre virage en vrille nous montre le relief du sol d'une façon particulièrement plastique. Un atterrissage sur cet escarpement est impossible, je m'en rends immédiatement compte. Le pilote le comprend, lui aussi, il se retourne vers moi. Les dents serrées, je me débats dans un terrible conflit de conscience. Me faut-il vraiment obéir aux ordres formels de mon général ? Dans ce cas, je devrai renoncer à l'opération et essayer d'atteindre, en vol plané, le fond de la vallée. Si, par contre, je ne puis me résigner à abandonner mon projet, je suis forcé de risquer, coûte que coûte, l'atterrissage pourtant strictement interdit en piqué. Ma décision est vite prise.

– Atterrissage en piqué ! Aussi près de l'hôtel que possible.

Sans la moindre hésitation, le pilote resserre sa vrille en dérapant sur l'aile gauche et se lance dans un piqué affolant. L'espace d'un instant, ma gorge se contracte : est-ce que le planeur résistera à cette vitesse ? Puis, aussitôt, je repousse cette crainte ; ce n'est plus le moment de se poser des questions pareilles. Le sifflement du vent augmente, devient un hurlement, cependant que la terre se rapproche à vue d'œil. Je vois le lieutenant Meier déclencher le parachute de freinage – une violente secousse, quelque chose craque, se brise –, instinctivement, je ferme les yeux – une nouvelle secousse, encore plus forte –, ça y est, nous avons touché terre ; l'appareil, après un dernier soubresaut, reste immobile.

Déjà, le premier de mes hommes sort par la porte dont le battant a été arraché, et je me laisse glisser dehors, les armes à la main. Nous sommes à peut-être quinze mètres de l'hôtel. Autour de nous, d'innombrables rochers, qui ont freiné brutalement notre planeur, tout en le mettant dans un bel état. Nous avons dû glisser sur, tout au plus, une vingtaine de mètres avant de nous arrêter.

Près d'une petite éminence, juste au coin de l'hôtel, se tient le premier carabinier. Visiblement frappé de stupeur, il ne bouge même pas ; sans doute cherche-t-il encore à comprendre comment nous avons pu tomber du ciel. Je n'ai pas le temps de m'occuper de notre passager italien qui, quelque peu abasourdi, se laisse tomber hors de l'avion. Je m'élance vers le bâtiment ; tout en courant, je me félicite d'avoir ordonné formellement à mes hommes de ne faire, en aucun cas, usage de leurs armes avant que je n'aie tiré moi-même le premier coup de feu. Ainsi, la surprise de l'ennemi sera totale. À côté de moi, j'entends haleter mes hommes, je sais qu'ils me suivent et que je peux compter sur eux.

Nous passons en trombe devant le soldat toujours ahuri, lui jetant seulement un bref « *mani in alto* (haut les mains) ! », puis nous atteignons l'hôtel. Nous nous engouffrons par une porte ouverte. En franchissant le seuil, je vois un poste émetteur et un soldat italien occupé à transmettre des messages. D'un violent coup de pied, je fais valser sa chaise, tout en brisant le poste d'un revers de ma mitraillette. Mais nous constatons qu'aucune porte ne conduit, de cette pièce, à l'intérieur de l'hôtel. Donc, demi-tour ; de nouveau, nous sommes dehors. En courant nous longeons le bâtiment, contournons l'angle et arrivons devant une terrasse haute de peut-être trois mètres. Déjà, un de mes sous-officiers me fait la courte échelle, je passe sur ses épaules et enjambe la balustrade. Les autres me suivent.

Du regard, je fouille la façade. À une fenêtre du premier étage, j'aperçois une tête massive, caractéristique : le Duce.À présent, je sais que l'opération va réussir. Je lui crie de se reculer, puis nous nous précipitons vers l'entrée principale. Là, nous nous heurtons aux carabiniers qui cherchent à sortir. Deux mitrailleuses sont en batterie, nous les renversons. À coups de crosse, je me fraie un chemin à travers la masse compacte des Italiens, pendant que mes hommes hurlent toujours : *Mani in alto !* Jusqu'à présent, personne n'a

encore tiré.

Je pénètre dans le hall. Pour l'instant, je suis seul ; d'ailleurs, j'ignore ce qui se passe dans mon dos, je n'ai vraiment pas le temps de regarder derrière moi. À ma droite, un escalier que je grimpe quatre à quatre ; arrivé au premier étage, je fonce le long d'un couloir, ouvre au hasard une porte : c'est la bonne ! Dans la pièce, il y a Benito Mussolini et deux officiers italiens que je repousse contre le mur. Entre-temps, mon brave lieutenant Schwerdt m'a rejoint ; comprenant immédiatement la situation, il fait sortir les deux officiers, manifestement trop surpris pour songer à résister. Dès qu'ils ont franchi le seuil, il referme tranquillement la porte.

La première partie de notre raid a réussi. Pour l'instant tout au moins, le Duce est entre nos mains. Depuis notre atterrissage, trois, tout au plus quatre minutes se sont écoulées. Dehors, devant la fenêtre, surgissent les têtes de deux de mes sous-officiers. N'ayant pu pénétrer dans le hall, ils ont escaladé le mur, en s'accrochant au paratonnerre, afin de me prêter main-forte. Je les poste dans le couloir, avec mission de nous couvrir de ce côté.

De la fenêtre, je vois arriver, au pas de gymnastique, le groupe 4, commandé par mon officier d'ordonnance, le fidèle Radl, et le lieutenant Menzel. Ce dernier suit ses hommes en rampant sur le ventre. Le choc de l'atterrissage l'a projeté si violemment contre le sol qu'il s'est cassé un pied.

– Tout va bien, puis-je leur annoncer. Gardez le rez-de-chaussée.

Je peux encore observer l'arrivée des planeurs n° 5, 6 et 7, transportant les parachutistes. Ils se posent à peu près normalement, mais, soudain, j'assiste à un spectacle terrifiant : le planeur n° 8 a dû être pris dans un tourbillon – il dérape en plein virage, s'abat comme une pierre sur un éboulis abrupt et s'écrase, fracassé.

Dans le lointain éclatent quelques coups de feu isolés, tirés sans doute par des postes italiens dispersés sur le plateau. Je sors dans le couloir et appelle, à grands cris, le commandant de l'hôtel. Celui-ci, un colonel, arrive aussitôt. Je lui explique que toute résistance est inutile, et exige la reddition immédiate. Il me demande un bref délai de réflexion, je lui accorde une minute. Voilà maintenant Radl, il a réussi à franchir le portail, mais j'ai l'impression que les Italiens en interdisent encore le passage, car je ne

reçois plus de renforts.

Déjà, le colonel italien revient. Il porte à deux mains une coupe de cristal, remplie de vin rouge, qu'il me tend avec une brève inclination.

– Au vainqueur, dit-il.

Un drap pendu à la fenêtre remplace le drapeau blanc. Je crie encore quelques ordres à mes hommes massés devant l'hôtel, puis j'ai enfin le temps de me tourner vers Mussolini qui, protégé par la carrure massive du lieutenant Schwerdt, se tient dans un coin. Je me présente :

– Duce, le Führer m'a envoyé pour vous libérer.

Visiblement ému, il me donne l'accolade.

– Je savais, dit-il, que mon ami Adolf Hitler ne m'abandonnerait pas.

Les formalités de la reddition sont rapidement réglées. Les soldats italiens doivent déposer leurs armes dans la salle à manger ; quant aux officiers, je leur permets de conserver leurs revolvers. J'apprends encore qu'en plus du colonel, nous avons aussi capturé un général.

En dehors de l'hôtel proprement dit, mes hommes ont occupé le terminus du téléphérique. La ligne n'est même pas endommagée. Un rapport identique me parvient téléphoniquement de la station dans la vallée. Toutefois, il y a eu, en bas, un bref engagement. Mais comme l'horaire fixé a été respecté à la minute près, la surprise a joué à plein. À présent, la première partie de notre mission est terminée.

XII

Un retour délicat

Déjà, le lieutenant von Berlepsch, commandant les parachutistes venus avec moi par la voie des airs, a de nouveau vissé son monocle ; impassible, il écoute les ordres que je lui donne par la fenêtre. Tout d'abord, je fais monter des renforts par le téléphérique. Plus nous sommes nombreux, mieux cela vaut, et je tiens à montrer au colonel italien que je dispose aussi de troupes dans la vallée. Ensuite, il s'agit de songer au retour. Un voyage de 150 km par la route, à travers une région dans laquelle ne se trouve encore aucune unité allemande, me parait trop risqué. Seul, je l'oserais, mais je ne dois pas oublier que je réponds à Hitler de la sécurité du Duce. Lors des préparatifs de notre opération, nous avions envisagé trois possibilités pour ramener Mussolini à Rome : le plan A, mis au point avec le général Student, prévoyait une attaque-éclair de l'aérodrome de L'Aquila, situé à la sortie de la vallée ; je m'y maintiendrais jusqu'à l'arrivée de trois avions de transport qui devraient atterrir quelques minutes après l'attaque. Bien entendu, j'aurais averti au préalable, par radio, le général Student de l'heure H, afin que les avions puissent décoller d'un aérodrome romain au moment propice. Je serais alors monté avec le Duce dans le premier appareil, tandis que les deux autres nous auraient suivis comme couverture et même, le cas échéant, pour attirer sur eux d'éventuels poursuivants.

Le plan B prévoyait l'atterrissage d'une « cigogne[7] » dans une des prairies près de la station inférieure du téléphérique, dans la vallée. Enfin, comme troisième et dernière possibilité, nous avions convenu que le capitaine Gerlach, pilote personnel du général Student, essaierait, également avec une « cigogne », d'atterrir directement sur le haut plateau.

Tout d'abord, je fais transmettre à Rome, par le poste émetteur qu'avaient amené les parachutistes venus par la route, la nouvelle du succès de notre coup de main. Puis j'élabore un horaire précis pour la réalisation du plan A. Mais, quand je veux communiquer à Rome l'heure H à laquelle nous allons

attaquer l'aérodrome de L'Aquila, notre opérateur n'arrive plus – Dieu seul sait pourquoi – à établir la liaison. Ainsi, le plan A tombe à l'eau.

Grâce à mes jumelles, j'ai pu observer l'atterrissage de la première « cigogne » dans la vallée. Aussitôt, je donne par le téléphone du téléphérique l'ordre au pilote de se préparer à repartir. Mais il me répond qu'il vient d'endommager son train d'atterrissage, et qu'il ne pourra décoller qu'après une longue réparation. Il ne me reste donc, pour emmener le Duce à Rome, que le plan C, de loin le plus risqué.

Cependant, les carabiniers qui, entre-temps, ont été désarmés se montrent extrêmement désireux de nous aider. Certains d'entre eux se sont joints spontanément au détachement que nous avons envoyé pour ramener les corps des occupants du planeur accidenté. Par la jumelle, nous avons en effet remarqué que certains des hommes projetés sur les éboulis remuaient encore ; nous espérons donc que la chute brutale de l'appareil n'aura pas été fatale pour tous. À présent, les autres Italiens nous aident à déblayer une petite bande de terrain. En hâte, nous enlevons les blocs de roche qui encombrent un coin à peu près plat, tandis que, au-dessus de nos têtes, le capitaine Gerlach dans sa « cigogne » décrit déjà de larges cercles en attendant le signal d'atterrir.

Finalement, tout est prêt, et Gerlach réussit, avec une adresse remarquable, à se poser sur la « piste » que nous avons ménagée près de l'hôtel. Il n'est guère enchanté d'apprendre que j'ai l'intention de m'envoler avec lui. Mais quand j'ajoute que nous serons trois à faire le voyage – le Duce, lui et moi – il refuse net, en qualifiant mon projet de « complètement irréalisable ».

Je le prends à l'écart et lui expose brièvement, mais avec toute la force de persuasion dont je suis capable, mes raisons de tenir à mon plan. J'avais longuement pesé le pour et le contre de cette tentative, me rendant parfaitement compte de la lourde responsabilité que j'encourais en imposant à ce petit avion la surcharge de ma propre personne (surcharge considérable, car je mesure 1 m 95 et suis taillé en conséquence). Mais comment aurais-je pu accepter la responsabilité encore plus grave de laisser Gerlach s'envoler seul avec le Duce ? Car si le décollage doit se terminer en catastrophe, il ne me restera, en guise de solution suprême, qu'à me tirer

une balle dans la tête. Jamais je ne pourrais me présenter devant Hitler pour lui annoncer que l'opération a réussi, mais que Mussolini a trouvé la mort après sa libération. Et comme je n'ai plus d'autre possibilité de transporter le Duce en toute sécurité jusqu'à Rome, je préfère encore partager les dangers de ce vol, quoique ma présence à bord de l'avion ne puisse que les augmenter. Ainsi, nous serons tous les trois entre les mains du destin – je passerai, ou je périrai avec mes deux compagnons.

Finalement, après bien des hésitations, Gerlach se rend à mes arguments. Soulagé, je donne mes ordres à Radl. Ils n'emmèneront comme prisonniers de guerre que le général capturé et celui qui m'avait accompagné ; quant aux autres officiers et aux hommes, nous les laisserons, désarmés, à l'hôtel. Comme le Duce m'a déclaré avoir été traité très convenablement, je n'ai aucune raison de ne pas me montrer généreux. Afin de prévenir un sabotage éventuel du téléphérique, j'ordonne que deux officiers italiens prennent place dans les bennes à chaque voyage. Lorsque tous nos hommes auront gagné la vallée, ils endommageront les machines du téléphérique de telle manière qu'une remise en état immédiate soit impossible.

Ensuite, pendant que, sous la direction du capitaine Gerlach, nos soldats aménagent une piste d'envol, je puis enfin me consacrer au Duce. À vrai dire, l'homme qui se tient devant moi, vêtu d'un costume civil visiblement trop large et nullement élégant, ne ressemble guère aux nombreuses photographies que j'ai vues, et sur lesquelles il portait toujours l'uniforme. Seuls ses traits n'ont pas changé, quoique le visage révèle un vieillissement très marqué. À première vue, il paraît miné par une grave maladie, et cette impression est encore renforcée par une barbe vieille de plusieurs jours et, surtout, par les cheveux courts qui couvrent son crâne autrefois rasé. En revanche, les yeux noirs et ardents sont toujours ceux du grand dictateur. J'ai l'impression que leur regard s'enfonce littéralement dans le mien, pendant qu'il me raconte avec volubilité les détails de son arrestation.

Je suis heureux de pouvoir lui annoncer une bonne nouvelle :

– Nous n'avons pas cessé un seul instant de nous occuper du sort de votre famille, Duce. Le gouvernement Badoglio avait interné votre femme et vos deux derniers enfants dans votre propriété de Rocca delle Caminate. Voici plusieurs semaines déjà, nous avons pris contact avec donna Rachele. Au

moment même où nous avons atterri ici, un autre commando, des hommes de mon unité, a lancé une opération afin de libérer votre famille. Je suis certain qu'à l'heure actuelle, c'est déjà fait.

Visiblement ému, le Duce me serre la main.

– Alors, tout va bien. Je vous remercie du fond du cœur.

Nous quittons l'hôtel. Déjà, la « cigogne » est prête au départ. Je m'insinue péniblement dans l'espace réduit derrière le deuxième siège sur lequel le Duce doit s'installer. Au moment de monter, il marque une brève hésitation ; étant lui-même un aviateur expérimenté, il se rend certainement compte des dangers que nous allons courir. Vaguement gêné, je marmonne quelque chose comme : « le Führer a demandé… il tient expressément… » Puis le tonnerre du moteur me dispense de chercher d'autres excuses. M'agrippant des deux mains aux tubes d'acier qui forment la carcasse de l'appareil, j'essaie d'imprimer à notre coucou un certain balancement afin de l'alléger. Sur un signe du pilote, les soldats qui retiennent l'avion par les ailes et la queue lâchent prise et, aussitôt, l'hélice nous tire en avant. Nous roulons, de plus en plus vite, vers l'extrémité de notre « piste », mais nous collons toujours au sol. Je me balance frénétiquement, de toutes mes forces. L'appareil cahote sur quelques petits rochers que nous n'avons pu enlever. Et alors, j'aperçois, par la vitre avant, une profonde crevasse qui coupe en biais notre direction. J'ai encore le temps de penser : « Seigneur ! Si nous tombons là-dedans… », puis la « cigogne » s'arrache du sol, juste de quelques centimètres, mais c'est suffisant. La roue gauche du train d'atterrissage heurte encore une fois brutalement le sol, l'avion pique légèrement du nez, et nous voilà au bord du plateau. Dérapant vers la gauche, l'appareil bascule dans le vide. Je ferme les yeux – à présent, tous mes efforts sont vains – je retiens ma respiration, j'attends le fracas, l'écrasement inévitable…

Le sifflement de l'air autour des ailes s'accentue, devient un véritable hurlement. Au moment où je rouvre les yeux – tout cela n'a pu durer en réalité que quelques secondes –, Gerlach vient de rattraper l'avion et le redresse lentement vers l'horizontale. À présent nous avons une vitesse suffisante, même dans cette atmosphère raréfiée, pour tenir en l'air. À trente mètres à peine au-dessus du sol de la vallée, la « cigogne » file en rase-

mottes et atteint le seuil au-delà duquel commence la dépression d'Arrézano. Cette fois, ça y est – vraiment –, nous avons passé.

Nous sommes certainement tous les trois un peu pâles, mais personne ne fait la moindre allusion à ces instants d'angoisse. D'un geste familier, sans souci du cérémonial traditionnel, je pose ma main sur l'épaule du Duce qui, à présent, est vraiment sauvé. Déjà, Mussolini a retrouvé son verbe facile de méridional, et évoque des souvenirs relatifs aux localités que nous survolons à peut-être cent mètres d'altitude – une précaution contre d'éventuels rôdeurs de l'aviation alliée. Le Duce parle couramment allemand, presque sans fautes – un fait dont, dans la tension nerveuse des premières minutes, je ne m'étais même pas aperçu. Prudemment, nous contournons les derniers contreforts de la montagne, puis nous survolons Rome, nous dirigeant vers l'aérodrome de Pratica di Mare.

– Attention, nous jette Gerlach, cramponnez-vous ! Atterrissage en deux temps.

En effet, j'ai déjà oublié que notre train d'atterrissage est endommagé. Très doucement, l'avion prend contact avec le sol, à petits coups, le pilote l'équilibre, sur la roue droite et l'éperon arrière, nous roulons – puis l'appareil s'immobilise. Tout a marché à merveille – nous avons eu beaucoup de chance, du début jusqu'à la fin de l'aventure.

L'aide de camp du général Student nous accueille, rayonnant de joie. Trois Henkel 111 sont prêts à décoller. Nous n'avons guère de temps à perdre si nous voulons encore atteindre Vienne avant la tombée de la nuit.

7. La « cigogne » est un petit avion capable de voler à une vitesse très réduite ; elle est surtout destinée à l'observation prolongée d'un champ de bataille (NdT).

XIII

L’énigme vichyssoise

Je passe sur les discours de bienvenue, les décorations allemandes aussi bien qu’italiennes que me rapporte ce coup de main, la gratitude sincère du Duce et les félicitations chaleureuses qu’Adolf Hitler en personne tient à m’adresser, à son GQG, devant les plus hauts dignitaires du Reich. Après une brève permission de détente, je retourne à ma « base » de Friedenthal pour me consacrer de nouveau à l’organisation de mon « unité spéciale ». Mais je ne puis travailler en paix que pendant cinq semaines. Vers la fin du mois de novembre 1943, je reçois tout à coup l’ordre du GQG du Führer de me mettre immédiatement en route pour Paris, avec une compagnie, et de me présenter dès mon arrivée au général Oberg, chef des SS et de la police allemande en France, qui me donnera des instructions détaillées.

Je n’aime guère ces ordres brefs et imprécis ; une longue expérience m’a appris qu’ils annoncent, le plus souvent, une mission délicate et désagréable. Mais un soldat ne peut qu’obéir ; je saute donc dans le premier train, tandis que la compagnie désignée s’apprête à partir le lendemain.

Au fond, je ne suis pas mécontent de revoir Paris que j’ai déjà visitée – trop sommairement, à mon gré – en 1940 et 1942. La beauté et le charme de la capitale française m’avaient, dès mon premier séjour, tellement impressionné que j’avais publiquement proclamé mon admiration pour « la plus belle ville d’Europe », ajoutant qu’à mon avis, la seconde place devait revenir à Vienne, la troisième à Budapest. Classification qui a toujours eu pour effet de mettre en fureur les Prussiens, surtout quand, en bon Autrichien, je précise que, pour moi, Berlin n’est qu’un immense amoncellement de toutes sortes de pierres. Souvent, j’ai bien ri de les voir bondir sous cet outrage pourtant innocent…

Après avoir suivi l’ordre, affiché un peu partout dans la gare du Nord, de me présenter « immédiatement » à la Kommandantur de la place de l’Opéra, je me rends à l’hôtel Continental, situé rue de Rivoli. Après de

longues recherches dans l'énorme ruche – les centaines de chambres sont transformées en bureaux et grouillent littéralement d'officiers d'état-major –, je réussis à dénicher « mon » bonhomme, un colonel, lui aussi en uniforme d'état-major, avec les larges bandes rouges le long du pantalon. Celui-ci m'attend déjà, pour m'annoncer qu'il a reçu pour instructions de mettre à ma disposition « des troupes » – combien et à quelles fins, il n'en sait rien. Il appelle cependant un des collaborateurs immédiats du commandant du « Grand Paris », mais celui-ci n'est pas davantage en mesure de me renseigner. Il sait seulement qu'il doit s'agir des relations, déjà si embrouillées, entre le gouvernement de Vichy et le nôtre. Là-dessus, il se lance dans une véritable conférence sur la situation en France, telle qu'il la voit. Comme, durant les semaines précédentes, je n'ai guère eu le temps de lire seulement les journaux, je n'y comprends pas grand-chose : à part les noms du maréchal Pétain, de l'amiral Darlan, des généraux de Gaulle et Giraud, j'ignore absolument tout des méandres de la politique française.

D'après ce que m'expliquent les deux officiers, la situation se présente à peu près ainsi : l'entourage du maréchal Pétain et, d'une façon générale, les milieux gouvernementaux de Vichy se montrent irrités surtout du fait que les négociations franco-allemandes n'ont toujours pas dépassé le stade du traité d'armistice de 1940. Depuis trois ans, aucun pas n'a été fait vers la conclusion du traité de paix, pourtant promis de longue date, et dont la signature aurait certainement renforcé la position assez difficile du gouvernement français. Quant au maréchal Pétain, mes interlocuteurs le considèrent comme un patriote ardent, quoique peut-être quelque peu têtu, qui s'efforce – désir très légitime, à notre avis – de « sauver les meubles », tout au moins dans la mesure du possible. Malheureusement, l'Allemagne, inspirée par une méfiance qui nous paraît tout aussi légitime, hésite encore à faire de trop grandes concessions au patriotisme français.

Il est, en effet, à peu près certain que Vichy et la « France libre » entretiennent, et ont toujours entretenu, des relations plus étroites qu'on ne le croirait. Cette affirmation me paraît très plausible. À l'heure actuelle, l'Afrique du Nord, comme d'ailleurs pratiquement l'empire français tout entier, est occupé par les Alliés, donc en possession de la « France libre ».

De plus, l'effet moral des succès initiaux des puissances de l'Axe commence singulièrement à s'atténuer. Depuis le début de l'année 1943, les événements ont pris une tournure nettement défavorable pour l'Allemagne – un changement s'est produit dont nous-mêmes ne nous rendons peut-être pas très bien compte, tandis que le camp adverse y trouve des indications très précises.

Or, le commandement allemand vient de recevoir des rapports confidentiels, provenant de ce que l'on appelle communément des « sources sûres et dignes de confiance », et d'après lesquels il faut s'attendre à un coup de théâtre : les liens existant entre Vichy et la « France libre » se sont, paraît-il, si bien resserrés que le gouvernement Pétain envisage de se réfugier en Afrique du Nord. D'autres rapports, provenant de sources tout aussi « sûres », prêtent à l'entourage du général de Gaulle l'intention de s'emparer, par un coup de force, du vieux maréchal et de ses ministres. Le commandement allemand en France a aussitôt communiqué ces deux hypothèses contradictoires, mais pareillement alarmantes, au GQG du Führer.

Quant au rôle que je dois jouer, ils n'en savent rien ; sans doute le GQG enverra-t-il bientôt des ordres précis. Pour l'instant, je dois simplement me présenter sans délai au général Oberg.

Je prends donc congé, remonte à pied les Champs-Élysées et gagne une rue, près de l'avenue Foch, où sont installés les bureaux du général SS. Je suis reçu par un officier de police qui, pas plus que ces messieurs de l'hôtel Continental, n'est au courant de la mission que l'on doit me confier. Lui aussi se croit obligé de m'exposer la situation en France ; il se lance dans une véritable conférence, semblable en tous points à celle que je viens d'entendre, avec cette seule différence que, moins concise, moins « ramassée », elle dure une demi-heure de plus. Comme je m'enquiers modestement des ordres du général Oberg, il me répond qu'on espère recevoir des instructions au cours des prochaines vingt-quatre heures. Il me conseille de me tenir prêt – je me demande à quoi – et, surtout, de repasser deux fois par jour. Quant à ma compagnie qui doit arriver le lendemain, elle sera logée dans une caserne près de Saint-Germain-en-Laye.

Le lendemain matin, je reviens, mais en vain ; aucun ordre pour moi n'est

encore parvenu du GQG. L'après-midi, je vais chercher mes hommes à la gare du Nord, après m'être battu avec je ne sais plus combien de bureaux et de services pour obtenir les six camions nécessaires au transport des soldats et de leur équipement. Aux questions intriguées de mes officiers, je puis seulement répondre qu'il nous faudra encore attendre.

Le soir, lors de ma deuxième visite aux services du général Oberg, on me demande de revenir après minuit, car on espère avoir reçu, à ce moment-là, les ordres du GQG. Sachant que le Führer aime travailler la nuit, je ne m'en étonne nullement. Et en effet, vers 2 heures du matin, le téléscripteur nous transmet les instructions attendues :

« Il s'agit d'entourer, de façon aussi discrète que possible, la ville de Vichy d'un cordon de troupes allemandes. Les détachements seront postés de telle sorte qu'ils pourront, au premier signal, cerner immédiatement la ville, de manière à interdire toute fuite, soit à pied, soit en voiture. De plus, il faut tenir en réserve un groupe de combat suffisamment fort pour pouvoir, au second signal, cerner et le cas échéant occuper le siège proprement dit du gouvernement français. Les troupes prenant part à cette opération seront placées sous les ordres du commandant Skorzeny ; le chef de l'armée allemande en France ainsi que le chef de la police de sécurité mettront, chacun dans le domaine de ses attributions, à sa disposition tous les moyens d'action qu'il estimera nécessaires. Dès que les troupes seront en place, le commandant Skorzeny en informera le GQG par téléscripteur. »

Von Fölkersam qui m'accompagne me jette un regard éloquent. Une fois de plus, nous allons passer toute la nuit à travailler. Prévoyant comme toujours, il s'est déjà procuré une carte d'état-major de la région de Vichy. Me rappelant notre avance rapide au cours de la campagne de France et les difficultés que nous avions à ce moment-là, je demande à un officier de m'apporter une carte Michelin dont j'ai appris à apprécier l'exactitude. Puis nous élaborons les grandes lignes de notre plan. D'après l'étendue de la région à isoler, nous estimons qu'il nous faudra deux bataillons auxquels s'ajoutera un troisième, destiné à servir d'unité de réserve. Comme nous devons procéder de façon aussi discrète que possible, nous décidons d'employer, pour la formation du cordon, des forces de police, dont l'arrivée paraîtra moins insolite. En revanche, pour le raid éventuel contre

les bâtiments gouvernementaux, il nous faudra évidemment, en plus de ma compagnie, des troupes aguerries que la Wehrmacht devra mettre à notre disposition.

Le chef d'état-major du général Oberg se fait fort de transférer à Vichy deux bataillons de police en l'espace de quarante-huit heures. Je me déclare satisfait, mais, le lendemain, j'apprends que ces deux bataillons seront commandés par un général de police ! D'après les instructions très claires du GQG, ce général serait donc, à son tour, placé sous mes ordres – les ordres d'un vulgaire commandant de réserve ! Déjà, je prévois des complications sans fin ; heureusement, mes craintes seront vaines. Dès son arrivée à Vichy, le général s'installera, en effet, dans une auberge des environs et, séduit par la qualité vraiment exceptionnelle de la cuisine, ne songera plus du tout à ses troupes ; une fois de plus, les délices de Capoue auront triomphé des préoccupations militaires.

Mais c'est là une petite anticipation. En réalité, nous n'en sommes pas encore là – nous en sommes même plus loin que je ne l'aurais cru. Dès le lendemain, je m'efforce d'obtenir, du commandant en chef de la Wehrmacht, le « prêt » d'une troupe d'élite. Et cela ne va pas tout seul. Les vieux territoriaux qu'on m'offre tout d'abord ne m'intéressent pas, le bataillon de recrues qu'on me propose ensuite ne fait pas davantage mon affaire. Puisque je serai forcé de lancer, le cas échéant, mon opération après une préparation hâtive et avec des troupes que je ne connais pas, je veux au moins pouvoir compter sur le mordant et l'expérience de mes soldats. Après des négociations laborieuses avec plusieurs officiers d'état-major, j'obtiens le résultat suivant : à la place du bataillon demandé, on ne m'accorde que deux compagnies, mais ce sont des unités blindées de la nouvelle division de Waffen SS Hohenstaufen. Par hasard, je fais, le même jour, la connaissance du commandant de cette division. Comme je peux le convaincre de l'importance exceptionnelle de notre mission, il me promet de m'envoyer des hommes triés sur le volet, ainsi que ses deux meilleurs capitaines. Je dois dire qu'il a tenu parole. Quelques jours seulement après l'arrivée des troupes sur le petit aérodrome, au nord de Vichy, que j'ai désigné comme cantonnement de l'unité de réserve, je suis persuadé de pouvoir entreprendre, avec des hommes de cette trempe-là, notre coup de

main en toute tranquillité.

Ayant réglé également quelques détails relatifs au transport de mes hommes, je pars le lendemain avec von Fölkersam pour Vichy. Comme nous avons tous les deux pris la précaution d'emporter des affaires civiles, nous pourrons nous installer dans la ville même sans attirer l'attention, afin de nous rendre compte, de visu, de la topographie des lieux.

Le jour suivant, nous « visitons », la ville, accompagnés de notre hôte, un officier de la police de sécurité, lui aussi en civil. Bien entendu, nous nous intéressons surtout aux rues et bâtiments du quartier gouvernemental. Le siège du gouvernement est installé, au centre de la ville, dans un des plus grands hôtels qui est relié à un autre groupe d'immeubles par un passage couvert à hauteur du premier étage. Ce passage jouera dans mon plan un rôle assez important. Une des façades de ce pâté d'immeubles donne sur le parc thermal, une autre sur une grande place.

Ces vastes étendues faciliteront sans doute l'arrivée et le déploiement rapides de nos forces. Nous remarquons cependant sur la place des constructions récentes, assez petites, qui, d'après ce que l'on nous dit, sont occupées par des détachements de la garde de protection française, placée sous l'autorité directe du gouvernement. Les soldats français que nous apercevons par-ci, par-là paraissent disciplinés, bien équipés et, surtout, très bien encadrés. Nous devrons donc nous attendre, de ce côté-là, à une vive résistance – à moins que la surprise ne soit si totale qu'aucun de leurs officiers n'ait le temps de donner un ordre.

Comme nous retournons lentement vers notre logis, je deviens tout à coup taciturne et maussade. Je viens, en effet, de faire une constatation humiliante : je suis tout simplement stupide – d'une stupidité incommensurable. Car, enfin, nous nous sommes conduits, ce matin, comme des imbéciles, et non pas comme des officiers d'un service secret allemand – et encore moins comme des chefs d'un commando opérant en territoire ennemi. Comment avons-nous pu sortir en compagnie de cet officier de police qui doit être connu ici comme le loup blanc ? Sans parler de la possibilité qu'après la libération de Mussolini, la presse locale ait publié une photo de mon visage couturé ! Bref, je ne suis pas précisément fier de moi ; une fois de plus, je vois que j'ai encore beaucoup à apprendre.

Au cours de l'après-midi, je prends contact avec plusieurs fonctionnaires et officiers des services allemands à Vichy, afin d'essayer de me faire une idée au moins approximative de la situation. Tout d'abord, un jeune attaché d'ambassade – Abetz lui-même est absent pour le moment – m'expose les deux thèses qui s'affrontent au sein de nos Affaires étrangères. D'après les uns, les Français n'entreprendront rien du tout, par conséquent, nous n'avons aucune raison d'intervenir. D'après les autres, nous devrions transférer le siège du gouvernement Pétain, de gré ou de force, dans la région parisienne. Ainsi, le vieux maréchal serait tout d'abord à l'abri d'une action gaulliste, et ensuite il subirait davantage l'influence allemande, ce qui amènerait incontestablement une amélioration des relations franco-allemandes. Ce second groupe a même, paraît-il, fait préparer un château quelque part au nord de Paris, afin d'y loger le maréchal.

Mon deuxième interlocuteur, un officier des services secrets de l'armée – donc, un subordonné de l'amiral Canaris – veut bien me soumettre toutes les informations dont il dispose. C'est une collection hétéroclite de bavardages, d'indiscrétions, de rapports objectifs, provenant surtout de nos agents en Afrique du Nord, et de suppositions fantaisistes ; tel renseignement a été fourni involontairement, au cours d'une conversation dans un bar, par un petit secrétaire d'un ministère français, tel autre provient de l'amie d'un officier de marine de l'entourage de Darlan – une « brave fille » qui accorde ses faveurs indistinctement à tous les beaux garçons pourvus du prestige d'un uniforme chamarré. Le tout donne une image tellement confuse que je me demande comment l'amiral Canaris peut en tirer des déductions nettes.

Le chef de notre police de sécurité n'est guère mieux informé. Il peut seulement me dire que la situation est « loin d'être claire » – ce qui ne m'apprend rien de nouveau. Lui aussi peut me montrer une quantité impressionnante de rapports contradictoires. En tout cas, il ne se fie guère aux dépositions des agents gaullistes arrêtés. Deux fois déjà, on lui avait annoncé une action imminente des « Français libres » contre le gouvernement de Vichy – et rien ne s'était passé. Il préconise un transfert rapide du gouvernement français dans la zone occupée. Je comprends cependant que, dans son esprit, cette solution présenterait surtout l'avantage

de mettre fin aux émotions et aux tracas dont il est continuellement harcelé ici. En somme, cet homme n'a qu'un désir : il voudrait bien qu'on lui fiche un peu la paix.

Finalement, je me présente encore à un colonel de la Luftwaffe, membre de notre commission d'armistice. Celui-ci me déclare tout de go qu'il ne sait rien, et qu'il se refuse à ajouter foi à une seule des innombrables rumeurs qui empoisonnent l'atmosphère de la ville.

– Le mieux, ce serait de conclure sans tarder le traité de paix avec la France et, si possible, en même temps avec l'Angleterre. Ce serait la meilleure façon de résoudre à la fois tous les problèmes, affirme-t-il, visiblement content d'avoir trouvé une solution aussi simple et radicale.

Malheureusement, cette suggestion ne m'est guère utile. Sur le chemin du retour, je ne puis me défendre d'éprouver un sourd malaise en songeant au pot-pourri invraisemblable que doivent former, dans le dossier constitué au GQG, les rapports de nos représentants. Comment le Führer et ses conseillers pourront-ils arriver à une conclusion exacte ou, tout au moins, à une juste appréciation de la situation ? Or, c'est en se basant sur ces rapports – pour ne pas dire ces rumeurs – que le GQG me donnera éventuellement l'ordre de déclencher l'opération projetée ; et si jamais cette décision est prise sur la foi d'informations erronées ou intentionnellement fausses, il en résultera fatalement un gâchis terrible dans les relations actuelles et futures entre la France et l'Allemagne.

Cependant, je me console en me disant que ma tournée, aussi décevante qu'elle fût, n'aura pas été tout à fait inutile : j'ai pu constater, en errant dans la ville, qu'apparemment on observe ici la coutume méridionale de la sieste prolongée. Vers 2 heures de l'après-midi, les rues sont, en effet, complètement désertes. Je décide donc de choisir, si mes ordres m'en laissent la faculté, comme heure H ce moment particulièrement calme de la journée. Ainsi, j'aurai une chance sérieuse d'atteindre, avec mon bataillon de choc, le centre de la ville sans attirer l'attention générale. De l'aérodrome jusqu'au quartier gouvernemental, il doit y avoir environ 5 km, ce qui correspond à un trajet de sept minutes pour nos autochenilles. Nous devons évidemment tenir compte, dans nos plans, du fait que des observateurs vichyssois, peut-être même des agents gaullistes, guettent

probablement tout ce qui se passe dans les baraques servant de cantonnement à mes hommes. Contre cette surveillance, il n'y a que deux moyens : essayer, par des manœuvres appropriées, de donner le change à l'adversaire, et agir, le moment venu, avec une rapidité foudroyante.

Assisté de von Fölkersam, j'élabore donc avec un soin minutieux tous les détails de notre dispositif d'alerte, surtout en ce qui concerne mon « groupe de choc ». Nous prévoyons pour l'alerte finale deux phases successives et ordonnons des exercices quotidiens – des marches de jour ou de nuit, à pied ou en autochenille. Par contre, nous nous gardons bien de procéder à ces exercices aux environs de midi afin de ne pas mettre aux observateurs ennemis la puce à l'oreille. De toute façon, nous savons qu'à cette heure-là, nos hommes sont réunis autour des « roulantes », de sorte que nous les avons toujours sous la main.

Quant aux états-majors des deux bataillons de police, ils se sont installés l'un à Cognat, à l'ouest de Vichy, l'autre à Bost, à l'est de la ville. Presque toute la journée, je parcours la région afin de contrôler l'exécution des patrouilles. L'isolement de la ville ne sera pas une tâche facile. Partant du centre de Vichy, on trouve pas moins de quinze routes qui rayonnent dans toutes les directions. Ces voies de grande circulation sont reliées entre elles par un réseau serré et difficile à surveiller de routes secondaires. Or, nous sommes obligés de prévoir l'interdiction même des chemins d'intérêt communal et des chemins vicinaux.

Sur les huit compagnies qui composent les deux bataillons de police, deux restent continuellement en réserve. Elles seront chargées, le moment venu, d'occuper immédiatement les principaux points de sortie, à la lisière de la ville. Les autres compagnies devront alors former, tout autour de Vichy, un cordon aussi fermé que possible et avancer jusqu'à environ 6 km de la ville. Ainsi, grâce à ce double isolement, nous pensons pouvoir interdire à tout être vivant non muni d'ailes de sortir de Vichy ou d'y pénétrer.

Mon plan d'action pour l'opération proprement dite est le suivant : dès que le GQG nous transmettra le signal convenu – camouflé de façon assez bizarre sous la formule : « le loup aboie » –, le bataillon de choc sera alerté en premier. Grâce aux exercices continuels, les hommes ne mettront même pas dix minutes pour être prêts, équipés de pied en cap, embarqués sur leurs

véhicules. J'espère que les circonstances me permettront de donner l'ordre de départ à 13 h 45. Je ne prévois aucun obstacle, et encore moins une opposition armée, pendant le trajet jusqu'au siège du gouvernement français, de sorte que le parcours durera environ huit à dix minutes. Ainsi, le détachement de tête, la première compagnie de mon bataillon de chasseurs de Friedenthal, atteindra le théâtre des opérations quelques minutes avant 14 heures.

Un peloton de la compagnie de tête se séparera du gros des troupes afin d'occuper un petit pont qui enjambe un bras de l'Allier, et de tenir ouverte, coûte que coûte, notre voie de retraite vers l'aérodrome. Les deux bataillons blindés occuperont la place devant le bâtiment gouvernemental, le parc et les rues avoisinantes, s'y maintiendront contre toute attaque éventuelle et couvriront par leur feu ma compagnie de chasseurs qui, sous mon commandement, s'élancera à l'assaut des deux immeubles. Comme je me souviens encore du succès de notre attaque-surprise, exécutée sans la moindre effusion de sang, lors de la libération de Mussolini, j'ordonne de laisser à tout prix à l'adversaire l'initiative du premier coup de fusil. Le commandement : « Feu à volonté ! » ne pourra être donné que par moi-même, le capitaine von Fölkersam ou le chef de compagnie le plus ancien en grade des troupes blindées.

Deux groupes de combat de ma compagnie tenteront de prendre, autant que possible sans faire usage de leurs armes, les entrées principales du bâtiment gouvernemental, et d'occuper les escaliers et paliers jusqu'au premier étage. Quant à moi, j'essaierai, à la tête d'un troisième groupe, de pénétrer dans l'immeuble voisin et de gagner, par le passage couvert, le couloir sur lequel donnent les bureaux du gouvernement.

Pour le reste, je suis bien obligé d'attendre des ordres plus précis du GQG. J'ignore encore s'il s'agit de prévenir un coup de main de la « France libre », d'éliminer les ministres suspects de sympathies gaullistes, ou de transporter le gouvernement français tout entier dans la zone occupée.

Les jours passent sans nous apporter autre chose que des ordres de « grande alerte », annulés régulièrement quelques heures plus tard. Vers le milieu du mois de décembre, on me réveille peu après minuit pour me convoquer d'urgence à Paris. Là, à la Kommandantur de la Wehrmacht, rue

de Rivoli, un fonctionnaire des services secrets de l'armée m'attend et fait établir pour moi une communication téléphonique avec le GQG du Führer. Je suppose, évidemment, qu'on me donnera enfin l'ordre d'agir. Grave erreur : un aide de camp de Hitler me déclare, assez sèchement, que la décision n'est encore prise, mais interviendra peut-être au cours de la journée. Vers 4 heures de l'après-midi, je rappelle donc le GQG : toujours rien.

Heureusement, j'ai appris depuis longtemps à pratiquer la vertu principale du soldat : la patience. J'attends donc que ces messieurs du GQG veuillent bien se mettre d'accord. Vers 10 heures du soir, la « Brèche aux Loups » me rappelle. Je bondis à l'appareil, certain de recevoir enfin des ordres définitifs. Or, à la place de la décision attendue, on me transmet simplement l'instruction suivante :

« Le commandant Skorzeny retournera immédiatement à Vichy. Il maintiendra ses troupes en état d'alerte jusqu'à nouvel ordre. »

Me voilà donc de nouveau sur la route menant à la « capitale provisoire » de la France. Tout en roulant à travers la campagne nocturne, je cherche à déceler les raisons de cette hésitation du GQG. Un pressentiment me dit que le Führer a quand même dû prendre une résolution ; notre opération sera finalement décommandée.

Dans les jours qui suivent, nous recevons encore à plusieurs reprises des instructions ordonnant tantôt la fin de l'état d'alerte, tantôt son rétablissement. Nous commençons à nous y habituer. Quand je déclare aux officiers du bataillon de choc qu'à mon avis, l'opération n'aura pas lieu, une profonde déception se lit sur tous les visages ; manifestement, tous ces garçons ont rêvé d'un exploit comparable à celui du Gran Sasso.

Et en effet, vers le 20 décembre 1943, je reçois l'ordre de « laisser tomber » et de renvoyer mes troupes. Bien entendu, nous n'avons tous qu'une pensée : en faisant vite, très vite, nous arriverons peut-être encore à temps pour décrocher une brève permission de Noël. Vingt-quatre heures plus tard, j'arrive avec ma compagnie à Paris, et je puis attraper de justesse l'express pour Berlin.

XIV

Armes secrètes

À mon retour à Friedenthal, je trouve mes officiers engagés dans les premières escarmouches d'une véritable guerre contre la bureaucratie de l'Office central des Waffen SS. Les hostilités avaient été déclenchées lors de la constitution des dossiers « Effectifs » et « Armements » – dossiers obligatoires pour chaque unité – dans lesquels nous avions minutieusement énuméré nos besoins. Avec notre esprit obtus de simples combattants, nous avions supposé que nos demandes allaient recevoir satisfaction. Après des semaines d'attente et d'interminables pourparlers au cours desquels il nous fallait marchander pour chaque homme, chaque mitraillette, chaque véhicule, tout était enfin prêt. L'Office central nous avait averti que nos propositions étaient agréées. Pleins d'espoir, nous étudions l'ordre définitif de la formation du 502e bataillon de chasseurs, placé sous les ordres du « chef de section des troupes d'assaut » Otto Skorzeny. Mais en arrivant à la dernière phrase, nous sursautons en lisant : « L'Office central des Waffen SS tient cependant à préciser que la future unité ne pourra compter ni sur des fournitures de matériel ni sur des affectations de personnel. »

Tout d'abord, nous ne savons pas si nous devons rire ou pleurer. Un peu plus tard, nous décidons de considérer cette affaire sous un angle purement humoristique, et de tourner cette disposition désastreuse par tous les moyens, en puisant sans vergogne dans tous les arsenaux, et en recrutant nos hommes dans toutes les unités de la Wehrmacht. Ainsi, nous réunissons, peu à peu, des soldats provenant de toutes les armes, infanterie, aviation, marine et Waffen SS, ce qui ne nous empêchera pas de forger une unité parfaitement homogène.

En février 1944, mon domaine proprement dit – les opérations de commando – s'agrandit par l'adjonction de ce que le public a baptisé, d'un nom quelque peu ironique, les « armes secrètes ». Tout d'abord, je suis appelé à m'occuper d'un aspect particulier de la lutte sur mer. Depuis que

l'Italie du Nord, sous la direction du Duce, a repris le combat à nos côtés, les liens entre les armées allemande et italienne se sont resserrés. Grâce à cette collaboration étroite, j'ai l'occasion d'étudier de près le travail remarquable d'une des meilleures unités italiennes : la X^e^ Flottiglia MAS, placée à ce moment-là sous le commandement du prince Borghese.

Cette unité avait mis au point et perfectionné plusieurs « armes mineures » destinées à des raids contre la flotte alliée. Parmi les engins qu'on me présente, je remarque surtout une petite vedette bourrée d'explosifs, dirigée par un seul homme qui, arrivé près de l'objectif, est littéralement éjecté et projeté dans l'eau. Les Italiens emploient également, aux mêmes fins, une torpille d'un modèle spécial, sur laquelle s'installent deux scaphandriers qui peuvent ainsi amener l'énorme projectile jusqu'au bâtiment ennemi. Avec ces armes, des commandos italiens avaient, grâce à leur mordant, réussi à exécuter deux raids sensationnels contre des navires alliés : la première fois dans le port d'Alexandrie, la seconde dans le bassin principal de Gibraltar. D'autre part, la X^e^ Flottiglia MAS comprend une section d'hommes-grenouilles, des nageurs extraordinaires qui, en plongée, s'approchent des bateaux ennemis et fixent contre la paroi des charges d'explosif ; ils portent aux pieds des nageoires en caoutchouc qui leur permettent d'atteindre, en surface aussi bien que sous l'eau, des vitesses considérables avec un minimum d'effort. Muni de ces nageoires, un capitaine allemand avait déjà réussi, tout seul, à couler plus de 50 000 tonnes de bâtiments de commerce alliés.

Un jour, je reçois l'ordre de me mettre en contact avec le vice-amiral Heye, commandant les « unités spéciales » que la marine de guerre allemande vient de créer. Sur le désir express de Himmler, les hommes les mieux qualifiés de mon bataillon prendront part à l'entraînement de ces « commandos maritimes ».

Les idées fondamentales que m'expose le vice-amiral m'impressionnent profondément. Exception faite pour les sous-marins, les dragueurs de mines et les vedettes rapides, la marine allemande n'est plus en mesure de faire une apparition en force et de combattre les flottes alliées en bataille rangée. Elle se trouve ainsi réduite à une attitude purement passive, pour ne pas dire à l'impuissance. Or, nombreux sont les marins dont l'ardeur et la

combativité réclament des missions nouvelles. Afin d'utiliser ces énergies précieuses, le vice-amiral Heye et ses collaborateurs ont travaillé d'arrache-pied pour mettre à la disposition de ces hommes de nouvelles « armes secrètes » particulièrement efficaces. Bien entendu, ils profitent des expériences faites dans ce domaine par les Italiens. Avant tout, nous devons essayer de nous servir de ce qui existe déjà. Nous savons tous que nous ne pouvons plus nous permettre de perdre du temps. La guerre touche à sa fin. Les ingénieurs de la marine ont donc eu l'idée d'utiliser les torpilles ordinaires : on a enlevé la charge d'explosif, monté sur l'avant une coupole vitrée, installé un système de direction et attaché, sous le ventre, une seconde torpille qui, elle, est chargée normalement. Ainsi, la « torpille humaine » est prête à entrer en action, avec une portée pratique d'environ 10 milles marins.

Nous nous rendons compte, certes, à quel point les « nègres » comme nous appelons en langage de code ces engins, sont primitifs et imparfaits. Cependant, nous constatons bientôt que nous avons eu raison de compter, une fois de plus, sur l'effet de surprise. Le premier essai de notre nouvelle arme nous apporte, en effet, un succès complet. À l'aube d'une belle journée d'été, vingt hommes des « unités spéciales de la marine » mettent à l'eau leurs « nègres », au nord de la tête de pont alliée d'Anzio. En quelques minutes, ils arrivent, inaperçus, en vue de l'immense concentration de navires de guerre et de transport qui leur a été désignée comme objectif. D'une secousse sur le levier de déclenchement, ils lancent les torpilles inférieures. Quelques secondes plus tard, des détonations sourdes éclatent au milieu des bâtiments ennemis : un croiseur gravement endommagé, un torpilleur coulé, plus de 30 000 tonnes de bateaux de commerce coulés ou endommagés – tel est le bilan de cette action, entreprise par une poignée d'hommes courageux. Sept de nos soldats reviennent immédiatement, ramenant leurs « embarcations », six autres gagnent le rivage, à l'intérieur de la tête de pont alliée, traversent pendant la nuit les lignes ennemies et rejoignent nos positions. Les sept derniers trouvent la mort dans les flots. Par la suite, d'autres raids nous permettent d'enregistrer de nouveaux succès, quoique moins importants, dans la Méditerranée et aussi dans la Manche. Évidemment, l'ennemi connaît bientôt les petites coupoles vitrées

de ces « torpilles montées », il sait que leur apparition signifie un danger mortel. Dès que ses guetteurs en aperçoivent une, tous les navires ouvrent le feu avec leur armement secondaire. À plusieurs reprises, nous « possédons » les Anglo-Saxons par une petite ruse : vers la fin de la nuit – il faut naturellement un vent favorable et des courants propices – nous mettons à l'eau de simples coupoles de verre, rendues étanches afin qu'elles flottent à la surface. Chaque fois, l'ennemi déclenche un feu roulant sur ces cibles innocentes. Grâce à ce subterfuge, les véritables « nègres », venant d'une direction opposée, peuvent s'approcher sans éveiller l'attention des guetteurs et, arrivés à bonne portée, lâcher leurs projectiles.

D'autre part, nous utilisons également, en nombre croissant, des « canots explosifs » – « lentilles » en langage de code – guidés à distance d'après les principes techniques qui ont déjà permis l'emploi du « Goliath », le célèbre char-nain bourré d'explosifs. Un dispositif ingénieux augmente considérablement l'efficacité de ces « lentilles » : au moment où le canot touche son but, la charge est libérée et s'enfonce sous la quille du bâtiment ennemi pour exploser seulement à une certaine profondeur, ouvrant ainsi dans les flancs du navire attaqué une brèche qui sera presque toujours fatale. Avec ces « lentilles », nous exécutons plusieurs raids heureux en Méditerranée et, surtout, contre les concentrations de navires près des plages de débarquement en Normandie. Quant aux sous-marins de poche, utilisés avant nous par les Japonais et, une seule fois, par les Anglais lors des combats en Norvège, nous en avons plusieurs modèles avec lesquels nous entreprenons de temps en temps des raids malheureusement très coûteux. Jusqu'à la fin des hostilités, les services techniques de la marine s'efforceront de perfectionner cette arme sans parvenir à la rendre plus efficace et, surtout, moins vulnérable.

Déjà au début du printemps 1944, nous commençons tous à nous demander où et quand se produira le débarquement en Europe occidentale. Nous savons qu'il aura lieu, et nous sentons qu'il est imminent. Au mois de mai, j'ai eu l'occasion de voir les photographies aériennes des ports anglais de la côte sud-ouest et, comme tout le monde, je me suis cassé la tête pour essayer de deviner la signification des rectangles grisâtres qui étaient amarrés en longues rangées à toutes les jetées. Plus tard seulement, nous

devions comprendre que ces blocs oblongs étaient les éléments préfabriqués d'un port artificiel destiné aux opérations du débarquement.

À cette même époque, nous commençons également à nous demander si et comment nous allons pouvoir contribuer, dans les journées suivant le débarquement, à gêner l'arrivée des renforts ennemis et la mise en place du dispositif allié. Tout d'abord, j'obtiens de l'amirauté la communication confidentielle des points où, d'après des considérations purement maritimes, on peut s'attendre à une tentative de débarquement. Sur une liste comprenant dix régions côtières, la presqu'île du Cotentin, avec Cherbourg, figure en première place, comme étant l'endroit le plus probable ; j'y relève même des indications précises de toutes les plages et grèves permettant un débarquement. En nous basant sur cette liste, nous élaborons un « programme spécial », adapté aux particularités de chacune de ces dix régions. Nous proposons notamment de transférer, dès à présent, certaines « unités spéciales de la marine » dans ces bandes côtières, afin de préparer des opérations contre les centres de transmission et de commandement ennemis. Nous envisageons essentiellement des explosions de charges enterrées à l'avance et qui seraient déclenchées à distance, au moment propice, par des appareils de radio, d'un modèle nouveau, installés à bord de nos avions.

Bien entendu, nous sommes obligés de soumettre nos plans à l'agrément du haut commandement du front de l'Ouest. Après avoir réclamé, à plusieurs reprises, une réponse qui tarde à venir, nous recevons enfin, des services complètement débordés de Paris, l'avis suivant : en principe, le plan conçu par les experts techniques des « unités de commando » du commandant Skorzeny paraît basé sur une juste appréciation des circonstances et parfaitement réalisable. Mais – comme toujours, il y a un « mais » – il nous semble impossible de procéder aux préparatifs nécessaires sans éveiller l'attention des troupes allemandes stationnées le long de la côte. Or, toute mesure de ce genre risquerait d'ébranler la confiance de ces troupes en l'invulnérabilité absolue du mur de l'Atlantique. Pour cette raison, nous sommes obligés de rejeter l'ensemble dudit projet. Signé : illisible (comme à l'accoutumée). Sans commentaire…

Bien entendu, nous avons aussi essayé de créer des armes nouvelles dans

le domaine aérien, réservé en principe à la Luftwaffe. Depuis un certain temps déjà, la 200e escadrille de combat procède à toutes sortes d'expériences. Certains aviateurs envisagent même des « opérations-suicides », c'est-à-dire qu'ils se proposent comme volontaires pour s'écraser avec un appareil tout entier, chargé de bombes ou d'explosifs, sur un objectif déterminé, notamment des navires de guerre. Cependant, le Führer repousse, paraît-il, cette idée pour des considérations philosophiques ; il estime, en effet, qu'un tel sacrifice ne correspond ni au caractère de la race blanche ni à la mentalité allemande. À son avis, nous ne devons pas imiter les « volontaires de la mort » japonais.

Or, quelques semaines avant le débarquement allié, j'ai l'occasion de faire la connaissance de l'aviatrice Hanna Reitsch, et notre premier entretien m'ouvre aussitôt des perspectives nouvelles. Avec un calme impressionnant chez une femme aussi frêle, elle me déclare tout d'abord qu'un vrai patriote ne doit pas surestimer le prix de sa propre vie lorsque le salut de la patrie est en jeu. Ensuite, elle m'explique le fond de sa pensée ; peut-être les événements se précipiteront-ils si tragiquement que nous serons forcés de faire appel aux « volontaires de la mort ». Mais dans cette éventualité, il sera de notre devoir de chercher un moyen pour donner au pilote au moins une chance de sauver sa peau. Sur ce point, Hanna Reitsch a certainement raison : j'ai pu constater par la suite que l'enthousiasme et le mordant de mes volontaires sont décuplés dès qu'on leur offre une chance même minime de revenir sains et saufs.

Quelques jours après cette entrevue, j'obtiens l'autorisation de visiter la grande station d'essai des « armes V » à Peenemünde, dans l'île d'Usedom, dans la mer Baltique. Je suppose aujourd'hui que l'ingénieur chargé de me piloter ne m'a pas montré vraiment tout car, à cette époque-là, on expérimentait encore de nouvelles « armes de représailles ». Par contre, on me permet d'examiner en détail un V1 et d'assister au lancement d'un de ces projectiles. C'est alors que l'idée me vient d'essayer, avec cette bombe volante, ce que nous avons déjà réalisé avec les torpilles de la marine : c'est-à-dire de faire diriger l'engin par un pilote.

Après d'interminables discussions avec les chefs et les experts du ministère de l'Air, je réussis finalement à vaincre l'opposition des services

techniques en insistant sur le désir formel du Führer de commencer immédiatement les essais, et d'être tenu au courant des résultats obtenus. Or, ce « désir » d'Adolf Hitler n'est qu'une fable inventée de toutes pièces. Mais mon petit stratagème balaie irrésistiblement les objections de ces messieurs – fait d'autant plus extraordinaire que, quelques mois, plus tôt, Hanna Reitsch, ayant eu la même idée que moi, avait échoué devant la résistance opiniâtre des bureaucrates. On m'accorde les locaux, machines, ingénieurs et mécaniciens dont j'ai besoin, et quinze jours plus tard – un temps record – les premiers essais ont lieu.

Le V1, monté par un pilote, est accroché sous le ventre d'un Henkel 111 qui l'enlève comme un fétu de paille. À peut-être 1 000 mètres d'altitude, le V1 se détache et laisse, grâce à sa vitesse de 600 km/h, le gros Henkel avec ses 300 km/h littéralement sur place. Le pilote décrit quelques larges cercles, puis il réduit les gaz et amorce son atterrissage. Une première fois, il survole, contre le vent, la piste dans toute sa longueur, à quelque 50 mètres du sol.

– Seigneur, murmurons-nous. Il n'a pas réduit suffisamment sa vitesse – pourvu que tout se passe bien…

Le pilote vire, fait une seconde passe sur le terrain. Cette fois, il semble vouloir atterrir, l'appareil rase presque la piste, à deux ou trois mètres du sol. Mais non – on dirait qu'il a changé d'avis au dernier moment. Au lieu de se poser, il remonte légèrement, fait un troisième virage, revient au-dessus de la piste, puis les événements se précipitent : il n'atterrit pas encore, essaie, arrivé au bout de la piste, de sauter une petite colline – nous le voyons encore toucher du ventre la cime d'un arbre, avant de disparaître derrière la crête. Un instant plus tard, deux hautes colonnes de poussière nous annoncent l'accident que nous redoutions.

Suivi de deux infirmiers, je bondis sur une autochenille, et nous fonçons à travers les champs vers le point de chute. De loin déjà, nous apercevons les débris du V1 – une aile ici, une autre là-bas, au milieu, le corps de l'engin qui, heureusement, n'a pas pris feu. À une dizaine de mètres gît le pilote – il remue faiblement les bras. Avant de s'écraser, il a dû repousser la coupole en plexiglass et, en capotant, il a été éjecté. Pour l'instant, il est incapable de parler, on l'emmène à l'hôpital. Nous essayons de trouver une

explication en examinant les sillons creusés par l'appareil dans la terre meuble. D'après ce que nous comprenons, le pilote a tenté d'atterrir sur ce champ labouré. Mais pourquoi ?

Les techniciens ont beau palper et scruter jusqu'au moindre bout de métal, ils ne découvrent rien qui puisse nous donner la clef de l'énigme. Le lendemain, un second essai a lieu, avec un autre pilote. Et c'est la répétition exacte du premier vol : le V1 se détache de l'avion porteur, cette fois, le pilote décrit quelques virages de plus, puis il amorce son atterrissage, ne touche même pas la piste et s'en va casser son zinc presque au même endroit. De nouveau, le pilote, grièvement blessé, n'est pas en état de parler. Hanna Reitsch peut à peine retenir ses larmes. Nous savons qu'après ce double fiasco, les services techniques interdiront, tout au moins provisoirement, de poursuivre les essais. Le surlendemain, les deux pilotes sont suffisamment rétablis pour être interrogés. Ils parlent vaguement de vibrations dans le manche de direction, mais ils ne peuvent nous donner aucune explication valable pour ces deux accidents identiques.

Quelques jours plus tard, cependant, Hanna Reitsch vient me voir en compagnie de l'ingénieur qui a supervisé la construction de nos prototypes, et d'un ingénieur du ministère de l'Air. À mon grand étonnement – je m'attends plutôt à apprendre que mon idée est définitivement reléguée au rayon des « suggestions saugrenues » –, Hanna me déclare qu'elle croit avoir trouvé la cause des accidents. Ayant consulté au bureau central du personnel les fiches de nos pilotes d'essai, elle a en effet découvert que ni l'un ni l'autre n'ont encore eu l'occasion de piloter un avion vraiment rapide. Il est certain qu'il faut une bonne dose d'expérience pour maîtriser un appareil aussi petit et volant à une telle vitesse. À présent, Hanna Reitsch aussi bien que les deux ingénieurs sont persuadés que le ministère a tort d'attribuer ce double échec à un vice de construction. Afin de me prouver leur confiance absolue en notre V1 pilotable, ils m'offrent tous les trois d'entreprendre de nouveaux essais avec des appareils terminés entre-temps. Offre séduisante, certes – mais il y a un hic : l'interdiction formelle de poursuivre nos expériences. Je ne sais que trop bien que le ministère de l'Air n'en démordra pas. Cependant, Hanna et les deux ingénieurs se sont manifestement emballés pour mon projet ; peu leur importe l'opposition

officielle, ils passeront outre, pourvu que je leur donne mon consentement. Je suis perplexe, que faire ?

– Écoute, Hanna, dis-je, si jamais il t'arrive quelque chose, le Führer en personne me coupera la tête.

Mais ils insistent, avec tant d'ardeur que je commence à faiblir. Hanna sait à merveille trouver les défauts de ma cuirasse, surtout en faisant appel à mon sens du devoir, et en invoquant le vieux précepte : un vrai soldat doit accepter, le cas échéant, même la responsabilité de désobéir aux ordres reçus. Finalement, je cède, bien à contrecœur. Nous espérons « posséder » le commandant de l'aérodrome en lui déclarant que le ministère m'a donné verbalement l'autorisation de continuer nos essais.

Quand, le lendemain, Hanna Reitsch referme sur elle la coupole vitrée, mon cœur bat à se rompre. Mais tout se passe parfaitement bien : dès que le V1 s'est détaché de l'avion porteur, Hanna nous régale de quelques évolutions élégantes, puis elle se rapproche, à une vitesse affolante, de la piste d'atterrissage. Des sueurs froides me coulent le long de l'échine – l'appareil touche le sol, un nuage de poussière s'élève et roule jusqu'au bout de la piste. Nous nous élançons, mais lorsque nous atteignons l'avion, nous avons la joie de pouvoir en sortir, à bout de bras, une femme rayonnante de satisfaction.

– Vraiment épatant, fait-elle, visiblement enchantée.

Ensuite, c'est au tour des deux ingénieurs d'essayer notre engin. Le trio fait, en tout, vingt vols, donc aussi vingt atterrissages sans le moindre accroc ! Pas de doute : l'idée aussi bien que la construction sont parfaites.

Quand, le soir, je fais mon rapport au maréchal de l'Air Milch, celui-ci pâlit.

– Cette folie aurait pu vous envoyer au poteau d'exécution, déclare-t-il d'un ton tragique, sans se rendre compte que cette sombre prophétie vient un peu tard.

Je lui arrache cependant l'autorisation de poursuivre nos travaux et de former des pilotes. Dès le lendemain, notre atelier commence à fabriquer des appareils à la chaîne, d'abord quelques prototypes qui doivent servir à des essais de perfectionnement, puis des biplaces pour les cours de pilotage et, finalement, des engins prêts à entrer en action. Entre-temps, j'ai

sélectionné, parmi les hommes de mes « unités spéciales », trente anciens pilotes ; de son côté, la Luftwaffe m'expédie soixante volontaires qui viennent d'arriver à Friedenthal – nous pouvons nous mettre au travail.

J'avais demandé, au service des combustibles du ministère de l'Air, l'attribution de cinq mètres cubes d'essence pour avion par pilote. Eh bien, aussi incroyable que cela puisse paraître, nous n'avons jamais réussi à avoir raison de ce dernier obstacle. Les semaines passent, nous obtenons bien une fois 10 mètres cubes, puis encore 15. Mais la livraison massive qu'on m'a promise ne vient toujours pas. J'use mes semelles à courir de bureau à bureau ; partout, je ne récolte que de vagues promesses ou des aveux d'impuissance. En automne 1944, j'abandonne mon projet. Ainsi, notre travail technique de même que notre préparation tactique ont été vains. Nous avions surtout envisagé de faire partir un V1 « monté » au milieu d'un essaim d'engins sans pilote, où il aurait en quelque sorte disparu dans la masse. À présent, il ne faut plus y songer. Je garde cependant les volontaires de la Luftwaffe, et je puis dire que, même comme « rampants », ils ont fait leur devoir jusqu'au dernier moment.

Au début de l'hiver 1944, j'ai encore une fois l'occasion sinon de m'occuper activement des possibilités qu'offrent les V1, tout au moins d'en discuter. Appelé au quartier général de Himmler afin de préciser certains détails relatifs à mon rôle dans l'offensive imminente des Ardennes, je lui rends également compte, sur sa demande, de l'état des recherches entreprises par les techniciens de l'Air et de la Marine pour développer les « armes secrètes ». Comme je mentionne qu'on étudie actuellement la possibilité de lancer des V1 du pont d'un sous-marin, Himmler se lève d'un bond, se dirige vers une immense mappemonde placée près de son bureau et la contemple longuement.

– On pourrait donc envisager un bombardement de New York par des V1 ? s'enquiert-il.

– Certainement, tout au moins en théorie. Si les ingénieurs réussissent à construire une rampe de lancement que l'on puisse monter facilement et rapidement sur le pont d'un gros sous-marin ravitailleur…

Himmler, comme toujours l'homme des décisions brusques, me coupe la parole :

– J'en parlerai aussitôt au Führer et au grand-amiral Dönitz ; il faut que, dans un avenir très proche, New York soit bombardé avec nos V1. Quant à vous, Skorzeny, je vous demande d'activer avec toute votre énergie le travail des services techniques pour que cette combinaison sous-marin-V1 soit mise au point aussi vite que possible.

À vrai dire, je ne m'attendais nullement à un enthousiasme aussi immédiat. Pour plusieurs raisons, j'estime que, sur ce point, le Reichsführer SS a une conception erronée des choses. D'autre part, je suis curieux de connaître l'opinion des deux hommes qui assistent à l'entretien – le ministre Kaltenbrunner et mon ancien chef Schellenberg, devenu, depuis la disgrâce de l'amiral Canaris, le grand maître de tous les services secrets allemands. Mais le premier se tait obstinément, le second se contente de hocher approbativement la tête, non seulement quand Himmler le regarde, mais même quand il lui tourne le dos. Je sais qu'il évite toujours anxieusement d'exprimer une opinion nette avant de connaître le point de vue de son chef. Il appelle ce manque de courage « sa finesse diplomatique ». Le fait est qu'en agissant ainsi, il est certain de ne jamais gaffer. Tant pis, si ces messieurs ont peur de se compromettre, je vais mettre les pieds dans le plat :

– Je me crois obligé d'attirer votre attention sur la précision encore très insuffisante du V1, Reichsführer. Comme vous le savez, la direction, installée dans le nez de l'engin, doit être réglée avant le lancement – tout changement de cap en cours de vol est impossible. Pour l'instant, la précision du V1 n'est encore que de l'ordre de 8 km ; c'est-à-dire que l'appareil tombera quelque part dans un rayon de 8 km autour de l'objectif. Cette dispersion est encore accrue lorsque le V1 est lancé d'un avion porteur, comme le Henkel 111 – c'est ainsi qu'actuellement, nous expédions les bombes volantes sur l'Angleterre ; les avions porteurs partent de nos bases aériennes en Hollande. Probablement, cette dispersion sera encore plus considérable lorsqu'il s'agira de lancer le V1 du pont d'un sous-marin. À l'impossibilité de faire exactement le point sur une mer déserte, la nuit et par mauvaise visibilité, s'ajouteraient le tangage et le roulis du sous-marin ; étant donné l'accélération assez modique du V1 pendant son trajet sur la rampe de lancement, le moindre mouvement du navire jouera un rôle

énorme. En somme, il n'est même pas certain que nos V1 tomberont sur la ville, aussi étendue qu'elle soit.

Encouragé par le silence de Himmler, je poursuis :

– Et ce n'est pas tout : la Luftwaffe n'est pas en mesure de garantir aux sous-marins chargés de cette opération une couverture aérienne au-dessus de l'endroit de lancement. D'après nos renseignements, la surveillance de la côte ouest des États-Unis, et même de ses approches atlantiques, est assurée d'une façon pratiquement parfaite par des patrouilles aériennes et un réseau serré de stations de radar.

J'ai l'impression que Himmler, loin de m'écouter, a suivi le fil de ses propres réflexions, car, tout à coup, il s'arrête devant moi.

– Je crois, déclare-t-il, que voici enfin une possibilité toute nouvelle, mieux, une occasion merveilleuse d'influencer de façon décisive le cours de la guerre. C'est bien le tour des Américains de ressentir directement, chez eux, les effets des bombardements. Jusqu'à présent, les États-Unis se sont crus à l'abri de toute attaque – leur pays est si loin des champs de bataille. À mon avis le choc que provoquerait une attaque sur New York saperait aussitôt le moral de la population. Ces gens-là ne résisteront jamais à l'épreuve nerveuse des bombes volantes. D'ailleurs, j'ai toujours été persuadé que les Américains sont incapables d'encaisser des coups directs, surtout lorsqu'ils ne s'y attendent pas.

J'ignore évidemment ce que les autres pensent de cette affirmation, mais, pour ma part, je reste sceptique. Je n'ai, certes, aucune objection contre un bombardement aérien des villes américaines – le pilonnage de plus en plus violent des nôtres, le nombre croissant de nos ruines et de nos morts justifieraient amplement le recours à de telles représailles. Mais je crains que l'effet moral des V1 sur le peuple américain ne soit très différent de celui qu'escompte Himmler, et, comme les autres restent toujours aussi muets, je me jette encore une fois à l'eau :

– Reichsführer, je crois qu'une telle opération risquerait d'avoir un résultat tout à fait contraire. Le gouvernement américain a basé sa propagande sur le slogan : l'Allemagne menace notre sécurité. Après un bombardement de New York par des V1, les Américains pourraient fort bien se sentir menacés pour de bon. Or, dans la population des États-Unis,

l'élément anglo-saxon est considérable, peut-être même prédominant. Et les Anglais nous ont prouvé qu'au moment du danger, leur capacité de résistance atteint un niveau stupéfiant.

Voyant que Himmler m'écoute attentivement, je m'enhardis :

– On pourrait certainement, grâce au V1, assener un coup terrible au moral du peuple américain, mais seulement à la condition de faire tomber les quelques engins que nous pourrions lancer exactement sur un objectif déterminé. Le but à atteindre serait, à mon avis, le suivant : il faudrait qu'à une date et même à une heure annoncée à l'avance par la radio allemande, un immeuble également nommé à la radio et situé dans l'agglomération new-yorkaise soit détruit par un V1. Ce serait alors vraiment un coup au but – dans un double sens : matériel et, surtout, moral.

Comme Himmler paraît vivement intéressé, je lui expose brièvement l'état des études entreprises par nos savants afin d'augmenter la précision du V1. À cette époque, les travaux s'orientent dans deux directions : d'une part, on cherche à mettre au point un dispositif de direction par ondes hertziennes – dispositif qui, placé dans le nez du V1, permettrait un changement de cap en cours de vol. Les postes émetteurs chargés de piloter l'engin se trouveraient à proximité du lieu de lancement. D'autre part, on expérimente une variante de ce principe : le dispositif de direction serait commandé par un poste émetteur installé près de l'objectif et qui ne fonctionnerait que pendant quelques minutes. Quoique cette variante paraisse plus facile à réaliser, nous nous heurtons encore à deux difficultés, l'une d'ordre technique – le problème de la puissance du poste émetteur – l'autre d'ordre pratique : comment ferions-nous pour amener au moment voulu le poste émetteur à l'endroit propice ? Cette tâche ne pourrait être confiée qu'à des agents secrets ; or, jusqu'à présent, nous n'avons guère réussi à tromper la surveillance du contre-espionnage américain. Récemment, quelques-uns de nos hommes, débarqués par un sous-marin sur la côte atlantique des USA, ont été arrêtés presque aussitôt.

Pensif, Himmler m'écoute, fixant toujours sur la mappemonde la masse pesante du continent nord-américain. Visiblement à regret, il finit par admettre que, pour l'instant, le bombardement de New York par des V1 paraît, en effet, difficile et hasardeux. Toutefois, il ne veut pas annuler

expressément son ordre de pousser les préparatifs pour cette entreprise ; il me demande simplement de le tenir au courant des progrès obtenus et, le cas échéant, des développements nouveaux que nos techniciens et savants pourraient réaliser dans ce domaine. Puis la conversation s'oriente vers d'autres sujets.

Mais les événements devaient finalement gagner de vitesse les chercheurs pourtant acharnés de nos laboratoires. Quelques mois plus tard, l'effondrement de notre résistance militaire réduisit à néant l'espoir de Himmler de pouvoir lancer des V1 sur le territoire américain.

XV

Tant de beaux projets

À notre « base » de Friedenthal, nous travaillons d'arrache-pied. Il nous faut, certes, utiliser – je dirais mieux user – la moitié de notre temps et de notre énergie à guerroyer sans cesse contre les bureaux qui nous inondent sous un flot de paperasses, à batailler avec les services qui nous mesurent le matériel et même les hommes au compte-gouttes. Cependant, nous trouvons toujours le temps de méditer et d'élaborer des plans grandioses. Nous sommes stimulés surtout par l'étude d'un gros dossier où sont consignés, avec tous les détails, les exploits des célèbres « commando troops » de lord Mountbatten. Étude instructive, quoique passablement déprimante. Nous pâlissons de jalousie en voyant de quels moyens, pratiquement illimités, disposent les commandants de ces troupes. Ils peuvent se permettre – les veinards – de compter, dans leurs plans, sur le concours de croiseurs, de torpilleurs, de sous-marins, sans parler de la collaboration constante de plusieurs escadrilles aériennes dans lesquelles figurent toutes sortes d'appareils modernes. Nous, en revanche, nous sommes pauvres, affreusement, inconcevablement pauvres ! Pas une seule fois nous n'avons pu obtenir le « prêt », par la marine, d'un navire de quelque importance, et la 200e escadrille de chasse qu'on a bien voulu mettre à notre disposition doit lutter pour chaque appareil. Pour ne citer qu'un exemple : en ce qui concerne les avions à grand rayon d'action, l'escadrille possède, en tout et pour tout, trois Junker 290.

D'ailleurs, pour être franc, il faut bien dire que la supériorité des commandos britanniques n'est pas seulement d'ordre matériel : Mountbatten sait choisir ses objectifs, et chaque fois qu'il frappe, le coup atteint son but. C'est tantôt l'attaque et la destruction totale d'une raffinerie d'huile de poisson, située dans une île norvégienne, tantôt l'opération admirablement conçue par laquelle les Anglais se sont emparés d'un nouveau radar allemand, installé depuis peu de temps sur la côte française,

près de Dieppe ; ou encore le raid contre le quartier général de Rommel en Afrique – cette dernière entreprise a d'ailleurs échoué, mais uniquement grâce à un hasard, probablement un renseignement erroné, qui a lancé les détachements britanniques sur les services d'intendance.

Pourtant, les Alliés doivent avoir, eux aussi, des points vulnérables, surtout dans les vastes régions qu'ils contrôlent dans le Moyen-Orient. Nous décidons donc de découvrir et d'attaquer ces « talons d'Achille » Malgré la situation déjà critique de nos armées, nous sommes animés d'un tel enthousiasme – pour ne pas dire d'un tel optimisme – que, souvent, nous élaborons et préparons une telle opération pendant des semaines et des semaines… pour échouer finalement, inévitablement, devant le même écueil, toujours le même : la question du transport.

Ne pouvant décidément pas obtenir un nombre suffisant de Junker 290, l'unique appareil allemand à grand rayon d'action qui soit vraiment sûr – le Henkel 117 est, d'après les experts, une construction loupée – nous cherchons à tourner la difficulté. Pourquoi n'utiliserions-nous pas, une fois de plus, le matériel que l'ennemi met à notre disposition ? Il doit être possible, pensons-nous, de remettre en état certains des gros quadrimoteurs américains qui ont dû faire un atterrissage forcé en Allemagne ou dans les régions occupées par nos armées. Je parviens à intéresser à notre projet l'état-major de la Luftwaffe ; la direction du matériel me promet de former immédiatement un groupe ambulant de techniciens qui sera chargé de la récupération et de la réparation des « forteresses volantes ». Malheureusement, ce travail n'avance que lentement – trop lentement. Vers la fin de l'automne 1944 seulement, on m'annonce que six de ces appareils, parfaitement remis en état, attendent nos ordres sur un aérodrome bavarois. Quelques jours plus tard, une autre communication sonne le glas de mes espoirs : au cours d'un violent bombardement, les six avions ont été détruits. Tout est à recommencer.

Pendant que nous attendons – vainement – « nos » forteresses, nous cherchons à résoudre deux autres problèmes que l'élaboration de nos projets a fait apparaître. Tout d'abord, il y a la question de l'atterrissage près de l'objectif. Comme nous sommes à peu près certains de ne trouver nulle part un terrain capable de supporter le poids de ces mastodontes, nous

devons envisager un autre procédé : le quadrimoteur servira simplement de remorque à un ou plusieurs planeurs de transport qui, eux, peuvent atterrir n'importe où. Malheureusement, les planeurs dont nous disposons ne peuvent résister qu'à une vitesse de 250 km/h au maximum, alors que l'emploi des bombardiers américains nous imposera une allure moyenne de 350-450 km/h. C'est le professeur Georgi, vieux spécialiste du vol à voile et ami de longue date de Hanna Reitsch, qui nous aide à franchir cet obstacle, en construisant un planeur capable de résister à cette vitesse, tout en transportant douze hommes avec leur équipement complet.

Le second problème, tout aussi grave, est celui du retour des hommes. À première vue, les commandos n'auront, après avoir exécuté leur mission, que deux possibilités : ou bien ils se rendront à l'ennemi et finiront la guerre dans un camp de prisonniers, ou bien ils essaieront de regagner nos lignes, ce qui, le plus souvent, impliquerait un trajet de plusieurs centaines de kilomètres – tentative extrêmement hasardeuse, pour ne pas dire désespérée. Or, j'ai toujours estimé que, pour donner aux hommes un maximum de sang-froid et de mordant, il faut leur assurer une chance sérieuse de revenir sains et saufs. Comment leur offrir cette chance ? Tout naturellement, l'idée me vient de faire reprendre le planeur par un avion à moteur afin de le ramener avec les hommes.

Or, les ingénieurs des recherches aéronautiques travaillent déjà à la solution de ce problème. À l'aérodrome d'Ainring, on est en train d'expérimenter différents systèmes qui doivent permettre à l'avion-remorqueur d'enlever du sol – sans avoir atterri – un planeur chargé. Après plusieurs essais auxquels j'assiste moi-même, nous constatons qu'un seul dispositif est vraiment praticable : le câble de remorque est tendu au sol au moyen de poteaux placés suivant un dessin rhomboïdal ; à l'avant du rhomboïde, il passe sur une potence qui s'élève à environ trois mètres. Un crochet de forme particulière, largué par l'avion-remorqueur qui passe en rase-mottes, attrape le câble à cette pointe et arrache ainsi le planeur.

Les premiers essais, entrepris avec des planeurs légers, donnent des résultats encourageants. Mais pour appliquer le même système avec les gros planeurs dont nous allons nous servir, il faudrait encore une longue mise au point, donc beaucoup de temps, et beaucoup d'essence – et, déjà, l'un aussi

bien que l'autre nous manquent cruellement. D'ailleurs, cette situation ne cesse d'empirer pour devenir, finalement, catastrophique.

Souvent, je me suis demandé pourquoi, en Allemagne, nous avons entrepris des expériences de ce genre seulement au dernier moment, à l'heure du grand danger, alors que nous ne disposions même plus du temps nécessaire à la mise au point de nos inventions et de nos méthodes. Jusqu'à présent, je n'ai pas encore trouvé une explication satisfaisante du sinistre « trop tard » auquel, durant la dernière année de la guerre, je me suis heurté si souvent.

De leur côté, les Alliés avaient entrepris des essais dans le même sens, avec cette différence, toutefois, qu'ils étaient arrivés à des résultats pratiques. Ils ont d'ailleurs prouvé l'efficacité de leurs méthodes lors de l'affaire d'Arnhem, le 17 septembre 1944, où une véritable armada de planeurs a atterri derrière nos lignes. Depuis cette opération massive, j'ai toujours tremblé à l'idée que les Alliés puissent transporter par la voie des airs plusieurs divisions jusqu'aux abords de Berlin où, à cette époque, étaient concentrés tous les services de commandement, y compris le GQG du Führer. Sans aucun doute, ces troupes auraient pu, par une attaque-éclair, s'emparer de la totalité des centres nerveux de nos armées. Le fait que les Anglo-Saxons n'ont jamais tenté un tel « débarquement aérien » s'explique peut-être par des considérations politiques. En tout cas, il est certain que pour les commandos britanniques et le « Bureau des opérations stratégiques » de l'armée américaine, commandé par le célèbre major-général William T. Donovan, un tel exploit n'aurait pas été impossible. Une entreprise de ce genre aurait même été tout à fait dans les cordes de Mountbatten et du « Wild Bill ».

***

Bien que, comme je l'ai déjà indiqué, tous nos grands projets soient finalement tombés à l'eau les uns après les autres, je voudrais en exposer brièvement quelques-uns :

Depuis longtemps, nous caressions le rêve d'une opération contre le grand pipeline qui, partant des puits de pétrole de l'Irak, amène par deux conduites le précieux liquide aux raffineries de Haïfa et de Tripoli, sur les bords de la Méditerranée. Nous savons que des partisans arabes essaient

constamment de dynamiter les canalisations. Cependant, le recrutement de tels « commandos » arabes est une affaire coûteuse et, surtout, d'un rendement incertain. D'une part, les conduites endommagées sont, sans aucun doute, rapidement réparées, d'autre part, il nous serait impossible de vérifier les résultats que les « saboteurs » prétendent avoir obtenus. Par contre, si nous réussissons à détruire une ou plusieurs stations de pompage, on peut escompter un arrêt total de plusieurs mois dans l'acheminement du pétrole brut.

Depuis plus d'un an, nos services techniques se creusent la cervelle pour résoudre ce problème. En 1943 déjà, nos ingénieurs avaient conçu une petite mine flottante, d'un poids spécifiquement égal à celui du pétrole. Cette mine devait être introduite dans les conduites par un petit trou ovale, ouvert par une charge d'explosif exactement calculée, et refermé aussitôt au moyen d'un couvercle. À mon avis, ces mines, de dimensions forcément très réduites, auraient pu tout au plus détruire les soupapes d'admission des installations de pompage ; pour cette raison, j'avais rejeté cette idée. D'autres techniciens avaient alors proposé de faire fondre, grâce à la chaleur intense dégagée par des bombes au thermite, certaines parties des conduites, aux endroits où celles-ci traversent des dépressions de terrain. Malheureusement, les essais furent loin d'être concluants. Finalement, la Lutfwaffe suggéra la destruction de tronçons considérables du pipeline au moyen de bombes magnétiques. Mais nos expériences ne devaient jamais dépasser le stade des études préparatoires.

Après ces divers échecs, il ne nous reste plus qu'une possibilité : une opération de commando contre les stations de pompage. Des photos aériennes montrent, près de chacune de ces stations, un petit aérodrome, sorte de terrain de secours pour les avions qui sans arrêt patrouillent le long du pipeline. À côté, un petit fortin destiné à servir d'abri au personnel technique contre une attaque éventuelle des tribus dissidentes. La station de pompage proprement dite, avec ses machines et ses groupes de moteurs Diesel, se trouve quelques centaines de mètres plus loin. D'après ces photos, nous arrivons à établir un plan d'action très précis :

Six avions quadrimoteurs atterrissent sur l'aérodrome. Les canons et les mitrailleuses de bord fournissent la « couverture de feu » pour les hommes

qui neutralisent le fortin afin de permettre au peloton de destruction d'atteindre rapidement la station de pompage et de la mettre hors de service. Tout est prévu jusqu'aux détails les plus infimes, nous avons même songé à équiper les avions d'un dispositif spécial grâce auquel ils pourront, en s'approchant de la piste d'atterrissage, arracher l'antenne du fortin, empêchant ainsi les défenseurs de demander des secours. Ainsi, nous espérons pouvoir compter sur une surprise totale. Il y a évidemment une inconnue : les aérodromes sont-ils assez grands pour le décollage relativement long des gros quadrimoteurs ? Nos photos aériennes, prises en 1941, montrent seulement une piste très courte ; mais d'après des renseignements plus récents, tous ces aérodromes ont été, entre-temps, considérablement agrandis. De toute façon, nous sommes prêts à courir ce risque. Hélas ! Malgré tous nos efforts, nous n'avons jamais pu obtenir un nombre suffisant d'avions à grand rayon d'action.

Un autre « talon d'Achille » des Alliés est incontestablement le canal de Suez ou, plus exactement, certains passages du canal. Un sabotage de cette voie d'eau artificielle obligerait les convois à destination de l'Extrême-Orient à faire l'énorme détour par le cap de Bonne-Espérance, ce qui rallongerait énormément le trajet. Déjà, nos « nageurs de combat » ou, comme disent les Anglais, nos hommes-grenouilles ont commencé à s'entraîner en vue de cette mission. Mais nous sommes à la fin de l'année 1944 ; la suprématie aérienne des Alliés dans l'espace méditerranéen est tellement écrasante que, la mort dans l'âme, nous devons abandonner notre projet. Une fois de plus, il est trop tard.

Un autre plan, minutieusement élaboré et parfaitement au point, prévoit un raid contre le district pétrolifère de Bakou. Évidemment, il ne saurait être question d'attaquer, avec une poignée d'hommes, les puits d'extraction ou les raffineries. Mais une étude approfondie de la région nous avait révélé l'existence de certains points névralgiques – pour des raisons faciles à comprendre, je ne tiens pas à être plus précis – dont la destruction aurait entraîné une diminution énorme, presque l'arrêt total de la production. Là encore, et toujours pour les mêmes raisons, nous devons renoncer à notre projet.

Par contre, une opération d'un genre tout à fait différent échouera, au

dernier moment, par suite de la jalousie d'un de nos généraux. Depuis 1943, les partisans yougoslaves nous donnent du fil à retordre, au point que le commandement du secteur balkanique se montre sérieusement préoccupé. Dans ces régions dont la configuration se prête admirablement à une guérilla de grande envergure, la résistance yougoslave retient par son activité d'importantes forces allemandes et leur inflige, au cours d'innombrables combats, des pertes sévères. Si nous arrivons à découvrir le quartier général de Tito et à nous en emparer, on peut espérer une diminution sensible de la pression constante à laquelle nos troupes sont soumises. Telle est à peu près la quintessence de la mission que me confie, au début de l'année 1944, le haut commandement de la Wehrmacht.

De toute évidence, nous aurions tort de sous-estimer la valeur des troupes que Tito a certainement concentrées autour de son quartier général. Nous en ignorons d'ailleurs totalement l'emplacement, et le chef du maquis yougoslave a certainement pris des mesures de camouflage afin d'induire en erreur notre commandement. Nous nous efforçons donc tout d'abord de créer une sorte de « service de renseignement », dans le but d'obtenir des précisions sur ces deux points. Un bureau central installé à Agram[8] couvre peu à peu le territoire « insoumis » d'un réseau d'agents. Pour plus de sécurité, j'ai ordonné d'établir, dès qu'un agent indiquerait telle région comme siège probable du GQG de Tito, plusieurs filières séparées qui devront, chacune de son côté, vérifier cette information. C'est seulement quand nous aurons reçu le même rapport de trois sources différentes que j'entreprendrai l'opération militaire proprement dite. Nous ne pouvons nous permettre d'agir à la légère : si jamais nous faisions chou blanc, Tito serait encore davantage sur ses gardes et deviendrait littéralement insaisissable.

Afin de prendre contact avec nos autorités militaires et policières en Yougoslavie, je me rends en avril 1944 à Belgrade, accompagné d'un de mes officiers. Après deux jours de pourparlers stériles, je repars en voiture pour Agram. Tout le monde me déconseille ce voyage, car la route traverse des régions infestées de partisans. Mais aucun avion n'est disponible ce jour-là et je suis attendu à Agram pour le lendemain. Tant pis, j'essaierai quand même de passer, en me fiant à ma bonne étoile et à la vitesse de ma Mercédès. Toutefois, j'emmène, en guise d'escorte, deux sous-officiers

qu'un général a bien voulu me « prêter ».

Nous partons à l'aube. Vers midi, nous nous arrêtons, quelque part dans les montagnes de Fruska Gora, au cantonnement d'une unité allemande chargée de maintenir un semblant d'ordre dans la région. Pendant le déjeuner, le commandant du poste nous apprend quelques détails savoureux :

– Pas une semaine ne se passe sans quelques escarmouches avec les partisans, raconte-t-il. D'ailleurs, nous n'arriverons jamais à en finir car, entre deux engagements, ces gaillards retournent tranquillement dans leurs villages et leurs fermes, cachent leurs armes dans une meule de foin et jouent pendant plusieurs jours au paysan paisible. Mais le plus beau, c'est la question des soins médicaux. Jusqu'à présent, nous n'avons pu obtenir que ces messieurs de Belgrade nous envoient un médecin. Alors, nous sommes bien obligés de faire appel au toubib du bourg qui soigne également les blessés des partisans. Il ne s'en cache d'ailleurs nullement ; s'il refusait de s'occuper des maquisards, ceux-ci l'enlèveraient avec toute sa famille – ce qui ne ferait pas du tout notre affaire. Je dois dire que nous sommes très contents de lui.

Nous repartons, à travers une région fertile, parsemée de belles fermes. Chaque fois que je vois un paysan en train de labourer ou de biner, je me demande où il a bien pu dissimuler son fusil. Cependant, notre voyage se poursuit normalement, personne ne tire sur nous, la route est libre. Vers le soir, nous faisons halte dans un village afin d'acheter quelques œufs à une vieille paysanne. Au moment de remonter en voiture, nous apercevons quelques individus déguenillés, armés de fusils, qui rôdent sur la place du marché. Déjà, je porte la main vers mon pistolet-mitrailleur, mais comme nous passons près d'eux, voilà que ces gars grimacent un sourire et nous adressent même une sorte de salut ! Un peu plus tard, le commandant de la garnison de Broka nous apprend que toute la région est tenue par les partisans et, par conséquent, extrêmement malsaine pour des voitures allemandes sans escorte. À Agram, on ne veut même pas croire que nous avons pris cette route. Depuis des mois, nous sommes, paraît-il, les premiers à l'avoir passé sains et saufs. En entendant le récit des innombrables attaques contre nos convois, et en examinant les cartes qui

montrent les concentrations des maquis yougoslaves, j'éprouve une certaine frayeur rétrospective. Enfin, n'y pensons plus, puisque tout s'est bien passé. Une chose est certaine, je l'ai échappé belle.

Un mois plus tard, tout est au point. Des informations soigneusement vérifiées et revérifiées nous ont appris que le quartier général ambulant de Tito se trouve pour quelques semaines près de Drvar, en Bosnie occidentale. À présent, il s'agit de terminer rapidement nos préparatifs afin de pouvoir lancer aussitôt notre opération dont je prendrai moi-même le commandement. J'expédie mon chef d'état-major, le capitaine von Fölkersam, à Banja Luka, capitale de cette province, afin qu'il établisse la liaison avec le général commandant nos troupes en Bosnie. À son retour, von Fölkersam me raconte que le général et ses collaborateurs immédiats l'ont reçu d'une façon singulièrement distante, pour ne pas dire glaciale. Sur le moment, je n'y prête guère attention ; d'ailleurs, je me moque éperdument des sympathies ou des antipathies que ces messieurs peuvent nourrir à mon égard. Pour moi, seule ma mission doit compter.

Or, quelques jours plus tard – nous sommes déjà à la fin du mois de mai 1944 – ma centrale de renseignement d'Agram me fait parvenir une nouvelle surprenante : « L'armée X prépare une opération contre le quartier général de Tito. Le jour J est fixé au 2 juin. » Voilà qui explique l'attitude réservée des officiers. Ils n'ont vu, en moi, qu'un concurrent indésirable et, par conséquent, ils nous ont caché leurs intentions. Tout d'abord, ce procédé inélégant me révolte, d'autant plus qu'il est parfaitement ridicule : j'aurais volontiers accepté de collaborer avec eux, et même de me placer sous les ordres du général. Mais je ravale ma colère et m'efforce de parer au plus pressé. Si mes agents à Agram ont eu connaissance de ce projet, il est à peu près certain que les espions de Tito en ont eu vent, eux aussi. J'envoie donc immédiatement un radiogramme à ces messieurs de Bosnie pour les avertir. De retour à Friedenthal, je reçois encore plusieurs informations qui me confortent dans mon opinion : sans aucun doute, l'opération projetée va au-devant d'un échec. Je réitère mes avertissements, mais, décidément, il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut entendre. Le général X ne renoncera pas à « son » opération.

Le jour fixé, un bataillon de parachutistes des Waffen SS atterrit donc

dans une vallée située en pleine région insoumise. Des planeurs amènent des renforts qui fondent rapidement dans la bataille. Après une lutte âpre et sanglante, les partisans se retirent, abandonnant le village et la vallée. Malheureusement, mes prévisions pessimistes se sont réalisées : le nid est vide, l'oiseau s'est envolé. En fait de quartier général, nos troupes trouvent seulement deux officiers de liaison britanniques que Tito a peut-être laissés en arrière pour se débarrasser d'eux. Dans une maison, nos hommes découvrent encore un uniforme de maréchal flambant neuf. Tito lui-même a dû quitter le village quelques heures plus tôt pour s'installer dans un autre repaire. Et ce n'est pas tout : il faut encore envoyer des unités d'infanterie qui, par une manœuvre hardie, parviennent à débloquer les parachutistes assiégés dans la vallée.

Ainsi, par la jalousie mesquine d'un officier avide de lauriers, un projet de grande envergure et dont le succès aurait pu avoir une portée considérable a lamentablement échoué – fait d'autant plus regrettable que cet échec a énormément diminué nos chances, déjà faibles, de mettre la main sur le chef yougoslave. Par la suite, nous avons, certes, réussi à suivre la trace de son GQG volant le long de la côte adriatique et, de là, jusqu'à l'île de Vis où il a fini par s'établir. Nous avons même envisagé une attaque-éclair contre cette île – mais, une fois de plus, les événements nous ont gagné de vitesse.

---

8. Ancien nom allemand de Zagreb, capitale actuelle de la Croatie.

XVI

Le coup d'État

Entre-temps, le grand débarquement allié – en Allemagne, nous disons : l'invasion – a commencé. À l'aube du 6 juin 1944, les premiers éléments anglo-américains ont pris pied en Normandie. Pendant plusieurs semaines, la situation reste indécise, puis la percée d'Avranches fait pencher la balance en faveur des Alliés. Ce jour-là, tout Allemand à peu près sensé a dû comprendre que nous avions perdu la guerre. Pour ma part, en tout cas, je n'ai plus guère d'illusions sur l'issue finale, et si, devant mes hommes, je fais preuve d'une sérénité de commande, je ne cherche nullement à cacher mon pessimisme lorsque je discute avec quelques intimes, comme mon fidèle Radl ou le capitaine von Fölkersam.

Dois-je alors tirer de ce pressentiment, pour ne pas dire de cette certitude, des conséquences pratiques ? Souvent, je me suis posé cette question pour arriver toujours au même résultat : à mon avis, il n'appartient ni à moi, ni aux soldats, ni aux officiers – y compris les généraux – de décider de la continuation ou de la cessation des hostilités. Cette décision doit être réservée aux grands chefs politiques et militaires qui, seuls, possèdent une véritable vue d'ensemble et ont la possibilité d'influencer le cours des événements. Si ces hommes nous ordonnent de poursuivre la lutte, nous n'avons qu'à obéir.

Je sais d'ailleurs que le GQG du Führer espère encore, d'une part, en une évolution favorable de la situation politique, et, d'autre part, en la mise au point rapide de nouvelles armes secrètes – espoirs qui, d'après les renseignements que je possède, ne sont nullement dépourvus de fondement.

Cependant, dès juillet 1944, la situation devient alarmante. Au cours de la première semaine de juin, une formidable attaque des Russes a fait craquer pratiquement tout le front de l'Est. Le groupe d'armées du centre a pour ainsi dire cessé d'exister. Plus de trente divisions allemandes sont prisonnières. À l'arrière, personne ne comprend très bien comment une

capitulation aussi massive a pu se produire. Faut-il imputer la responsabilité de cette catastrophe au haut commandement, ou à la lassitude et au découragement des troupes ? À l'Ouest, les Alliés déferlent, grâce à leur écrasante supériorité matérielle, vers la frontière allemande. Il ne nous reste qu'à serrer les dents et à nous battre jusqu'au bout. À vrai dire, nous n'arrivons pas à croire que c'est le début de la fin.

Le 20 juillet 1944, je m'apprête à partir pour Vienne, où je dois régler certains détails de l'opération projetée contre Tito. Et voilà qu'éclate, comme un coup de tonnerre, la nouvelle de l'attentat, heureusement manqué, contre Hitler. Mes officiers et moi sommes littéralement abasourdis. Comment une chose pareille était-elle possible ? Est-ce que des détachements ennemis avaient réussi à pénétrer dans l'enceinte du GQG du Führer ? Pas un seul instant, nous ne pensons que la bombe aurait pu être placée par un Allemand. De toute façon, puisque Hitler est vivant, je ne vois aucune raison de retarder mon voyage.

À 18 heures j'arrive avec Radl à la gare d'Anhalt. Nous nous installons dans notre compartiment réservé et nous préparons pour la nuit. Mais à la station Lichterfelde, dernier arrêt situé à l'intérieur de l'agglomération berlinoise, j'entends appeler mon nom : « Commandant Skorzeny ! Commandant Skorzeny ! » Sur le quai, un officier court le long du train en criant à tue-tête. J'ouvre la fenêtre et lui fais signe ; complètement essoufflé, il se précipite.

– Mon commandant, il faut que vous reveniez immédiatement. Ordre supérieur… l'attentat contre le Führer devait déclencher un putsch.

Incrédule, je hausse les épaules.

– Voyons, c'est impossible. Quelques-uns de ces messieurs ont dû perdre la tête. C'est de la folie furieuse. Enfin, tant pis… je vais revenir avec vous. Radl, vous continuerez jusqu'à Vienne et entamerez les pourparlers. Je tâcherai de vous rejoindre demain.

Pendant le trajet en voiture jusqu'à l'Office central des Waffen SS, l'officier me communique les maigres renseignements qu'il a pu glaner. Vraisemblablement, nous sommes en présence d'un complot fomenté par un groupe d'officiers supérieurs et généraux. Des unités blindées sont, paraît-il, en train de marcher sur Berlin ; personne ne connaît les intentions

de leurs chefs. Je me refuse toujours à ajouter foi à ce que je considère comme des racontars. Nos chefs militaires doivent avoir autre chose à faire en ce moment que de conspirer.

Schellenberg, devenu chef de brigade SS, me reçoit et m'apprend certains détails. D'après lui, le centre du pronunciamiento se trouve dans la Bendlerstrasse c'est-à-dire dans les bureaux du commandant en chef de l'armée de l'Intérieur[9]. Schellenberg est très pâle et visiblement anxieux. Sur son bureau, à portée de sa main, j'aperçois un gros revolver.

– La situation est confuse et pleine de dangers, m'explique-t-il. En tout cas, si « ils » arrivent jusqu'ici, je me défendrai. J'ai déjà fait distribuer des pistolets-mitrailleurs à tous mes employés. Vous ne pourriez pas faire venir – mais il faudrait faire vite – une de vos compagnies pour assurer la protection du bâtiment ?

Le fait est que, dans mon agitation, j'ai complètement oublié de faire appel à mes troupes. Heureusement, les liaisons téléphoniques fonctionnent parfaitement. J'obtiens aussitôt la communication avec Friedenthal et demande le capitaine von Fölkersam.

– Mettez immédiatement le bataillon en état d'alerte. Le capitaine Fucker prendra le commandement et attendra les ordres qui ne pourront venir que de moi personnellement. Envoyez immédiatement la première compagnie à l'Office central SS où je me trouve en ce moment. Vous-même ainsi que l'aspirant Ostafel, que je prends provisoirement comme officier d'ordonnance, vous sauterez dans une automitrailleuse et filerez à pleins gaz pour arriver ici les premiers.

Je raccroche et me tourne de nouveau vers Schellenberg.

– À mon avis, lui dis-je, vous devriez désarmer vos employés : j'ai failli prendre peur en voyant vos ronds-de-cuir gesticuler avec leurs pistolets. D'ailleurs, en arrivant, j'ai dû assommer quelque peu un petit scribe ; je l'ai enfermé dans la cave, comme cela, il ne risque pas de faire du gâchis avec son joujou. De toute façon, si, jamais « ils » venaient ici avant l'arrivée de ma compagnie, vous feriez mieux de vous échapper car ce n'est pas avec votre revolver que vous les tiendrez en respect.

Je l'abandonne à ses sombres réflexions et sors dans la rue. Avec une impatience fébrile, j'attends von Fölkersam et Ostafel qui, au bout d'une

demi-heure, surgissent dans un nuage de poussière.

Ils ont dû rouler comme des possédés. Comme je n'ai toujours pas d'ordres, je décide de voir ce qui se passe dans Berlin. Fölkersam reste à l'Office central SS, et je lui promets de l'appeler de temps en temps afin de le tenir au courant. Quelle pitié que nous ne soyons pas encore équipés de ces petits appareils de radio portatifs, les « talky-walky » qui sont en usage dans l'armée américaine !

Sautant dans la voiture je me rends tout d'abord dans le quartier des ministères où tout paraît parfaitement calme. Ensuite, je cherche à atteindre la place de Fehrbellin où se trouve le quartier général du général des blindés Bolbrinker que je connais personnellement. Là, les rues offrent un spectacle moins paisible, une large avenue qui débouche sur la place est barrée par deux énormes chars. Mais il suffit que je me dresse dans la voiture pour qu'on me laisse passer. Décidément, la « révolte » est moins grave que Schellenberg ne le croit. Le général Bolbrinker me reçoit immédiatement. Il ne sait pas grand-chose et se demande ce qu'il doit faire. Sur l'ordre du commandant en chef de l'armée de l'Intérieur, il a amené ses unités blindées, cantonnées à Wunstorf, à Berlin et les a concentrées aux abords de la place de Fehrbellin pour les garder bien en mains. À présent, il attend les événements.

– D'ailleurs, m'explique-t-il, j'ai décidé de n'exécuter désormais que les ordres de l'inspecteur des blindés, c'est-à-dire du général Guderian en personne. Que le diable y comprenne quelque chose, dans ce micmac ! Tenez, on m'a demandé, par exemple, d'envoyer des détachements armés de reconnaissance contre les casernes berlinoises des Waffen SS. Qu'est-ce que vous en pensez, Skorzeny ?

– Voyons, fais-je, éberlué. Nous ne sommes quand même pas en pleine guerre civile. Je crois qu'il serait extrêmement imprudent de donner suite à un ordre aussi insensé. Si vous voulez bien, mon général, je vais filer jusqu'à la caserne de Lichterfelde pour voir ce qui se passe là-bas. Je vous appellerai de la caserne même. À mon avis, il est de notre devoir de garder tout notre sang-froid.

Visiblement soulagé, le général accepte ma proposition, et je repars. À Lichterfelde, dans mon ancienne caserne, tout est calme, quoique le

bataillon de réserve et les autres unités soient en état d'alerte. J'ai un bref entretien avec le lieutenant-colonel qui commande ces troupes et lui demande instamment de faire preuve de sagesse, c'est-à-dire de s'abstenir de toute action, quoi qu'il advienne. Puis je rappelle le général Bolbrinker pour lui annoncer que les SS ne songent même pas à intervenir. Enfin, je téléphone à Fölkersam qui m'apprend l'arrivée de ma compagnie. Je lui ordonne de la garder à sa disposition immédiate dans la grande cour de l'Office central SS.

Ensuite seulement, je peux essayer de faire le point sur la situation. À vrai dire, je ne comprends toujours pas très bien. Probablement, un ordre du général commandant l'armée de l'Intérieur a déclenché une sorte de dispositif d'alerte, sans doute vers midi. Mais par la suite, il y a eu, un peu partout, du flottement, des mesures et des contre-mesures qui, manifestement, ne correspondent aucunement à un plan d'ensemble. De toute façon, cette affaire ne me semble guère sérieuse ; j'aurais certainement tort de la prendre au tragique, puisque les unités blindées gardent, si l'on peut dire, l'arme à la bretelle, et que les Waffen SS n'ont pas d'ordres. En somme, on peut se demander qui s'est soulevé, et contre qui. Mais aussi puérile que paraisse cette tentative, elle n'en est pas moins criminelle au moment où, à l'Est comme à l'Ouest, nos soldats se battent avec le courage du désespoir. Comme je suis en train de ruminer ces pensées peu réjouissantes, je me souviens brusquement que le général Student doit, lui aussi, se trouver à Berlin. Rapidement, je pousse jusqu'au Wannsee, un des nombreux lacs qui entourent la ville, sur les bords duquel est installé l'état-major des troupes aéroportées. Les officiers ne savent rien, ils n'ont reçu aucune instruction. J'apprends seulement que le général passe la soirée chez lui, à Lichterfelde. De nouveau, je démarre, après avoir pris dans ma voiture l'officier d'ordonnance du général qui m'accompagne afin de prendre, le cas échéant, les ordres de son chef.

Entre-temps, la nuit est tombée. Nous arrivons vers 2 heures à la petite villa où nous attend un tableau bien paisible. Sur la terrasse, le général, enveloppé dans une longue robe de chambre, étudie à la lumière d'une lampe une montagne de dossiers. Près de lui, sa femme est en train de broder. Je ne puis m'empêcher de songer au comique de cette situation :

voici un des grands chefs militaires de Berlin qui se prélasse tranquillement dans un fauteuil d'osier, pendant que des conspirateurs tentent un coup d'État.

Quoique visiblement étonné par l'heure tardive de ma visite, le général me reçoit très aimablement ; sans doute les liens qui se sont établis entre nous l'année précédente, lors de la libération de Mussolini, existent-ils encore. Comme je lui annonce que je suis venu pour une « affaire de service », sa femme s'éclipse discrètement. Mais dès que je commence à mettre le général au courant de ce que j'ai vu et appris, il me coupe la parole :

– Allons, mon cher Skorzeny, qu'est-ce que vous racontez là ! Un putsch – mais non, c'est totalement impossible !

J'ai beaucoup de mal à le convaincre de la gravité de la situation. Finalement, il consent à adresser aux commandants des unités de parachutistes un ordre conçu à peu près dans ce sens : État d'alerte. N'accepter que les directives venant du général Student en personne.

Juste à ce moment, le téléphone sonne. C'est le maréchal Göring qui, après avoir confirmé mon rapport, ajoute quelques détails nouveaux : probablement, l'attentat contre Hitler a été perpétré par un officier de l'état-major de l'armée de l'Intérieur. La Bendlerstrasse – siège de cet état-major – avait aussitôt annoncé la mort du Führer et pris certaines mesures d'urgence. Göring précise que seul le GQG, c'est-à-dire le haut commandement de la Wehrmacht, est qualifié pour donner des ordres. J'entends le général répéter la dernière phrase des instructions que lui donne le maréchal du Reich : du calme et du sang-froid, afin d'éviter à tout prix des incidents qui pourraient dégénérer en guerre civile. J'ai parfaitement compris, monsieur le maréchal.

À présent, le général ne doute plus de la véracité de mon récit. Après m'avoir promis de rester en contact avec moi et le général Bolbrinker, il appelle successivement tous ses bataillons pour leur donner ses instructions. Je prends congé et retourne, aussi vite que possible, à l'Office central SS.

Tout est parfaitement calme dans l'immense bâtiment. Schellenberg qui m'attend dans son bureau me demande de lui donner une escorte de dix hommes commandés par un officier. Il vient de recevoir l'ordre d'arrêter

immédiatement l'amiral Canaris et, bien entendu, il ne tient pas à exécuter seul une mission aussi délicate. Comme je ne dispose, en tout et pour tout, que d'une compagnie, je lui « prête » seulement un officier. Une heure plus tard, Schellenberg est de retour. L'arrestation s'est passée sans le moindre incident. Par le téléphone, j'apprends que les secteurs tenus par les blindés de Bolbrinker et les parachutistes de Student sont également calmes – en fait, la capitale tout entière paraît si calme que j'envisage déjà de retourner à Friedenthal quand, tout à coup, on m'appelle du GQG du Führer.

– Ordre au commandant Skorzeny de se rendre immédiatement avec toutes les troupes dont il dispose à la Bendlerstrasse afin d'appuyer l'action du commandant Remer, chef du bataillon de la garde « Grande Allemagne », qui a déjà commencé l'encerclement du ministère.

En hâte, je rassemble ma compagnie – quel dommage que je n'aie pas fait venir tout le bataillon – et nous partons. Il est près de minuit lorsque j'arrive à l'entrée du bâtiment. Deux grandes autos me barrent le chemin ; comme je descends de ma voiture et m'approche à pied, tout seul, je reconnais, au milieu d'un groupe animé, le chef SS Kaltenbrunner qui discute avec un général de la Wehrmacht – le général Fromm, commandant en chef de l'armée de l'Intérieur, comme m'explique un jeune officier. Je l'entends dire à Kaltenbrunner : « Je vais maintenant rentrer chez moi, vous pourrez me joindre toute la nuit à mon appartement. » Puis il monte dans sa voiture qui démarre aussitôt, libérant ainsi le passage pour ma colonne. Évidemment, je suis quelque peu stupéfait de voir que, dans un moment pareil, le chef de l'armée de l'Intérieur rentre chez lui. Mais cela ne me regarde peut-être pas…

Devant le portail du ministère, je trouve le commandant Remer. Je me présente, et il m'indique qu'il a l'ordre d'isoler hermétiquement tout le pâté d'immeubles. Après avoir fait entrer ma compagnie dans la cour centrale, je monte le grand escalier, accompagné de Fölkersam et de l'aspirant Ostafel. Dans le couloir du premier étage, nous rencontrons plusieurs officiers armés de pistolets-mitrailleurs ; on se croirait presque dans une forteresse sur pied de guerre. Dans l'antichambre du général Olbricht, je trouve quelques officiers d'état-major que j'ai eu l'occasion de connaître autrefois. Eux aussi sont armés, et surtout très agités. Rapidement, ils me mettent au

courant des événements : vers la fin de l'après-midi, ils s'étaient aperçus que quelque chose « clochait » dans les ordres d'alerte lancés par certains services. Le général Fromm était presque continuellement en conférence, mais deux ou trois de ses collaborateurs seulement étaient autorisés à assister à ces entretiens. Très impressionnés par cette atmosphère lourde d'incertitude et d'angoisse, la plupart des officiers, après s'être munis de pistolets-mitrailleurs, avaient fait irruption dans le bureau du général Fromm et exigé des explications. Ainsi mis en demeure, le général s'était vu obligé d'avouer qu'une insurrection militaire avait éclaté, ajoutant qu'il était occupé à mener les premières investigations contre les responsables. Quelques minutes plus tard, le général Beck s'était suicidé, cependant que trois officiers, dont le chef d'état-major de Fromm, le colonel von Stauffenberg, étaient jugés par une cour martiale présidée par un général. Condamnés à mort, les trois conspirateurs avaient été exécutés, voici une demi-heure seulement, dans la cour du ministère, par un peloton de sous-officiers. D'autre part, il y avait eu, dans le couloir du premier étage, une petite fusillade sans gravité.

Ces informations cadrent bien avec ce que je sais déjà, mais elles n'éclaircissent guère la situation. Je me demande ce que je dois faire à présent. Mes efforts pour obtenir la communication téléphonique avec le GQG du Führer restent vains, je suis donc obligé d'agir de ma propre initiative. Tout d'abord je cherche à rétablir le calme dans l'énorme bâtiment où tout le monde est visiblement énervé. Pour atteindre ce premier but, je convoque les officiers que je connais personnellement, et leur propose de reprendre le travail, interrompu depuis le début de l'après-midi. Je leur rappelle notamment que la guerre continue, et que le front, ou plutôt les fronts, ont besoin de renforts, de ravitaillement, d'approvisionnements. Tous sont d'accord avec moi et retournent à leurs occupations. Un peu plus tard, cependant, un colonel se souvient que certaines décisions concernant justement l'acheminement des renforts ne peuvent être prises que par le chef d'état-major, c'est-à-dire von Stauffenberg qui vient d'être fusillé. Je me déclare prêt à assumer, provisoirement tout au moins, cette responsabilité supplémentaire. J'ai pourtant une bonne surprise : la plupart des ordres d'alerte lancés par les conjurés ont déjà été annulés.

Devant le bureau du général Olbricht, je rencontre deux fonctionnaires de la Gestapo. Ils ont été envoyés ici, quelques heures plus tôt, par le chef de la police secrète d'État pour arrêter le comte Stauffenberg. Avant d'avoir eu le temps d'exécuter cet ordre, ils avaient été enfermés dans une pièce par des officiers de Stauffenberg qui venaient de rentrer du GQG du Führer. Je comprends de moins en moins : ou bien la Gestapo, d'habitude si bien informée, a été surprise par le putsch, ou bien elle a considéré toute l'affaire comme un incident sans importance. Autrement, comment expliquer l'envoi de deux hommes seulement pour arrêter le chef d'une conspiration militaire ?

À présent, j'ai enfin le temps de me livrer à une petite perquisition dans le bureau du comte Stauffenberg. Tous les tiroirs sont ouverts, comme si quelqu'un venait de les fouiller précipitamment. Sur la table de travail, je trouve le dossier du plan « Walkyrie », c'est-à-dire les détails de la mise en place du dispositif d'alerte. Je constate que Stauffenberg a camouflé ses véritables intentions – la prise rapide des centres nerveux de Berlin et des organes de commandement de l'armée – sous le titre : « Contre-mesures en cas d'attaque alliée par troupes aéroportées ». Dans un tiroir, je fais une découverte qui me donne un véritable choc. C'est un jeu où les pions sont déplacés suivant le nombre de points obtenus aux dés par chaque joueur. Sur une grande carte d'Europe orientale, un large tracé représente, d'après les explications figurant en marge, le trajet parcouru par un corps du groupe d'armées sud pendant la campagne de Russie – le corps dont Stauffenberg avait été chef d'état-major. Si l'utilisation, pour un jeu assez puéril, des souffrances et de la lutte de milliers d'hommes paraît déjà frivole, même choquante, les commentaires qui agrémentent l'explication démontrent un tel cynisme que je me demande comment, avec une mentalité pareille, un officier supérieur peut servir sa patrie en guerre.

Au bout de quelques heures, tous les rouages du mécanisme complexe que constitue le ministère fonctionnent de nouveau. Plus d'une fois, cependant, je m'affole quelque peu devant les graves décisions que je suis obligé de prendre en l'absence des trois officiers les plus importants de cette administration : les généraux Fromm et Olbricht, et le colonel von Stauffenberg. Sans cesse, je réclame la communication avec le GQG du

Führer. Enfin, je l'obtiens et demande instamment la désignation immédiate d'un général « sûr » au poste de chef d'état-major de l'armée de l'Intérieur. Je tiens à être relevé aussi vite que possible mais, bien entendu, on me répond, de façon assez vague, d'attendre et de continuer à remplir ces fonctions jusqu'à ce que le Führer ait nommé une personnalité qualifiée. Toutes les deux ou trois heures je reviens à la charge, pour recevoir, chaque fois, la même réponse évasive. Enfin, le matin du 22 juillet – c'est-à-dire au bout de trente-six heures – Himmler en personne, accompagné du général de Waffen SS Jüttner, arrive au ministère. Il nous apprend, à notre grande surprise, qu'il a été nommé commandant en chef de l'armée de l'Intérieur. Himmler, est, certes, un des lieutenants les plus fidèles du Führer, mais ce n'est pas un soldat. Comment pourra-t-il remplir les devoirs de sa nouvelle charge, alors qu'il occupe déjà tant d'autres postes de premier plan ? Je remarque d'ailleurs que le général Jüttner, nommé commandant en second, n'est que médiocrement enchanté de sa désignation qui fait de lui pratiquement le chef permanent de l'armée de l'Intérieur. Mais je n'ai guère le temps de me livrer à mes réflexions. Himmler, après avoir réuni les officiers du ministère, improvise un petit discours, dans lequel il déclare notamment que la tentative de putsch était le fait d'un très petit groupe agissant isolément. Parcourant du regard l'assistance silencieuse, je constate chez tous la même réaction : une approbation évidente, et aussi le soulagement très net de voir l'orage passer si vite. Probablement, la plupart de ces hommes, élevés dans les traditions rigides du corps des officiers allemands de carrière, préfèrent ne plus penser à cette tentative de révolte – entreprise criminelle et qui a avorté d'elle-même.

Enfin, je puis songer à prendre un peu de repos. De retour à Friedenthal, je m'écroule littéralement dans mon lit. Au bout de dix heures, je m'éveille, frais et dispos, et cherche à établir le bilan des événements. Pour la première fois, j'ai eu la révélation des courants contradictoires et des tensions qui existent dans la Wehrmacht et, sans doute, également dans le peuple allemand – fait que, jusqu'alors, je n'avais même pas soupçonné. La surprise est, pour moi, pénible, pour ne pas dire douloureuse ; l'unique consolation est la rapidité avec laquelle ce putsch s'est effondré – en partie par suite de sa faiblesse de base, en partie grâce à l'action foudroyante

d'autres forces de l'armée. Pour ma part, je suis surtout heureux de savoir qu'en tant qu'officier de la quatrième arme[10], les Waffen SS, je n'ai pas eu à intervenir directement.

Qu'on me permette d'ouvrir ici une brève parenthèse : en parlant aujourd'hui, trois ou quatre ans après, de « l'écrasement de la révolte du 20 juillet 1944 », on risque de déformer les événements. Tous ceux qui ont pris part directement à ce drame doivent admettre que, dès l'échec de l'attentat, les conspirateurs, à l'exception du comte Stauffenberg, ont pour ainsi dire automatiquement abandonné la partie. Ou, plus exactement, ils n'ont pu, à partir de cet instant, trouver la force d'agir, de sorte que l'intervention d'une poignée d'officiers fidèles a suffi pour renverser tout ce beau château de cartes. Sans doute la disparition d'Adolf Hitler représentait-elle, dans les calculs des conspirateurs, le facteur décisif ; du moment que le Führer avait miraculeusement échappé à la mort, ils ont dû estimer que leur projet n'était plus réalisable.

Toute ma vie, je me souviendrai de la véritable rage qui, le matin du 23 juillet, s'est emparée de moi dès mon réveil – une colère furieuse contre les hommes qui, pensais-je, avaient voulu donner au peuple allemand un coup de poignard dans le dos, et ceci au moment où ce peuple, déjà durement éprouvé, luttait pour son existence. Puis, à mesure que mes idées s'éclaircissaient, je me rappelai certaines conversations avec des officiers appartenant aux différents services du ministère de la Guerre. Plus d'une fois, mes interlocuteurs avaient proclamé, avec une franchise louable, leur hostilité envers Hitler et le national-socialisme. Cependant, ces adversaires du régime étaient, sans exception, des patriotes qui, dans une situation aussi grave que la nôtre, ne pensaient certainement qu'au salut de l'Allemagne. J'étais, à ce moment-là, persuadé – et mon opinion n'a pas changé depuis – que, parmi les auteurs du complot, il y avait également un certain nombre de bons Allemands. Malheureusement, tous ces hommes n'étaient d'accord que sur un point : la nécessité d'écarter, de gré ou de force, Hitler de la direction de l'État. En revanche, leurs avis sur la politique à suivre après la prise du pouvoir différaient très sensiblement, surtout au sujet des moyens d'obtenir rapidement un armistice, étant donné que la situation militaire était déjà désespérée. Une fraction dont le chef était le comte Stauffenberg

voulait essayer de négocier une paix séparée avec la Russie, une autre préconisait la recherche d'une entente avec les puissances occidentales. Or, à en juger d'après une information diffusée le 25 juillet 1944 par la radio anglaise, ni les uns ni les autres n'avaient entrepris des sondages préparatoires dans ce sens, car la BBC déclara que même un nouveau gouvernement allemand – les Anglais paraissaient convaincus de la mort de Hitler – n'obtiendrait la cessation immédiate des hostilités qu'en sollicitant l'armistice simultanément des Anglo-Saxons et des Russes, et uniquement après avoir accepté le principe, fixé à la conférence de Casablanca, de la « reddition sans conditions ». On peut se demander aujourd'hui comment les conjurés, après s'être emparés du pouvoir, se seraient tirés d'une telle situation.

En somme, la révolte manquée du 20 juillet 1944 n'a eu que deux résultats : primo, l'attentat a fait d'Adolf Hitler, chef absolu de l'Allemagne et commandant suprême de la Wehrmacht, une ruine, physiquement aussi bien que moralement. Ses blessures n'étaient, certes, guère dangereuses mais un homme chargé d'une responsabilité aussi écrasante souffre bien plus d'un mal même léger qu'un individu ordinaire. Moralement, il n'a jamais surmonté le choc de cette révélation plus douloureuse que les plaies ouvertes dans sa chair : il y avait donc, au sein même de l'armée, certains officiers – et même certains clans – capables de trahir leur maître et leur cause. Sa méfiance, jusqu'alors instinctive plutôt que raisonnée, s'accrut du jour au lendemain au point de devenir une véritable obsession. De plus en plus, il se laissait aller à des réflexions désabusées, et à des actions nettement injustes envers des hommes qui ne méritaient pas d'être traités ainsi. Je sais d'ailleurs qu'il souffrait lui-même de cette sorte de phobie.

Le second résultat de l'attentat est aussi négatif que le premier : désormais, toute entente avec les Alliés pour obtenir une paix qui n'impliquerait pas la destruction du Reich est pratiquement impossible. Tout naturellement, l'attitude déjà intransigeante de nos adversaires s'est encore raidie, car ils peuvent maintenant compter sur la discorde qui divise et affaiblit l'Allemagne. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que le refus allié de tout compromis ne s'appliquait pas seulement à une Allemagne nationale-socialiste et hitlérienne, mais même aux successeurs éventuels du

Führer. Dans ces conditions, le gouvernement allemand n'avait guère la possibilité de rechercher une paix normale. Toute tentative dans ce sens eût été repoussée par les Alliés avec dédain. Et cette certitude a sans doute encore renforcé Hitler dans sa résolution de rester inflexible et rigide jusqu'à la fin.

9. Armée chargée de maintenir l'ordre en Allemagne même ainsi que dans les régions annexées – Tchécoslovaquie, Pologne, Alsace, etc. (NdT).
10. Les trois premières étant la Wehrmacht, la Kriegsmarine et la Luftwaffe (NdT).

XVII

Faire face partout

À mesure que s'aggrave la situation militaire, le domaine de mon activité s'étend. Après quelques discussions aigres-douces avec l'état-major du haut commandement de la Wehrmacht, j'obtiens enfin l'accroissement tant désiré de mes « unités spéciales ». L'unique bataillon dont je disposais jusqu'à présent devient ainsi le noyau d'une brigade de six bataillons, formés en grande partie avec les 1 800 volontaires de la division Brandebourg qui ont répondu à mon appel. D'autre part, le Führer me confie la direction de la 2e section des services secrets de l'armée (sabotage et démoralisation de l'ennemi).

Pendant quelques semaines, nous travaillons à Friedenthal comme des forcenés : réorganisation, entraînement, préparation de nouvelles opérations. Cernée de tous côtés, l'Allemagne ressemble de plus en plus à une énorme forteresse : nous devons non seulement en défendre les remparts, mais encore essayer de barrer les chemins d'approche qu'empruntent nos ennemis, tout en prévenant d'éventuelles actions de sabotage à l'intérieur. Je dois donc chercher un moyen de contribuer, avec mes « unités spéciales », à ce triple effort. Et quand, aujourd'hui, je jette un coup d'œil sur le passé, je crois pouvoir dire que nous avons livré de belles batailles.

Ainsi, vers la fin de l'été 1944, des « nageurs de combat » de la marine, accompagnés d'un détachement de mes hommes, réussissent un exploit dont ils peuvent être fiers. Les armées britanniques, sous le commandement du maréchal Montgomery, venaient de franchir la Waal – un des principaux bras du delta du Rhin – et de former, autour de Nimègue, une tête de pont qui menaçait directement notre front. Malheureusement, ils avaient pu s'emparer du pont qui enjambe le fleuve, de sorte que leurs convois arrivaient sans difficultés jusqu'à la ligne de feu. Comme les Anglais avaient installé, autour du pont, une DCA très puissante, les attaques en

piqué de nos chasseurs-bombardiers restaient infructueuses.

Averti de cette situation, je discute avec quelques experts la possibilité d'employer des nageurs de combats contre ce maudit pont. Même une destruction partielle serait déjà un succès et amènerait une diminution, tout au moins temporaire, de la pression ennemie dans ce secteur. Je sais que les techniciens de la marine avaient déjà fabriqué des « mines-torpilles » destinées à cet usage. Ces engins ont la forme et la taille d'une demi-torpille ; munis de réservoirs d'air, ils peuvent flotter à la surface, ce qui leur donne dans l'eau une assez grande maniabilité. D'après les résultats des premiers essais, l'explosion simultanée de deux de ces mines, amarrées à un pilier, produit un déplacement d'eau tellement formidable qu'aucune construction ne pourra résister.

La tête de pont anglaise s'étend, en aval et en amont de Nimègue, sur environ sept kilomètres de chaque côté. Quant à la rive gauche du fleuve, elle est entièrement occupée par l'ennemi. Une nuit, le capitaine Hellmer, qui dirigera l'opération, part tout seul à la nage pour faire une reconnaissance. Grâce à ses nageoires en caoutchouc, il avance assez rapidement, et sans trop de bruit. Afin de dissimuler la tâche claire du visage, il s'est enveloppé la tête dans un filet aux mailles serrées qui, cependant, ne gênent pas la vue. Ainsi équipé, il se dirige prudemment vers le pont, choisit le pilier qu'il se propose de faire sauter et l'examine minutieusement. Il faut que, le moment venu, chaque homme sache exactement quels mouvements il devra exécuter. Au-dessus de lui, les chars Churchill roulent vers le front. Le vacarme des moteurs et des chenilles sera un facteur important pour la réussite de l'entreprise ; on peut espérer qu'il couvrira tout bruit suspect venant de l'eau. D'ailleurs, les sentinelles de garde ne doivent guère songer à scruter la surface du fleuve. Comment un danger viendrait-il de ce côté, puisque l'armée anglaise occupe le terrain sur plusieurs kilomètres en amont et en aval ? Silencieusement, Hellmer se laisse porter par le courant, passe entre les positions ennemies sur les deux rives et rejoint finalement nos lignes.

Quelques jours plus tard, la météo nous promet une nuit particulièrement sombre, peut-être même pluvieuse. Juste le temps qu'il faut pour une entreprise pareille. La mise à l'eau des lourdes mines-torpilles est un rude

travail, d'autant plus que l'artillerie anglaise nous gratifie de quelques obus bien ajustés. Nous avons ainsi quelques blessés parmi les hommes chargés de cette manœuvre. Enfin, ça y est : les gros demi-cylindres flottent près du rivage. Les douze volontaires s'apprêtent et, prenant les torpilles entre eux – trois hommes de chaque côté –, disparaissent dans la nuit, emportés par le courant. Bientôt, la silhouette massive du pont surgit de l'obscurité. Déjà, ils entendent le bruit incessant des camions et des chars qui passent d'une rive à l'autre. Puis ils sont sous le tablier du pont. Rapidement, ils amènent les deux mines contre le pilier choisi, l'une à droite, l'autre à gauche, et ouvrent les valves des réservoirs, pendant que deux spécialistes enlèvent le coupe-circuit des détonateurs à retardement. À présent, les deux engins, inoffensifs jusqu'alors, sont dangereux. Lentement, les énormes « cigares » s'enfoncent dans les flots, le long du soubassement, pendant que les hommes s'éloignent, nageant de toutes leurs forces. Cinq minutes plus tard, une formidable explosion déchire l'atmosphère. Les mines ont fait leur œuvre, le pilier s'écroule, entraînant dans sa chute la partie centrale du tablier. Presque aussitôt, les deux rives du fleuve s'animent. Les Anglais commencent à tirer, d'abord au hasard, puis avec une précision de plus en plus malsaine, car, à présent, les premières lueurs de l'aube leur permettent de distinguer les têtes des nageurs. Au bout de quelques minutes, une rafale de mitrailleuse atteint un de nos hommes. Ses camarades l'entourent, le soutiennent. À plusieurs reprises, des balles arrivent entre les nageurs ; par miracle, deux d'entre eux seulement sont blessés, assez légèrement d'ailleurs. Enfin, le groupe parvient à rejoindre au complet nos positions sur la rive droite, à quelque 10 km en aval du pont. À bout de forces, les hommes valides reprennent pied sur la berge, traînant entre eux les trois blessés.

L'opération a donc parfaitement réussi, mais il est certain que, désormais, l'ennemi sera sur ses gardes, et qu'une répétition de ce coup d'audace sera sinon impossible, tout au moins bien plus difficile.

***

Au début de l'automne 1944, je procède, avec un de mes bataillons, à un exercice assez particulier. Nous avons convenu avec le directeur d'une usine d'armements, située près de Friedenthal, que tel jour, plusieurs

groupes tenteraient de s'introduire dans l'usine et de la paralyser – en somme, le simulacre d'une attaque par des saboteurs ennemis.

À notre étonnement, l'exercice réussit très bien – trop bien, dirais-je. Une vingtaine d'hommes, munis de faux jetons d'identité, pénètrent dans les ateliers et peuvent ensuite, en vingt minutes seulement et sans attirer l'attention des ouvriers, placer des charges d'explosifs – symboliques, bien entendu – aux endroits les plus importants et les plus vulnérables de l'usine. Il existe bien, dans cette entreprise comme dans toutes celles qui travaillent pour la défense nationale, un « détachement de protection », mais j'ai nettement l'impression que ce détachement ne protège rien du tout. Le lendemain, la direction adresse un long rapport au ministère, et je suppose que les détachements de protection des usines d'armement ont dû recevoir par la suite des instructions nouvelles et plus sévères. Pour ma part, le résultat déconcertant de notre exercice m'apporte cependant une certitude : nos adversaires directs, c'est-à-dire les services secrets alliés et, notamment, ceux qui sont chargés du sabotage en Allemagne, ne doivent guère être plus forts que nous ; autrement, les sabotages dans nos usines seraient infiniment plus fréquents. Ce ne sont certainement pas les détachements de protection qui feraient avorter une tentative entreprise par une poignée d'hommes décidés.

***

Vers la même époque, le front de l'Est réclame l'intervention de mes unités spéciales. Aux derniers jours du mois d'août, un télégramme urgent me convoque au GQG du Führer. Dès mon arrivée, le général Jodl m'adresse à deux officiers de son état-major qui m'apprennent la raison de cet appel.

Peu de temps après l'écroulement, en juin 1944, du secteur central du front de l'Est, un « commando de reconnaissance » – c'est-à-dire un des détachements que le service de contre-espionnage affecte à chaque armée – avait reçu, d'un agent russe qui depuis le début de la guerre travaille pour nous loin derrière les lignes ennemies, le message radio suivant :

« Dans une grande forêt au nord de Minsk se cachent des unités allemandes qui, jusqu'à présent, ne se sont pas encore rendues. »

Plusieurs soldats qui, après avoir erré pendant des semaines dans les

régions reprises par les Russes, étaient parvenus à rejoindre notre front avaient, eux aussi, entendu parler de ces troupes encerclées. Puis notre agent avait traversé la ligne de feu et s'était présenté à ce commando de reconnaissance afin de compléter son premier rapport. D'après ses déclarations, quelque deux mille hommes, sous le commandement d'un lieutenant-colonel du nom de Scherhorn, se trouvaient dans une région dont il pouvait indiquer vaguement les limites. Aussitôt, le commando de reconnaissance avait essayé d'établir une liaison par radio avec ce groupe perdu, mais, jusqu'à présent, tous ses efforts étaient restés vains. Or, le commandement suprême de la Wehrmacht était décidé à faire l'impossible afin de retrouver le groupe Scherhorn et de le ramener dans nos lignes. Bien entendu, on avait songé à faire appel à mes « unités spéciales ».

– Êtes-vous en mesure de vous charger de cette mission ? me demandent les deux officiers.

Pour une fois, je peux à bon escient répondre affirmativement. Je sais que les officiers et les hommes qualifiés pour une entreprise de ce genre – c'est-à-dire surtout des Baltes – seront heureux d'avoir l'occasion de venir au secours de leurs camarades perdus au milieu de la marée russe. Le soir même, je reprends l'avion et, dès mon retour à Friedenthal, nous nous mettons au travail. En quelques jours, nous élaborons un plan qui reçoit le nom d'opération Braconnier. Puis nous nous occupons des innombrables problèmes de détail que pose une telle opération. Notre projet prévoit la formation de quatre groupes, composés chacun de deux soldats allemands et de trois Russes. Les hommes seront armés de pistolets-mitrailleurs russes, ils emporteront des vivres pour quatre semaines ; en outre, chaque détachement sera équipé d'une tente et, surtout, d'un poste émetteur portatif. De toute évidence, il faudra que nos volontaires soient déguisés en soldats russes. Nous nous procurons donc tous les papiers, permis, etc. nécessaires. Dès à présent, les hommes commencent à s'habituer aux cigarettes russes, et chacun d'eux doit avoir dans son sac quelques biscottes noires et des conserves de l'armée soviétique, ne serait-ce que pour pouvoir les montrer. Tous passent entre les mains du coiffeur qui les tond presque à ras, suivant la mode militaire russe, et, pendant les derniers jours avant le départ, ils doivent renoncer à tout excès de propreté, ainsi qu'au rasoir.

Deux de ces groupes vont sauter en parachute quelque part à l'est de Minsk, à peu près entre les villes de Borisov et de Cervenj, et se dirigeront vers l'ouest afin d'explorer les immenses forêts de cette région. Au cas où ils ne réussiraient pas à retrouver le groupe Scherhorn, ils devront essayer de regagner nos lignes. Les groupes n° 3 et 4 seront déposés entre Dzerjinsk et Witeja ; ils se dirigeront vers Minsk, en fouillant un secteur demi-circulaire dont le pivot serait justement cette dernière ville. Eux aussi devront, au cas où leurs recherches resteraient infructueuses, tenter de rejoindre les lignes allemandes.

Nous nous rendons parfaitement compte que ce plan ne pourra servir que de base théorique. En fait, nous sommes bien obligés de laisser à chaque groupe une certaine liberté d'action ; comme nous ne pouvons leur donner aucune précision, ils seront forcés de se fier essentiellement à leur flair et d'agir suivant la situation. Nous comptons sur la liaison par radio qui nous permettra de leur faire parvenir, le cas échéant, de nouvelles instructions. Pour l'instant, nous avons l'intention, dès que l'un de nos détachements aura trouvé le groupe Scherhorn, de faire construire une piste permettant l'atterrissage et le décollage d'avions de transports qui, peu à peu, ramèneront les soldats.

À la fin du mois d'août, le premier détachement, commandé par l'adjudant P., s'envole à bord d'un Henkel 111 de la 200e escadrille. Avec une impatience fébrile, nous attendons le retour de l'avion car, à cette époque-là, l'appareil doit s'enfoncer de plus de 500 km dans les territoires occupés par l'ennemi avant d'atteindre le point fixé pour le parachutage. (Le front suivait alors le cours de la Vistule.) Comme un tel vol ne peut être entrepris que de nuit, aucun chasseur n'a pu accompagner le gros et lent avion de transport. Heureusement, nous apprenons encore avant l'aube le retour de l'appareil. La même nuit, le « commando de reconnaissance » réussit à établir la liaison radiophonique avec le détachement P.

– Mauvais atterrissage, annoncent nos hommes. Essayons de nous regrouper. Sommes sous le feu de plusieurs mitrailleuses…

Le message s'arrête là. Probablement, le détachement a été obligé de s'enfuir, en abandonnant le poste émetteur. Nuit après nuit, notre radio guette le moindre grésillement dans ses écouteurs. Rien – plus aucune

nouvelle du détachement P. Un mauvais début !

Au début de septembre, le second détachement, sous le commandement de l'aspirant S., s'envole pour la grande aventure. Le pilote déclare, à son retour, que les hommes ont sauté à l'endroit prévu et sont bien arrivés au sol. Cependant, quatre jours et quatre nuits se passent sans que nous recevions de moindre message. Déjà, nous craignons le pire. Ce silence ne peut s'expliquer que par une catastrophe. Enfin, la cinquième nuit, notre radio qui lance inlassablement l'indicatif convenu capte une réponse. D'abord, le mot de passe, puis le signal secret qui indique que nos hommes parlent librement (une précaution indispensable : l'absence de ce signal nous avertirait que nos soldats sont prisonniers et parlent sous la menace d'un revolver russe). Et alors, vient la grande nouvelle : le groupe Scherhorn existe, l'aspirant S. a réussi à le retrouver ! La nuit suivante, le lieutenant-colonel Scherhorn nous exprime personnellement sa gratitude en quelques mots très simples, mais où perce son émotion. Quelle belle récompense pour nos efforts et nos angoisses !

Vingt-quatre heures plus tard, a lieu le départ du troisième détachement, conduit par le sous-officier M. Nous ne saurons jamais ce que ces cinq hommes sont devenus. Nuit après nuit, nous mettons notre poste à leur longueur d'ondes, appelons leur indicatif… pendant des semaines, des mois… en vain, aucune réponse ne nous parvient. Le détachement M. a disparu dans l'immensité russe.

Encore vingt-quatre heures plus tard, nous lançons le quatrième détachement, commandé par l'adjudant R. Pendant les quatre premiers jours, ils nous appellent assez régulièrement. Après avoir atterri, ils se sont mis en marche vers Minsk. Ils ne peuvent cependant garder cette direction car, sans cesse, ils doivent éviter les patrouilles de la police militaire russe. De temps en temps, ils rencontrent des déserteurs qui les prennent pour des compagnons d'infortune. En général, l'attitude de la population, dans cette partie de la Russie blanche, est amicale. Puis, brusquement, le cinquième jour, la liaison avec ce détachement est interrompue. Nous n'avons même pas eu le temps de lui indiquer l'endroit précis où se trouve le groupe Scherhorn. L'attente angoissée recommence – elle se prolonge, elle est intolérable. Chaque matin, Fölkersam m'annonce tristement : « Aucune

nouvelle des détachements R., M. et P. » Enfin, au bout de trois semaines, nous recevons d'une unité stationnée quelque part à la frontière lituanienne un message téléphonique : « Le détachement R. a rejoint nos lignes sans avoir perdu un seul homme. »

Bien entendu, le rapport de l'adjudant R. intéresse au plus haut point nos services de renseignement. Très rares sont, en effet, les Allemands qui ont eu l'occasion de parcourir les régions situées derrière les lignes russes. R. est surtout impressionné par la façon impitoyable dont le commandement soviétique applique le principe de la guerre totale. Toutes les forces sont mobilisées ; en cas de besoin, on fait même appel aux femmes et aux enfants. Si les moyens de transport font défaut, c'est la population civile qui roule, sur des kilomètres et des kilomètres, les fûts d'essence jusqu'à la ligne de feu, puis qui forme une chaîne pour passer, à bout de bras, les obus jusqu'aux positions d'artillerie. Incontestablement, nous avons encore beaucoup à apprendre des Russes.

Déguisé en lieutenant de l'armée rouge, l'adjudant R. avait poussé l'audace jusqu'à pénétrer dans une cantine d'officiers et se faire inviter à dîner. Grâce à sa connaissance parfaite du russe, ses hôtes n'avaient jamais soupçonné sa véritable identité. Quelques jours plus tard, il avait regagné nos lignes, ramenant son détachement au complet.

À présent, il s'agit pour nous de satisfaire les besoins les plus urgents du groupe Scherhorn qui, isolé depuis plus de trois mois, manque littéralement de tout. Scherhorn réclame d'abord du matériel sanitaire, des médicaments et un médecin. Le premier médecin qui saute en parachute au-dessus d'une prairie mal éclairée se casse les deux pieds en arrivant au sol et meurt quelques jours plus tard. Son remplaçant a plus de chance, il arrive sain et sauf. Puis nous commençons à lancer du ravitaillement et des munitions pour les armes légères. Par suite des longues privations, l'état de santé des soldats est si mauvais que, pour l'instant, il ne faut pas songer à donner à Scherhorn l'ordre de se mettre en route.

Toutes les deux ou trois nuits, la 200^{e} escadrille envoie plusieurs appareils pour ravitailler le camp retranché. Malheureusement, les parachutages manquent de précision ; souvent, les précieux sacs tombent dans des endroits inaccessibles ou restent introuvables au milieu des fourrés, de sorte

qu'il faut sans cesse recommencer. Entre-temps, j'élabore un plan de sauvetage avec les techniciens de l'escadrille. Nous prévoyons la construction d'une piste près des positions de Scherhorn. Ensuite, nous allons mettre à profit les nuits particulièrement sombres du mois d'octobre pour évacuer, par la voie des airs, d'abord les blessés et malades, ensuite les hommes valides.

Nous envoyons donc à Scherhorn un spécialiste de l'installation rapide d'aérodromes provisoires. Mais les travaux ont à peine commencé que les Russes s'en aperçoivent et, par des attaques incessantes, rendent la construction de la piste impossible. Nous devons donc chercher un autre moyen. Après avoir conféré, par radio, avec Scherhorn, nous décidons que ses troupes quitteront le camp retranché et se dirigeront vers le nord, pour atteindre, à quelque 250 km de là, une région parsemée de lacs, près de l'ancienne frontière russo-lituanienne, aux environs de Dünaburg[11]. Ces lacs sont pris par le gel dès le début du mois de décembre. Aussitôt que la glace sera suffisamment épaisse, elle servira de piste d'atterrissage et d'envol.

Afin de faciliter la progression d'un groupe aussi important à travers des territoires occupés par l'ennemi, Scherhorn divise ses troupes en deux colonnes de marche. La première qui se dirigera droit vers le nord, sera précédée d'un détachement de reconnaissance commandé par mon aspirant S. La seconde, sous le commandement de Scherhorn lui-même, suivra une route parallèle, mais plus au sud. À présent, il s'agit de leur faire parvenir des vêtements chauds et des centaines de menus objets d'équipement. Multiplié par 2 000, cela fait un volume considérable qui nécessite de nombreux parachutages. Nous leur envoyons également neuf postes de radio et du personnel russe, afin qu'en cas de dispersion des troupes, chaque groupe puisse rester en liaison avec les autres et avec nous.

Vers le 15 novembre 1944, tout est enfin prêt et les deux colonnes se mettent en marche, à pied, car les rares chariots russes doivent être réserves au transport des blessés et des malades. Leur progression est bien plus lente que nous ne l'avions escompté. La moyenne journalière varie de 8 à 12 km. À plusieurs reprises, Scherhorn est obligé d'intercaler des journées de repos, de sorte que les colonnes ne fournissent qu'une quarantaine de kilomètres par semaine. D'autre part, les messages parlent sans cesse de

rencontres sanglantes avec des patrouilles de la police russe, le nombre des morts et des blessés s'accroît ainsi de jour en jour. Peu à peu, tous ceux d'entre nous qui connaissent la Russie perdent courage. Les chances du groupe Scherhorn de rentrer en Allemagne sont minimes, affreusement minimes.

Si le trajet que doivent parcourir les avions ravitailleurs se raccourcit, en revanche, le repérage des lieux de parachutage devient de plus en plus difficile. Par radio, nous convenons d'un endroit précisé sur la carte qui sera alors, tel jour et telle heure, marqué par des signaux. Malgré ces précautions, un nombre incalculable de colis a dû tomber entre les mains de la police russe qui, il faut bien le dire, est à la hauteur de sa tâche. Pourtant, ce n'est pas encore là notre plus grand souci. D'une semaine à l'autre, les quantités d'essence attribuées à la 200e escadrille diminuent, alors que nos besoins restent constants. De temps en temps, je réussis à arracher au service des carburants une attribution exceptionnelle de quatre ou cinq tonnes, en insistant sur l'urgence des secours à envoyer, mais chaque nouvelle demande se heurte à des difficultés accrues. Malgré les appels désespérés de Scherhorn, nous sommes forcés de restreindre le nombre déjà si modeste des vols de ravitaillement. Je suppose que Scherhorn et ses camarades, luttant pied à pied dans des conditions effroyables, n'ont guère de compréhension pour nos problèmes. J'essaie donc de maintenir leur moral, leur foi en notre volonté de les aider dans toute la mesure de nos moyens, en leur adressant chaque jour des messages où je m'efforce de paraître optimiste.

En février 1945, je commande moi-même une division sur le front de l'Est. Tout en repoussant chaque jour des attaques furieuses, je m'efforce de poursuivre nos « missions spéciales ». Les messages qui nous parviennent encore régulièrement des colonnes Scherhorn sont de plus en plus désespérés : « Envoyez du ravitaillement… Aidez-nous… Ne nous oubliez pas. » Une seule bonne nouvelle : Scherhorn vient de rencontrer le détachement P., le premier des quatre que nous avions envoyés, et qui était, depuis le mois d'août, considéré comme perdu. Mais à part cela, la lecture de ces conversations nocturnes représente pour moi une véritable torture. À présent, nous arrivons à peine à faire partir un avion de secours par

semaine. Le trajet aller-retour dépasse 800 km. Même les quantités que nous pouvons expédier diminuent tragiquement. Nuit et jour, je me creuse la cervelle pour trouver un moyen d'aider ces hommes qui ne veulent pas abandonner la lutte. Mais comment faire ?

Vers la fin du mois de février, les attributions d'essence cessent tout à fait. Je pourrais crever de rage en pensant aux énormes quantités d'essence que raflent les troupes ennemies au cours de leur avance continuelle. Sur chaque aérodrome du Warthegau[12] que les Russes viennent d'occuper sont entreposées des centaines de tonnes d'essence pour avions.

Le 27 février, l'aspirant S. nous envoie le message suivant :

– Suis arrivé, avec détachement de reconnaissance, dans la région des lacs. Allons mourir de faim si ne recevons pas rapidement des vivres. Pouvez-vous venir nous chercher ?

Puis, à mesure que les émissions faiblissent, les appels se font plus pressants. Et nous sommes impuissants. À la fin, S. mendie seulement un peu d'essence afin de pouvoir recharger les accus du poste de radio.

– Je ne demande plus qu'une chose… pouvoir maintenir la liaison avec vous… pouvoir vous entendre…

La débâcle, et aussi l'invraisemblable pagaille qui règne dans certains services sont finalement plus fortes que nous. À présent il ne faut plus songer à ravitailler ces malheureux, et encore moins à aller les chercher.

Pourtant, nos opérateurs restent nuit après nuit devant leurs appareils, les écouteurs aux oreilles, et cela malgré nos retraites successives et souvent précipitées. De temps en temps, ils parviennent à rétablir la liaison avec tel ou tel groupe des colonnes Scherhorn. Parfois, nous recevons encore un appel désespéré – puis, à partir du 8 mai, plus rien ne rompt le silence. Scherhorn ne répond plus. L'opération Braconnier a échoué.

***

Vers la fin du mois d'août, une nouvelle catastrophe se prépare sur le front de l'Est. Tout le groupe d'armées qui tenait le secteur méridional – la Bessarabie et la Roumanie – semble avoir été submergé et littéralement englouti par l'irrésistible avance de la marée soviétique. Anxieusement, d'après les renseignements plutôt vagues des communiqués, nous suivons sur la carte la progression continuelle des divisions russes à travers la

Roumanie. Que vont devenir, dans cet effondrement, les nombreuses colonies allemandes installées depuis des siècles dans ce pays ?

Alors, au début du mois de septembre, je reçois du GQG du Führer l'ordre suivant :

– Former immédiatement deux pelotons pour opération à exécuter sans délai. Avions nécessaires au transport sont prêts. Tâches du commando : barrer, dans la mesure du possible, les cols des Carpates méridionales, pousser des pointes de reconnaissance dans les régions déjà occupées par l'ennemi. Entraver les communications russes, aider à organiser et à accélérer l'évacuation des populations de race allemande.

Nous voilà, une fois de plus, chargés d'une mission décidée précipitamment, au dernier moment, alors que, le plus souvent, le succès d'une action de commando dépend essentiellement de sa longue et minutieuse préparation. Tant pis, nous ferons pour le mieux. Le sous-lieutenant G. me paraît tout indiqué pour commander le détachement qui se composera de quelques éléments de choc, de plusieurs sous-officiers du génie et d'une dizaine de soldats choisis pour leur connaissance de la langue roumaine. Avec une hâte fébrile, nous rassemblons l'équipement nécessaire, puis c'est le départ dans l'inconnu. C'est d'ailleurs exactement le terme qu'il faut employer, car la situation militaire change chaque jour. Heureusement, nous avons eu l'idée d'envoyer en éclaireur un avion de reconnaissance au-dessus de la région que nous indique l'ordre du GQG. Ainsi, nous apprenons à la dernière minute que l'aérodrome de Temesvar[13] où notre détachement doit atterrir est déjà occupé par l'ennemi. Les avions de transport se posent donc sur un terrain de secours, édifié par le corps d'armées Phleps.

À peine débarqué, le détachement se divise en quatre groupes de combat qui réussissent à atteindre les cols des Carpates. À ce moment-là, on ne peut plus parler d'un front allemand dans ce secteur : nos troupes sont en pleine déroute, l'initiative appartient uniquement aux Russes qui ne cessent d'avancer. Pourtant, nos hommes parviennent pendant plusieurs jours à ralentir le passage de l'ennemi, par certains cols des Carpates, et à aider plusieurs groupes de civils allemands – des hommes et des femmes désespérés qui fuient éperdument. Bientôt cependant, nos commandos sont

forcés, eux aussi, de battre en retraite. Le lieutenant G. et les hommes de son groupe, déguisés en soldats roumains, entrent avec les troupes russes à Kronstadt. Ils ont même fixé des fleurs aux canons de leurs mitraillettes, afin de « fêter l'avance victorieuse de l'armée rouge ». Mais la chance qui leur a souri jusqu'alors les abandonne ; comme ils essaient de se glisser jusqu'aux premières lignes soviétiques, ils sont reconnus. Les Russes, après les avoir assommés à coups de crosse, les déshabillent presque entièrement, puis, sans même un simulacre de procès, ils les rangent sur la crête d'une colline afin de les passer par les armes. Au dernier instant, G. bondit et s'enfuit. Après une course haletante de plusieurs kilomètres, le pied droit traversé par une balle, il parvient à se cacher dans un marécage. La nuit suivante, il arrive, sous le couvert de l'obscurité, à regagner nos lignes que le commandement vient de rétablir tant bien que mal. Grâce à ses observations des mouvements ennemis, nos troupes réussissent, quelques jours plus tard, à sauver de l'encerclement total une division allemande qui lutte encore dans la région de Gyergyoti.

Quant aux trois autres détachements, ils reviennent après avoir subi des pertes légères, et rapportent des informations précieuses sur les effectifs et les préparatifs des Russes.

***

Ce sont des opérations de ce genre-là qui me plaisent le mieux. Souvent, quelques groupes peu nombreux, mais composés uniquement d'hommes résolus, peuvent ainsi obtenir des résultats presque incroyables. Malheureusement, le succès de cette dernière entreprise n'est qu'un faible rayon de soleil dans un tableau sombre et angoissant. Un fait rapporté par un de mes sous-officiers, chef d'un des détachements de G., éclaire d'un jour particulièrement sinistre la situation déjà si alarmante : en Roumanie, au-delà des Carpates, ce détachement avait rencontré une unité, forte de peut-être 2 000 hommes, d'artillerie antiaérienne. Ces troupes, parfaitement équipées et encore en possession de tous leurs canons – des armes très modernes, à tir rapide – s'étaient arrêtées dans un vallon, en bordure d'une grande route, et, ne sachant que faire, elles attendaient – en somme, elles se rendaient déjà avant l'arrivée des Russes. Sur ces 2 000 hommes, 300 seulement s'étaient joints à notre détachement et avaient ainsi réussi à

regagner nos lignes. Les autres avaient préféré rester là – bêtement, passivement, n'ayant même plus assez de volonté pour essayer au moins de se frayer un chemin jusqu'aux régions encore en notre possession. Ils ont dû se rendre aux premières patrouilles soviétiques – 1 700 hommes, disposant d'un armement redoutable, mais ne trouvant plus la force de s'en servir. Et cette histoire lamentable s'est sans doute produite des dizaines, des centaines de fois sur le front de l'Est. Fallait-il en conclure que le moral du soldat allemand était miné, que nos troupes ne croyaient plus à la possibilité d'une victoire finale ? Ou s'agissait-il simplement d'une manifestation de cette « psychose des Russes » qu'on avait observée parfois dans les secteurs les plus éprouvés du front de l'Est – c'est-à-dire d'un phénomène exceptionnel, provoqué par un excès de fatigue physique et nerveuse ? À cette époque-là, j'espère encore ardemment que ce n'est que cela, quoique je ne puisse me défendre d'un sourd malaise.

11. En français Daugavpils (Lettonie).
12. Région comprise entre l'Oder et un de ses principaux affluents, la Warthe, en Prusse-Occidentale (NdT).
13. En français Timişoara (Roumanie).

XVIII

Sinistre crépuscule

Le 10 septembre 1944, alors que je suis occupé, à Friedenthal, à réorganiser mes bataillons pour les transformer en une troupe homogène, prête à entreprendre n'importe quelle opération, je reçois une convocation au GQG du Führer. À présent, la « Brèche aux Loups » n'est plus très loin des premières lignes, le front se trouve à quelque dix kilomètres seulement à l'Est. Il a donc fallu transformer l'aménagement de cette véritable agglomération que constitue le quartier général. On vient de terminer le nouvel abri principal – le « Führerbunker » –, un énorme bloc de béton armé, à la voûte épaisse de sept mètres. Comme il n'y a pas une seule fenêtre, on a installé un système d'aération très complexe qui fonctionne d'ailleurs assez mal, de sorte que le séjour dans le bunker est plutôt pénible, car le béton, pas encore complètement sec, dégage des émanations irritantes.

En revanche, la grande baraque centrale paraît bien plus accueillante avec ses larges baies, ses pièces claires et ordonnées. C'est là que se tiennent chaque jour, à 14 heures et à 22 heures, les conférences militaires, appelées brièvement les « situations », au cours desquelles sont prises les décisions essentielles. Dès mon arrivée, vers 10 heures du matin, le général Jodl m'informe que j'assisterai, pendant plusieurs jours, à ces délibérations ou, plus exactement, aux discussions relatives à la partie méridionale du front de l'Est. Le haut commandement a, paraît-il, l'intention de me confier une mission extrêmement importante dans ce secteur.

Quoique je participe donc seulement aux conférences concernant une partie du front, je peux rapidement me rendre compte de l'enchevêtrement angoissant des pouvoirs militaires. Le « haut commandement de l'armée » ne commande en réalité que sur le front de l'Est, quant aux autres fronts, y compris celui des Balkans, ils relèvent directement de « l'état-major des opérations de la Wehrmacht ». De plus, la marine et la Luftwaffe envoient

des officiers appartenant à leurs états-majors respectifs pour faire des rapports quotidiens. Au-dessus de ces différents services, Adolf Hitler représente à lui tout seul l'organisme de coordination, surtout depuis qu'il a pris le commandement suprême de toutes les forces armées.

Charge écrasante, peut-être surhumaine, même pour un surhomme.

Introduit dans la grande salle de la baraque centrale, j'ai à peine le temps de me présenter aux nombreux généraux et officiers d'état-major qu'un bref commandement nous fige au garde-à-vous. Suivi du maréchal Keitel et du général Jodl, le Führer fait son entrée.

Effrayé, pour ne pas dire épouvanté, je considère cet homme, si différent de celui dont ma mémoire a gardé fidèlement le souvenir. Effroi d'autant plus grand que notre première rencontre date seulement de l'automne dernier – pas même une année. Je vois s'avancer un homme infiniment las, voûté, terriblement vieilli ; même sa voix profonde, si vibrante autrefois, paraît fatiguée. Souffrirait-il d'un mal sournois qui le mine ? Sa main gauche tremble si violemment qu'il est obligé de la tenir dans la droite. Est-ce une conséquence de l'attentat du 20 juillet ? Ou le Führer s'est-il tout simplement effondré sous le poids terrible des responsabilités dont il s'est chargé et qu'il porte pratiquement seul depuis des années ? Je ne puis m'empêcher de me demander comment ce vieillard peut encore trouver l'énergie nécessaire à l'accomplissement de sa tâche.

Adolf Hitler tend la main à quelques-uns des officiers qui se tiennent près de la porte, m'adresse quelques paroles aimables, puis il demande à entendre les rapports. Deux sténographes ont pris place à un bout de la table centrale. Tous les officiers restent debout ; pour le Führer, un petit escabeau est placé derrière la table, mais il ne s'assoit que de temps en temps, pour quelques minutes. Devant lui se trouvent plusieurs crayons de couleur et ses lunettes.

Le général Jodl expose la situation. Nous suivons facilement ses explications sur l'immense carte qui couvre la table. Des numéros de divisions, de corps d'armée, de régiments blindés défilent interminablement. Ici, les Russes ont attaqué, mais nous avons pu les repousser. Là, ils ont réussi à creuser une profonde poche, qu'on s'efforce de réduire par des contre-attaques. Je suis stupéfait de voir combien de

détails le Führer connaît par cœur – le nombre des chars disponibles à tel ou tel endroit, les réserves de carburant, l'importance des renforts acheminés, etc. Sans cesse, il cite de nouveaux chiffres, ordonne des mouvements de troupes à l'aide de la carte. La situation est grave. À présent, à part quelques saillants, le front suit à peu près la frontière entre la Hongrie et la Roumanie. Averti par mon expérience personnelle, je me pose des questions angoissantes : les divisions qu'on vient de nommer sont-elles encore en mesure de combattre ? Dans quel état se trouvent leur artillerie, leur parc de véhicules ? Combien de chars, de canons d'assaut ont été détruits ou perdus depuis le moment où elles ont envoyé les rapports sur lesquels on se fonde en ce moment ?

– Aujourd'hui, on n'a guère pris de décisions vraiment importantes, chuchotent près de moi quelques officiers d'état-major.

Ces paroles me rappellent qu'ici, au sommet de la hiérarchie militaire, on ne calcule qu'en armées et en groupes d'armées.

Quand arrive le tour du représentant de la Luftwaffe de faire son rapport, j'ai l'impression que quelque chose cloche. Le Führer se redresse et, d'un ton sec, demande à l'officier de s'exprimer de façon plus précise. On dirait que la Luftwaffe, autrefois tant chérie, n'a plus la cote en amour ! En effet, l'exposé de l'officier paraît singulièrement terne, dépourvu de chaleur. D'un geste bref, le Führer l'interrompt et se détourne. Le général Jodl me fait signe de sortir, car on va examiner maintenant la situation sur les autres fronts.

Dans l'antichambre, je m'attarde à bavarder avec quelques jeunes officiers de l'état-major général. Tout en sirotant le vermouth que servent les ordonnances, nous parlons du front de l'Est. À Varsovie, l'armée secrète de la résistance polonaise vient de déclencher l'insurrection ; dans toute la ville se déroulent des combats meurtriers. Plus au sud, la situation est encore plus mauvaise ; les nouvelles de ce secteur sont franchement catastrophiques.

– Nous ne pouvons vraiment pas dire tout cela au Führer, déclare un de mes interlocuteurs. Il va falloir trouver un moyen de nous sortir de ce pétrin sans qu'il le sache.

Trois jours plus tard, on oublie de me faire sortir avant l'examen de la

situation des autres fronts. L'officier chargé du rapport ne peut plus passer sous silence la véritable catastrophe qui s'est produite dans ce secteur. Hitler qui vient de s'asseoir se dresse d'un bond.

– Pourquoi ne m'en a-t-on pas informé plus tôt ? hurle-t-il, lançant ses crayons sur la table avec tant de violence qu'ils roulent et tombent par terre.

Gênés, tous se taisent, pendant que le Führer donne libre cours à sa colère, prenant à partie tour à tour le général Jodl, le haut commandement de l'armée, la Luftwaffe. Quant à moi, je cherche à me faire tout petit, tout au moins dans la mesure où cela m'est possible. J'éprouve une sensation pénible, je voudrais bien être ailleurs. Faut-il vraiment que les responsables reçoivent ce « savon » devant une assistance aussi nombreuse ? Brusquement, Hitler se calme et se tourne vers un autre général pour lui poser des questions précises :

– Disposons-nous encore de réserves dans ce secteur ? Sera-t-il possible de leur faire parvenir à temps un train de munitions ? Y a-t-il à proximité une unité lourde du génie ?

Alors commence le travail difficile et délicat du rafistolage. En faisant appel à toutes les réserves, on arrive à mettre au point les premières mesures, destinées à parer au plus pressé ; cette fois encore, les choses vont peut-être s'arranger, tant bien que mal.

Au cours de l'après-midi, je rencontre plusieurs officiers que j'ai connus autrefois. Tous sont pessimistes ; le fait est que les nouvelles sont loin d'être réjouissantes. Un seul rayon de soleil dans ce tableau crépusculaire : alors que, quelque peu désemparé, j'erre dans les sentiers du jardin, je me trouve nez à nez avec l'aviatrice Hanna Reitsch. Elle m'apprend qu'elle vient d'amener au GQG le chevalier von Greim, un des principaux généraux de la Luftwaffe, et m'invite à leur baraque. Vers minuit, après la « situation » du soir, je cherche à tâtons mon chemin jusqu'au « pavillon » réservé aux hôtes de marque. Dans une grande pièce, sorte de living-room, Hanna me présente au chevalier von Greim – un visage fin et sympathique, aux traits accusés, que soulignent encore les cheveux d'un blanc de neige. Tout de suite, notre conversation, abandonnant les banalités conventionnelles, s'oriente vers deux sujets brûlants qui, d'ailleurs, n'en font qu'un : la guerre, et la Luftwaffe. Je suis stupéfait par le mordant dont ce général fait

encore preuve dans les circonstances présentes. Il m'explique la raison de sa convocation au GQG : le Führer veut retirer le commandement de la Luftwaffe au maréchal Göring et nommer von Greim à sa place. Mais Göring tient à garder la haute main sur la direction du personnel, alors que von Greim réclame des pouvoirs absolus. Actuellement, la question est en suspens, Hitler n'a pas encore pris de décision. Avec une violence extraordinaire, le chevalier critique l'état-major de la Luftwaffe et, surtout, Göring.

– La Luftwaffe s'est reposée sur les lauriers, mérités, j'en conviens, des années 1939-1940, sans songer à préparer l'avenir. Les paroles prononcées par Göring – notre aviation est la meilleure, la plus rapide et la plus courageuse du monde –, ces paroles ne suffisent pas pour remporter la victoire finale, déclare von Greim amèrement.

Puis il brosse un tableau pessimiste de notre situation aérienne. Je ne me souviens plus, aujourd'hui, de tous les détails ; par contre, je me rappelle encore que le général voit quand même un espoir, à vrai dire le seul : les nouveaux chasseurs à réaction vont enfin entrer en service. Peut-être pourrons-nous, grâce à ces appareils, repousser les attaques incessantes des bombardiers alliés et regagner, tout au moins en partie, la suprématie aérienne. Je me demande cependant si, avec un peu de bonne volonté, on n'aurait pas pu mettre ces avions à la disposition de nos pilotes beaucoup plus tôt. Je sais que l'étude de cet appareil avait été terminée dès 1942. Serait-ce encore, dans l'histoire de cette guerre, un des nombreux chapitres qu'il faudrait intituler : Trop tard ?

XIX

J’interviens en Hongrie

Trois jours plus tard, après la « situation » du soir, le Führer me fait signe de rester. Il retient également le maréchal Keitel, le général Jodl, Ribbentrop et Himmler qui, exceptionnellement, est présent ce jour-là. Nous nous installons dans des fauteuils, autour d’une petite table, et Adolf Hitler résume en quelques phrases les derniers événements du secteur sud-est. Le front qu’on vient seulement de stabiliser le long de la frontière hongroise doit être tenu à tout prix, car dans cet immense saillant se trouve un million de soldats allemands qui, en cas d’effondrement soudain, seraient inévitablement faits prisonniers.

– Or, continue le Führer, nous avons reçu des rapports confidentiels d’après lesquels le régent de Hongrie, l’amiral Horthy, essaie d’établir des contacts avec l’ennemi afin de négocier une paix séparée. L’aboutissement de ses pourparlers signifierait la perte de notre armée. Horthy veut traiter non seulement avec les puissances occidentales, mais aussi avec la Russie à laquelle il a offert la reddition totale.

« Vous, commandant Skorzeny, vous allez préparer l’occupation militaire du Burgberg[14] de Budapest. Vous déclencherez cette opération dès que nous serons avisés que le régent, nous trahissant, manquera aux obligations qui découlent de son traité d’alliance avec l’Allemagne. L’état-major général songe, paraît-il, à une attaque par parachutistes ou, peut-être, un atterrissage de plusieurs avions sur le mont même. Pour cette entreprise, vous serez placé sous les ordres du nouveau commandant de nos troupes à Budapest, le général N. Vous commencerez cependant vos préparatifs dès aujourd’hui, car l’état-major de N. est seulement en voie de formation. Afin de vous permettre de surmonter toutes les difficultés que vous pourrez rencontrer, je vous donnerai un ordre écrit qui vous attribuera des pouvoirs très étendus.

Le général Jodl me lit alors la liste des unités mises à ma disposition : un bataillon de parachutistes de la Luftwaffe, le 600^{e} bataillon de parachutistes

des Waffen SS, et un bataillon d'infanterie motorisée, formé des élèves de l'école d'officiers de Wiener Neustadt. De plus, deux escadrilles de planeurs de transport seront transférées à Vienne et placées sous mes ordres.

– Vous obtiendrez également, pour la durée de l'opération, un avion de l'escadrille affectée au service du GQG du Führer. Il servira à vos déplacements personnels, conclut Jodl.

Pendant quelques minutes, Hitler s'entretient encore avec Ribbentrop sur les rapports envoyés par l'ambassade d'Allemagne à Budapest. D'après les dernières dépêches, la situation doit être considérée comme « très tendue », le gouvernement hongrois étant manifestement désireux de quitter le camp de l'Axe. Puis le Führer signe mon ordre de mission et me le tend en ajoutant :

– Je compte sur vous et sur vos hommes.

Puis il se retire. Un peu plus tard, les autres prennent congé, me laissant seul. Comme je parcours rapidement le document, je suis frappé par les moyens d'action pratiquement illimités dont je vais disposer. Sur une feuille grand format de « papier d'État », portant dans le coin supérieur gauche, en relief doré, l'aigle avec la croix gammée, et au-dessous, en caractères gothiques : « Le Führer et chancelier du Reich », je lis :

« Le commandant de réserve Otto Skorzeny est chargé, par moi, de l'exécution d'un ordre personnel et confidentiel de la plus haute importance. Je demande à tous les services militaires et civils d'apporter au commandant Skorzeny toute leur aide et d'obtempérer à tous ses désirs. »

Sous ces quelques phrases, la signature, tracée d'une main tremblante, du chef de l'Allemagne. L'espace d'un instant, je songe qu'avec un tel blanc-seing, je pourrais, au gré de mes caprices, mettre le Reich tout entier sens dessus dessous. Puis je décide de m'en servir le moins possible. J'ai en effet appris à me méfier de l'obéissance aveugle des bureaux auxquels on présente un « ordre supérieur ». Je préfère compter sur la compréhension et la collaboration spontanée de ceux à qui je devrai m'adresser.

À présent, il est 2 heures du matin, mais je veux prendre les premières mesures avant de me coucher. Heureusement, j'avais pris la précaution, deux jours plus tôt, de télégraphier l'ordre d'alerte à une de mes brigades, l'ancien bataillon de chasseurs n° 502. Je demande donc la communication

avec le capitaine von Fölkersam pour lui donner mes instructions :

– Allô, Fölkersam ! On vient de me charger d'une opération de grande envergure. Voulez-vous noter : la première compagnie, renforcée par quelques éléments sélectionnés, s'embarque ce matin, à 8 heures précises, à l'aérodrome de Gatow. Triplez l'approvisionnement habituel en munitions, ajoutez l'équipement complet pour quatre sections de dynamiteurs. Distribuez à chaque homme six jours de vivres. Placez la compagnie sous les ordres du lieutenant Hunke. L'officier commandant l'escadrille des avions de transport connaît le lieu de destination. Quant à moi, je m'envole d'ici ce matin, à la même heure ; j'arriverai vers 10 heures à l'aérodrome des usines Henkel, près d'Oranienbourg. Venez me chercher ; à midi, nous partirons, vous, Ostafel, Radl et moi. Pas de questions ? Parfait – à très bientôt.

Quelques heures de repos, puis je m'envole à bord d'un Henkel 111. Tout en contemplant le paysage, je réfléchis aux conséquences qu'aurait inévitablement la défection hongroise. L'enjeu de la partie que je vais peut-être jouer est en effet énorme : toute une armée – un million d'hommes – dont la situation deviendrait très précaire – disons plutôt désespérée – si les divisions hongroises dans les Carpates cessaient le feu ou, pis encore, passaient à l'ennemi. Et si, ensuite, nous perdions Budapest, plaque tournante de nos lignes de communication… alors, ce serait une catastrophe inimaginable. Pourvu que je puisse agir à temps !

Brusquement, je me rappelle les planeurs de transport que le Führer a mis à ma disposition. Il y a aussi les deux bataillons de parachutistes. Au fait, comment ces messieurs de l'état-major s'imaginent-ils donc une entreprise de parachutistes contre le Burgberg – sans parler du projet insensé de faire atterrir des avions au sommet du mont ? Il se trouve que je connais très bien Budapest ; l'unique endroit qui permettrait, à la rigueur, une telle entreprise serait le grand champ de manœuvres appelé – Dieu seul sait pourquoi – le « champ de sang ». Mais si les Hongrois tournent casaque, nous risquons, avant même d'avoir eu le temps de nous grouper, d'être balayés par les feux convergents du mont tout proche et des immeubles qui bordent l'esplanade. Peut-être serait-il quand même possible de faire atterrir quelques détachements de choc… enfin, je verrai bien le moment venu…

À l'heure prévue, j'arrive à Oranienbourg où Fölkersam m'attend. Il m'apprend que ma première compagnie est déjà partie pour Vienne, lieu de rendez-vous des différentes unités placées sous mes ordres. Nous faisons, en voiture, un saut jusqu'à Friedenthal pour prendre nos affaires, puis, accompagnés de Radl et d'Ostafel, nous nous envolons également pour la capitale autrichienne. Nous emportons, parmi nos bagages, une caisse d'un nouvel explosif sorti récemment des laboratoires de l'armée. C'est un bagage qui n'est pas trop encombrant à la condition de ne pas penser continuellement à la possibilité d'une rencontre avec un avion ennemi – éventualité assez probable, étant donné l'activité de la chasse alliée au-dessus de l'Allemagne. Un projectile dans la caisse, et tout saute ! À vrai dire nous sommes trop occupés par nos plans pour y songer. D'un commun accord, nous décidons de motoriser toutes nos troupes. Quelques belles bagarres en perspective avec les services d'attribution des véhicules. Nous savons à quel point les camions sont introuvables en ce moment. Le front de l'Est et aussi, depuis quelques mois, celui de l'Ouest en ont englouti tant que l'industrie la plus puissante du monde n'aurait pu combler les vides.

À Vienne, cependant, nous parvenons en trois jours seulement à aplanir toutes les difficultés. J'ai passé en revue, à Wiener Neustadt, mon bataillon d'infanterie, composé de 1 000 aspirants – une sélection magnifique de beaux gaillards, animés d'un esprit combatif exceptionnel. Les parachutistes de la Luftwaffe sont déjà arrivés à Vienne, en même temps que le bataillon de parachutistes SS qui, eux, viennent du front de l'Est. Les premiers sont en parfaite condition, les officiers semblent pleins d'allant, tandis que les SS paraissent assez mal en point, à la suite des durs combats soutenus au cours des semaines précédentes. C'est d'ailleurs le même bataillon qui, en juin 1944, avait participé à l'opération contre Tito.

Dès que nous avons résolu les nombreux problèmes posés par la motorisation et l'équipement de nos troupes, je pars pour Budapest accompagné de Radl. Il est temps en effet que je me rende compte, sur place, de l'évolution de la situation. Muni de papiers au nom d'un dénommé « docteur Wolff », vêtu d'un beau complet civil, je me présente dans la capitale hongroise chez un certain M. X. auquel un ami commun m'a chaudement recommandé. Le brave homme me reçoit à bras ouverts,

avec une hospitalité digne des meilleures traditions magyares. Il va même jusqu'à déménager pour me laisser la libre disposition de son appartement, y compris le valet de chambre et la cuisinière ! J'ai presque honte de l'avouer, mais jamais de toute ma vie je n'ai vécu aussi bien que pendant ces trois semaines – et cela dans la cinquième année de la guerre ! Mon hôte se serait senti offensé si j'avais mangé plus modestement.

Entre-temps, mon chef direct, le général N., est arrivé lui aussi à Budapest. Il s'efforce de former, avant tout, un état-major capable de travailler ; comme il manque d'officiers, je lui « prête » Fölkersam et Ostafel. Afin d'être paré à toute éventualité, nous élaborons un plan d'alerte pour toutes les troupes allemandes dans et autour de Budapest, destiné à nous assurer, en cas de grabuge, la possession des voies ferrées, gares, centraux téléphoniques et télégraphiques.

Déjà, notre service secret a pu établir que le fils du régent, Niklas von Horthy, vient d'avoir un premier entretien – ultrasecret, bien entendu – avec des émissaires de Tito. Manifestement, les Hongrois cherchent à prendre contact, par l'intermédiaire des partisans yougoslaves, avec le haut commandement soviétique, afin de négocier une paix séparée. Pour une fois, les informations du GQG du Führer se révèlent donc exactes. Au cours d'une conférence avec les chefs des Renseignements, nous décidons de surveiller les agissements de Nicky Horthy, en plaçant près de lui un agent à nous. Et, en effet, un Croate, bien introduit dans les milieux gouvernementaux, réussit très rapidement à gagner la confiance des Yougoslaves aussi bien que du fils Horthy. Ainsi, nous apprenons que, très prochainement, le régent lui-même participera à une réunion nocturne des conspirateurs. Nouvelle particulièrement désagréable pour nous, car nous ne tenons pas du tout à voir le chef de l'État en personne compromis dans cette affaire. Je laisse cependant aux services secrets et à la police de sécurité le soin de trouver une solution ; quant à moi, j'ai d'autres soucis.

Chaque fois que ma voiture escalade les pentes du Burgberg – je me rends tantôt chez notre attaché militaire, tantôt chez notre ambassadeur, ou encore chez le général en chef –, mon angoisse s'accroît, car je ne vois toujours pas comment je pourrais, le cas échéant, m'emparer de cette haute colline qui constitue en quelque sorte une forteresse naturelle. Quoique l'ordre du

Führer soit conçu de façon plutôt vague, je ne vois, pour empêcher la défection de la Hongrie, qu'une action militaire contre le quartier gouvernemental et le château. Action qui serait déclenchée automatiquement par la première manifestation d'hostilité des autorités magyares contre l'Allemagne.

Je charge donc Fölkersam d'étudier minutieusement tous les plans de la ville qu'il pourra se procurer, et de compléter ses connaissances théoriques par des explorations fréquentes dans les rues du quartier qui nous intéresse. Or, ce travail nous réserve toutes sortes de surprises : sous le Burgberg s'étend un véritable labyrinthe de tunnels, de couloirs et de puits, ce qui n'est guère fait pour nous faciliter la tâche quand il faudra passer à l'action. Comme notre dispositif d'alerte, enfin définitivement au point, m'attribue l'occupation du mont avec les troupes placées sous mes ordres directs, je fais venir mes trois bataillons. Ils quittent Vienne au début du mois d'octobre et s'installent dans la banlieue de Budapest.

À la même époque, le GQG du Führer nous expédie l'Obergruppenführer SS – une sorte de général de brigade – Bach-Zelewski, qui doit prendre le commandement de toutes les troupes allemandes stationnées à Budapest. C'est un chef énergique au point d'être brutal – il se présente d'ailleurs comme un « homme à poigne et spécialiste des coups durs ». Il arrive de Varsovie où il vient d'écraser l'insurrection de l'armée polonaise de l'intérieur. Tout de suite, il déclare qu'il est résolu de se montrer, s'il le faut, aussi impitoyable qu'il l'a été dans la capitale polonaise. C'est dans cette intention, ajoute-t-il, qu'il a amené un mortier de 65 cm. Jusqu'à présent, ce canon monstrueux n'avait été utilisé que deux fois : d'abord, pour venir à bout des remparts cyclopéens de la citadelle de Sébastopol, ensuite, lors des combats récents dans Varsovie. Pour ma part, j'estime superflue une telle brutalité, et je ne m'en cache pas ; à mon avis, nous atteindrons notre but mieux et plus rapidement en employant des moyens plus élégants. L'opération prévue – baptisée du nom de Bazooka – réussira même sans l'aide du mortier géant. En revanche, certains officiers paraissent impressionnés par les manières rudes et violentes de Bach-Zelewski – peut-être les intimide-t-il quelque peu. Cependant, je ne me laisse pas rebuter par ses cris et coups de poing sur la table, et, à force de

défendre mon point de vue, j'emporte finalement la décision.

Malheureusement, je ne suis pas seul maître de mes actes. À la différence de ce qui s'était passé en Italie, où je devais rendre compte uniquement au général Student et avais pratiquement une indépendance totale pour préparer l'opération dont j'étais chargé, je dois à présent assister à d'interminables conférences et tenir compte de toutes sortes de facteurs d'ordre personnel. La façon de voir du général N. ne coïncide pas tout à fait avec celle de l'ambassadeur qui, lui, n'est pas du tout de l'avis du général de police Winkelmann. Les services secrets et certaines personnalités hongroises qui prennent part à nos délibérations ont, eux aussi, leur grain de sel à ajouter. Je suis bien content de ne pas être chargé de la coordination de ces tendances. Cependant, je ne comprends pas très bien pourquoi nous discutons toujours nos plans en présence de quinze ou vingt officiers. Après tout, il est fort possible que le gouvernement hongrois ait entendu parler de ces séances, et, devinant plus ou moins ce qui s'y trame, prenne précipitamment certaines décisions. Cette crainte semble d'ailleurs fondée, car, déjà, nous apprenons que le général M., commandant suprême de l'armée hongroise des Carpates, négocie directement avec les Russes.

Vers le 10 octobre 1944, un entretien nocturne a lieu entre Niklas Horthy et les émissaires yougoslaves. La police allemande, prévenue à temps, n'est cependant pas intervenue. Une nouvelle rencontre est prévue pour le dimanche 15 octobre, dans un grand immeuble près des quais du Danube. À présent, il faut agir ! Le 13 octobre, le GQG du Führer envoie à Budapest le général Wenck qui assurera, en cas de troubles, le commandement de toutes nos forces et prendra ses décisions selon la marche des événements, en toute connaissance de cause. Cette fois, la police de sécurité est résolue à arrêter le fils du régent ainsi que les Yougoslaves. Le projet d'une action de police est, probablement, inspiré par l'espoir que le régent, anxieux d'éviter une mise en accusation de son fils, abandonnera l'idée d'une paix séparée. Le général Winkelmann, chef des forces de police, me demande de lui prêter, pour la matinée du 15 octobre, une de mes compagnies, car il sait que le premier entretien de Niklas Horthy s'est déroulé sous la protection d'un détachement de la Honved[15]. Comme, très vraisemblablement, les Hongrois prendront cette fois encore la même précaution, ma compagnie

sera chargée de neutraliser les troupes magyares. Je lui promets mon aide, à la condition de pouvoir décider moi-même de l'opportunité et du moment précis de notre intervention.

Le dimanche 15 octobre 1944, un soleil radieux brille dans un ciel limpide. À 10 heures du matin – c'est l'heure du rendez-vous – les rues sont encore désertes. Ma compagnie a pris position dans une allée particulièrement calme, où elle ne risque guère d'attirer l'attention. Le capitaine von Fölkersam doit maintenir la liaison entre mes hommes et moi-même. Car, bien entendu, je ne puis me permettre, ce jour-là, de me montrer en uniforme. Si je veux assister aux événements qui se préparent, je dois, pour passer inaperçu, me mettre en civil. Mon chauffeur et un de mes sous-officiers, en tenue de la Luftwaffe, se prélassent sur un banc du square qui occupe presque toute l'étendue de la place. Quant à moi, j'y arrive en voiture quelques minutes après le début des pourparlers entre le fils Horthy et les Yougoslaves. En débouchant sur la place, je vois devant l'immeuble en question un camion de la Honved et une voiture civile, probablement l'auto personnelle de Horthy junior. Sans hésiter, je range carrément ma voiture juste devant les véhicules hongrois en tête-à-tête afin de les empêcher de démarrer brusquement.

La veille déjà, plusieurs policiers allemands avaient pris des chambres dans la pension située au-dessus des locaux commerciaux où ont lieu en ce moment même les pourparlers. D'autre part, deux de leurs collègues doivent pénétrer vers 10 h 15, dans l'immeuble, afin de procéder aux arrestations. Or, dans le camion bâché de la Honved sont dissimulés trois officiers hongrois, tandis que deux autres se promènent dans le square. Tous les acteurs du drame sont donc présents – en route pour le premier acte !

Je viens de descendre de ma voiture et fais semblant de chercher les raisons d'une panne de moteur quand apparaissent les deux policiers allemands. À peine le premier a-t-il franchi le seuil du bâtiment qu'une rafale de mitrailleuse, partie du camion de la Honved, atteint le second. Grièvement blessé au ventre, il s'écroule à côté de moi. Les deux officiers hongrois qui arpentaient le square arrivent en courant, revolver au poing, et commencent à tirer. J'ai juste le temps de me mettre à couvert derrière ma voiture ; l'instant d'après, une seconde rafale transforme en écumoire la

portière restée ouverte de ma brave Mercédès. À présent, la danse commence pour de bon. Mon chauffeur et le sous-officier se sont élancés dès les premiers coups de feu pour me prêter main-forte ; le chauffeur reçoit une balle dans la cuisse, mais il reste debout. D'un coup de sifflet, je donne à ma compagnie le signal d'entrer en action, puis, à nous trois, nous nous efforçons de riposter de notre mieux avec nos revolvers au feu nourri des mitraillettes hongroises. Notre situation n'a rien de drôle ; ma voiture derrière laquelle nous nous sommes accroupis, ressemble de plus en plus à une passoire. Tout autour de nous, les balles ricochent sur les pavés et sifflent avec des miaulements plaintifs près de nos oreilles. De temps en temps, nous avançons la tête, juste pour une fraction de seconde, afin de viser au moins approximativement pour maintenir les assaillants à distance – si l'on peut s'exprimer ainsi, car ils ne sont qu'à dix ou quinze mètres de nous.

Heureusement, cette lutte inégale ne dure que deux ou trois minutes. Puis j'entends derrière moi les pas précipités de ma compagnie. Déjà, le premier peloton débouche sur la place et prend aussitôt position au coin de la rue. Les autres occupent rapidement le square et prennent sous leur feu les immeubles avoisinants. Après les premiers échanges de balles, mes assaillants se retirent sous la voûte cochère de la maison voisine, dans laquelle se trouvent probablement quelques détachements hongrois, postés là comme réserves. Dès que la fusillade cesse, nous traînons nos deux blessés dans l'entrée de l'immeuble au premier étage duquel se déroulent, ou plutôt se déroulaient, les pourparlers du fils Horthy avec les Yougoslaves. Tout en courant vers cet abri, nous nous rendons compte que nos adversaires se préparent à une sortie en force. Nous réagissons rapidement : une grenade adroitement lancée arrache les deux énormes vantaux du portail, ainsi que quelques plaques de marbre, et couche le tout pêle-mêle en travers de la voûte, barrant ainsi la sortie. Cette explosion met fin à l'action militaire proprement dite qui, d'ailleurs, n'a guère duré plus de cinq minutes.

À présent, les policiers allemands descendent du premier étage de « notre » immeuble, traînant entre eux quatre prisonniers. Nous faisons monter les deux Hongrois – Niklas Horthy et son ami Bornemisza – dans un

camion militaire. Les policiers avaient imaginé, afin de ne pas attirer l'attention des passants, de transporter les deux hommes comme des colis, enveloppés dans de grands tapis. D'après ce que je vois, ce stratagème astucieux n'a pas très bien réussi. Les deux conspirateurs se débattent vigoureusement, les policiers sont obligés de les ceinturer et de les hisser sans trop de douceur dans le camion qui démarre aussitôt. J'ordonne à ma compagnie de se retirer ; je tiens, en effet, à éviter de nouveaux incidents qui pourraient fort bien se produire si les Hongrois, revenus de leur surprise, se regroupaient pour nous attaquer.

Une sorte de pressentiment me pousse à suivre le camion, dans une autre voiture que Fölkersam vient de m'envoyer. À peut-être cent mètres de la place, je vois arriver, presque au pas gymnastique, trois compagnies d'infanterie de la Honved. Si ces troupes atteignent la place, elles se heurteront à ma compagnie, et il en résultera une autre fusillade – éventualité plutôt déplaisante pour nous. Que faire ? Comment gagner quelques minutes pour donner à mes hommes le temps de repartir ? Seul un bluff audacieux peut nous tirer d'affaire. Je donne à mon chauffeur l'ordre d'arrêter, saute de la voiture et m'élance à la rencontre de l'officier qui, d'après sa position à la tête de la première compagnie, doit commander ces troupes.

– Faites attendre vos hommes ! Là-haut, c'est une confusion indescriptible. Personne ne s'y retrouve. À votre place, j'irais d'abord me rendre compte de ce qui se passe.

Le bluff réussit. Heureusement, l'officier parle à peu près l'allemand. Il commande « Halte ! » et me regarde, visiblement perplexe. Peut-être n'y comprend-il rien, mais cela m'est bien égal. Tout ce qui m'importe, c'est un petit sursis. À présent, mes hommes doivent être remontés dans leurs camions. D'ici une minute, ils seront partis. Je jette à l'officier toujours indécis un bref : « Je suis pressé ! » puis je regagne ma voiture qui démarre et fonce vers le terrain d'aviation. Lorsque j'y arrive, nos deux prisonniers sont déjà dans l'avion ; un peu plus tard, l'appareil décolle pour s'envoler vers Vienne.

Je me rends alors à l'état-major du corps d'armée, installé dans un hôtel perché au sommet d'une des nombreuses collines de Budapest. Le général

Wenck me reçoit immédiatement, et nous attendons ensemble, avec une impatience mêlée de curiosité, la suite des événements. Nous savons que, sur le Burgberg, les Hongrois ont pris, voici déjà plusieurs jours, certaines mesures militaires. La garnison a été renforcée, les principales routes d'accès ont été, paraît-il, barrées par des mines enterrées. Vers midi, nous recevons un appel téléphonique de l'ambassade dont le petit palais est également situé sur le mont. Notre attaché militaire nous apprend que la colline tout entière a été mise officiellement en état de siège, et que toutes les voies d'accès sont interdites à la circulation. L'attaché a essayé, quelques minutes plus tôt, de quitter le mont en voiture, mais il s'est heurté partout aux postes hongrois qui l'ont obligé à rebrousser chemin. Un peu plus tard, les communications téléphoniques sont suspendues – en tout cas, nous le supposons, car nous ne recevons plus aucun appel. Ainsi, les services allemands qui se trouvent encore sur le Burgberg sont pratiquement isolés.

Ceci constitue, à ne pas en douter, le premier « geste inamical », comme on dit élégamment en langage diplomatique. Nous nous demandons si des événements plus graves vont suivre. De toute évidence, la situation actuelle ne saurait se prolonger indéfiniment ; d'ici deux ou trois heures, la décision finale interviendra, dans un sens ou dans l'autre. Pour l'instant, nous pouvons seulement attendre, l'initiative appartient encore à l'adversaire. Vers 14 heures, l'incertitude est brutalement dissipée par une annonce spéciale de la radio hongroise qui communique un message du régent Horthy :

« La Hongrie vient de conclure une paix séparée avec la Russie ! »

À présent, les dés sont jetés. La situation n'est que trop claire ; nous devons sans tarder déclencher les contre-mesures prévues. Le général ordonne la mise en place immédiate du dispositif d'alerte pour la ville de Budapest.

En même temps, il me demande de lancer l'opération contre le Burgberg. J'estime cependant que le moment n'est pas encore venu et conseille d'attendre quelques jours. Afin de « contrer » les Hongrois, je propose d'établir avec des unités allemandes une ceinture extérieure tout autour du mont. La 22^{e} division SS se charge de cette tâche. L'occupation des gares et

des bâtiments publics les plus importants se déroule suivant nos plans et sans aucun incident au cours de l'après-midi.

D'autre part, nous dépêchons un général allemand auprès du commandement suprême hongrois, sur le front des Carpates ; il doit, si la situation l'exige, arrêter le général en chef de cette armée. Mais notre émissaire arrive trop tard. Le général hongrois, accompagné de quelques officiers et de ses secrétaires, est déjà passé chez les Russes. À notre surprise, ni cette fuite ni l'annonce d'une paix séparée n'ont particulièrement affecté l'attitude des troupes. Presque partout, les unités maintiennent leurs positions. La grande majorité des officiers a refusé de suivre l'exemple de leur commandant en chef. Restés auprès de leurs hommes, ils continuent la lutte. Cependant, nous devons à tout prix empêcher, par une action rapide, le ministère de la Honved, situé juste à côté du château, de lancer de nouveaux ordres de capitulation.

Au cours d'une conférence tenue vers la fin de l'après-midi, nous décidons d'attaquer le mont le lendemain matin. Je fixe l'heure H à 6 heures, c'est-à-dire pratiquement à l'aube, car ce moment me parait particulièrement favorable pour obtenir une surprise totale – facteur indispensable si je veux réussir sans livrer une bataille rangée. Toute la soirée, j'étudie avec Fölkersam la carte du Burgberg que nous avons dressée. Peu à peu, notre plan d'action se précise. Nous envisageons une attaque concentrique, menée simultanément par plusieurs détachements. Au moment où ceux-ci s'élanceront à l'assaut, j'essaierai moi-même de percer au centre, le long de la route de Vienne. C'est surtout là que je compte sur l'effet de surprise, car j'espère m'emparer de la Porte de Vienne sans même tirer un coup de feu, aussi silencieusement que possible, pour surgir ensuite avec mes hommes sur la grande place devant le château. Après cela, il s'agira d'obtenir rapidement un résultat définitif. Si nous arrivons à pénétrer immédiatement dans le château, centre probable de la résistance, l'action ne durera sans doute que quelques minutes, ce qui évitera, du côté hongrois comme du nôtre, une effusion de sang inutile.

Nous attribuons alors à chacune de nos unités une mission précise. Nous venons d'ailleurs d'être renforcés par une compagnie de chars Panthère et une autre de chars Goliath. Ces derniers, de création récente, sont des

véhicules blindés, guidés à distance, montés sur chenilles, très bas et très maniables, dont l'avant contient une forte charge d'explosifs ; en somme, des chars-nains, d'où le nom. Peut-être pourrons-nous les utiliser pour disloquer une barricade ou faire sauter un portail qui bloquerait notre avance.

Le bataillon des cadets de l'École de guerre attaquera par les jardins qui couvrent le flanc sud du mont. Une tâche difficile, car nous savons que, sur cette pente abrupte, les Hongrois ont établi plusieurs nids de mitrailleuses. La mission de ce bataillon consistera en la neutralisation de l'adversaire et l'occupation du château.

Un détachement de mon bataillon spécial, appuyé par un char, attaquera le long de la rampe ouest, afin de s'emparer d'une des entrées latérales du château. Un détachement du 600e bataillon de parachutistes SS passera par le tunnel creusé sous le pont-levis et qui s'enfonce dans l'intérieur du mont. Il forcera l'entrée du dédale souterrain et s'infiltrera dans les bâtiments qui abritent le ministère de la Guerre et celui de l'Intérieur.

Le reste de mon unité spéciale, le gros du bataillon de parachutistes SS, quatre chars ainsi que les Goliath seront à ma disposition pour le coup de main contre la Porte de Vienne et le château. Quant aux parachutistes de la Luftwaffe, je les garde en réserve afin de pouvoir parer à des complications imprévues.

Vers minuit, lorsque nous avons fixé tous les détails de chacune de ces actions, mes troupes prennent position aux emplacements convenus, derrière la ceinture formée par les hommes de la 22e division SS.

Un peu plus tard, un officier supérieur du ministère de la Guerre hongrois se présente à l'état-major du corps d'armée. Il vient directement, par un chemin que nous ignorons, du Burgberg pour engager au nom du ministre des pourparlers avec nous. Nous lui déclarons simplement que nous ne voyons aucune raison d'entamer des négociations tant que le régent n'aura pas annulé son annonce d'une paix séparée. D'autre part, nous insistons sur le fait que l'isolement, pour ne pas dire la séquestration des membres de notre ambassade, retenus sur le mont, constitue un acte nettement « inamical ». Sur mon conseil, nous fixons au parlementaire hongrois un délai pour rétablir une situation plus normale. Aux termes d'un véritable

ultimatum, il faut qu'à 6 heures du matin au plus tard, les mines et barricades qui interdisent la circulation sur la route de Vienne – c'est là que se trouve l'ambassade – soient enlevées. Ainsi, j'aurai en même temps l'occasion tant désirée de porter mon attaque-surprise avec un minimum de pertes jusqu'au château.

L'attitude de notre visiteur semble indiquer qu'avec un grand nombre de ses camarades du ministère, il se trouve passablement embarrassé par cette volte-face soudaine contre l'Allemagne. Notre entretien se déroule pendant deux heures dans une atmosphère cordiale, presque amicale, puis l'officier prend congé.

Vers 3 heures du matin, je rejoins mon poste de combat au pied du mont, près du champ de manœuvres. Ayant rassemblé mes officiers, je déploie ma carte et, à la faible lueur de nos lampes de poche, explique et précise les derniers détails, tout en sirotant le café bouillant préparé par mon ordonnance. Mon plan d'action est parfaitement au point. Je vais essayer de monter tranquillement avec tous mes hommes jusqu'à la place du Château, comme si cette « promenade » était la chose la plus naturelle du monde. Il faudra donc que les troupes restent sur leurs camions, de sorte que nous aurons l'air de passer simplement, comme par hasard, dans ces rues. Je sais bien qu'en agissant ainsi, je vais courir un grand danger, car, en cas d'attaque contre les camions, mes hommes seront pratiquement sans défense. Mais je dois accepter ce risque si je veux arriver jusqu'au château rapidement et sans être obligé de livrer bataille.

Je communique ce plan aux commandants des différentes colonnes, puis je leur recommande avec insistance de donner le signal d'ouvrir le feu seulement à la dernière extrémité. Ils devront même renoncer à riposter aux attaques éventuelles de groupes isolés, pour tenter à tout prix de pénétrer avec leurs véhicules jusqu'à leurs emplacements de combat respectifs sans avoir tiré un seul coup de feu. « Les Hongrois ne sont pas nos ennemis », tel est, tout au moins pour l'instant, le mot d'ordre.

Ensuite, je fixe l'ordre de marche de ma propre colonne. En tête viendra la camionnette sur laquelle je vais monter. Immédiatement derrière, prennent position quatre chars, puis un groupe de « Goliath », et enfin le reste de mes hommes, groupés par pelotons et déjà installés dans leurs

véhicules. Toutes les armes individuelles sont au cran d'arrêt. La plupart de mes soldats, de vieux troupiers qui n'en sont pas à leur premier coup de main, profitent d'ailleurs des dernières minutes avant le départ pour piquer encore un petit roupillon. Dès que la colonne aura passé la Porte de Vienne et atteint le plateau du mont, elle se divisera en deux sections qui s'élanceront à toute allure, par les deux grandes allées, vers la place du Château.

5 h 30 – 5 h 40. Dans le premier camion se trouvent cinq de mes vieux compagnons de combat, des sous-officiers qui ont déjà pris part à l'affaire du Gran Sasso. Chacun d'eux porte, accrochés au ceinturon, le pistolet-mitrailleur et plusieurs grenades à manche, et tient à la main la nouvelle arme antichar, le « bazooka ». Nous sommes tous curieux de voir quelle sera l'attitude des blindés hongrois concentrés sur le mont. S'il le faut, nous les réduirons au silence, soit avec les obus de nos propres chars, soit avec les bazookas.

Une fois de plus, je regarde ma montre-bracelet : 5 h 59. Du bras droit, je fais un geste circulaire : lancez les moteurs. Puis, debout dans ma camionnette, je lève brusquement le bras, à plusieurs reprises : en avant ! Lentement, car la pente est rude, nous démarrons. Pourvu qu'aucun de mes véhicules ne passe sur une mine ; en sautant, il bloquerait la route et ruinerait mon beau projet au dernier moment. D'un geste instinctif, je me penche en arrière et écoute anxieusement ; tout va bien, aucune détonation ne coupe le bruit régulier des moteurs. Voilà déjà la Porte de Vienne. Un passage est ménagé au centre de la barricade gardée par quelques soldats hongrois qui nous regardent passer avec une curiosité manifeste. Une minute plus tard, nous arrivons sur le plateau. À voix basse, j'ordonne à notre conducteur d'accélérer progressivement.

Sur notre droite se dresse une caserne de la Honved. Devant le portail, deux mitrailleuses sont en position, abritées par des amoncellements de sacs de sable.

– Une attaque de flanc serait plutôt déplaisante, murmure Fölkersam à mon oreille.

Heureusement, rien ne bouge ni dans ni devant la caserne ; on n'entend que le vacarme de nos chars. Je prends l'allée de droite, dans laquelle se

trouve l'ambassade d'Allemagne. À présent, nous roulons à une vitesse assez considérable ; derrière moi, le premier char, lancé à peut-être 40 km/h, avance avec un fracas de tonnerre. Il nous reste à peine un kilomètre à parcourir jusqu'au château. La première partie de l'opération a parfaitement réussi : nous avons atteint le sommet du mont sans avoir tiré un seul coup de feu. Déjà surgit, sur notre gauche, le bloc massif du ministère de la Guerre. Dans le lointain éclatent une, deux, trois sourdes explosions. Ce sont sans doute mes hommes qui, engagés dans le tunnel, forcent l'entrée du labyrinthe souterrain. L'instant décisif est proche. Nous avons dépassé le ministère ; à présent, la place du Château s'étend devant nous. Trois gros chars y ont pris position. Au moment où nous croisons le premier, il dresse son canon vers le ciel pour indiquer qu'il n'a pas l'intention de tirer.

Devant le portail du château, les Hongrois ont dressé une barricade en moellons, haute de plusieurs mètres. Ma camionnette s'écarte et, d'un signe du bras, je donne au char qui nous suit l'ordre de se jeter de tout son poids contre cet obstacle. Pendant que le colosse d'acier fonce, nous sautons à terre. La barricade ne résiste pas au choc formidable des trente tonnes ; elle s'écroule, le char passe par-dessus les débris, enfonce le portail et avance son canon jusque dans la cour du château – pour se trouver face à face avec six canons antichar.

Courant à droite et à gauche de notre Panther, nous franchissons en quelques bonds les moellons disjoints et pénétrons sous la voûte. Un colonel de la garde du château essaie, revolver au poing, de nous barrer le chemin, mais, d'un coup d'épaule, Fölkersam le repousse. À notre droite semble s'ouvrir l'entrée principale du bâtiment, nous sautons sur les premières marches. À un officier qui se précipite vers nous, je crie :

– Conduisez-moi immédiatement auprès du commandant du château.

Docilement, le brave garçon m'accompagne le long du large escalier d'honneur. Au premier étage, nous enfilons un couloir. D'un geste, j'ordonne à un de mes hommes de rester sur le palier afin de nous couvrir. L'officier hongrois m'indique une porte qui mène dans une petite antichambre. Sur une table placée devant la fenêtre ouverte, un soldat couché derrière une mitrailleuse ouvre juste le feu sur mes hommes restés dehors. Le sous-officier Holzer, un gaillard trapu et bas sur pattes, saisit des

deux mains la mitrailleuse et la précipite sur le pavé. Le Hongrois en reste tellement abasourdi qu'il tombe de la table et roule sur le sol.

Apercevant, à ma droite, une autre porte, je frappe brièvement et entre. Un général de brigade de la Honved s'avance vers moi. Je ne lui laisse pas le temps de placer un mot.

– Vous êtes le commandant du château, je suppose ? Je vous demande la reddition immédiate. Vous seul serez responsable du sang qui risquerait de couler inutilement si vous refusiez de capituler. Veuillez, je vous prie, prendre votre décision sur-le-champ.

Le fait est que je suis assez pressé d'en finir, car j'entends, venant de la place, des coups de fusil et quelques rafales de mitrailleuse. J'insiste donc, en m'efforçant de parler d'un ton persuasif :

– Vous voyez bien que toute résistance serait insensée. Mes troupes ont déjà occupé tout le château.

Ce n'est d'ailleurs pas une affirmation lancée à la légère dans le seul but d'impressionner le général. Je suis sûr que mon « unité spéciale », commandée par le lieutenant Hunke dont je connais le sang-froid, a déjà atteint le château, et qu'elle s'est emparée des points stratégiques de l'immense bâtiment. En effet, le Hongrois n'a pas encore eu le temps de se ressaisir que Hunke pénètre dans la pièce pour m'annoncer que la grande cour et les entrées principales ont été occupées sans combat, et pour demander mes ordres.

À présent, le général hongrois est arrivé à une décision – il n'a pas dû la prendre de gaîté de cœur.

– Je me rends, déclare-t-il d'un ton grave. Je vais immédiatement ordonner à mes troupes de cesser le feu.

Nous nous serrons la main, puis nous convenons de faire annoncer la nouvelle aux détachements qui se battent encore dans les jardins par un officier hongrois accompagné d'un officier de ma colonne. Pendant que le général prend ses dispositions, je sors dans le couloir pour faire une petite tournée d'inspection. Sur ma demande, deux commandants hongrois m'escortent et me servent d'officiers de liaison. À mon étonnement, les appartements du régent sont vides. J'apprends qu'il a quitté le château quelques minutes avant 6 heures pour se placer sous la protection du

général des Waffen SS Pfeffer-Wildenbruch. Quant à sa famille, elle s'est réfugiée, la veille, chez le nonce apostolique. De toute façon, la présence au château de l'amiral Horthy n'aurait rien changé ; nos plans ne visent pas directement sa personne, mais le siège du gouvernement hongrois.

Comme je passe la tête par une fenêtre de la façade principale, plusieurs balles sifflent à mes oreilles. Je recule précipitamment. Un peu plus tard, le lieutenant Hunke m'annonce qu'il n'a pas été possible de transmettre l'ordre de cessez-le-feu à des groupes qui ont pris position dans les jardins du château, sur le versant danubien. Mais deux projectiles de bazooka, lancés des étages supérieurs du château, suffisent pour faire comprendre aux soldats occupant ces emplacements qu'ils feraient mieux de se rendre.

En somme, toute l'opération a duré à peu près une demi-heure. À présent, le calme règne de nouveau sur le mont. Les habitants des quartiers avoisinants peuvent continuer de dormir. Par le téléphone, j'annonce notre succès à l'état-major du corps d'armée, et j'entends le soupir de soulagement que pousse l'officier à l'autre bout du fil. Sans doute ces messieurs n'avaient-ils qu'une confiance mitigée en mon projet d'une opération-éclair, fondée sur l'effet de surprise.

Un peu plus tard, je reçois les rapports des groupes qui se sont emparés des ministères de la Honved – où il y a eu un bref engagement – et de l'Intérieur qui s'est rendu aussitôt ; puis ceux des commandants des autres détachements. Nos pertes sont minimes, en tout quatre morts et douze blessés. Le seul combat vraiment sérieux a eu lieu derrière le château, dans les jardins. Quant aux Hongrois, ils ont eu trois morts et quinze blessés.

Tous les soldats de la Honved stationnés sur le mont doivent livrer leurs armes que nous entassons dans la grande cour. En revanche, j'autorise les officiers à garder les leurs. Puis je leur demande de se rassembler dans une salle du rez-de-chaussée, où j'improvise un petit discours, à peu près dans ce sens :

– Je tiens à vous rappeler que, depuis des siècles, aucun conflit n'a troublé la bonne entente entre la Hongrie et l'Allemagne ; toujours, nos deux peuples ont lutté côte à côte contre des ennemis communs. Même aujourd'hui, nous n'avons aucune raison de nous quereller. L'enjeu de la guerre actuelle est la formation d'une Europe nouvelle ; or, celle-ci ne

pourra s'édifier que si l'Allemagne est sauvée du désastre dont la menacent ses adversaires.

Mon accent autrichien souligne sans doute l'effet conciliant et amical de mes paroles, car aucun des officiers hongrois ne refuse de me serrer la main. Au début de l'après-midi, ils se retirent avec leurs hommes dans les casernes de Budapest. Le lendemain matin, ils se présenteront tous devant le ministère de la Guerre afin de prêter serment de fidélité au nouveau gouvernement.

Conformément aux ordres reçus, je m'installe avec mes troupes au château et maintiens des détachements de garde aux points principaux du mont. À vrai dire, je n'aurais jamais cru qu'un jour j'allais être bombardé commandant de la résidence royale de Hongrie. Le vieux valet de chambre du régent en fait une telle tête d'enterrement que Fölkersam ne peut résister à la tentation de lui commander un déjeuner substantiel. Le fait est qu'à présent, nous avons tous une faim de loup. Visiblement à contrecœur, le brave serviteur blanchi sous le harnais nous apporte enfin un repas très acceptable, quoique sans doute moins succulent que la bonne chère servie autrefois dans ce château, à l'époque de la belle impératrice Élisabeth, souveraine de la monarchie austro-hongroise. Le soir, un dîner réunit tous mes officiers dans la grande salle à manger. Nous sommes tous joyeux et pleins d'enthousiasme, d'autant plus que les dernières nouvelles du front sont nettement meilleures. Ainsi, nous pouvons fêter gaîment notre succès : grâce à nous, la véritable catastrophe qui menaçait notre armée en Hongrie a été évitée au dernier moment.

Le lendemain matin, le nouveau ministre hongrois de la Guerre, Son Excellence Bereghfy, se fait annoncer pour m'exprimer la gratitude du nouveau gouvernement. Je lui réponds que je suis heureux d'avoir abouti après une lutte aussi brève et, surtout, d'avoir pu empêcher toute dégradation des merveilleux bâtiments du château. Je pense, en effet, avec épouvante aux irréparables dégâts qu'aurait causés le mortier de 65 cm dont voulait se servir cette brute de Bach-Zelewski. Nous nous mettons encore d'accord sur les obsèques communes des morts hongrois et allemands. C'est le gouvernement magyar qui les organisera avec toute la pompe officielle ; ainsi, les dernières traces d'une éventuelle rancune envers nous

seront sans doute effacées.

Le soir, un ordre du GQG du Führer m'enjoint de conduire le régent de Hongrie au château de Hirschberg, en Haute-Bavière. L'amiral Horthy doit être considéré comme hôte du Führer qui met à sa disposition son train spécial. Bien entendu, je serai responsable, pendant toute la durée du trajet, de la sécurité du régent. Voilà donc déjà la fin de ma vie de châtelain.

Le lendemain, le général Pfeffer-Wildenbruch me présente, très officiellement, à l'amiral Horthy. Après quelques minutes de conversation banale, nous partons en voiture pour nous rendre à la gare. Les rues sont désertes, les rares passants ne font guère attention à nous. Devant la gare, il y a bien un petit attroupement, mais rares sont ceux qui lèvent la main en un dernier geste d'adieu.

Un triste départ pour ce vieillard qui, pendant tant d'années, a dirigé le destin de la Hongrie !

---

14. Littéralement le « mont du château », où se trouvait le palais historique des rois de Hongrie, devenu la résidence du régent Miklós Horthy après la Première Guerre mondiale.
15. Le terme désigne ici l'armée hongroise.

XX

La bataille des Ardennes

Vers le 20 octobre 1944, je reviens au GQG du Führer, à présent terriblement près du front, car les Russes ont pénétré profondément en Prusse-Orientale. Cette fois, Adolf Hitler me reçoit seul. Il est aimable, comme toujours ; j'ai d'ailleurs nettement l'impression qu'il est plus frais, plus reposé que lors de notre dernière rencontre. Après m'avoir annoncé qu'il m'a décerné la croix d'or, il me demande de lui raconter en détail l'arrestation du fils Horthy et le coup de main contre le Burgberg. Comme, à la fin de mon rapport, je me lève, croyant l'audience terminée, il me retient.

– Restez, Skorzeny. Je vais vous charger d'une nouvelle mission – la plus importante peut-être de votre vie. Jusqu'à présent, très peu d'hommes seulement savent que nous préparons dans le plus grand secret une opération dans laquelle vous allez jouer un rôle de premier plan. Au cours du mois de décembre, l'armée allemande lancera une grande offensive dont l'issue sera décisive pour le destin de notre patrie.

Le Führer entreprend alors de m'exposer longuement la conception stratégique de cette dernière offensive à l'ouest que les historiens de cette guerre ont baptisée, depuis, la bataille des Ardennes ou, en anglais, *the Battle of the Bulge*. Au cours des derniers mois, le commandement allemand avait dû se contenter de repousser et de contenir les armées ennemies. C'était l'époque des revers successifs, des pertes de terrain continuelles, à l'Est comme à l'Ouest. D'ailleurs, la propagande des Alliés considérait déjà l'Allemagne comme un « cadavre » dont l'enterrement définitif n'était plus qu'une question de temps ; d'après les discours de la radio anglo-américaine, les Alliés pouvaient choisir à leur gré le jour de l'inhumation.

– Ils ne voient pas que l'Allemagne se bat pour l'Europe, qu'elle se sacrifie pour l'Europe, afin de barrer à l'Asie la route de l'Occident,

s’exclame Hitler amèrement.

À son avis, le peuple anglais aussi bien que celui des États-Unis ne veulent plus de cette guerre. Par conséquent, si le « cadavre allemand » se redresse pour frapper un grand coup à l’Ouest, les Alliés, sous la pression de leur opinion publique furieuse d’avoir été bernée, seront peut-être prêts à conclure un armistice avec ce mort qui se porte bien. Alors, nous pourrions jeter toutes nos divisions, toutes nos armées sur le front de l’Est et liquider en quelques mois l’effroyable menace qui pèse sur l’Europe. D’ailleurs, l’Allemagne a depuis près de mille ans monté la garde contre les hordes asiatiques, et elle ne faillira pas à cette mission sacrée.

Depuis plusieurs semaines, quelques membres de l’état-major général préparent donc une grande offensive. Il s’agit pour nous de reprendre l’initiative qui à présent appartient uniquement aux Alliés. Déjà, pendant l’avance anglo-américaine des plages normandes jusqu’aux frontières du Reich, Adolf Hitler envisageait une contre-offensive vigoureuse. Mais la situation critique de toutes nos armées rendait impossible l’exécution d’un tel projet.

Or, depuis trois semaines, les Alliés n’avancent plus. D’une part, leurs lignes de communications se sont énormément allongées, d’autre part, le matériel de leurs armées motorisées s’est usé en quatre mois de batailles incessantes. Grâce à ces deux facteurs, notre front de l’Ouest, après avoir frisé l’effondrement, s’est stabilisé.

D’après le Führer, c’est la suprématie aérienne des Alliés qui leur a permis de débarquer et de gagner la bataille de France et de Belgique. Mais on peut espérer que le mauvais temps prévu pour les derniers mois de l’année réduira, tout au moins provisoirement, l’activité de l’aviation anglo-américaine. De plus, la Luftwaffe pourra mettre en ligne 2 000 nouveaux chasseurs à réaction, tenus en réserve pour cette offensive.

Finalement, une offensive-éclair empêcherait la formation d’une forte armée française. Pour l’instant, les Alliés disposent de quelque 70 grandes unités, ce qui est nettement insuffisant pour un front long de 700 km. Par conséquent, il doit être possible, pour une forte concentration de troupes allemandes, de percer à un endroit faiblement défendu, avant que les Alliés aient pu consolider leur front par de nouvelles divisions françaises.

– Quant au choix de cet endroit, poursuit le Führer, nous en avons discuté durant des semaines. Nous avons examiné successivement cinq plans différents : une offensive « Hollande » partant de la région de Venlo en direction de l'ouest, vers Anvers ; une offensive lancée au nord du Luxembourg, en direction du nord-ouest d'abord, du nord ensuite, appuyée par une seconde poussée partant de la région au nord d'Aix-la-Chapelle ; une action menée par deux colonnes dont l'une serait partie du centre du Luxembourg, l'autre de Metz, pour se rencontrer à Longwy ; une autre également menée par deux colonnes partant respectivement de Metz et de Baccarat pour faire leur jonction à Nancy ; et finalement, l'opération « Alsace », avec deux poussées partant l'une d'Épinal, l'autre de Montbéliard et qui se seraient rencontrées dans la région de Vesoul.

« Après avoir pesé longuement le pour et le contre de chacun de ces projets, nous avons éliminé les trois derniers. L'opération « Hollande » paraît intéressante, mais elle comporte de grands risques. Finalement, nous avons décidé d'élaborer le plan d'une offensive partant du nord du Luxembourg et appuyée par une poussée secondaire partant d'Aix-la-Chapelle. C'est d'ailleurs la même région où, lors de la première campagne de France, en 1940, nous avons pu effectuer une percée.

« Quant à vous et aux unités placées sous vos ordres, nous vous avons assigné une des tâches les plus importantes dans le cadre de cette offensive. Vous aurez à occuper, en tant qu'éléments avancés, un ou plusieurs ponts sur la Meuse, entre Liège et Namur. Vous exécuterez cette mission grâce à un stratagème : vos hommes porteront des uniformes britanniques et américains. L'ennemi a pu nous infliger, grâce à cette ruse, des dommages sérieux, lors de plusieurs raids de commando. Par exemple, il y a quelques jours, à l'occasion de la prise d'Aix-la-Chapelle, un détachement américain revêtu d'uniformes allemands a pu s'infiltrer dans nos lignes. En outre, de petits groupes ainsi déguisés devront donner, derrière les lignes alliées, de faux ordres, gêner les transmissions et, d'une façon générale, jeter la perturbation parmi les troupes alliées. Il faut que vos préparatifs soient terminés avant le 1er décembre. Pour les détails, vous verrez le général Jodl.

« Je sais que ce délai est terriblement court, mais je compte sur vous pour faire l'impossible. Bien entendu, vous serez vous-même au front, au

moment où vos troupes entreront en action. Je vous interdis cependant de vous aventurer dans les lignes ennemies ; nous ne pouvons nous permettre de vous perdre.

Quelques heures plus tard, le général Jodl me reçoit et, à l'aide de la carte, m'explique certains détails de l'opération. L'offensive doit partir de la région comprise entre Aix-la-Chapelle et Luxembourg, en direction d'Anvers et, de ce fait, couper la 2e armée britannique et les éléments américains combattant dans la région d'Aix. En même temps, le haut commandement prévoit une ligne de couverture vers le sud (Luxembourg-Namur-Louvain) et une autre vers le nord (Eupen-Liège-Longeren-Hasselt et jusqu'au canal Albert).

Dans des conditions optimales, Anvers doit être atteinte en à peu près sept jours. Le but final de l'opération est la destruction des forces ennemies au nord d'une ligne Anvers-Bruxelles, ainsi que dans la région de Bastogne.

L'ensemble des unités chargées de l'offensive, dénommé groupe d'armées B, est placé sous les ordres du maréchal Model. Ce groupe d'armées comprendra la 6e armée blindée (général des Waffen SS Dietrich), la 5e armée blindée (général von Manteuffel) et la 7e armée, disposées ainsi du nord au sud. Après une préparation d'artillerie violente, mais brève (instinctivement, j'évoque les 6 000 canons dont le Führer m'a parlé), les armées devront percer à plusieurs endroits choisis d'après des considérations tactiques.

– Quant à vous, Skorzeny, vous entrerez en action dans la région couverte par la 6e armée blindée. Voici donc une étude qui vous intéressera particulièrement : elle montre la situation telle qu'elle se présentera – du moins, je l'espère – vingt-quatre heures après le début des opérations.

Sur la carte que Jodl étale devant nous, nous voyons que le haut commandement compte pouvoir attaquer, à ce moment-là, sur la ligne Eupen-Verviers-Liège, et pense avoir réussi à former, au centre, deux têtes de pont sur l'autre rive de la Meuse. D'autre part, on prévoit déjà des attaques violentes, menées par les réserves alliées, contre le flanc nord de notre saillant.

Avant de me congédier, le général Jodl me demande de lui faire parvenir dans le plus bref délai la liste du personnel et du matériel dont j'aurai

besoin. Il m'indique également que l'état-major général adressera à toutes nos unités l'ordre de mettre à ma disposition tous les officiers et soldats parlant anglais. Cet ordre se révélera plus tard le plus bel échantillon de « gaffe » en matière de secret des opérations – gaffe commise par l'autorité suprême de l'armée allemande.

Quelques jours plus tard, je reçois une copie de cet ordre. En le lisant, je manque d'avoir une attaque. Signé par un des gros bonnets de l'état-major, muni du tampon « Secret », les passages essentiels de ce chef-d'œuvre donnent à peu près ceci :

« À toutes les unités de la Wehrmacht : signaler, jusqu'au … octobre 1944, les officiers et soldats parlant anglais, volontaires pour une mission spéciale… À diriger sur Friedenthal, près de Berlin, en vue de leur incorporation dans les unités de commando du lieutenant-colonel Skorzeny. »

Je pique une véritable crise de colère. Incontestablement, les services secrets alliés vont avoir vent de cette affaire. Après la guerre, j'apprendrai d'ailleurs que, moins de huit jours plus tard, les Américains étaient en possession de ce texte. Je n'ai jamais compris qu'ils n'en aient pas tiré des conclusions et pris, à ce moment-là, certaines précautions.

À mon avis, l'opération est ainsi enterrée avant d'avoir vu le jour. J'adresse immédiatement une protestation vigoureuse au GQG et propose « respectueusement » l'annulation de ma mission. Bien entendu, ma lettre doit parcourir la voie hiérarchique. C'est ainsi que le général SS Fegelein, beau-frère de Hitler, me répond ceci : l'affaire est évidemment incroyable et incompréhensible, mais c'est une raison de plus pour ne pas en parler au Führer. Par conséquent, l'annulation est impossible.

Vers la même époque, j'ai un entretien intéressant avec un colonel de l'état-major du général Winter. Cet officier m'expose l'aspect juridique de l'affaire. D'après lui, les petits commandos risquent, en cas de capture, d'être traités en espions et jugés en conséquence. Quant au gros de mes troupes, la loi internationale défend seulement, à un homme revêtu d'un uniforme ennemi, de faire usage de ses armes. Il me recommande donc ceci : mes soldats porteront, sous l'uniforme ennemi, leur tenue allemande ; au moment de passer à l'attaque proprement dite, ils enlèveront leurs

uniformes anglais ou américains. Bien entendu, je suivrai ce conseil.

***

À présent, nous pouvons nous attaquer aux préparatifs de notre mission. Mes troupes formeront, d'après nos instructions, la 150e brigade blindée. La base de notre plan est évidemment l'horaire élaboré par le haut commandement pour la grande offensive. D'après cet horaire, nos armées crèveront le front ennemi au cours de la première journée. Le deuxième jour, elles devront atteindre et franchir la Meuse. Nous sommes donc en droit de supposer qu'à la fin de la première journée, les débris des forces alliées seront en pleine déroute.

Ceci bien établi, nous comprenons que nous serons obligés d'improviser, afin d'être à peu près parés. Comme l'offensive est fixée pour début décembre, il nous reste seulement un mois et quelques jours – délai nettement insuffisant pour former et entraîner une nouvelle unité, surtout lorsque celle-ci est chargée d'une mission spéciale. C'est presque une impossibilité, nous nous en rendons parfaitement compte. Mais comme j'ai attiré l'attention du Führer sur ce handicap, j'ai la conscience tranquille.

Afin de tenir compte de toutes les éventualités imprévisibles, nous nous fixons essentiellement trois objectifs : les ponts qui franchissent la Meuse à Engis, Amay et Huy. Par conséquent, nous découpons la région attribuée à la 6e armée blindée en trois bandes qui iront en se rétrécissant et aboutissent chacune à un de ces ponts. Suivant ce plan, nous formons trois groupes de combat que nous baptisons des noms poétiques de X, Y et Z.

En principe, nous sommes censés être une brigade blindée, mais cette désignation grandiloquente n'est qu'un bluff. Nous allons l'apprendre très bientôt. À peine avons-nous adressé, au service du matériel, notre première liste d'équipement qu'on nous répond qu'il sera sans doute impossible de nous attribuer des chars pris à l'ennemi en nombre suffisant pour tout un régiment. Peut-être pourra-t-on nous donner assez de chars anglais ou américains pour former un bataillon, et encore… Ça commence mal !

Pourtant, nos prévisions sont aussi modestes que possible. Afin d'économiser du personnel, nous avons renoncé aux services auxiliaires, de sorte que notre « brigade » se composera, d'après mes propositions, de :

– 2 compagnies blindées, avec 10 chars chacune ;

– 3 compagnies de reconnaissance, dont chacune disposera de 10 automitrailleuses ;
– 3 bataillons d'infanterie motorisée ;
– 1 compagnie de DCA légère ;
– 1 compagnie de « chasseurs de blindés » ;
– 1 section de lance-grenades ;
– 1 compagnie de transmissions ;
– 1 état-major, très réduit, pour la brigade ;
– 3 états-majors, également réduits, de bataillon ;
– 1 compagnie de commandement.

En tout, environ 3 300 hommes.

Mais, en plus, il y a des listes interminables, comprenant des armes, munitions, véhicules, uniformes, objets d'équipements. Nous-mêmes commençons à prendre peur en songeant qu'il nous faudra obtenir tout cela en l'espace de quelques semaines. Car du char lourd jusqu'aux uniformes, ces fournitures doivent provenir du butin pris à l'ennemi. Or, nos stocks d'équipement allié ne peuvent pas être très importants. Au cours des derniers mois, nos armées n'ont fait que reculer, sans pouvoir entreprendre une seule opération offensive d'envergure qui nous aurait permis de nous emparer d'un butin assez considérable.

Quand, le 26 octobre 1944, je présente au général Jodl le plan de formation de notre « brigade blindée » ainsi que la liste de nos besoins en matériel, j'attire une fois de plus son attention sur le fait que, par suite du manque de temps, nous sommes obligés d'improviser. De plus, je lui déclare qu'à mon avis, notre opération – appelée, en langage de code, l'opération Dragon[16] – réussira seulement à la condition d'être déclenchée dans la nuit qui suivra le début de l'offensive, afin que nous puissions profiter au maximum de la surprise et du désarroi de l'adversaire. Pour cela, il faudra que les divisions de première ligne atteignent, le soir du premier jour, tous les objectifs prévus, c'est-à-dire que, dans le secteur qui nous intéresse, elles aient dépassé la crête d'un petit massif appelé le Hohes Venn[17]. Autrement, je serai obligé de renoncer à la mission dont je suis chargé. De plus, je demande des photos aériennes des trois ponts dont mes troupes doivent s'emparer.

J’obtiens facilement l’approbation de mon projet pour la formation de la brigade, ainsi que la promesse que l’état-major général appuiera toutes mes demandes de matériel. J’en profite aussitôt pour solliciter le « prêt » de trois chefs de bataillon expérimentés, et l’affectation, en plus des volontaires, de quelques unités homogènes de la Wehrmacht qui pourraient servir de cadres et d’ossature pour ma brigade hâtivement constituée. On m’envoie en effet trois lieutenants-colonels très capables et, un peu plus tard, deux bataillons de parachutistes de la Luftwaffe, deux compagnies blindées de la Wehrmacht et une compagnie de transmissions. Ces troupes renforceront les deux compagnies de mes « unités spéciales » et mon bataillon de parachutistes.

Reste la question des volontaires « parlant anglais ». Quand, huit jours après la diffusion – le mot n’est pas trop fort – du fameux « ordre secret », les cent premiers volontaires arrivent, à Friedenthal, je suis pris d’une véritable crise de cafard. J’ai envie de tout envoyer au diable. Des professeurs s’efforcent de répartir les volontaires en trois catégories, suivant leurs connaissances de la langue anglaise. Or, la catégorie n° 1, celle qui comprend des soldats parlant couramment et sans accent l’anglais ou, encore mieux, le « slang » américain, ne veut absolument pas s’accroître. Alors qu’il nous en faudrait des centaines, nous trouvons, tout au plus, un ou deux hommes qui méritent d’être classés dans cette catégorie.

Je dois d’ailleurs avouer que je suis moi-même plutôt faible en anglais. Quelle pitié que j’aie toujours profité justement des leçons d’anglais pour « chahuter » notre pauvre professeur ! Cependant, je m’efforce maintenant de rattraper le temps perdu et de placer parfois une phrase bien tournée. Or, un jour, je fais la connaissance d’un jeune officier-aviateur qui prétend faire partie de la catégorie n° 1. Je lui demande donc, tout naturellement :

– *Give me your story about your last duty, please*.

Le pauvre garçon se trouble, hésite, puis il se lance :

– *Yes, Herr Oberstleutnant, I* became *my last order* before *five months*[18]… – une nouvelle hésitation, puis il ajoute précipitamment, en allemand : – Si vous le permettez, je vous expliquerai cela dans ma langue maternelle…

Et voilà ! Il faut bien que je m’en contente. On ne peut guère couvrir d’injures un volontaire qui, visiblement, est plein d’enthousiasme. Mais

avec de telles prouesses, il ne dupera certainement aucun Américain, fût-il sourd !

Quand, au bout de deux semaines, la sélection des volontaires est terminée, nous nous trouvons devant un résultat épouvantable : la première catégorie comprend, en tout et pour tout, une dizaine d'hommes, surtout d'anciens marins qui forment d'ailleurs également une partie considérable de la 2e catégorie. Celle-ci, composée d'hommes parlant à peu près couramment, compte environ 30 à 40 membres. La 3e catégorie – des soldats qui savent « se débrouiller » en anglais – est déjà plus nombreuse, avec ses quelque 150 hommes. La catégorie n° 4 – des garçons qui n'ont pas oublié tout à fait ce qu'ils ont appris à l'école – en compte peut-être 200. Quant aux autres, ils savent tout juste dire « *yes* » et « *no* ». Je suis donc forcé de former une brigade de sourds-muets, car après avoir attribué 120 parmi les meilleurs « linguistes » à la compagnie de commandement, il ne me reste pour ainsi dire personne. Nous allons donc nous joindre aux colonnes américaines en fuite, sans desserrer les dents, comme si l'étendue de la catastrophe nous avait privés de l'usage de la parole. Afin d'améliorer cette situation lamentable, nous expédions les hommes de la 2e catégorie dans une école d'interprètes et dans un camp de prisonniers américains. Mais comme ces « cours » ne durent que huit jours, les résultats sont minimes.

Quant au gros de mes troupes – des hommes qui ne comprennent pas un traître mot d'anglais –, nous leur inculquons simplement quelques jurons vigoureux de GI, ainsi que la signification de « *yes, no, OK* ». En plus, nous leur répétons, à longueur de journée, les principaux commandements en usage dans l'armée américaine. Et voilà tout ce que nous pouvons faire au point de vue linguistique pour camoufler notre brigade.

Mais tout cela n'est encore rien. La situation est infiniment plus catastrophique en ce qui concerne notre équipement. Très vite, nous devons constater que nous n'obtiendrons jamais des chars américains en nombre suffisant. Finalement, le jour de l'offensive, nous sommes les heureux possesseurs de deux chars Sherman. Je dis bien : deux chars, dont l'un déclarera d'ailleurs forfait au bout de quelques kilomètres.

Afin de remplacer les chars américains qui nous font défaut, l'inspection

des troupes blindées nous attribue douze Panther allemands. Nous les camouflons de notre mieux en fixant des plaques de tôle autour des canons et des tourelles, afin de leur donner au moins une silhouette semblable à celle des Sherman. Le résultat n'est guère satisfaisant ; nos chars ne tromperont personne, sauf peut-être de très jeunes recrues – et encore à condition de se montrer seulement de loin, aux heures du crépuscule.

D'autre part, on nous envoie dix automitrailleuses anglaises et américaines. Nous nous creusons la cervelle pour trouver un moyen d'utiliser les modèles anglais – problème insoluble, puisque nous combattrons dans un secteur tenu par les Américains. Finalement, les véhicules anglais nous épargnent ce souci, car, dès les premiers exercices, ils tombent irrémédiablement en panne. Il nous reste quatre voitures américaines, ce qui nous oblige à compléter notre équipement par des automitrailleuses allemandes.

Les services de matériel nous expédient également une trentaine de « Jeep ». Or, je suis persuadé que nos troupes du front de l'ouest possèdent une quantité appréciable de ces véhicules. Malheureusement, les « propriétaires » de ces voitures tout-terrain éprouvent une répugnance insurmontable à s'en séparer. Par conséquent, ils décident d'ignorer tout simplement l'ordre de les livrer. Finalement, nous nous consolons en pensant que nous arriverons bien à en « trouver » quelques-unes sur le front même, le jour de l'offensive. C'est le même espoir vague et trompeur qui a influencé les décisions de notre commandement suprême dans l'élaboration de cette offensive : on croyait, en haut lieu, que l'ennemi serait forcé d'abandonner d'énormes réserves d'essence. Encore une illusion dangereuse et, finalement, fatale !

Quant aux camions, on nous attribue quinze véhicules américains, et des camions allemands Ford que nous faisons peindre en vert. En ce qui concerne les armes, c'est pire. Nous avons exactement 50 % des fusils américains qu'il nous faudrait, plus quelques canons antichars et lance-grenades pour lesquels nous n'avons pas de munitions ! Nous recevons bien, un jour, plusieurs wagons de munitions américaines, mais elles sautent le lendemain. À part la compagnie de commandement, toutes nos unités recevront donc des armes allemandes.

Mais le bouquet, ce sont les uniformes. Pourtant, c'est le point essentiel, la condition sine qua non, car des tenues non réglementaires attireraient aussitôt l'attention des MP[19]. Un jour, on nous envoie une énorme quantité de vêtements en vrac – malheureusement, ce sont des uniformes anglais. Ensuite, on nous adresse un wagon de capotes militaires – ce qui ne nous intéresse nullement, puisque les soldats américains portent uniquement des « *field jackets* ». Enfin, nous obtenons ces fameux « *jackets* » – mais ils sont ornés du triangle des prisonniers de guerre ! Pour moi, le chef de brigade, on arrive tout juste à dénicher un pull-over de l'armée américaine. Un pull-over, rien d'autre ! – Enfin, à force d'expédients, nous parvenons à habiller nos hommes à peu près convenablement, surtout la compagnie de commandement. Ce qui manque encore sera complété, au cours de notre avance, grâce aux stocks de vêtements que l'ennemi en fuite voudra bien nous abandonner.

Pendant que nous nous débattons au milieu de ces difficultés, le lieutenant-colonel Hardieck a commencé l'entraînement des hommes. Afin de garder le secret, notre terrain de manœuvres a été déclaré zone interdite, et nous avons même suspendu le service du courrier. Bien entendu, les rumeurs les plus incroyables sur le but de ces préparatifs mystérieux sont colportées dans nos unités. Les soldats savent que je vais prendre le commandement de la brigade, ils s'attendent donc à une action dans le genre de la libération de Mussolini. Bref, le lieutenant-colonel Hardieck n'arrive plus à refréner la curiosité générale, malgré des mesures de plus en plus sévères pour couper court à ces rumeurs affolantes. Bientôt, on discute tant dans les cantonnements qu'il craint pour le secret de notre opération. Il vient donc me rendre compte de cette situation.

En apprenant, dans ma chambre à Friedenthal, les racontars inimaginables que répandent mes hommes, je sens mes cheveux se dresser sur mon pauvre crâne. En tout cas, ces gaillards ne manquent pas d'imagination ! Les uns savent, de source sûre, que notre brigade traversera toute la France pour libérer la garnison assiégée dans Brest. Les auteurs prétendent qu'il s'agit de débloquer les défenseurs de Lorient. Ils ont vu – de leurs yeux vu – des plans qui doivent nous permettre de pénétrer dans la forteresse. Il y a encore une bonne douzaine d'autres versions, ce qui, en somme, ne nous

dérangerait guère, si nous ne devions craindre que le contre-espionnage allié finisse par s'intéresser un peu trop à nos préparatifs. Comment faire pour couper court à cette épidémie de bobards ? À notre avis, la méthode la plus simple sera la plus efficace : désormais, nous ne démentirons aucune de ces rumeurs, tout en simulant une vive irritation de voir nos hommes si bien informés. Ainsi, nous pensons semer la confusion dans l'esprit des services secrets alliés.

À mesure que le temps passe – et il passe terriblement vite – nous poussons l'entraînement des hommes. Nous répétons surtout plusieurs variantes du thème général : tête de pont. Dans un domaine quelque peu différent, nous nous efforçons de faire perdre à nos hommes la tenue rigide qui résulte de la formation militaire allemande, avec sa discipline exagérée et inutile. Finalement, nous les habituons même à l'usage du chewing-gum et à la façon typiquement américaine d'ouvrir les paquets de cigarettes.

De toute façon, l'unique unité presque parfaitement camouflée dont nous disposons est la compagnie de commandement. Par conséquent, nous décidons d'être aussi avares que possible des hommes qui la composent. D'ailleurs, nous ne pouvons guère leur assigner à l'avance des buts précis. Nos instructions doivent laisser la plus grande latitude à l'esprit d'initiative des soldats. En tant qu'observateurs avancés du front, ils rendront d'inappréciables services au gros de nos armées. Ils doivent également essayer d'ajouter à la confusion qui régnera chez l'ennemi, en répandant de fausses nouvelles, en exagérant les succès initiaux des divisions allemandes, en changeant de place les poteaux indicateurs, en donnant des ordres fantaisistes, en coupant les lignes téléphoniques et en détruisant des réserves de munitions.

Un jour, alors que je viens d'inspecter mes troupes, un officier de cette compagnie me demande un entretien confidentiel. Très grave, il me déclare :

– Mon colonel, je connais à présent le but de l'opération que nous préparons.

L'espace d'un instant, je suis perplexe. Est-ce que Fölkersam ou Hardieck – les seuls qui partagent le secret – auraient commis une indiscrétion involontaire ? Mais déjà, l'officier, visiblement satisfait de l'effet produit

par ses premières paroles, poursuit en chuchotant :

– La brigade marchera sur Paris afin de capturer le quartier général allié.

C'en est presque trop pour moi ; je dois me retenir pour ne pas éclater de rire. Je me contente d'un : hm… hm… peu compromettant. Cela lui suffit pour enchaîner avec enthousiasme.

– Étant donné que je connais Paris comme ma poche, je voudrais me permettre, mon colonel, de vous offrir ma collaboration. Bien entendu, je garderai bouche cousue.

Comme je lui demande ses suggestions, il m'expose un plan détaillé. Une colonne de faux prisonniers, encadrée des soldats parlant parfaitement l'anglais, qui se rendrait tout bonnement à Paris. Même des chars allemands pourraient être du voyage, en tant que prises de guerre destinées à être présentées au GQG allié.

Avec peine, j'arrive à endiguer ce flot de paroles. Finalement, je le congédie en lui demandant d'étudier son plan en détail et de revenir me voir… et surtout, de se taire. Bien plus tard, j'apprendrai qu'il n'a pas tenu compte de cette dernière recommandation. Pendant des semaines, le contre-espionnage allié a surveillé notamment le Café de la Paix, que j'ai eu le malheur de mentionner au cours de cette conversation.

***

Vers la mi-novembre, le GQG recule la date de l'offensive, fixée d'abord au 1er, au 10, puis au 16 décembre. La mise en place du dispositif d'attaque n'était pas terminée, l'équipement des divisions était incomplet. Ces retards successifs indiquent que ce sont littéralement nos dernières réserves en hommes et en matériel qui seront jetées dans cette bataille.

Ceci ressort également des délibérations quotidiennes au GQG du Führer, auxquelles je suis convoqué à trois reprises. Chaque fois, j'entends dire que telle division manque de chars, telle autre de canons, et telle autre encore de camions. Je me rends bien compte que le général Guderian, commandant du front de l'Est, regrette amèrement chaque char, chaque bataillon qu'on lui retire pour le transférer à l'Ouest. En somme, nos possibilités ressemblent à présent à un drap trop petit pour le lit qu'il devrait couvrir. Lorsqu'on veut protéger les pieds, c'est-à-dire l'Ouest, on est obligé de dégarnir la tête, c'est-à-dire l'Est.

Un jour, le rapport de la Luftwaffe indique que même le plus grand courage de nos pilotes ne peut plus compenser la supériorité numérique de l'ennemi. Brusquement, j'entends citer un chiffre : « 250 chasseurs à réaction participeront à la bataille des Ardennes. » Je n'en crois pas mes oreilles. Est-ce là tout ce qui reste du chiffre de 2 000 que le Führer lui-même m'a annoncé le 22 octobre ? Mais Hitler n'écoute même pas. Manifestement, il s'est déjà résigné à notre défaite aérienne.

À la fin de la délibération, le Führer me rappelle encore une fois son ordre de ne pas franchir moi-même les lignes ennemies. Je devrai me contenter de diriger mes détachements par radio. Cette interdiction, formulée d'un ton sans réplique, m'est extrêmement pénible, car j'avais espéré que le Führer n'y penserait plus. Serai-je donc condamné à rester à l'arrière, pendant que mes camarades livrent le combat du désespoir ? Ce serait bien la première fois ! Je décide, à part moi, de mettre mes chefs de bataillon au courant de cet ordre – ce qui ne me sera pas très agréable – en ajoutant toutefois que je les rejoindrai si la situation devenait critique. De toute façon, je ne resterai pas planqué dans les bureaux de l'état-major ; je trouverai bien une place tout près du front.

Il paraît, en tout cas, que jusqu'à présent, nos préparatifs ont complètement échappé à la surveillance des Alliés. Le front ennemi reste calme et ne reçoit guère de renforts. Les Américains semblent s'attendre à une longue période de repos. Je crois qu'ils n'en jouiront pas longtemps.

***

Au cours de la nuit du 13 au 14 décembre, nous nous installons sur nos positions de départ. Le 14 décembre, je prends officiellement le commandement de ma brigade blindée. Dans un chalet de garde-forestier, je donne mes dernières instructions à mes chefs de bataillon. Avant tout, il faudra rester en contact constant. Ensuite, j'insiste sur la nécessité de ne tirer à aucun prix. Le moindre coup de feu risque de faire avorter l'opération. Nos groupes doivent avancer, avancer, et ne se laisser influencer par rien. Il faudra voir sur place de quelle façon on pourra s'emparer des ponts. De toute façon, nous ne pouvons nous permettre de livrer un vrai combat ; pour cela, nous sommes beaucoup trop faibles. D'ailleurs, notre projet n'est réalisable qu'à deux conditions : il faut que le

front ennemi se soit effondré, et que notre avance pénètre, dès le premier jour, loin derrière les lignes alliées.

Personne ne dort pendant la nuit du 15 au 16 décembre. Nous comptons nous mettre en route quelques heures après le début de l'offensive. Mes trois équipes de radio se sont installées au bord de la forêt. Elles m'ont déjà transmis les premiers messages de nos trois groupes de combat : ceux-ci ont pris position derrière les troupes blindées. Ils attendront mon signal pour revêtir leur tenue de camouflage et pour s'élancer par la brèche ouverte dans la région tenue par l'ennemi. À présent nous attendons tous, dans une tension nerveuse presque intolérable. Lentement, très lentement, se lève l'aube du 16 décembre 1944.

D'un seul coup, des milliers de canons se déchaînent, crachant une grêle serrée de projectiles sur les positions ennemies. Bientôt, le barrage d'artillerie avance, le tir s'allonge, l'infanterie allemande s'apprête à attaquer. Incapable de rester en place, je me rends à l'état-major de notre corps d'armée.

Vers 7 heures arrivent les premiers rapports. Ils ne sont pas précisément brillants, mais la journée est loin d'être terminée. Le feu pourtant violent de notre artillerie ne semble pas avoir entamé les positions américaines près de Losheim. L'ennemi résiste avec une ténacité extraordinaire, notre attaque piétine. Nous attendons, les dents serrées. À midi, on nous annonce des engagements acharnés, quelques gains de terrain – mais ce n'est certainement pas la percée escomptée.

Je me demande pourquoi le commandement ne fait pas encore donner les chars. Ils ont avancé de quelques kilomètres – juste la profondeur de notre pénétration – de sorte qu'ils occupent maintenant la ligne de départ de l'infanterie. Mes groupes de combat sont toujours derrière eux.

Un peu plus tard, ma radio m'annonce la mort du lieutenant-colonel Hardieck. Le capitaine von Fölkersam prend le commandement de son bataillon.

La journée du 16 décembre passe sans que la 6e armée blindée ait obtenu un succès décisif. Dès le début de l'après-midi, tout le monde comprend qu'il faudra faire appel aux chars si l'on veut encore tenter la grande percée. Afin d'avoir une vue d'ensemble, j'essaie de filer en voiture jusqu'à

Losheim. Sur les routes, un embouteillage indescriptible de toutes sortes de véhicules. Pour atteindre la petite ville, je dois sans cesse descendre, crier, jurer, pousser, donner des ordres aux chauffeurs des camions bloqués de sorte que je fais au moins 10 km à pied. À Losheim, on entend très distinctement le bruit de la bataille. Dans la forêt qui entoure la ville, les parachutistes partis à l'attaque ce matin essaient vainement de progresser ; un peu plus au sud, la situation paraît cependant plus favorable. Dans ce secteur, nous avons réalisé, paraît-il, une avance assez considérable.

À Losheim, je rencontre une partie de ma compagnie de commandement – c'est-à-dire les éléments que j'ai gardés à ma disposition. Or, je dois prendre, sur-le-champ, une décision extrêmement grave : de toute évidence, nos troupes n'atteindront pas aujourd'hui les objectifs qu'elles devaient enlever au cours de cette première journée de l'offensive. Logiquement, je devrais donc annuler, purement et simplement, l'opération Dragon – cette opération à laquelle je tiens, que nous avons si péniblement préparée ! Je n'ai jamais été de ceux qui abandonnent facilement. D'ailleurs, il me reste un espoir : si nos blindés attaquent cette nuit, l'offensive peut encore réussir. Je vais donc attendre encore vingt-quatre heures. Si, demain, nous avons franchi la crête du Hohes Venn, nos armées auront une chance sérieuse d'atteindre la Meuse, et alors, la prise préalable des ponts par mes unités pourra décider du sort de la bataille.

Avec les hommes les plus « emballés » de la compagnie de commandement, je compose trois groupes qui se chargeront de la désorganisation des arrières de l'ennemi. Je leur donne l'ordre de chercher, plus loin vers le sud, une possibilité de s'infiltrer derrière les lignes alliées afin d'exécuter, dans la mesure du possible, leurs diverses missions. Je leur demande surtout d'explorer les trois routes par lesquelles passeront, si tout va bien, mes trois détachements de combat.

Ensuite, je retourne à l'état-major du corps d'armée. Vers minuit, les chars se lancent à l'attaque. Les premières nouvelles de leur progression nous parviendront, peut-être, à l'aube. Complètement épuisé – voilà trente-six heures que je n'ai pas dormi – je me jette sur un matelas et sombre aussitôt dans un profond sommeil.

Un peu plus tard, on me réveille pour m'annoncer le retour du premier

groupe. Les nouvelles qu'il rapporte intéressent surtout le haut commandement. Vers 5 heures du matin, l'état-major reçoit le premier message des chars : « Venons de prendre, contre forte résistance ennemie, le village de Honsfeld. » Peut-être l'offensive va-t-elle démarrer, pensons-nous. Bientôt, un autre groupe de blindés qui combattent plus au sud annonce, lui aussi, des gains de terrain appréciables.

Au début de la journée, l'état-major doit se déplacer vers l'ouest, dans la région de Manderfeld. Je décide de m'y rendre en éclaireur. L'embouteillage des routes est, si possible, encore plus inextricable que la veille. Une file ininterrompue de véhicules avance par petits bonds – cinquante mètres, cent mètres, encore cinquante. Bientôt, je perds patience, fais demi-tour et cherche à passer par des chemins défoncés, à peine praticables. Mais à peine ai-je atteint un autre village que je tombe de nouveau dans le chaos des véhicules enchevêtrés. Je me résigne à abandonner ma voiture et à continuer à pied. Parfois, j'arrive, à force de patience, à démêler un amas de camions bloqués. Chaque fois que je vois un officier qui se prélasse sur les coussins de sa voiture, je lui ordonne de descendre et d'essayer de régler cette circulation incroyable.

Sur une côte près de Stadtkyll, une énorme remorque de la Luftwaffe a accroché plusieurs voitures de manière à barrer complètement la route. Une trentaine d'hommes s'efforcent vainement de dégager cette espèce de plate-forme roulante. Comme je m'enquiers du chargement, j'apprends, à mon étonnement, qu'il s'agit de pièces détachées de V1. Probablement, on les a expédiées aussi loin à l'avant dans l'espoir que, dès le premier jour, notre front se serait déplacé assez loin vers l'ouest ; à présent, cet ordre est malheureusement sans objet, mais quelque imbécile a oublié de l'annuler.

Voyant que cette maudite remorque ne veut pas reprendre une position normale, je réquisitionne les occupants de tous les camions bloqués. Bientôt, des centaines de bras travaillent au déchargement ; ensuite, nous renversons la remorque qui culbute dans le lac situé en contrebas. En quinze minutes, la route est de nouveau libre.

Le soir, à Manderfeld, j'assiste à un véritable conseil de guerre. Le groupe nord de nos chars n'a pu avancer qu'au prix de durs combats. À présent, les blindés se battent devant Stavelot, âprement défendue par les Américains.

Les nouvelles des autres secteurs sont, certes, plus favorables, mais encore loin d'être bonnes. Incontestablement, l'ennemi a été surpris par cette offensive imprévue, mais il s'accroche au terrain, alors que nous espérions le voir reculer sans combattre ; quant à la fuite précipitée qui, seule, aurait permis à l'opération Dragon de remporter des succès réels, il n'en est nullement question. Nous ne pouvons même plus songer à atteindre la Meuse le lendemain, ni même le surlendemain. Déjà, de fortes réserves ennemies interviennent énergiquement dans la bataille.

Dans ces conditions, je dois me résigner à renoncer à notre opération ; toute improvisation n'aurait été que pure folie. Certes, je n'ai pas pris cette décision de gaîté de cœur ; mais après avoir longuement réfléchi, je vois que je n'ai pas le droit d'agir autrement. J'en informe l'état-major de la 6e armée qui me donne son approbation. D'autre part, je préviens mes détachements de combat, en leur ordonnant de bivouaquer sur place et d'attendre mes instructions. Finalement, je mets ma brigade à la disposition du premier corps blindé SS – puisque nous sommes là, autant servir à quelque chose – et demande qu'on veuille bien nous assigner une mission d'infanterie qui corresponde à nos possibilités.

Cependant, dès le 18 décembre, l'avance du groupe dont nous faisons désormais partie prend brusquement fin. À Trois-Ponts, que le groupe prend à 11 heures du matin, les ponts ont sauté. Au cours de l'après-midi, nos troupes s'emparent encore de La Gleize et de Stoumont. Mais déjà, tous les messages provenant des premières lignes réclament des munitions et du carburant. Tant que ces deux problèmes ne seront pas résolus, ils piétineront sur place. Et malgré tous nos efforts, les camions envoyés à notre secours n'arrivent pas jusqu'à nous. À présent, il ne faut plus songer à avancer.

Le lendemain, une nouvelle préoccupation surgit. Presque tout le flanc nord du saillant creusé par notre offensive est ouvert. C'est surtout par Malmedy, important croisement de routes, que l'ennemi pourra jeter ses réserves vers le sud, pour essayer de nous couper de nos bases de départ. On me demande si je veux me charger de boucher ce trou par une attaque contre la ville ; une fois que Malmedy sera en notre possession, une poussée ennemie ne sera plus à craindre.

Bien entendu, j'accepte et donne à mes trois détachements de combat

l'ordre de se rassembler, au cours de la journée du 20 décembre, autour du village d'Engelsdorf. Là, je me présente à l'état-major de la première division blindée SS pour me renseigner sur la possibilité d'une attaque immédiate.

Comme nous ne disposons d'aucune pièce d'artillerie, nous décidons d'attaquer Malmedy de deux côtés à la fois, à l'aube du 21 décembre. Notre objectif sera une chaîne de collines au nord de la ville où nous allons nous enterrer afin de repousser d'éventuelles contre-attaques. Pour l'instant, les deux routes qui, venant du nord, aboutissent à Engelsdorf sont défendues par deux groupes de neuf hommes chacun – couverture légèrement insuffisante, à mon avis.

Le 20 décembre, un détachement de reconnaissance que j'ai envoyé à Malmedy m'indique que la ville n'est tenue, sans doute, que par des forces ennemies très faibles. Le chef de ce détachement, un vieux capitaine de la marine de guerre, me fait un rapport d'une franchise aussi louable que déconcertante. Il n'avait pas du tout l'intention de franchir les lignes, mais… il s'est égaré. Tout à coup, alors qu'il ne s'y attendait nullement, il s'est retrouvé près des premières maisons de la petite ville. Quelques passants lui ont demandé si les Allemands allaient arriver. Comprenant qu'il avait pénétré dans Malmedy encore occupée par les Américains, il a fait demi-tour et s'est dépêché de revenir à Engelsdorf.

– En somme, nous avons eu une sacrée chance, conclut-il en grimaçant un sourire.

Je déduis de cette aventure que la ville n'est guère défendue. Peut-être réussirons-nous à la prendre même sans préparation d'artillerie. De toute façon, j'ai encore dix chars – les autres sont en panne.

Entre-temps, j'ai reçu des nouvelles des groupes envoyés derrière les lignes ennemies pour désorganiser les arrières alliés. Sur les neuf groupes qui avaient reçu cet ordre, six à huit seulement ont dû vraiment franchir la ligne de feu. Aujourd'hui encore, je suis incapable de citer un chiffre précis. Je comprends d'ailleurs fort bien que plus d'un de ces jeunes soldats ait hésité à avouer qu'au moment de s'infiltrer dans le dispositif allié, le courage lui a manqué. En revanche, je sais que deux de ces groupes ont été faits prisonniers. Quatre autres m'ont fait, par la suite, des rapports si clairs

et si précis qu'il n'est pas possible de les mettre en doute. Pour la curiosité du fait, je voudrais raconter brièvement quelques-uns de ces épisodes :

Un de ces groupes avait réussi, dès le premier jour de l'offensive, à passer par la brèche ouverte dans le front allié et à avancer jusqu'à Huy, près des rives de la Meuse. Là, il s'était installé tranquillement à un croisement de routes pour observer les mouvements des troupes ennemies. Le chef du groupe – le « *teamleader* » qui parle couramment l'anglais – poussait même l'audace jusqu'à se promener dans les environs, pour « se rendre compte de la situation ».

Au bout de quelques heures, ils virent arriver un régiment blindé dont le commandant leur demanda son chemin. Avec une présence d'esprit remarquable, le « *teamleader* » lui donna une réponse tout à fait fantaisiste. Il annonça notamment que ces « cochons d'Allemands » venaient de couper plusieurs routes. Lui-même aurait ordre de faire un vaste détour avec sa colonne. Très heureux d'avoir été avertis à temps, les chars américains prirent en effet le chemin que notre homme leur avait indiqué.

Lors du retour, ce groupe avait coupé plusieurs lignes téléphoniques et enlevé des écriteaux placés par l'intendance américaine. Vingt-quatre heures plus tard, il avait rejoint nos lignes, rapportant des observations intéressantes sur le désordre qui régnait, au début de l'offensive, derrière le front américain.

Un autre de ces petits commandos avait également franchi les lignes américaines et s'était avancé jusqu'à la Meuse. D'après ses observations, les Alliés n'avaient pour ainsi dire rien fait pour protéger les ponts dans cette région. Pendant son retour, ce commando avait barré trois grandes routes menant aux fronts, en fixant aux arbres des rubans de couleur qui, dans l'armée américaine, indiquent les terrains minés. Par la suite, nous avons pu constater que les colonnes de renforts alliés avaient, en effet, évité ces routes, préférant faire un grand détour.

Un troisième commando avait découvert un dépôt de munitions. Nos hommes s'étaient cachés jusqu'à la tombée de la nuit, puis ils avaient fait sauter le dépôt. Un peu plus tard, ils avaient trouvé un câble collecteur téléphonique qu'ils avaient réussi à couper à trois endroits.

Mais l'histoire la plus extraordinaire est certainement celle d'un autre

groupe qui, dès le 16 décembre, s'était trouvé brusquement devant une position américaine. Deux compagnies de GI s'étaient installées comme pour soutenir un long siège, avaient construit des barricades et placé des mitrailleuses. Nos hommes ont dû avoir une belle frayeur, surtout quand un officier américain leur demanda les derniers tuyaux sur la situation du front.

Après s'être quelque peu ressaisi, le chef du commando – vêtu d'un bel uniforme de sergent américain – avait raconté à ce capitaine yankee une belle histoire. Sans doute les Américains ont-ils mis la peur qui se lisait encore sur le visage de nos soldats sur le compte de leur dernière rencontre avec les « *damned Germans* ». Car, à en croire le chef du commando, les Allemands avaient déjà dépassé cette position, à gauche comme à droite, de sorte qu'elle était pratiquement encerclée. Très impressionné, le capitaine américain donna immédiatement l'ordre de retraite.

En somme, étant donné les circonstances, le succès de ces commandos dépasse de loin mes espoirs. D'ailleurs, quelques jours plus tard, le poste américain de Calais parle de la découverte d'une immense entreprise d'espionnage et de sabotage à l'arrière des lignes alliées – entreprise placée sous les ordres du colonel Skorzeny, le « ravisseur » de Mussolini. Les Américains annoncent même qu'ils ont déjà capturé plus de 250 hommes de ma brigade – chiffre largement exagéré. Plus tard, j'apprendrai que le contre-espionnage allié, animé d'une belle ardeur, avait arrêté un certain nombre d'authentiques soldats ou officiers américains.

Quant aux histoires cocasses que m'ont racontées, après la fin de la guerre, plusieurs officiers américains, elles rempliraient un volume. Le capitaine X., par exemple, avait trouvé, dans une ville française, une cantine d'officier allemand, dans laquelle il avait pris une paire de bottes. Comme elles correspondaient, par hasard, à sa pointure, il les portait tous les jours. Mais les MP, lancés à la chasse aux espions, s'en étaient aperçus et en avaient déduit que le capitaine X. était – devait être, incontestablement – un espion allemand. Par conséquent, le malheureux avait été arrêté et quelque peu malmené. Il m'a assuré qu'il n'oublierait jamais ces huit jours passés dans une prison militaire peu confortable.

Deux jeunes lieutenants, arrivés en France en décembre 1944, furent invités, un jour, par le commandant d'une unité déjà habituée à la rude

existence du front. Polis et aimables, les deux jeunes officiers se crurent, évidemment, obligés de manifester discrètement leur appréciation du repas pourtant composé uniquement de conserves. Ces éloges, et aussi leurs uniformes immaculés, les rendirent éminemment suspects – tellement suspects que les MP, appelés en hâte, vinrent les arracher de leurs chaises pour les conduire en prison. Car les vétérans, dégoûtés des sempiternelles conserves, ne pouvaient admettre qu'un Américain authentique pût trouver des éloges pour une nourriture aussi écœurante.

Et ce ne fut pas tout. Me croyant capable des forfaits les plus effroyables et des desseins les plus audacieux, le contre-espionnage américain se crut obligé de prendre des mesures exceptionnelles pour assurer la sécurité du haut commandement allié. Ainsi, le général Eisenhower fut, pendant plusieurs jours, séquestré dans son propre quartier général. Il dut s'installer dans une maisonnette gardée par plusieurs cordons de MP. Bientôt, le général en eut assez et chercha par tous les moyens à se soustraire à cette surveillance. Le contre-espionnage avait même réussi à trouver un sosie du général. C'était un officier d'état-major dont la ressemblance avec Eisenhower était vraiment frappante. Chaque jour, le faux commandant en chef, revêtu d'un uniforme de général, devait monter dans la voiture de son chef et se rendre à Paris, afin d'attirer sur lui l'attention des « espions allemands ».

De même, le maréchal Montgomery risquait, pendant toute la durée de la bataille des Ardennes, d'être arrêté et interrogé par les MP. Un aimable fantaisiste avait répandu une rumeur d'après laquelle un membre de « la bande de Skorzeny » se livrait à l'espionnage sous le déguisement d'un maréchal britannique. Par conséquent, les MP examinaient minutieusement l'aspect et le comportement de tout général anglais voyageant en Belgique.

***

Après cette petite digression, revenons, si vous voulez bien, à Malmedy. L'après-midi du 20 décembre, deux de mes détachements arrivent à Engelsdorf. Quant au troisième, il est beaucoup trop loin pour pouvoir se trouver là à temps. Décidément, nous ne seront pas assez nombreux pour nous gêner mutuellement.

Je décide de déclencher l'attaque à l'aube du 21 décembre. Le premier

détachement attaquera du sud-est, le second, commandé par Fölkersam, du sud-ouest. Ils devront essayer d'enfoncer les premières lignes de l'ennemi et de pénétrer jusqu'au centre de la ville. Au cas où ils rencontreraient une forte résistance, ils laisseront une partie des hommes devant les positions américaines et tenteront, avec le gros des troupes, d'occuper les collines au nord de Malmedy.

À 5 heures précises, les colonnes se lancent à l'assaut. Quelques minutes plus tard, une violente canonnade arrête net le premier détachement qui rompt alors le contact et se retire sur ses positions de départ. Quant à la seconde colonne, je commence bientôt à me demander ce qu'elle a pu devenir. Depuis plus d'une heure, je suis sans aucune nouvelle. Dès qu'il fait complètement jour, je pars, à pied, vers la ligne de feu. Du haut d'une colline, j'ai une vue excellente sur la grande courbe que décrit la route à l'ouest de Malmedy ; la ville elle-même est cachée dans un repli de terrain. Or, sur ce tronçon de route, je distingue, à la lunette, six de nos chars Panther qui sont engagés dans une lutte sans merci – et sans espoir – avec des forces blindées nettement supérieures. Diable ! C'étaient ces chars qui devaient couvrir le flanc gauche de notre attaque.

De toute évidence, Fölkersam, ardent et tenace, ne veut pas encore renoncer à emporter la ville. Bientôt, cependant, les premiers soldats reviennent vers nos positions. Ils m'apprennent qu'ils se sont heurtés à des fortifications solides et fortement défendues dont la prise paraît impossible sans appui d'artillerie. Nos chars livrent un combat désespéré pour couvrir au moins la retraite. Je regroupe les hommes derrière la colline, afin de pouvoir repousser une éventuelle contre-attaque ennemie. Mais – au fait – je ne vois toujours pas Fölkersam.

Déjà, nos automitrailleuses ont ramené les derniers blessés. Mon inquiétude ne cesse de croître ; aurais-je perdu dans cette affaire stupide mon ami intime, mon fidèle collaborateur ? Enfin, le voilà qui apparaît et commence à gravir la prairie menant au sommet de la colline. Je remarque qu'il s'appuie lourdement sur le bras de notre toubib. Arrivé près de moi, il s'assoit très prudemment, sur le sol humide. Avec un faible sourire, il m'explique qu'il a attrapé un éclat dans la partie la plus charnue de son individu.

Sous la protection de quelques bazookas, nous tenons une brève conférence. Le chef de la compagnie blindée qui, un peu plus tard, nous rejoint en boitant – nous le croyions déjà mort – nous apprend qu'il a pu pénétrer jusqu'aux positions d'artillerie des Américains et écraser une batterie. C'est seulement la contre-attaque d'une colonne deux fois plus nombreuse que la sienne qui l'a rejeté jusqu'à la grande courbe de la route. Mais en essayant de se maintenir à cet endroit particulièrement exposé, afin de permettre à notre infanterie de décrocher, il a perdu jusqu'au dernier de ses chars.

Nous sommes donc forcés de nous tenir tranquilles, tout au moins pour l'instant. Au cours de l'après-midi, je hisse mes détachements sur la crête des collines où nous occupons, en une ligne affreusement mince, un front de 10 km. Entre-temps, le feu de l'artillerie ennemie n'a cessé de s'intensifier, c'est presque un pilonnage qui écrase systématiquement le village d'Engelsdorf et les routes aux alentours.

Vers le soir, je me rends à l'état-major de la division pour faire mon rapport. Après avoir expliqué notre situation au chef d'état-major, je me dirige vers l'unique hôtel de la petite localité. Je suis encore à trente mètres de l'entrée quand un sifflement que je ne connais que trop bien me jette d'un bond sous la voûte. L'instant d'après, une énorme marmite s'abat sur la remorque qui sert de bureau au chef d'état-major. Celui-ci a eu beaucoup de chance ; quand nous l'avons retiré des décombres de sa roulotte, nous constatons qu'à part un éclat dans le dos, il n'a pas une égratignure.

Comme le séjour dans ce patelin devient de plus en plus malsain, je saute dans ma voiture – qui, heureusement, s'est trouvée à l'abri derrière l'hôtel –, mon chauffeur embraye et démarre en vitesse. La nuit est noire, nos lumières sont, bien entendu, soigneusement camouflées. Lentement, à l'aveuglette, nous cherchons notre chemin, en prenant bien soin de rester au milieu de la route. À peine avons-nous traversé le petit pont que trois obus arrivent et explosent tout près de nous. Je sens comme un choc au front, saute instinctivement hors de la voiture ouverte et me jette, au jugé, dans le fossé. Un instant plus tard, un camion, arrivant en sens inverse, monte sur mon auto dont les phares se sont éteints. Quelque chose de chaud me coule sur la figure, je me tâte prudemment les joues, le nez ; au-dessus de l'œil

droit, mes doigts s'enfoncent dans un lambeau de chair flasque. Épouvanté, je ne puis réprimer un sursaut. Est-ce que l'œil est perdu ? Ce serait à peu près ce qui pourrait m'arriver de pire. Toute ma vie, j'ai plaint les aveugles dont le sort me paraît particulièrement affreux. Sans même m'occuper des obus qui, à présent, pleuvent un peu partout autour de moi, j'explore doucement la région au-dessous de cette chair déchiquetée. Dieu soit loué ! Je sens l'œil, bien à l'abri dans l'orbite.

Aussitôt, je me ressaisis. Mon chauffeur est indemne, la voiture a résisté au choc et veut même repartir. Nous arrivons à faire demi-tour – tant pis pour le capot – et, quelques minutes plus tard, nous voilà de retour à l'état-major de la division.

À en juger d'après l'expression ahurie des officiers, je dois être dans un bel état. À l'aide d'une glace, j'examine, de l'œil gauche, bien entendu, ma pauvre figure. Évidemment, je ne suis pas joli joli. Mais quand mon chauffeur découvre, dans la jambe droite de mon pantalon, quatre trous et que je trouve, sur ma peau, les traces des deux éclats qui ont passé là, ma bonne humeur revient d'un seul coup. Décidément, je suis un sacré veinard ! L'attente du médecin est assez agréable, grâce à un verre de cognac et un « goulash », servi par la roulante. Malheureusement, j'ai du mal à fumer, le sang mouille aussitôt la cigarette qui à un drôle de goût.

Enfin, le toubib arrive, m'engueule copieusement – au lieu d'être heureux de me voir encore en vie – et décide de m'emmener immédiatement à l'infirmerie. À vrai dire, je suis content de pouvoir quitter cette vallée infernale – peut-être y aurais-je quand même laissé ma peau.

Malgré le désir des médecins de m'évacuer vers l'arrière, je manifeste l'intention de reprendre le plus vite possible le commandement de mon unité. La situation est vraiment trop sérieuse pour que je puisse songer à rentrer en Allemagne. D'ailleurs, je me sens presque d'aplomb. Le chirurgien hausse les épaules, me fait une anesthésie locale, m'enlève quelques esquilles et recoud la plaie. Un pansement bien serré maintient la peau en place. Le lendemain, je rejoins mon poste.

Là, je constate que nos positions risquent de devenir intenables. L'artillerie ennemie semble avoir une véritable prédilection pour nos maigres effectifs. Au cours de la journée, un obus pulvérise de plein fouet

un endroit particulièrement propice aux méditations solitaires, un autre passe par la porte de l'étable et tue notre pauvre vieille vache. À quelque chose malheur est bon – nous aurons de la viande fraîche.

La nuit suivante, nous sommes réveillés par des bruits inhabituels. Au-dessus de nos têtes des V1 dessinent leurs trajectoires flamboyantes en direction de Liège. Voilà qui nous réconcilie quelque peu avec la Luftwaffe, si obstinément invisible. Mais quand, une ou deux nuits plus tard, un de ces engins s'écrase contre une colline située à environ 100 mètres de notre maison – heureusement sans exploser –, nous revenons sur ces bons sentiments. Qui nous garantit que le prochain V1 ne fera pas plus de dégâts ? Peut-être la rumeur est-elle fondée d'après laquelle les ouvriers étrangers, occupés au montage des dispositifs de direction des V1, sabotent de plus en plus souvent ces appareils délicats.

Le 23 décembre, je pars à Meyrode pour secouer l'état-major de la 6e armée blindée. Notre équipement est, en effet, lamentable, d'autant plus qu'il n'est pas prévu pour une bataille aussi longue. Comme nous n'avons pas de cuisines roulantes, la préparation d'un repas chaud pose chaque jour un problème angoissant. Nous manquons de vêtements d'hiver, et, surtout – avant tout –, nous manquons d'artillerie.

Mon voyage est assez mouvementé. Le retour du beau temps a libéré le ciel pour l'aviation ennemie – sans doute pas pour la nôtre qu'on ne voit jamais. Continuellement, nous sommes forcés de nous arrêter et de nous jeter dans le fossé. Parfois, quand, pour éviter un croisement dangereux, nous coupons à travers champs, nous n'avons même pas de fossé à notre disposition, alors nous nous couchons à plat ventre, le nez dans la gadoue. Lors d'un de ces exercices, je me mets tout à coup à frissonner, à claquer des dents, à transpirer… C'est sans doute à ma blessure que je dois cette petite poussée de fièvre ; malgré le pansement, elle est légèrement infectée.

Dans une ferme abandonnée, je me couche dans le lit du paysan, avale quelques comprimés d'aspirine et ingurgite un grog qui contient plus de rhum que d'eau. Mon chauffeur et mon officier d'ordonnance continuent sans moi jusqu'à Meyrode.À leur retour, quelques heures plus tard, je suis suffisamment rétabli pour rentrer « à la maison », c'est-à-dire à mon PC.

Le 24 décembre, se présente enfin la batterie lourde que nous attendons

depuis si longtemps. Aussitôt, je montre à l'officier qui la commande les emplacements que j'ai fait préparer à son intention – ou plutôt à celle de ses pièces – puis je lui explique, à l'aide de la carte, les objectifs qu'il doit prendre sous son feu. Il hoche la tête, s'éclaircit la voix, m'écoute sans rien dire. Mais quand je lui demande d'installer rapidement ses canons, il retrouve l'usage de la parole.

– Mon colonel, déclare-t-il, je dois vous dire que je dispose, en tout et pour tout, de seize coups par pièces, et que je ne puis compter, pour le moment, sur aucun ravitaillement en munitions.

Tout d'abord, je reste muet, trop abasourdi pour articuler un seul mot. Je me demande si je dois rire ou pleurer. Voilà enfin l'artillerie si impatiemment attendue – elle nous arrive le jour de Noël, presque comme un cadeau – mais nous n'avons pas de munitions. Manifestement le commandant de batterie n'y peut rien – il est d'ailleurs navré – mais ma conversation téléphonique avec l'état-major de la 6e armée est plutôt animée. Bien entendu, mes éclats de colère ne servent à rien. Nous ne recevrons jamais ces munitions.

Plus d'une fois, je songe à mon dernier entretien avec le Führer. D'après ses déclarations, l'organisation Todt avait pris les mesures nécessaires pour assurer sans le moindre retard les transports d'essence et de munitions jusqu'aux lignes avancées, notamment avec des camions gazogènes. À cet effet, l'organisation Todt allait placer, le long des routes, d'immenses réserves de bois pour alimenter les camions. Or, malgré mes innombrables voyages à travers toute la région, je n'ai jamais vu un seul de ces fameux gazogènes. Comprenne qui pourra…

Le 28 décembre 1944, nous sommes relevés par une division d'infanterie. Le lendemain, nous nous installons dans des cantonnements provisoires à l'est de Saint-Vith. Bientôt, c'est la retraite générale qui nous ramène en Allemagne.

Pour moi comme pour toute l'armée allemande, la grande offensive des Ardennes se termine par une grande défaite.

16. En allemand « Unternehmen Greif », littéralement : « l'opération Griffon ».
17. En français les « Hautes Fagnes ».
18. – Faites-moi le récit de votre dernière affectation. – Oui, Herr Oberstleutnant, je *suis devenu* ma dernière affectation *avant* cinq mois…
19. Abréviation désignant les membres de l'US Military Police Corps.

XXI

La fin

Le 30 janvier, un ordre signé par Himmler met fin à ma carrière de chef de commando. Je suis, en effet, chargé de former, avec des « unités spéciales », une tête de pont à l'est de l'Oder, près de Schwedt, et de m'y maintenir coûte que coûte, afin de permettre la préparation d'une « offensive ultérieure qui partira de cette tête de pont ».

Après des difficultés invraisemblables, je réussis à rassembler un nombre suffisant d'unités, assez hétéroclites d'ailleurs, pour occuper solidement les positions assignées, à installer un minimum d'artillerie, et, surtout, à redresser quelque peu le moral des soldats. C'est la débâcle – certaine, irrémédiable, inévitable. Bien entendu, il ne saurait plus être question d'offensive. Devenu commandant de division, je m'efforce vainement, par des attaques limitées, mais incessantes, de troubler la mise en place du dispositif des armées soviétiques qui s'apprêtent à nous assener le coup de grâce. Bientôt, la tête de pont n'est plus qu'une île dans le flot tumultueux de millions de réfugiés et de milliers de fuyards en uniforme. Mais nous tenons bon, en tout cas jusqu'au 28 février, date à laquelle un ordre de Hitler m'appelle à Berlin. Le cœur serré, je prends congé de mes « unités spéciales » que je ne reverrai jamais plus.

Au cours des mois suivants, se confirme l'effondrement de la résistance militaire allemande. Je passe sur la confusion, le découragement, les scènes atroces qui se produisent partout – ce sont des souvenirs pénibles que je n'aime guère évoquer. Le 10 avril 1945, je me trouve en Autriche, dans Vienne presque encerclée. Ce matin-là, la radio allemande annonce :

– Berlin nous restera, Vienne sera libérée !

Quelques minutes plus tard, le premier obus russe tombera sur une place dans le centre de Berlin. À Vienne, je vois bien que tout est perdu – ma ville natale est déjà occupée par les troupes soviétiques, à part quelques secteurs qui tiennent encore par miracle.

Le 30 avril – je me retire, à ce moment-là, avec un petit détachement, vers les Alpes – nous parvient la nouvelle de la mort d'Adolf Hitler. Décidément, c'est la fin.

Le 6 mai, l'amiral Dönitz, chef du nouveau gouvernement allemand, proclame la cessation des hostilités. À partir de ce jour-là, tous les mouvements de troupes sont interdits. Mais j'ai décidé de me retirer, avec les hommes et les officiers qui me restent, dans les Alpes, dans la région du Tauern. Bien entendu, le fameux « réduit bavarois », dernière forteresse pour les derniers fidèles, n'existe pas – il n'a d'ailleurs jamais existé que sur le papier.

Nous voilà donc installés – Radl, Hunke, trois soldats et moi – dans un petit chalet au-dessus de la vallée de Radstadt. Nous savons qu'une unité américaine vient d'occuper cette localité. Comme je suppose que le service secret américain est à ma recherche, je préviens ces troupes que je me rendrai d'ici quelques jours. Pour l'instant, je voudrais encore jouir de la profonde paix qui règne sur le paysage. Pas de réponse…

Mais je ne puis rester indéfiniment dans cette cabane. De nouveau un message à l'unité américaine, demandant qu'on veuille bien mettre à ma disposition, le 15 mai, à 10 heures du matin, une voiture qui me permettrait de gagner Salzbourg. Nous avons en effet l'intention de nous présenter à l'état-major de la division américaine stationnée dans cette ville, pour nous constituer prisonniers.

L'après-midi du 15 mai, nous arrivons à Salzbourg. Tout d'abord, personne ne s'occupe de nous. Comme nous insistons, on nous transporte dans une localité voisine, où un chef de bataillon veut bien accepter notre reddition. D'abord, l'interprète me demande mon nom. Ensuite, je dois vider mes poches, on me fouille…

À présent, la guerre est vraiment terminée pour nous. Je crois avoir fait mon devoir, comme tant d'autres, mes hommes ont livré de durs combats, sur tous les fronts – tout cela pour aboutir à la défaite. À présent, advienne que pourra – je ne suis plus qu'un prisonnier.